

INSTITUT
KURDE
DE PARIS

Bulletin de liaison et d'information

N°429

DECEMBRE 2020

*La publication de ce Bulletin bénéficie de subventions
du Ministère français des Affaires étrangères (DGCID)
et du Fonds d'action et de soutien pour l'intégration et la lutte contre les discriminations (FASILD)*

Ce bulletin paraît en français et anglais
Prix au numéro : France: 6 € — Etranger : 7,5 €
Abonnement annuel (12 numéros) France : 60 € — Etranger : 75 €

Périodique mensuel
Directeur de la publication : Mohamad HASSAN
Numéro de la Commission Paritaire : 659 13 A.S.
ISBN 0761 1285

INSTITUT KURDE, 106, rue La Fayette - 75010 PARIS
Tél. : 01- 48 24 64 64 - Fax : 01- 48 24 64 66

www.fikp.org
E-mail: bulletin@fikp.org

- **ROJAVA : LA TURQUIE POURSUIT SES INTIMIDATIONS MILITAIRES CONTRE L'AANES**
- **TURQUIE : NOUVELLES EXACTIONS POLI-CIÈRES ET MILITAIRES ; LE MHP DEMANDE L'INTERDICTION DU HDP**
- **IRAK : BRAS DE FER BUDGÉTAIRE BAG-DAD-ERBIL; VIOLENTES MANIFESTA-TIONS AU KURDISTAN**
- **IRAN : NOMBREUX ASSASSINATS DE KOL-BARS KURDES ; DOUZE EXÉCUTIONS DE CONDAMNÉS EN UNE SEULE SEMAINE...**



ROJAVA : LA TURQUIE POURSUIT SES INTIMIDATIONS MILITAIRES CONTRE L'AANES

Durant tout le mois de décembre, la Turquie, notamment par le truchement de ses supplé-tifs syriens, a continué à exercer une forte pression mili-taire sur les territoires contrôlés par l'Administration autonome du Nord-Est Syrien (AANES) dominée par le parti kurde PYD. Tout en concentrant des troupes à la frontière, Ankara a en particu-lier poursuivi ses attaques incessantes contre la ville straté-gique d'Ain-Issa, et tenté de s'emparer de l'autoroute M4 qui

joint d'est en ouest la Djéziré à Kobanê et constitue la limite sud de sa soi-disant «zone de sécuri-té». Contrôler cette route lui permettrait quasiment de couper le Rojava en deux...

Les autorités du Rojava se sont inquiétées du possible lancement rapide d'une nouvelle opération militaire turque. En effet, Ankara peut craindre que le nouveau président américain, Joe Biden, adopte à son égard des positions autrement plus dures que son prédécesseur. La période de

transition entre les deux admi-nistrations est donc particulière-ment à risque. Le mois de décembre s'est finalement termi-né sans nouvelle attaque turque, mais l'inquiétude reste d'actuali-té jusqu'au 20 janvier 2021, date à laquelle le nouveau président américain prêtera serment et accédera réellement au pou-voir...

Durant cette période, les Russes ont tenté de tirer parti de la situation pour obliger l'AANES à céder au régime de Damas le



contrôle total ou partiel d'Ain-Issa. Ils réactualisent ainsi la stratégie qu'ils avaient mise en œuvre en 2018 pour Afrin avant l'attaque turque sur cette région. À l'époque, les Kurdes ayant refusé de céder Afrin au régime, les Russes avaient laissé le champ libre aux Turcs... Selon *Al-Monitor*, après le refus des Forces démocratiques syriennes (FDS) de céder Ain-Issa, les Russes, déjà installés dans l'ancienne base américaine de la ville, auraient alors proposé une solution de type Qamishli, une ville dont Damas contrôle l'aéroport et certains quartiers. Après des bombardements d'artillerie turcs particulièrement violents, les FDS auraient seulement accepté mi-décembre l'installation près de la ville sur l'autoroute M4 de trois postes d'observation «trilatéraux», c'est-à-dire tenus en commun par des combattants des FDS et des militaires russes et syriens. Les militaires russes, qui patrouillent la région en commun avec l'armée turque, suscitent la défiance de la population locale. En novembre, celle-ci avait manifesté contre l'absence de réaction russe aux violations turques du cessez-le-feu, qui au 15 décembre avaient déplacé selon l'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH) quelque 4.500 habitants d'Ain Issa, soit 40 % de sa population, et 2.500 habitants des villages environnants...

C'est que depuis fin novembre, ces violations n'ont cessé de s'amplifier, avec des bombardements d'artillerie quasi-quotidiens. Le 6, la radio *Voice of America* (VOA) indiquait que les tirs avaient ciblé non seulement la ville elle-même, mais aussi les villages alentours et un camp de personnes déplacées (dont des anciens membres de Daech), blessant neuf civils dont deux enfants. Outre les bombardements, les Turcs ont empêché à

plusieurs reprises des civils d'emprunter la M4, alors qu'ils sont censés pouvoir y circuler justement sous la protection des patrouilles turco-russes...

Par ailleurs, les mercenaires turcs ont continué d'interrompre régulièrement l'alimentation en eau potable de toute la région de l'Est de l'Euphrate, dont la ville de Hassaké, en coupant l'eau provenant de la station d'Allouk. Située près de Ras al-Ain (Serê Kaniyê), celle-ci était tombée entre leurs mains lors de l'opération «Source de paix» en octobre 2019. Un accord avait pourtant été conclu avec la médiation russe: en échange de l'eau potable, l'AANES fournissait de l'électricité aux zones occupées par les Turcs. Mais depuis, les mercenaires syriens n'ont cessé de couper l'eau tout en exigeant toujours plus d'électricité. Selon un rapport publié le 30 novembre par le Bureau des Nations Unies pour la coordination des affaires humanitaires (OCHA), en collaboration avec l'Organisation mondiale de la santé (OMS), la fourniture d'eau de cette région où vivent 460.000 personnes a été perturbée plus d'une douzaine de fois cette année. L'AANES a dénoncé ces coupures, qu'elle a qualifiées d'«extermination biologique» (WKI). Le 13, Sozdar Ahmed, coprésident de la Direction de l'eau de l'AANES, a indiqué à *Kurdistan-24* que la ville de Hassaké était privée d'eau depuis 25 jours! Ankara vise manifestement à accroître le mécontentement des habitants vis-à-vis de l'AANES.

Le 14 à Derbasiya, des tireurs non identifiés ont ouvert le feu sur le bureau de l'ENKS – le Conseil national kurde de Syrie, regroupant une quinzaine de partis d'opposition à l'AANES. Le commandant général des FDS, Mazloum Abdi, a immédia-

tement dénoncé cette attaque (WKI), mais celle-ci n'en fait pas moins courir des risques aux négociations en cours entre l'AANES et l'opposition, qui depuis leur lancement sous l'égide des Américains et des Français, suscitent la colère turque...

Le 16, dans une interview accordée à l'agence kurde *Firat News* (ANF), Emine Osê, vice-coprésidente de l'AANES, a livré son analyse du jeu régional de la Turquie: en Syrie, exploitant le vide créé par les élections américaines et le blocage des processus d'Astana et de Genève du fait des marchandages russes concernant Idlib, elle redouble d'attaques contre Ain-Issa et l'autoroute M4, tout en cherchant à attiser les divisions intra-Kurdes et entre Kurdes et Arabes. Au Kurdistan d'Irak, où elle accroît encore ses empiètements, elle attise là aussi les tensions intra-kurdes.

Dans la nuit du 18, de nouveaux affrontements ont opposé les mercenaires syriens de la Turquie aux FDS, toujours près d'Ain-Issa. Un commandant des FDS a indiqué qu'une attaque visant à saisir des terres agricoles tout près de la ville avait été repoussée (*Reuters*).

Les affrontements se sont également poursuivis dans la région d'Afrin. Le 3, un militaire turc y a perdu la vie (*AFP*).

Durant ce mois, de nouvelles informations ont également émergé sur les exactions hallucinantes des mercenaires turcs. Selon un rapport diffusé le 23 par la chaîne britannique *Sky News* en arabe, les combattants du *Jaysh al-Nukhbah* ont transféré en Libye des femmes kurdes d'Afrin kidnappées en 2018 et réduites en esclavage, comme l'avaient fait en 2014 les djihad-

distes de Daech avec les femmes yézidiennes du Sinjar. Le rapport cite des témoignages diffusés par le réseau d'information *Afrin Post* selon lesquels «le viol, la captivité et l'oppression des femmes kurdes à Afrin», incluant «l'assassinat de dizaines de femmes, en particulier des mineures», [...] «sont perpétrés avec la connaissance et l'approbation de la Turquie». Ces informations proviennent notamment du témoignage d'une jeune femme que sa famille a réussi à libérer de sa captivité. Ibrahim Sheikho, directeur de l'«Organisation Afrin pour les droits de l'Homme», a par ailleurs comptabilisé des centaines de cas d'enlèvements, de viols collectifs et de meurtres (*Kurdistan au Féminin*).

Par ailleurs, les djihadistes de Daech, s'ils ont perdu leurs territoires en Syrie, sont pour autant loin d'avoir disparu et poursuivent leurs attaques terroristes. L'Institut kurde de Washington

(WKI) a indiqué le 8 que dans les zones rurales des provinces de Deir Ezzor et de Hassaké, au moins cinq combattants des FDS avaient perdu la vie dans les villes de Dhiban et Tayanna lors d'attaques utilisant bombes artisanales et armes légères. Le 10, les FDS ont annoncé la capture de trois djihadistes à Deir Ezzor grâce à un raid opéré avec le soutien américain. Au même moment, l'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH) a rapporté que des travailleurs de la raffinerie de pétrole de Tayanna (Deir Ezzor) s'étaient vus réclamer le paiement de la *zakat* par des membres de Daech...

Toujours à propos de Daech, le 20, l'Allemagne et la Finlande ont annoncé avoir rapatrié la veille pour raison humanitaire par avion charter spécialement affrété cinq femmes, dont certaines poursuivies pour appartenance à Daech, et dix-huit enfants, tous jusque-là internés

dans des camps de l'AANES. Le ministère finlandais des Affaires étrangères a souligné qu'il était impossible légalement de rapatrier les enfants sans leur mère. L'Allemagne a ainsi rapatrié trois femmes et douze enfants, parmi lesquels certains des leurs, et la Finlande deux femmes et six enfants. La plupart des femmes, en très mauvaise santé selon un responsable de l'AANES, nécessitaient un traitement médical. Pour la première fois, le rapatriement ne s'est pas fait via la Turquie, mais par l'Irak. Soupçonnée d'avoir, avec son époux, maintenant décédé, utilisé une jeune femme yézidienne comme esclave à Raqqa, une des trois Allemandes a été arrêtée dès son arrivée à Francfort.

Il reste dans les camps de Syrie plus de 6.000 enfants et environ 3.000 mères de nationalité étrangère, dont 600 enfants et 300 femmes de nationalités européennes. La moitié des enfants ont moins de cinq ans (*AFP*).

TURQUIE : NOUVELLES EXACTIONS POLICIÈRES ET MILITAIRES ; LE MHP DEMANDE L'INTERDICTION DU HDP

Le bilan de la répression en Turquie pour l'année 2020 – et plus largement, depuis 2015 – est effarant. Le parti «prokurde» HDP en a été la principale victime. Selon un rapport qu'il a récemment publié, près de 20.000 de ses membres ont été mis en garde à vue, dont 10.000 ensuite emprisonnés (*Ahval*), ainsi que 200 élus et 7 députés; 51 co-maires HDP élus en mars 2019 ont été démis et remplacés par des administrateurs, 6 maires ayant remporté les élections ont été privés de leur mandat au prétexte d'une révocation antérieure par décret d'urgence, et 36 co-maires ont été emprisonnés, dont 17 sont toujours derriè-

re les barreaux. Fin décembre, sur 65 maires HDP originellement élus, on n'en comptait plus que 5 en poste... Pour la correspondante du *Guardian* en Turquie, Bethan McKernan, Erdoğan semble avoir choisi de vider le HDP de sa substance plutôt que de l'interdire formellement afin d'éviter la création d'un front uni de l'opposition... (*Ahval*)

Plus largement, le système judiciaire turc, perdant toute indépendance, est totalement passé au service du pouvoir. Un symptôme de cette situation est le nombre de poursuites judiciaires pour «insulte au président», faisant souvent suite à simples cri-

tiques sur les réseaux sociaux: durant les six dernières années, 9.556 condamnations dont 2.676 à des peines de prison allant de un à quatre ans ont été prononcées. Parmi les personnes inculpées, on compte 903 mineurs âgés de 12 à 17 ans et 264 enfants de 12 à 14 ans (*Duvar*).

Confronté à un nombre record de cas de COVID-19, le pouvoir a su faire de l'épidémie une opportunité pour interdire toutes les activités politiques qui lui déplaisent... tout en tentant de dissimuler la gravité de la situation sanitaire. Début décembre, le ministère de la Santé annonçait 31.923 nouveaux cas et 193 morts en 24 heures, alors que la

ville d'Istanbul à elle seule en comptabilisait 199... (*Bianet*) La présidente de l'Union des médecins de Turquie (TTB), Sebnem Korur Fincanci, dressant par ailleurs un bilan alarmant de la situation hospitalière, a estimé que le nombre réel de cas était plutôt proche du double, 60.000. La récente décision des autorités de prendre en compte les patients asymptomatiques, jusqu'alors exclus des statistiques, n'a pas abouti à des chiffres plus crédibles...

Dans plusieurs cas, les membres du HDP ont été victimes de violences policières lors de descentes à leur domicile. Ainsi Meryem Aşkara qui a témoigné avoir été battue pendant 20 mn et menacée des pistolets des forces spéciales chez elle à Şırnak le 2 décembre, avant que ses parents, alertés par ses cris, ne soient également battus (*Mezopotamya*). Les policiers auteurs des faits ont ensuite porté plainte pour agression contre Aşkara et sa colocataire, l'ancienne co-maire de Cizre Berivan Kutlu. D'autres cas de ce genre avaient déjà été relatés, dont certains contre des enfants, impliquant parfois l'usage de chiens de police (*SCF*). Dans d'autres cas, ce sont des militaires qui se livrent à des exactions contre des civils, comme Özcan Erbaş, un jeune homme de 18 ans tué le 20 novembre à Hakkari par des tirs venus du poste de police alors qu'il pique-niquait avec des amis. Après son décès à l'hôpital, le bureau du gouverneur a déclaré qu'il avait été tué après des sommations tandis qu'il se livrait à la contrebande (*Duvar*). L'impunité est malheureusement la règle dans la plupart de ces affaires: neuf ans après le massacre de Roboski (Şırnak), où 34 civils, dont dix-neuf mineurs, avaient péri sous les bombes des F-16 turcs à la frontière turco-irakienne, ce sont les proches des victimes qui sont jugés pour avoir

dénoncé la tuerie ou participé à des commémorations... Les victimes avaient été visées alors qu'elles ramenaient d'Irak à dos d'âne des biens de première nécessité, carburant, thé, sucre et cigarettes (*RojInfo*). En 2017, les autorités ont fait retirer à Diyarbakir un monument à la mémoire des victimes. Une cour martiale ayant jugé que l'armée turque n'avait pas été négligente, aucun des auteurs du massacre n'a été inquiété (*Rûdaw*).

Le MHP ne cesse d'ailleurs de demander l'interdiction du HDP. Le 11, Bahçeli a déclaré que «la politique turque n'[avait] plus la capacité de tolérer» celui-ci. Le lendemain, le député MHP Semih Yalçın a à son tour appelé à «éradiquer» le HDP, l'accusant d'avoir pour «sous-traitant» le PKK, ajoutant que HDP et PKK sont tous deux des «ennemis du peuple, de la nature et de l'humanité»... (*Ahval*)

D'autres affaires de crimes racistes, plus anciennes, sont aussi marquées par l'impunité. Ainsi le massacre des Kurdes alévis de Maraş, perpétré entre le 19 et le 26 décembre 1978 par des islamo-fascistes se revendiquant des Loups gris, avec la complicité des forces de l'ordre. 42 ans après, ses centaines de victimes ne connaissent toujours pas le repos que devrait leur apporter la justice... Dernier cas en date, l'attaque de travailleurs saisonniers kurdes perpétrée à Sakarya en septembre dernier, pour laquelle le tribunal a décidé le 25 décembre de ne pas poursuivre les agresseurs... (*Bianet*)

Dans une autre affaire, 27 hommes appartenant aux forces de l'ordre, policiers, militaires et gardes de village (*korucu*) sont accusés d'avoir violé collectivement une jeune fille kurde de 15 ans. L'affaire a été révélée lorsque l'agence *Jin News* a rap-

porté qu'une mineure kurde de 15 ans s'était présentée à l'hôpital à Gercus (Batman) se plaignant de douleurs au ventre, avant que les médecins ne découvrent qu'elle était enceinte. Pour cette révélation, l'agence de presse a été menacée et son site web fermé, et seulement deux des suspects ont été arrêtés. La porte-parole de la commission des femmes du HDP, Ayşe Acar Basaran, a fustigé l'AKP pour avoir laissé les violeurs dans l'impunité. Le 7, la police a violemment attaqué et battu les femmes qui s'étaient rassemblées devant les locaux du HDP à Van pour protester (*Morning Star*). Le 9, avant le procès (qui ne concerne que 11 accusés sur les 27 suspects), l'avocate Eren Keskin, coprésidente de l'Association des droits de l'Homme (IHD), a déclaré: «L'impunité est à l'origine de l'augmentation des violences sexuelles». À propos des violences sexuelles commises par des militaires et d'autres depuis 1997, elle a déclaré que jusqu'à présent, même si toutes les preuves sont disponibles, à l'exception de deux gardes de village, aucun membre des forces de sécurité n'a été puni... Me Keskin a notamment rappelé le cas le cas d'Ipek Er, suicidée après son viol par un sous-officier, qui a été ensuite libéré. «Ce n'est pas pour rien que nous disons que les meurtres sont politiques», a-t-elle ajouté: Alaatin Çakıcı, qui a assassiné une femme devant un enfant, peut maintenant menacer librement et ouvertement n'importe qui». Pour mémoire, Çakıcı est ce chef de mafia fasciste et ami du président du parti d'extrême-droite MHP, Devlet Bahçeli, qui a été libéré de prison grâce à la réforme judiciaire mise en place par le pouvoir AKP-MHP.

Les inculpations et condamnations d'élus HDP, mais aussi de dirigeants de la société civile et

de journalistes ayant osé dénoncer la situation des droits de l'homme, se sont poursuivies jusqu'à la fin du mois. Le pouvoir utilise notamment les violences dans les manifestations de protestation contre le siège de Kobanê par Daech en 2014 pour inculper les dirigeants du HDP de l'époque. Ainsi le 8, l'ancienne membre du Conseil exécutif du HDP Meryem Adibelli a été arrêtée, puis inculpée le 11 d'«appartenance à une organisation terroriste». Le 14, Rojda Nazlier, co-maire de Kocaköy (Diyarbakır), destituée et arrêtée le 20 octobre 2019 puis remplacée par un administrateur, a été condamnée à neuf ans de prison pour la même charge sur des témoignages en partie anonymes. Parallèlement, trois personnes ont été arrêtées sous la même accusation à Adana, trois autres à Mersin, cinq à Mus et six à Cizre, et le parlement a commencé à examiner la levée de l'immunité législative de 17 autres députés HDP.

Dans les prisons, les conditions de détention, déjà inhumaines, se sont encore aggravées en raison de l'épidémie de Covid-19. Protestant contre les violations de leurs droits ainsi que contre l'isolement total imposé à Abdullah Ocalan sur l'île-prison d'Imrali, un premier groupe de prisonniers, essentiellement des membres du PKK et du PJAK, était entré en grève de la faim le 27 novembre. Il s'agit d'une grève de la faim illimitée, avec des alternances de 5 jours. Un second groupe a donc pris le relais le 2 décembre. Le 16, après 20 jours de jeûne, alors qu'un quatrième groupe de grévistes prenait le relais, le prisonnier Mehmet Kurt a déclaré: «Si notre grève de la faim alternée ne donne pas de résultats, nous passerons à une grève de la faim non alternée» (*RojInfo*).

Le 21, l'ex-députée HDP Leyla Güven a été reconnue coupable d'«appartenance à un groupe terroriste» pour son ancienne fonction de co-présidente du DTK (Congrès de la société démocratique) et condamnée à 22 ans et trois mois de prison par un tribunal de Diyarbakır. Güven, quand elle était détenue, avait elle aussi initié, en novembre 2018, un mouvement de grève de la faim dans les prisons (*AFP*).

Le 23, la Cour européenne des droits de l'homme (CEDH) a annoncé que, alors qu'elle venait la veille de publier un arrêt condamnant de nouveau très sévèrement la Turquie pour la détention de l'ancien co-président du HDP Selahattin Demirtaş, elle avait été victime d'une «cyberattaque de grande ampleur» qui a duré plusieurs heures et a rendu son site web temporairement inaccessible... Relevant dans son arrêt plusieurs violations de la Convention européenne des droits de l'homme, la Cour avait une fois de plus exigé la libération «immédiate» du prisonnier. Le président turc a le même jour violemment condamné cet arrêt, le qualifiant de «décision entièrement politique» (*L'Express*). Le 30, Demirtaş, en même temps que 108 personnes, a été visé par un nouvel acte d'accusation du bureau du procureur d'Ankara, toujours en rapport avec l'«affaire de Kobanê» en 2014. Selon l'agence d'État *Anatolie*, les charges incluent l'atteinte à l'unité et à l'intégrité territoriale de l'État ainsi que 37 homicides: les victimes des violences lors des protestations (*Reuters*).

La vindicte du pouvoir poursuit également tous ceux qui mettent en cause sa répression, notamment les journalistes. Le 7, Ayşegül Doğan, ancienne coordinatrice des programmes de la

chaîne d'opposition et pro-kurde *IMC-TV*, fermée en 2016, a été condamnée à six ans et trois mois de prison pour «appartenance au DTK», une organisation dont elle avait couvert les activités comme journaliste (*AFP*, *SCF*). Le 17, c'est la journaliste de l'agence *Mezopotamya* Zeynep Durgut qui a été arrêtée lors d'un contrôle d'identité à Cizre, alors qu'elle était accompagnée de trois autres journalistes. Durgut avait couvert l'affaire des deux villageois de Van jetés d'un hélicoptère de l'armée turque, et dont l'un est mort de ses blessures. Le 23, l'ex-rédacteur en chef du journal *Cumhuriyet* Can Dündar a été condamné en son absence à plus de 27 ans de prison, 18 ans et neuf mois pour avoir «obtenu des informations confidentielles à des fins d'espionnage», et huit ans et neuf mois supplémentaires pour avoir aidé les partisans du prédicateur en exil Fethullah Gülen. En fait, le président turc lui reproche surtout d'avoir révélé au public comment un soi-disant convoi d'aide humanitaire pour la Syrie était en réalité une livraison d'armes du MIT (les services secrets turcs) à des combattants islamistes syriens. La Turquie a demandé à l'Allemagne l'extradition de Dündar, et a gelé en octobre dernier ses avoirs en Turquie. Selon le rapport mondial annuel du Comité pour la protection des journalistes (CPJ), publié ce mois-ci, 37 journalistes ont été arrêtés en Turquie en 2020 (*The Guardian*).

Autre scandale judiciaire en Turquie, le maintien en détention depuis octobre 2017 de l'homme d'affaires et activiste de la société civile Osman Kavala. Acquitté en février 2020 dans le procès des manifestations du Parc Gezi, il avait été maintenu en prison sous l'accusation ridicule de tentative de coup d'État et espionnage. Dans une résolu-

tion intérimaire adoptée le 3 décembre, le Comité des Ministres du Conseil de l'Europe a exigé sa libération immédiate. Le 17, la veille du jour où devait se tenir la première audience de son affaire, la Cour constitutionnelle turque a transmis son dossier à son Assemblée générale, retardant ainsi le moment de trancher jusqu'à après l'audience du 18. Durant celle-ci, la Cour a décidé du maintien en prison de l'homme d'affaires, suscitant un communiqué conjoint très critique du rapporteur du Parlement européen pour la Turquie et du président de la délégation parlementaire conjointe Union européenne-Turquie auprès du Parlement européen, respectivement Nacho Sanchez Amor et Sergey Lagodinsky. Tous deux dénoncent «le manque de volonté des autorités turques de mettre en œuvre des réformes substantielles dans le domaine de l'Etat de droit, de l'indépendance de la justice et des droits fondamentaux».

L'État turc poursuit aussi sa poli-

tique de destruction culturelle du patrimoine kurde. On sait que la cité médiévale de Hasankeyf a été engloutie en 2019 malgré les protestations. À Diyarbakir, plusieurs bâtiments du centre historique, dans le quartier encinté de murailles médiévales de Sur, ont été démolis au cours des dernières semaines. Des commerces auraient par ailleurs été démolis sans l'accord des propriétaires...

Enfin, sur le plan des relations extérieures, la position de la Turquie a continué à se dégrader ce mois-ci. À l'OTAN, le secrétaire d'État américain maintenant sur le départ, Mike Pompeo, a provoqué la surprise le 2 en dénonçant dans son «discours-testament» la «politique du fait accompli» de la Turquie dans plusieurs crises régionales et en demandant au régime du président turc de «revenir à un comportement d'allié» (*le Monde*). Les relations se tendent aussi progressivement avec l'Union européenne où, depuis que le 20 novembre des militaires allemands ont perquisitionné en

Méditerranée un navire turc soupçonné de violer l'embargo libyen, l'Allemagne elle-même semble durcir sa position... (*Le Figaro*) Le 10, le sommet de Bruxelles a décidé de sanctionner les actions qualifiées d'«illégales et agressives» de la Turquie en Méditerranée contre la Grèce et Chypre. Selon le secrétaire d'Etat aux Affaires européennes français Clément Beaune, il s'agit pour l'instant de «sanctions individuelles», mais «des mesures supplémentaires pourront être décidées si la Turquie poursuit ses actions». Le 16, Washington a à son tour sanctionné Ankara pour l'acquisition du système anti-aérien russe S-400, interdisant toute exportation d'armes pour le SSB, l'agence turque d'achats militaires. Erdoğan a dénoncé une attaque contre la «souveraineté» de la Turquie, mais aussi bien pour l'UE que pour les USA, il s'agit encore de sanctions ciblées, en quelque sorte *a minima*. Et contrairement à Washington, Bruxelles n'a pas imposé d'embargo sur les ventes d'armes à la Turquie, comme le demandait Athènes...

IRAK : BRAS DE FER BUDGÉTAIRE BAGDAD-ERBIL; VIOLENTES MANIFESTATIONS AU KURDISTAN

Le différend budgétaire avec Bagdad a de nouveau aggravé la crise financière chronique dans laquelle se trouve plongée la Région du Kurdistan depuis que le Premier ministre irakien Nouri al Maliki a cessé de lui verser sa fraction du budget fédéral en 2014. Les retards de paiement et les coupes affectant les salaires des nombreux fonctionnaires ont provoqué des manifestations dès début décembre, en particulier dans la province de Souleimaniyeh. Celles-ci ont fini par dégénérer dans la violence.

De nombreux employés du Gouvernement régional du Kurdistan (GRK), notamment les enseignants, sont descendus dans la rue après n'avoir perçu aucun salaire depuis plusieurs mois. Les manifestations ont été plus fournies dans les petites villes, où la sécurité était moins stricte que dans la capitale provinciale, Souleimaniyeh. C'est dans une de ces villes, Chamchamal, qu'une manifestation a dérapé le 4 quand, selon une source médicale, un jeune homme a été tué par balle par les forces de sécurité protégeant des bureaux de plusieurs partis poli-

tiques (AFP). Le 7 au soir, on comptait au moins quatre victimes parmi les manifestants, avec notamment deux morts à Kifri et Derbandikhan. À Seidsadiq, les locaux de plusieurs partis politiques ont été incendiés. Le président irakien Barham Salih, lui-même kurde, a appelé les responsables politiques à éviter la violence contre les manifestants et à laisser les médias faire leur travail. La chaîne NRT, proche de l'opposition, a été inquiétée, a subi une descente de police, et plusieurs de ses bureaux ont été fermés, avant que le GRK ne suspende ses

émissions pour une semaine, l'accusant d'«irresponsabilité». La chaîne a pourtant réussi à reprendre sa diffusion plus tard à partir d'un lieu non divulgué à l'étranger. Le même jour, le Premier ministre du KRG, Masrour Barzani, a déclaré que si manifester était un droit légitime, les tentatives de destructions étaient à différencier de l'expression de revendications légitimes et que les auteurs de violences devaient être traduits en justice.

Le 8, l'AFP a comptabilisé six manifestants tués. Le bureau des Nations unies en Irak a dénoncé les violences, appelant à «l'ouverture rapide d'une enquête pour identifier les auteurs des violences et leur faire rendre des comptes». Le 9, de nouvelles manifestations ont rassemblé des centaines de personnes dans plusieurs villes du Kurdistan, notamment à Dokan, Ranya, Derbandikhan, Piramagrûn et Chamchamal. Selon des sources locales et médicales et la Commission irakienne des droits humains, les violences des deux jours précédents ont fait six morts et des dizaines de blessés quand les forces de sécurité de plusieurs villes ont tiré à balles réelles. Le 11, les protestataires rassemblés devant le siège du gouvernorat de la province de Souleimaniyeh ont été rapidement dispersés par les gaz lacrymogènes de la police anti-émeute (AFP). Dans les provinces de Dohouk et d'Erbil, contrôlées par le PDK, la situation apparaissait plus calme, sans doute en partie parce que depuis plusieurs mois, les forces de sécurité, cherchant en amont à éviter les manifestations, y ont appréhendé de nombreux activistes (RFI). Le 15, le *Washington Kurdish Institute* (WKI) établissait le bilan des jours précédents à la mort de neuf manifestants, celle d'un colonel des peshmegas à Dokan, et l'incendie de bâtiments gou-

vernementaux et de bureaux politiques dans les villes de Sulaymaniyeh, Ranya, Dokan, Kalar, Halabja et Kifri. Au moins 60 manifestants avaient également été arrêtés.

Durant tout le mois, le GRK a poursuivi ses discussions avec le gouvernement de Bagdad concernant sa part du budget fédéral et les retards dans les fonds affectés au paiement des salaires des fonctionnaires. Son vice-premier ministre Qubad Talibani a indiqué lors d'une conférence de presse à Bagdad que les pourparlers se poursuivaient, soulignant que le GRK était prêt à échanger ses revenus et sa production pétrolière contre sa part du budget fédéral.

Au niveau irakien, la situation financière n'est guère meilleure. Les cours historiquement bas du pétrole ont placé le pays dans une situation économique et financière alarmante. Le 19, en une tentative pour améliorer celle-ci, le gouvernement a décidé d'une dévaluation du dinar qui a provoqué presque immédiatement des manifestations de protestation, la population craignant un renchérissement des biens d'importation. Le 21 décembre, l'approbation par le Conseil des ministres d'un budget prévisionnel 2021 de 103 milliards de dollars, en déficit de 43 milliards, n'a guère mieux été accueillie; les Irakiens s'inquiétant notamment de coupes aux salaires des fonctionnaires (celles-ci ont été rapidement démenties par le Premier ministre Kadhimi). Dans les minutes ayant suivi l'approbation du budget, le *hashtag* «*Reject_Kadhimi's_BudgetBill*» s'est envolé sur Twitter... Ce budget devra maintenant être soumis au Parlement pour approbation finale.

S'exprimant ensuite à propos du

conflit budgétaire persistant entre Erbil et Bagdad, M. Kadhimi a exprimé l'espoir de parvenir prochainement à un accord avec les Kurdes, qui, a-t-il rappelé, «sont aussi des habitants de l'Irak» (*Rûdaw*). Cependant, selon un conseiller économique du gouvernement fédéral, les divergences toujours non résolues avec le GRK concernant les exportations de pétrole kurde et les dettes de la Région rendent peu probable la perspective d'un accord rapide... (*Gulf Times*)

Le 22 au soir pourtant, le vice-premier ministre du GRK, Qubad Talabani, a déclaré qu'Erbil et Bagdad étaient parvenus à un accord sur le budget fédéral irakien 2021. Le 23, le Premier ministre Masrour Barzani a cependant «[appelé] les Nations Unies à assister aux discussions entre la Région du Kurdistan et le gouvernement fédéral en tant que tierce partie, afin que les droits et les devoirs de chaque partie soient clairs». Barzani a également accusé le gouvernement irakien d'utiliser les questions budgétaires comme «un atout contre le peuple de la Région du Kurdistan» (*Rûdaw*).

Parallèlement, le Kurdistan a continué à lutter contre l'épidémie de coronavirus. Au 30 novembre, on comptait 96.201 cas depuis l'apparition du virus; au 31 décembre, le chiffre était passé à plus de 103.000. Tout effrayants que soient ces chiffres, il faut noter que le Kurdistan a connu ces derniers mois une relative décroissance du nombre de nouveaux cas quotidiens, qui s'étaient montés à un moment jusqu'à 1.600. Au 30 novembre, on comptait 410 nouveaux cas et 14 décès, pour un total de 3.146 morts; au 7 décembre, il y avait 372 nouveaux cas, au 14, 201, avec neuf décès: quatre dans la province de Dohouk, quatre

pour Suleimaniyeh, et un à Erbil. À l'approche de l'hiver, les responsables de la santé n'ont cessé d'avertir les habitants de respecter strictement les mesures sanitaires afin d'éviter que la combinaison grippe-coronavirus ne surcharge le système de santé (*Kurdistan-24*). Le 16, le ministère de la Santé du GRK a annoncé 238 nouveaux cas et onze décès: sept à Suleimaniyeh, trois à Dohouk et un à Raparin (*Kurdiu*). Le 24, le GRK, suivant en cela le gouvernement fédéral, a interdit tout voyage entre la Région et neuf pays différents en raison de l'apparition de nouveaux variants du COVID-19: Royaume-Uni, Afrique du Sud, Danemark, Pays-Bas, Belgique, Iran, et Japon. Les citoyens irakiens revenant de ces pays devront s'isoler 14 jours à leur retour. Par ailleurs, les frontières avec l'Iran ont été fermées aux déplacements touristiques (mais pas professionnels). À l'approche des Fêtes de fin d'année, le ministère de l'Intérieur a également interdit tout rassemblement ou célébration dans les restaurants, bars, night-clubs ou cafétérias de la Région. Si des feux d'artifice ont bien été tirés pour commémorer la nuit du Nouvel An, les festivités ont été, comme dans la plupart des pays du monde, un ton en dessous des années précédentes.

Dans les territoires disputés entre GRK et gouvernement fédéral, à Kirkouk, en début de mois, les forces de sécurité irakiennes ont commencé à restituer à la police locale le contrôle des points d'entrée dans la ville. Ce mouvement pourrait s'étendre à l'ensemble de la province, les représentants kurdes et arabes de celle-ci ayant entamé des discussions en vue de la création d'une force de sécurité provinciale multiethnique. C'est bien la seule avancée quelque peu positive dans un ensemble

de zones où la sécurité demeure extrêmement problématique. En effet, tirant profit de l'absence de coordination effective entre forces kurdes et fédérales, les djihadistes de Daech y poursuivent leurs activités terroristes. Six d'entre eux ont été tués le 6 par une frappe américaine dans le sud de la province, où par ailleurs les forces irakiennes en ont appréhendé six autres, dont un officier de renseignement (WKI). Le 9 au matin, deux puits de pétrole du champ de Khabbaz ont été incendiés, sans que l'opération soit revendiquée. Par contre, le lendemain, Daech a revendiqué l'assassinat d'au moins 19 membres des forces de sécurité de Kirkouk durant les trois semaines précédentes. C'est précisément la persistance de cette menace qui a poussé en début de mois des représentants du *Majlis al-Arabi* (Conseil arabe) de Kirkouk et de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK) à rencontrer à Bagdad le gouverneur de Kirkouk, Rakan al-Jabouri. La réunion, dirigée par le président irakien Barham Saleh lui-même, a discuté comment renforcer la sécurité de Kirkouk grâce à une «force unie» (*Reuters*). Enfin, le 26, deux djihadistes de Daech ont été tués dans une opération de la police fédérale dans le sud-ouest de la province (*Rûdaw*).

Parallèlement, les Kurdes des zones rurales de Kirkouk continuent à être confrontés à des tentatives d'éviction de la part d'anciens colons arabes de l'époque de Saddam Hussein. Ainsi un représentant du village de Palkana, dans le sous-district de Sargaran, à l'ouest de Kirkouk, a affirmé que les milices soutenues par l'Iran avaient donné aux habitants 48 heures pour évacuer le village et laisser la place à des tribus arabes (WKI). Les habitants ayant rejeté l'ultimatum, l'intimidation s'est poursuivie avec le déploiement dans le villa-

ge de forces de police et de sécurité. Les villageois en ont appelé au Premier ministre du GRK et à l'UPK. Cédant sous la pression, constante depuis un certain temps, plusieurs familles kurdes avaient déjà quitté le village. Le 13, des représentants de Palkana ont remis aux députés kurdes un rapport détaillé des violations commises par les colons arabes. Le vice-président du parlement irakien a ordonné la création d'un comité conjoint dont une délégation viendra examiner la situation (*Rûdaw*). Les forces de sécurité irakiennes ont brièvement détenu quatre journalistes kurdes qui tentaient de couvrir les développements en cours dans les villages menacés (WKI).

Enfin, plus au nord cette fois, la Région du Kurdistan connaît d'autres tensions dues à la présence militaire turque. Depuis le lancement des opérations anti-PKK «Serre d'Aigle» (aérienne) puis «Griffe de Tigre» (terrestre) en juin dernier, l'armée d'Ankara s'est progressivement déployée sur le territoire de la Région, y installant des dizaines de bases, y lançant frappes aériennes et drones. Selon l'ONG *Christian Peacemaker Team*, les opérations turques au Kurdistan ont fait depuis 2015 plus de 100 blessés et 97 morts civils, et forcé à l'abandon de 126 villages. Un récent rapport du GRK compte quant à lui plus de 500 villages abandonnés depuis le début des années 1990 du fait des affrontements entre PKK et Turquie... La Turquie se comporte comme en terrain conquis, ne prenant visiblement aucune précaution pour épargner les civils, et allant jusqu'à cibler les garde-frontière irakiens déployés au Nord pour tenter d'apaiser les tensions. Deux d'entre eux ont encore été tués récemment par une frappe turque. «La Turquie ne répond pas de ses exactions et bavures», expliquait à *Orient XXI* une

représentante de l'ONG *Human Rights Watch*. Une telle attitude ne peut qu'augmenter l'hostilité des populations locales à son égard. Mais le jeu turc vise aussi à exacerber les tensions intra-kurdes préexistantes. Parallèlement, lors de la visite le 17 du Premier ministre irakien à Ankara, le Président turc a exhorté celui-ci à agir contre le PKK, un «ennemi commun». M. Kadhimî a ensuite déclaré «[condamner] toute action [...] partant du territoire irakien pour attaquer la Turquie», précisant: «Nous avons aussi empêché ces groupes [menaçant la sécurité régionale] de pénétrer en Irak à travers la frontière avec la Syrie» (*AFP*).

Et en effet, les tensions sont montées à la frontière syrienne ce mois-ci, non seulement avec le gouvernement irakien, mais aussi avec le GRK: juste la veille de cette déclaration de M. Kadhimî, le 16, le vice-ministre des pechmergas, Serbest Lazgîn, a annoncé que ses pechmergas avaient été attaqués par une force de 50 à 60 combattants venus du Rojava, apparemment des membres des YPG. L'attaque est survenue après qu'un groupe

d'une dizaine de membres des YPG tentant d'entrer au Kurdistan se soit vu ordonner de rebrousser chemin (*Rûdaw*). Le 17, les YPG ont nié dans un communiqué avoir attaqué les pechmergas. Soulignant leur «respect pour la souveraineté de la Région du Kurdistan», elles ont déclaré que ce qui s'est passé n'était rien d'autre que le résultat d'un manque de coordination entre les forces en présence, ajoutant qu'il n'y avait aucune bonne raison pour une telle attaque (*Shafaq*). Quelle que soit la nature réelle de l'incident, la nervosité du côté des pechmergas est compréhensible, car celui-ci s'est produit seulement deux jours après qu'un des leurs a été tué dans un affrontement avec le PKK sur un de leurs postes de contrôle près d'Amêdî (Dohouk), au cours duquel trois membres du PKK ont également été grièvement blessés, et l'un est ensuite mort de ses blessures. Cet échange de tirs, déclenché lorsque les combattants du PKK ont tenté de forcer le passage, faisait lui-même suite à plusieurs autres.

Le 23, le GRK a officiellement demandé aux États-Unis de

déployer des forces le long de la frontière Syrie-Irak afin d'empêcher de nouveaux affrontements entre pechmergas et YPG. Le porte-parole du GRK, Jutiar Adil, a indiqué en conférence de presse que cette demande visait à «exprimer la bonne volonté de la Région du Kurdistan et montrer qu'elle ne fait pas campagne pour la guerre», et qu'il s'agissait que «les forces américaines deviennent un modérateur entre les deux forces afin qu'aucun combat n'ait lieu» (*Rûdaw*).

Le bilan de l'année 2020 est certes sombre au Kurdistan. À la pandémie qui a frappé le monde entier s'est ajouté pour l'Irak une détresse économique supplémentaire due à l'effondrement des cours du pétrole causé par le virus; pour le Kurdistan, il faut encore y additionner l'impact du différend budgétaire avec Bagdad. Peut-être, pour terminer sur une note d'espoir en l'avenir, peut-on mentionner la nomination par le Conseil provincial de Dohouk le 2 décembre de la première femme maire de district du Kurdistan, Miran Abdulrahman, qui représentera Bamarné.

IRAN :

NOMBREUX ASSASSINATS DE KOLBARS KURDES ; DOUZE EXÉCUTIONS DE CONDAMNÉS EN UNE SEULE SEMAINE...

L Décembre a commencé en Iran sous l'ombre de la mort du physicien Mohsen Fakhrizadeh. Celui-ci a en effet été enterré le 30 novembre en une cérémonie officielle digne des plus hauts dignitaires de la République islamique, comme l'avait été le général Ghassem Soleimani, tué en janvier dernier à Bagdad par une frappe de drone américain. Comme Soleimani, Fakhrizadeh, considéré comme l'un des architectes du program-

me nucléaire iranien, a été victime d'une opération d'assassinat ciblé, cette fois-ci organisée sur le territoire iranien, puisque son véhicule blindé a été attaqué le 27 novembre en périphérie de Téhéran. Le ministre de la défense, Amir Hatami, a déclaré durant la cérémonie que l'assassinat «ne resterait pas sans réponse», avant d'annoncer le doublement du budget de l'organisation de recherche militaire *Sepand*, dont Fakhrizadeh était l'un des vice-présidents (*Le Monde*).

Le fait qu'une telle opération ait pu réussir en Iran même, et contre une personnalité importante qui bénéficiait d'une protection permanente, a provoqué d'importantes tensions parmi les dirigeants, chacun tentant de se dédouaner d'un tel échec. Comme l'a écrit le *New York Times*: «Depuis le meurtre du scientifique vendredi, des rapports contradictoires dans les médias officiels sur l'évasion ou même l'existence d'une équipe de tueurs [...] ont révélé des ten-

sions entre agences de renseignement concurrentes, chacune cherchant à éviter le blâme encouru pour un échec sécuritaire aussi flagrant».

Celui-ci a permis aux conservateurs, depuis toujours très opposés à l'accord nucléaire négocié à Vienne par le gouvernement Rohani, d'imposer leurs vues. Le parlement a voté le 1^{er} décembre à une forte majorité une loi qui donne deux mois au gouvernement pour porter l'enrichissement de 120 kg d'uranium à 20 % par an, alors que l'accord le limite à 3,67 %... Le président a immédiatement critiqué une loi «nuisible pour les activités diplomatiques du pays» (*Le Monde*).

Parallèlement, le pays a continué à lutter contre la pandémie de COVID-19, le pouvoir poursuivant sa dissimulation des chiffres. Le 5, l'Organisation des Moudjahidine du peuple d'Iran (OMPI), se basant comme pour toutes ses estimations sur une compilation de plusieurs sources provinciales, a comptabilisé plus de 177.300 décès dus au coronavirus dans 465 villes d'Iran – près de 5 fois le chiffre officiel. Les chiffres de l'OMPI pour certaines provinces sont les suivants: Lorestan 7.235, Azerbaïdjan occidental 6.620, Kurdistan 3.106, et Ilam 1.860. Le 13, l'OMPI donnait plus de 184.0000 décès, dont 7.465 au Lorestan, 6.928 en Azerbaïdjan occidental, 3.896 à Kermanschah et 3.191 au Kurdistan. Au 30 décembre, on était passé à plus de 194.400 décès dans 478 villes (contre un chiffre officiel au 25 de 54.440...), alors que le président iranien, après des déclarations faussement optimistes, admettait finalement qu'il était impossible de prédire combien de temps serait nécessaire pour produire le vaccin iranien. À cette date, on comptait 3.336 décès au Kurdistan, et 2.005 à

Ilam (NCRI)... La population, indignée par la confusion de la politique de vaccination du pouvoir, a investi les réseaux sociaux en protestations et lancé sur Twitter le hashtag «#Achetez-du-vaccin» (*Le Monde*).

Ce mois-ci, les forces de répression du régime ont encore assassiné de nouveaux *kolbars*, ces porteurs transfrontaliers kurdes qui, bien que généralement non armés, sont systématiquement abattus par les *pasdaran* (Gardiens de la révolution) ou les garde-frontière. Selon l'association des droits de l'homme du Kurdistan KMMK, le nombre total de *kolbars* ainsi abattus en 2020 se montait début décembre à plus de 70. L'organisation des droits de l'homme *Hengaw* a quant à elle publié sur son site un rapport complet (<https://hengaw.net/en/news/240-kurdish-kolbars-and-local-tradesmen-killed-and-wounded-during-2020-in-iranian-kurdistan-list-of-names>) sur les attaques contre les *kolbars* pour l'année qui se termine, et les chiffres sont littéralement glaçants. Selon les calculs de *Hengaw*, au moins 240 *kolbars* kurdes et commerçants locaux ont été tués ou blessés en 2020, soit une augmentation d'au moins 3 cas par rapport à 2019. Cette augmentation peut sembler insignifiante, mais en fait elle est notable, car les frontières sont restées fermées deux mois en raison de l'épidémie de COVID-19... Sur ces chiffres, les tirs directs des forces armées iraniennes et turques comptent pour 199 cas, soit 49 tués et 150 blessés. Le reste est dû à des mines et des morts de froid, mais il y a aussi des chutes dans des ravins ou des accidents de voiture (13 accidents de voiture ayant fait 4 tués et 9 blessés) dont certains résultent de poursuites par les forces de répression. Durant l'année 2020, on compte au

moins 16 *kolbars* tués ou blessés par des tirs directs des forces armées turques (6 morts et 10 blessés), en augmentation par rapport à 2019. Les commerçants kurdes locaux ont aussi été frappés: 12 d'entre eux ont été tués ou blessés sur les routes, dont 9 visés par des tirs directs des forces de répression. 10 sont décédés, dont 3 dans des accidents survenus durant des poursuites par ces mêmes forces de répression. Enfin, *Hengaw* a compté au moins 4 *kolbars* mineurs blessés et un tué.

Durant la première semaine de décembre, de nouveaux *kolbars* ont été blessés ou tués. Selon KMMK, l'un a été tué près de Sardasht le 3 et un autre s'est blessé en tombant d'une falaise alors qu'il fuyait les garde-frontière près de Baneh. Le 6, ces derniers ont tué un autre *kolbar*, de nouveau près de Sardasht. La semaine suivante, deux autres *kolbars* ont été blessés par des tirs près de Paveh et Nowsud, et un troisième par une mine au Hawraman. Enfin, le 17, les garde-frontière ont ouvert le feu sur un groupe près de Baneh et ont grièvement blessé deux de ses membres (WKI).

La crise économique et la pauvreté réduisent de plus en plus de jeunes Kurdes d'Iran à se lancer dans le métier de *kolbar*, malgré son danger. Elles poussent aussi de plus en plus de Kurdes à la perte de tout espoir et au suicide. Selon des chiffres diffusés par *Hengaw* ce mois-ci, 22 Kurdes iraniens, 12 hommes et 10 femmes, dont 8 mineurs, se sont suicidés rien qu'en novembre. Parmi les mineurs figuraient cinq filles et trois garçons. La plupart des suicides résultaient de problèmes familiaux ou de la pauvreté. Les victimes ont parfois utilisé le poison ou le feu, mais la majorité se sont pendues... Selon l'économiste ira-

nien Ibrahim Razaghi, le pays compte maintenant trente millions de chômeurs et soixante millions de personnes vivant sous le seuil de pauvreté dans le pays.

Cette fin d'année n'a malheureusement pas connu de pause dans la répression antikurde, qui s'est poursuivie avec sa litanie d'arrestations, de condamnations et d'exécutions. Le 22 décembre, le *Washington Kurdish Institute* (WKI) a publié une estimation d'au moins 257 activistes kurdes arrêtés durant l'année 2020... En début de mois, l'activiste Latif Abdi a entamé une peine de prison de deux ans à Paveh pour «appartenance à un parti kurde». Abdi est entré en grève de la faim en protestation contre son emprisonnement. À Marivan, un autre Kurde du nom de Khairat Paiza a été condamné à six mois d'emprisonnement pour «coopération avec un parti kurde d'opposition», et à Sanandaj, un homme âgé a été incarcéré par l'*Etelaat* sans que les charges contre lui aient été énoncées à sa famille (WKI). À Ouroumieh, les prisonniers politiques sont aussi entrés en grève de la faim en protestation du refus opposé par les juges à leurs demandes de liberté sur parole ou de libération temporaire pour cause d'épidémie. Le 9, sept Kurdes ont été arrêtés à Baneh, et deux frères à Ouroumieh, Shukar et Kamil Jabarwand, pour «coopération avec un parti kurde contre la République islamique».

Le 14, l'anthropologue et documentariste anglais d'origine kurde Kameel Ahmady a été condamné à Téhéran à neuf ans de prison pour «collaboration avec un gouvernement hostile». Ahmady mène des recherches dans le domaine du genre, travaillant notamment sur le mariage des enfants et les mutilations génitales féminines, mais il s'in-

téresse également aux droits des minorités ethniques et à et d'autres sujets sensibles (ses travaux, articles, livres et audiovisuels, sont accessibles sur son site web, <https://kameelahmady.com/>). D'abord arrêté en août 2019, il avait été emprisonné trois mois avant d'être libéré sous caution. Selon une traduction par *Associated Press* du rapport de l'agence *Tasnim*, Ahmady a été accusé de «coopération avec les ambassades européennes en faveur de la promotion de l'homosexualité, visite en Israël en tant que journaliste de la BBC, coopération et communication avec les médias étrangers et hostiles, infiltration visant la loi et l'envoi de faux rapports sur le pays au rapporteur spécial de l'ONU sur les droits de l'homme en Iran» (*Kurdistan au Féminin*).

En même temps, arrestations et condamnations se sont poursuivies: quatre Kurdes arrêtés à Oshnavieh, un à Divandareh, un autre condamné à dix mois de prison à Kamyaran et un à deux ans à Saqqez, tous deux pour avoir «coopéré avec un parti d'opposition kurde et fait de la propagande en sa faveur»... Enfin, selon le KMMK, un homme a été arrêté à l'université de Kermanshah pour «manque de respect à Qassem Soleimani»: c'est le cinquième en un an (WKI).

La troisième semaine de décembre a été particulièrement sanglante avec douze exécutions dans les prisons de nombreuses villes, dont plusieurs femmes et un condamné mineur au moment des faits pour lesquels il avait été jugé. Parmi les exécutés de cette semaine-là, Mohammad Moradi, pendu le 17 à la prison centrale de Saqqez. Mais comme le souligne le site web *La Minute*, il ne s'agit probablement que d'une partie des condamnations à mort, de nombreux prisonniers étant exécutés en secret... Puis le

matin du 27, selon un rapport reçu par *Hengaw*, la condamnation à mort d'une femme kurde de Qorwa, identifiée comme «Zeinab Khodamuradi», âgée de 42 ans, a été exécutée dans la prison centrale de Sanandaj. Psychologiquement instable après sa grossesse, elle avait été arrêtée en 2015 pour le meurtre de son enfant de 12 jours et de sa belle-fille de 7 ans.

Enfin, en matière de terrorisme d'État, la République Islamique ne cesse d'innover. On savait l'Iran capable d'envoyer ses assassins à l'étranger exécuter ses opposants à bout portant ou poser des bombes dans leurs réunions. Les *pasdaran* n'ont pas hésité à lancer des frappes de missiles sur des bases d'opposants hors des frontières. Les porteurs de double nationalité peuvent aussi être arrêtés durant une visite pour servir ensuite de monnaie d'échange contre des assassins iraniens incarcérés. Été dernièrement, des membres de la diaspora iranienne au Canada ont témoigné avoir été victimes d'intimidations pour avoir trop fouillé le crash de l'avion ukrainien au-dessus de Téhéran...

Non content de toutes ces pratiques, l'Iran a maintenant entrepris d'attirer et d'enlever certains de ses dissidents à l'étranger pour les ramener dans le pays et les juger, voire les condamner à mort. Ainsi, le journaliste iranien Rouhollah Zam, exilé en France depuis 2012, a-t-il été attiré en Irak en 2019 par une proposition d'aide financière de prétendus opposants iraniens pour son projet de chaîne de télévision. Enlevé à Bagdad par les *pasdaran*, il a été ramené en Iran où il a été jugé à la manière iranienne, c'est-à-dire, sans aucun droit à la défense, déclaré coupable entre autres d'«espionnage» au profit de la France, d'insulte au «caractère sacré de l'islam», et pendu le

12 décembre. Le régime ne lui a pas pardonné son journalisme citoyen lors des manifestations de de l'hiver 2017-2018, et surtout pas ses révélations sur la corruption de plusieurs dirigeants iraniens (*Le Monde*). Une affaire semblable concerne Habib Chaab, un autre dissident iranien originaire du Khouzistan exilé,

lui, en Suède. Attiré à Istanbul par une femme travaillant pour les services secrets iraniens, il y a été kidnappé le 9 octobre, pour réapparaître sur la télévision iranienne dans une vidéo où il «avoue» travailler pour les services de renseignements saoudiens et avoir participé à l'attentat d'Ahwaz en septembre 2018.

Habib Chaab connaîtra-t-il le même sort que Rouhollah Zam? Quoi qu'il en soit, comme le remarque *Le Monde* en rendant compte de ces affaires, le développement de ces pratiques, confiées au *pasdaran*, suggère une militarisation croissante du régime qui ne peut qu'inquiéter pour l'avenir.

Les ravages de l'intervention turque au Kurdistan irakien

Une guerre à huis clos se déroule sur les pentes escarpées et dans les vallées encaissées du Kurdistan irakien. Depuis la reprise des hostilités entre le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) et Ankara après des négociations avortées en 2015, l'armée turque grignote peu à peu des pans du territoire kurde, érige des bases dans les montagnes et surtout quadrille les airs avec ses redoutables drones militaires dont on a pu mesurer le rôle au Karabagh. Le lancement par l'armée turque en juin 2020 de l'opération terrestre « Griffes de Tigre », faisant écho à l'opération aérienne « Serre d'Aigle » a pour objectif de créer un cordon de sécurité au Kurdistan irakien tout le long de sa frontière afin d'en déraciner la guérilla du PKK.

Terre brûlée

L'impact sur les populations locales est catastrophique. Les frappes de drones et d'avions de chasse turcs ont fait des dizaines de victimes civiles et terrorisé des villages entiers. Des centaines de villages kurdes et de minorités chrétiennes se sont vidés au fil des années. Dans la région de Bradost, où convergent les frontières turque, iranienne et irakienne, des rescapés de frappes aériennes ont accepté de nous parler. « C'était le 29 juin, à Mergarash. Tout le village a été réveillé à l'aube par une frappe dans nos vergers. Cela a déclenché un incendie que nous nous sommes efforcés de contenir. En rentrant chez nous, une nouvelle frappe nous a directement visés. Ma jambe a été arrachée. Mon frère et mon cousin ont également été grièvement blessés. Le village a été entiè-

rement évacué le jour même », raconte Khoshawi Mikayl Aziz, un déplacé.

Si la Turquie considère toutes les victimes de ses opérations comme des cibles « terroristes », Khoshawi et ses proches sont catégoriques : « Il n'y avait pas le moindre combattant du PKK dans le village. Les guérilleros étaient dans la forêt, loin des habitations », assure-t-il. Depuis, sa famille a construit à la hâte une nouvelle maison en bordure de Soran, la principale ville au pied du massif de Bradost. Ce faisant, elle s'est endettée et doit des milliers de dollars à ses créanciers. Khoshawi et son frère ne peuvent même pas payer une connexion Internet pourtant nécessaire pour assurer l'éducation de leurs enfants, alors que des mesures sanitaires de télétravail ont été imposées aux élèves du secondaire dans la région dues à la pandémie de la Covid-19.

Le traumatisme est grand pour ces populations qui vivent avec une menace invisible au-dessus de leurs têtes au quotidien. « Au total, dans le massif de Bradost, une vingtaine de villages ont été évacués depuis 2015. Il y a une douzaine de bases militaires turques et autant de postes avancés. Les soldats turcs tirent à vue sur les habitants et le cheptel qui s'approchent trop près de leurs positions. Près de la frontière, une famille de nomades de vingt personnes a été anéantie par une frappe l'an dernier. Elle n'a jamais été comptabilisée parmi les victimes », nous explique Hama1, un habitant de Sidakan, le principal bourg de la région de Bradost.

Le décompte des victimes civi-



Ruines d'une maison bombardée dans le village de Sarkan

les des opérations turques au Kurdistan irakien effectué par l'ONG Christian Peacemaker Team enregistre plus de 100 blessés et 97 morts. Selon elle, 126 villages ont été entièrement abandonnés depuis le début des opérations en 2015 et plus de 500 sont menacés de l'être entièrement. Un récent rapport du gouvernement régional du Kurdistan (GRK) comptabilise quant à lui plus de 500 villages entièrement abandonnés depuis le début des années 1990 du fait des affrontements entre PKK et Turquie.

L'impact sur le développement agricole et l'environnement est tout aussi tragique. Des milliers d'hectares sont partis en fumée en raison des frappes turques, et des centaines d'exploitations agricoles ont été abandonnées. « Mes ruches et celles de mon oncle ont toutes été détruites par les bombardements turcs en plus de nos vergers », déplore Khoshawi. « Chaque famille à Mergarash a perdu pour plusieurs dizaines de milliers de dollars de biens en quelques minutes », avance-t-il. L'oncle de Khoshawi, Suleyman Aziz, dépend de sa pension d'ancien

peshmerga (combattant kurde) pour louer une chambre à Sidakan, le principal bourg de Bradost où il s'est réfugié. Or, les pensions et salaires sont à nouveau bloqués au GRK à la suite d'un litige entre Erbil et Bagdad. À l'insécurité physique liée au conflit s'ajoute ainsi l'insécurité économique pour des milliers de civils.

Guerre d'usure

La Turquie ne se trompe pas toujours d'objectif et parvient régulièrement à cibler les insurgés kurdes. De son côté, le PKK a disséminé ses combattants dans les montagnes et mène des opérations avec des petites unités mobiles. « Le PKK a infligé beaucoup de pertes à l'armée turque tout en perdant de nombreux combattants. Cependant, il n'a pas su empêcher l'implantation de bases turques dans les montagnes. Les drones limitent considérablement le déplacement de guérilleros, tout comme sa logistique », explique Karokh Othman, un journaliste et spécialiste du conflit opposant Turquie et PKK. Une analyste travaillant pour une ONG locale au Kurdistan irakien nous a rapporté que le PKK subissait bien plus de pertes qu'il

ne le déclarait réellement. « À une occasion par exemple, rien qu'avec une frappe sur un bâtiment, plus d'une cinquantaine de combattants ont été tués par un missile turc, sans que l'information ne circule dans les médias ou ne soit annoncé par le PKK », nous a-t-elle déclaré sous couvert d'anonymat. J'ai personnellement pu constater la destruction d'une habitation dans le village de Sarkan près de Qandil où plusieurs combattants sont morts avec des membres de leurs familles lors d'une rencontre exceptionnelle en mars 2018. L'information n'a jamais été relayée par les médias.

Pour parer à la supériorité de son adversaire, le PKK s'appuie sur la solidarité locale. Bien que le Parti démocratique du Kurdistan (PDK) du clan Barzani contrôlant les régions d'Erbil et Dohuk ait criminalisé toute forme de collaboration avec le PKK, une frange non négligeable de la population est acquise à la cause de la guérilla kurde venue de Turquie. Fournissant abris, renseignements et approvisionnements, ces sympathisants lui offrent une assistance vitale qui compense son infériorité technologique. Mais cette assise locale est à double tranchant puisqu'elle fait payer aux civils un prix très lourd. De plus en plus de voix s'élèvent contre la présence du PKK dans les zones habitées de la région. « Le PKK est responsable de la situation. Les combattants devraient se retirer des zones habitées. Sinon, ce sont les civils qui vont continuer à fuir les montagnes », déclare Mahajir, le frère de Khoshawi lors de notre entretien.

De son côté, le GRK et surtout le PDK, grand rival du PKK pour le leadership kurde, ne se fait pas prier pour critiquer sa présence dans les territoires qu'il considère comme relevant de sa souveraineté. Bien que la guérilla du PKK contrôle de nombreux massifs, le parti de Barzani l'a appelé à maintes reprises à évacuer ses zones de contrôle dans le Kurdistan irakien afin de laisser les civils reprendre une vie normale. Un

retrait du PKK semble toutefois improbable, tant sa survie dépend des montagnes quasi inexpugnables où il mène sa lutte armée contre Ankara. Afin d'affaiblir son rival, le PDK s'est donc résolu de longue date à soutenir la Turquie dans ses opérations, fournissant renseignements et protection aux installations militaires turques à travers la région.

Kurdes contre Kurdes

En parallèle, le PDK impose un blocus sur les nombreuses zones de combat entre PKK et Turquie, officiellement pour des raisons de sécurité. Il est très difficile de se rendre dans les nombreux villages évacués surveillés par les drones turcs. Dernièrement, les forces du GRK, que le PDK domine, avaient installé une base sur un col hautement stratégique proche de Qandil où est situé le centre de commandement du PKK, provoquant des tensions qui ont ravivé le spectre d'une guerre ouverte entre Kurdes, un berakurji² comme la guerre fratricide qui avait fait des milliers de morts dans les années 1990. Le PDK s'est également illustré en signant un accord taillé sur mesure avec Bagdad concernant le contrôle du Sinjar. Cet accord sert surtout les intérêts de la Turquie au détriment des alliés du PKK puisqu'il les somme de quitter la montagne yézidie. Il a été conçu sans la moindre consultation des populations locales alors qu'une partie de celle-ci garde encore en mémoire le fait que le PKK est la seule force qui s'est interposée à l'avancée de l'État islamique en 2014, quand les peshmergas se retirèrent avant même de combattre.

La tension est montée d'un cran ces dernières semaines lorsque le PKK et des peshmergas affiliés au PDK se sont directement affrontés dans la région de Chamanke, pourtant loin des frontières. L'importance stratégique de la zone explique la poussée du PDK qui espère couper les lignes d'approvisionnement du PKK

entre ses bases au sud du Kurdistan et les régions de Heftanin et Bradost le long de la frontière turque. À nouveau, le spectre d'une guerre fratricide hante le Kurdistan.

Depuis, plusieurs villages de la région de Chamanke restent coupés du monde. « Notre village est complètement isolé entre les forces du PKK et les peshmergas. Nous ne pouvons même plus prendre la route pour chercher à manger », avance un habitant de Bakurman sous couvert de l'anonymat. « Les peshmergas se défendent d'une agression, nous ne souhaitons pas de confrontation, mais nous sommes prêts à riposter si le PKK continue ses provocations », nous déclare le maire de Chamanke, Aland Amir, rencontré dans le centre municipal de son bourg. De son côté, le PKK dément catégoriquement ces accusations, et rappelle, par la voix du porte-parole de l'Union des communautés du Kurdistan (KCK)³, Zagros Hiwa, que le PKK défend ses positions contre une poussée du PDK visant à déstabiliser la guérilla en vue de permettre une nouvelle avancée des troupes turques dans la région.

« Tous mes amis sont en prison »

La campagne d'hostilité du PDK envers le PKK est corollaire à une opération de musellement des voix dissidentes par les forces de sécurité du PDK. L'arrestation de journalistes proches du PKK ainsi que l'intimidation des voix hostiles à la collaboration entre le parti des Barzani avec la Turquie empêchent tout débat social sur le positionnement du GRK concernant l'implantation de la Turquie au Kurdistan. À Sheldize, un militant nous explique que les services de sécurité ont arrêté la plupart des habitants de la région qui militent sur les réseaux sociaux depuis le début de la confrontation à Chamanke. « J'ai peur de sortir de chez moi, tous mes amis sont en prison. Personne ne peut s'exprimer librement », ra-

conte ce jeune qui avait participé à l'assaut d'une base turque par des manifestants en colère l'an dernier après la mort de six civils lors d'une frappe turque près de sa ville. Suite à cet épisode, le PDK avait déjà réprimé les militants critiquant trop activement la collusion entre la Turquie et le parti du clan Barzani.

Le déploiement de gardes-frontières irakiens par Bagdad, une première depuis la première guerre du Golfe, n'a pas permis, tant s'en faut, d'apaiser les tensions. La Turquie n'avait pas hésité à cibler des commandants de l'armée irakienne suite à leur rencontre avec des cadres du PKK. Tout récemment, deux nouveaux gardes-frontières irakiens ont péri suite à une frappe turque. « La Turquie ne répond pas de ses exactions et bavures », explique une représentante de l'ONG Human Rights Watch. « Toutes nos sollicitations et plaidoyers restent sans réponses », explique-t-elle.

L'avenir semble morne pour les populations du Kurdistan irakien, prises en étau entre une implacable opération turque, une guérilla déterminée à préserver son ancrage et un leadership kurde autoritaire. Si l'arrivée de Joe Biden à la Maison Blanche laisse entrevoir une politique moins chaotique des États-Unis et une prise en compte plus nuancée de la question kurde, le chemin de croix sera long pour mettre un terme à l'implantation de l'armée turque au Kurdistan irakien. Dans ses discours les plus nationalistes, le président Erdoğan ne manque pas de rappeler que l'ancienne province de Mossoul dont fait partie le Kurdistan irakien aurait dû être intégrée à l'État turc. Cela permet de comprendre pourquoi la Turquie investit autant dans ses opérations militaires plutôt que de s'attaquer au problème de la reconnaissance des droits civiques et culturels de sa propre communauté kurde.

L'Iran enterre Mohsen Fakhrizadeh, architecte de son programme nucléaire

Téhéran accuse Israël d'avoir assassiné le scientifique, qui a contribué à la reprise des travaux sur un programme nucléaire à possible dimension militaire.

Des funérailles dignes d'une des plus hautes autorités du pays. Lundi 30 novembre, le corps de Mohsen Fakhrizadeh, soupçonné d'avoir été l'architecte d'un programme nucléaire iranien à possible dimension militaire, assassiné vendredi près de Téhéran, a été enterré dans l'Emamzadeh Saleh, un sanctuaire où reposent deux autres scientifiques nucléaires assassinés en 2010 et 2011, ainsi que des « martyrs » de la guerre Iran-Irak (1980-1988).

Le physicien, qui vivait sous escorte policière et se déplaçait en voiture blindée, a été inhumé sous une grande affiche à l'effigie du guide suprême, Ali Khamenei, et de l'ancien chef de la force Al-Qods (la branche des gardiens de la révolution chargée des opérations extérieures), le général Ghassem Soleimani, assassiné en Irak, en janvier 2020, par un drone américain.

Un dernier adieu avait été rendu tôt le matin au ministère de la défense, à Téhéran. Samedi et dimanche, sa dépouille, couverte d'un drapeau iranien, avait été honorée dans les villes saintes de Machhad et de Qom, puis au mausolée de l'imam Khomeyni, le fondateur de la République islamique, à Téhéran. Durant les funérailles, le ministre de la défense, Amir Hatami, a soutenu que l'assassinat de Mohsen Fakhrizadeh « ne resterait pas sans réponse ». Il annonçait aussi le doublement du budget de l'organisation Sépand, en charge de la recherche et de l'innovation en matière de défense, dont M. Fakhrizadeh était un vice-président.

Vol d'archives

Avec ce scientifique, c'est une somme de connaissances accumulées qu'aurait visée Israël, désigné comme coupable par Téhéran. Impliqué dès la fin des années 1980 dans la recherche nucléaire, ce physicien n'était pas « le père » d'un programme à possible dimension militaire, selon la dénomination prudente de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), dont Téhéran a toujours démenti l'existence. Mais M. Fakhrizadeh avait, tôt, contribué à la reprise de ces travaux, lancés par le régime du chah avant d'être interrompus par la révolution de 1979, et que les experts soupçonnent d'avoir été relancés entre 1982 et 1984.

Engagé contre l'invasion de l'Irak par l'Irak de Saddam Hussein (1980-1988), M. Fakhrizadeh aurait combattu aux côtés de Fereydoun Abbassi Davani, l'ancien chef de l'Organisation iranienne de l'énergie atomique, lui-même visé par une tentative d'assassinat en 2010. M. Abbassi Davani a salué la mémoire d'« un gestionnaire compétent et un scientifique prestigieux [qui] peut être élevé au même rang que le martyr Soleimani dans le domaine des sciences et techniques ».

Selon l'AIEA, cet administrateur avait regroupé divers travaux nucléaires suspects, au sein d'un projet baptisé AMAD. L'Irak l'abandonnera en 2003, après l'invasion américaine de l'Irak. L'AIEA infligera des sanctions à M. Fakhrizadeh en 2007, et demandera sans succès à l'interroger. Voilà pour la

biographie officielle, maculée de zones d'ombre. Ce sont les accusateurs de M. Fakhrizadeh qui la complètent, en premier lieu Israël. En 2018, les travaux du physicien avaient été l'objet de l'une des opérations dont le Mossad a tiré publiquement le plus de fierté ces dernières années : le vol, dans un hangar anonyme de Téhéran, d'archives du programme AMAD, supposément constituées par M. Fakhrizadeh lui-même.

Cette opération, dirigée personnellement par le patron du service israélien, Yossi Cohen, avait mis au jour d'innombrables pages portant l'écriture manuscrite du scientifique, selon l'Etat hébreu. M. Fakhrizadeh y correspondrait, avec de hauts officiels iraniens, sur la manière de fabriquer un mécanisme permettant de détoner une arme nucléaire, et une bombe arrimable à un missile balistique sol-sol.

Pour Israël, qui n'a jamais reconnu l'existence de ses propres armes nucléaires – elles bien réelles –, ces documents prouveraient que M. Fakhrizadeh était le Docteur Folamour de Téhéran, doublé d'un administrateur de talent. Il aurait préservé un savoir acquis avant 2003, mais aussi poursuivi le programme AMAD jusqu'à aujourd'hui, sous d'autres noms, en gardant auprès de lui d'anciens collaborateurs. Leur objectif : acquérir la capacité de produire cinq bombes atomiques de 10 kilotonnes, et donner à l'Etat les moyens de franchir ce seuil en un temps court.

Dimension secrète

Ces documents, Israël les a transmis à l'AIEA et à l'université Harvard, aux Etats-Unis. Mais on attend qu'en soit publiée une analyse indépendante. Des responsables du Mossad n'ont pas masqué leur frustration face à la lenteur de l'AIEA à les intégrer à ses travaux. Puis leur satisfaction, notamment auprès du Monde en 2019, devant les premières marques de reconnaissance de l'institution. Entre-temps, l'Etat hébreu a fait du personnage de M. Fakhrizadeh un usage politique intensif, à la manière d'une bombe à fragmentation.

Première détonation. En avril 2018, le premier ministre, Benjamin Nétanyahou, révèle ces archives, en lançant un avertissement à propos de M. Fakhrizadeh : « Souvenez-vous de ce nom. » Preuves à l'appui, il dénonce la logique même de l'accord sur le nucléaire iranien, signé en 2015 par les Etats-Unis, la Russie, la Chine, la France, le Royaume-Uni et l'Allemagne. « L'esprit du deal, c'était de renoncer à faire toute la lumière sur le programme iranien. On estimait que l'accord suffisait à éloigner Téhéran du seuil. Israël ne l'a jamais accepté », résume Clément Therme, post-doctorant au CERI Sciences Po.

Seconde détonation. En mai 2018, le président américain Donald Trump cite ces archives à l'appui de sa décision de quitter l'accord nucléaire. Héritage de l'administration Obama, ce « deal » est jugé inapte à contrer la dimension secrète du programme. La troisième détonation, c'est la mort de M. Fakhrizadeh. En Iran, elle sou-

ligne l'incapacité de l'Etat à protéger ses scientifiques : les risques de défection augmentent.

La pompe donnée à ses funérailles est à ce titre une tentative de réassurance, et une manière de susciter des voca-

tions, en érigeant le physicien en martyr. Pourtant, « ceux qui ont planifié cette opération ne regardaient pas seulement vers Téhéran, mais aussi vers Washington », estime l'ancien patron du renseignement militaire israélien, Amos Yadlin. «

Ils espéraient peut-être des représailles iraniennes, qui donneraient au président Trump les moyens de convaincre son establishment de défense qu'il est temps (...) d'attaquer leurs sites nucléaires. » Pour cet analyste, il

s'agissait aussi de « rendre plus difficile la vie de ceux qui veulent revenir au vieux JCPO [l'accord nucléaire] de 2015, et qui rejoindront la future administration américaine en janvier ».



01 décembre, 2020

Kurdish teenager shot, killed by soldiers while on picnic with friends in southeastern Turkey

An 18-year-old named Özcan Erbaş was shot and killed by Turkish soldiers while on a picnic with friends in the southeastern province of Hakkari on Nov. 30, Mesopotamia Agency reported.

The Hakkari Governor's Office claimed that Erbaş and his friends were engaging in smuggling over the border with Iraq and that the soldiers merely fired warning shots preceded by verbal warnings.

While the teenager died in the hospital, the governor's office



said that an investigation into the incident was ongoing.

Meanwhile, Erbaş's uncle Sabri Erbaş said that the teenagers

were shot on from nearby Bağlıca and Gerdin police stations while they were having a picnic.

"We went to get my nephew

after we got the news. We argued with the soldiers, they wouldn't even let us touch the injured. They didn't help either. I carried him on my back the whole way," the uncle said.

Pro-Kurdish Peoples' Democratic Party (HDP) deputy Sait Dede tweeted about the incident, saying that "Another Kurdish youth was executed without conscience."

"We know they will try to hide behind the shield of impunity again, but we will ask about this even a thousand years later."

Le Monde

01 décembre, 2020

Par Gilles Paris & Marie Jégo

La Turquie craint un durcissement avec l'arrivée de Joe Biden à la Maison Blanche

Le président élu pourrait ne pas avoir la même indulgence que Donald Trump envers la Turquie, dans le collimateur de Washington sur l'achat des S-400 russes et l'affaire Halkbank.

L'arrivée de Joe Biden à la Maison Blanche va-t-elle contraindre le président turc, Recep Tayyip Erdogan, à repenser sa politique étrangère ? Plus autoritaire que jamais en interne, engagé sur plusieurs fronts militaires à l'extérieur, M. Erdogan s'est considérablement éloigné des alliés traditionnels de la Turquie – Etats-Unis, Union euro-

péenne, OTAN – pour mieux se rapprocher de Moscou, ce qui fait de lui un véritable casse-tête pour l'Alliance atlantique.

Les événements récents pourraient l'obliger à modifier la donne. L'Union européenne s'apprête à discuter d'éventuelles sanctions contre la Turquie pour ses forages dans les

eaux territoriales de la Grèce et de Chypre en Méditerranée, les 10 et 11 décembre. Et les intérêts de M. Erdogan se heurtent de plus en plus souvent à ceux de son nouveau partenaire russe. Moscou et Ankara sont dans des camps opposés en Libye, leurs objectifs sont antagonistes en Syrie et, récemment, la Turquie s'est imposée dans l'arrière-cour

russe, en soutenant militairement l'Azerbaïdjan dans sa guerre contre les forces arméniennes pour le contrôle de la région disputée du Haut-Karabakh, dans le sud du Caucase.

« Rhétorique belliqueuse »

Avec le départ du président Donald Trump de la Maison

Blanche, M. Erdogan perd un allié de poids avec lequel il avait coutume de s'entretenir régulièrement par téléphone, y compris pendant ses parties de golf. Tout au long de son mandat, le président américain sortant a fait preuve d'une grande complaisance à l'égard de son homologue turc, dont il disait être « un grand fan ». M. Erdogan ne trouvera peut être pas la même indulgence chez Joe Biden.

En décembre 2019, M. Biden avait qualifié le président turc d'autocrate et s'était engagé à soutenir l'opposition, suscitant l'ire des politiciens de tous bords en Turquie. Dans un entretien accordé au New York Times, M. Biden n'avait pas ménagé ses mots. « Ce que je pense que nous devrions faire, c'est adopter une approche très différente à son égard maintenant, en indiquant clairement que nous soutenons les dirigeants de l'opposition. » Selon lui, Washington devait « encourager » l'opposition turque pour « affronter et vaincre Erdogan », « pas par un coup d'Etat, mais dans le cadre d'un processus électoral ».

Le conflit du Haut-Karabakh, et surtout le soutien apporté par M. Erdogan à Bakou, a suscité de nouvelles critiques de Joe Biden. Alors que Donald Trump restait silencieux, le démocrate a jugé, le 13 octobre, dans un communiqué, que « la fourniture d'armes par la Turquie à l'Azerbaïdjan et la rhétorique belliqueuse encourageant une solution militaire sont irresponsables ». Il a redoublé ses remarques, le 28 octobre, en critiquant l'afflux de « mercenaires » syriens envoyés en Azerbaïdjan par Ankara.

Le nouveau président américain vante souvent son expérience en politique étrangère, fruit de son passage à la présidence de la commission des affaires étrangères du Sénat et

de ses deux mandats de vice-président. Cette expérience est à double tranchant lorsqu'il s'agit de la Turquie et de Recep Tayyip Erdogan, compte tenu d'une longue liste de contentieux entre les deux pays. Les ambitions régionales d'Ankara, notamment son harcèlement militaire des combattants kurdes syriens, alliés des Etats-Unis dans la lutte contre l'organisation Etat islamique (EI) dans le nord-est de la Syrie, ses liens militaro-industriels avec la Russie, son agressivité en Méditerranée orientale ne laissent pas beaucoup d'amis de la Turquie à Washington.

Economie mal en point

L'achat par la Turquie des systèmes russes de défense antiaérienne S-400, incompatibles avec les défenses de l'OTAN, soulève la perspective de sanctions américaines. Cette acquisition place Ankara dans le champ d'application de la loi intitulée Countering America's Adversaries Through Sanctions Act (Caatsa). Pendant son mandat, le président Trump a suspendu la Turquie du programme de construction de l'avion furtif américain de dernière génération F-35 en riposte à l'achat des S-400, mais le Congrès pourrait envisager des sanctions plus sévères.

Les quatre batteries de S-400 se trouvent actuellement à Ankara, prêtes à être déployées. Washington a menacé de sanctions en cas d'activation complète des systèmes, soit la mise en service du puissant radar qui les équipe, susceptible de déchiffrer les secrets de l'avion furtif F-35. « Il est peu probable qu'Ankara franchisse cette étape avant que Joe Biden ne soit investi en janvier », écrit l'expert militaire turc Metin Gurcan, dans une analyse publiée sur le site d'information en ligne Al-Monitor.

Ankara devra également compter avec l'enquête de la justice américaine sur Halkbank, la banque publique turque accusée d'avoir aidé l'Iran à échapper aux sanctions imposées par les Etats-Unis. Or, la moindre petite sanction risque d'avoir des conséquences néfastes sur l'économie turque, mal en point, victime de la recrudescence de l'épidémie de Covid-19, de la dépréciation de la monnaie locale, qui a perdu un quart de sa valeur en 2020, et de la chute drastique des investissements étrangers, passés de 16 milliards d'euros en 2007 à 7 milliards d'euros en 2019.

Sûr de son attrait géostratégique, le gouvernement islamo-conservateur se refuse à croire aux sanctions, estimant que la nouvelle administration américaine cherchera avant tout à sauver la relation au nom de la stabilité de l'Alliance atlantique, dont la Turquie est le pilier moyen-oriental. Pour Ankara, la présence de l'armée turque en Syrie, en Libye et dans le sud du Caucase ne fait que renforcer la capacité de l'OTAN à contenir l'expansionnisme russe.

« L'équilibre des forces »

« Le président Joe Biden surveillera très probablement l'équilibre des forces au Moyen-Orient au nom des intérêts américains et ne cherchera pas à maintenir des tensions avec la Turquie », a affirmé récemment Numan Kurtulmus, vice-président du Parti présidentiel de la justice et du développement (AKP). Pour le moment, le président Erdogan cherche à se montrer conciliant. « Nous n'avons aucun problème avec un pays ou une institution qui ne peut être résolu par la politique, le dialogue et la négociation », a-t-il déclaré le 22 novembre, exhortant l'Union européenne à respecter les accords sur les

migrants et les visas. « Nous souhaitons la même chose dans les relations avec notre allié américain. »

Une ombre subsiste au tableau. S'il souhaite recoller les morceaux de la relation abîmée avec ses alliés occidentaux, le président turc « ne semble plus avoir à sa disposition une équipe susceptible de remettre les relations sur la bonne voie. La capacité institutionnelle d'Ankara s'est tellement érodée qu'une réparation durable et significative pourrait bien s'avérer impossible », estime l'analyste Metin Gurcan.

Le président turc ne peut guère espérer profiter de la moindre divergence au sein de l'équipe démocrate. A la Maison Blanche, Joe Biden aura comme conseiller à la sécurité nationale Jake Sullivan. Ce dernier avait publié, en 2018, sur le site Politico, une tribune dénonçant une Turquie « hors contrôle » contre laquelle il jugeait légitime la menace de sanctions américaines. « L'objectif de Washington ne doit pas être la confrontation avec Ankara pour le plaisir de la confrontation, ou simplement parce qu'Erdogan l'exaspère, avait ajouté Jake Sullivan. L'objectif devrait plutôt être d'établir les conditions, et les règles de base, d'un engagement constructif. »

En juillet 2020, Antony Blinken, un proche conseiller de Joe Biden nommé au poste de secrétaire d'Etat, s'est montré tout aussi clair au cours d'un débat à l'Hudson Institute, un cercle de réflexion de Washington. « Nous voulons évidemment trouver un moyen d'avoir une relation plus productive et positive avec la Turquie, mais cela exige que le gouvernement turc lui-même veuille la même chose », a-t-il assuré.



December 01, 2020
By Karwan Faidhi Dri

Iraq oil exports dropped by 8 million barrels in November: oil ministry

Iraq exported just over 80 million barrels of crude oil in November - eight million less than in October, according to preliminary statistics from the Ministry of Oil.

In a Tuesday statement, the ministry said Iraq exported 81.2 million barrels of oil in November, with a total revenue of almost \$3.4 billion –a sharp drop for the 89.1 million barrels exported in October.

According to the statement, Iraq averaged 2.7 million barrels in daily exports last month, compared to 2.9 million per day in October.

78.2 million barrels were exported from Iraq's central and southern oil fields, and 2.8 million barrels from Kirkuk, the ministry added. An additional 252,763 barrels were exported to Jordan from an unknown source.

Iraq is mostly reliant on oil revenues for funding, and the dramatic drop in oil prices has worsened economic strife. Baghdad has borrowed 12 trillion Iraqi dinars (10 billion USD) from the central bank in an attempt to cover the fiscal deficit and pay civil sector employees.

To bolster recovering oil prices, members of the Saudi Arabia-led Organization of the Petroleum Exporting Countries

(OPEC) and its allies agreed in mid-April to cut oil production. Analysts have since argued the cuts should be extended until the spring of next year.

Iraq angered its OPEC counterparts when it initially failed to meet the agreed reduced quota of 3.592 million barrels per day in May. Baghdad promised to compensate for the overproduction by making significant cuts in July, August, and September.

LE FIGARO

3/12/2020
Par Alexandre Devecchio

« La Turquie d'Erdogan, ce laboratoire belliciste aux portes de l'Europe »

Jusqu'où ira la Turquie ? C'est la question que pose Jean-François Colosimo dans un nouvel essai érudit et foisonnant, **Le Sabre et Le Turban** (Éditions du Cerf). Pour l'historien et théologien, c'est bien un projet de reconquête que mène aujourd'hui Erdogan au Proche-Orient, mais aussi en Méditerranée, dans le Caucase et peut-être demain en Asie et dans les Balkans, allant jusqu'à menacer la paix mondiale.

Les fantômes du passé

Qui, dans ses frontières, confisque la démocratie, purge l'appareil d'État, réprime l'opposition, muselle la presse, embastille les artistes, persécute les minorités et entre en guerre ouverte contre des pans entiers de la population afin d'être consacré le champion de l'islam politique ? Qui, hors de ses frontières, défie l'Amérique, rivalise avec la Russie, rackette l'Europe, couvre Daech, poursuit les Kurdes au Proche-Orient, envoie des mercenaires en Libye, traque les Arméniens dans le Caucase afin d'être couronné patron de l'internationale islamiste ? Qui se veut

un nouveau sultan, se prétend un nouveau calife, entend restaurer l'Empire ottoman afin d'être considéré comme l'un des maîtres du jeu planétaire ? La diabolisation dont il est l'objet ravit Recep Tayyip Erdogan. Il la réclame et l'encourage. Sa stratégie de provocation renforce son système d'intimidation. Elle n'est pourtant que le voile d'un mal plus ancien. Le douzième président de la République turque accomplit, en la portant à son paroxysme, la fuite en avant que la Turquie moderne connaît depuis qu'elle a été fondée, en 1923, par Mustafa Kemal, dit Atatürk. Et dont lui-même, son lointain successeur, mais le seul

à l'égaliser en ambition et en domination, n'est jamais que le double inversé, le frère en apparence ennemi et en réalité jumeau (...).

S'agissant de la Turquie, nous avons pris l'habitude de minimiser les faits, de minorer les gestes en pariant que demain tout irait mieux. Parce qu'elle avait adopté le progrès, elle progresserait, inéluctablement. Nos indifférences et nos négligences débordent désormais notre entendement. Nos idées préconçues, nos illusions consenties se découvrent toutes vaines. Nous commençons à peine à comprendre que nous n'avons rien

compris à la Turquie (...). Pourquoi nous sommes-nous trompés sur le bilan d'Atatürk et sur l'héritage qu'il a laissé ? Pourquoi nous sommes-nous abusés sur les débuts d'Erdogan et sur ce qu'il allait faire ? Pourquoi est-il faux d'opposer l'un à l'autre ?

Parce que nous avons renoncé, a priori, à les lire tous deux en miroir, dans leur parenté. Parce qu'un tel regard nous aurait obligés à sortir de nos propres schémas manichéens. Parce qu'il nous aurait fallu réviser nos préjugés à la fois sur les rêves utopiques d'hier, les cauchemars idéologiques d'aujourd'hui. Et

admettre leur choquante unité. Atatürk et Erdogan sont ennemis par la théâtralisation de l'idéologie, mais complices dans la volonté d'hégémonie.

Pour comprendre un tant soit peu la Turquie, il faut renverser la dichotomie, retrouver la symétrie. Plonger dans les cent ans de vertiges continus qu'a traversés la République turque hantée par le souvenir ambigu de l'Empire ottoman. Convoquer les fantômes qui ont présidé à sa naissance, ceux du génocide des Arméniens en 1915, du nettoyage ethnique des Grecs en 1923, des massacres des Kurdes et des Alévis dès 1928. Dévoiler les dessous des coups d'État militaires qui, entre 1960 et 2016, ont étranglé les aspirations à la démocratie. Divulguer les compromissions de Washington depuis 1945 et de Bruxelles jusqu'à aujourd'hui, en 2020. Montrer comment la Turquie constitue le plus explosif des laboratoires bellicistes à trois heures d'avion de Paris, Berlin, Londres. Et ne pas oublier, tout du long, le cortège des Turcs qui ont été tués, emprisonnés, exilés pour avoir dit non au mensonge institutionnalisé. Qu'ils aient eu à souffrir du sabre politique, du turban religieux, ou des deux.

Sainte-Sophie, un symbole de conquête

Cela faisait des années qu'Erdogan annonçait la proche reconversion d'Hagia Sophia en Ayasofya. Personne n'y prêtait l'oreille. Tout juste une rodомontade de plus. Là aussi, il aurait suffi d'ouvrir les yeux. Lorsque arrive l'annonce, deux autres Sainte-Sophie qui figurent parmi les plus belles basiliques byzantines de Turquie ont déjà connu le même sort. D'abord, le 6 novembre 2010, celle de Nicée (Iznik) où se déroulèrent le premier et le dernier des conciles œcuméniques communs à l'Orient et à l'Occident chrétiens confirmant pour l'un, en 325, la divinité du Christ et pour l'autre, en 787, la vénération des images. Puis, le 5 juillet 2013, celle de Trébizonde (Trabzon) où fut couronné, en 1458, peu après la

chute de Constantinople, l'ultime prétendant au trône de Byzance, David Comnène, qui devait patétiquement se rendre trois ans plus tard, en 1461, au Goliath turc.

Autant de provocations symboliques et zéro protestation internationale. Sans doute l'impasse cognitive d'Erdogan à vouloir tant mouliner les réminiscences est-il de mésestimer le début d'Alzheimer dont souffre son adversaire de prédilection. Ce sont des Turcs qui ont dénoncé cette captation mémorielle au risque, eux, de représailles qui ne se calculent pas en parts de marché. À Trabzon, la valeureuse Union des architectes de Turquie a intenté un procès contre l'État devant la juridiction locale. Elle a argué que l'expression de l'universalité passe par l'illustration du patrimoine artistique et de la diversité historique dont personne n'est propriétaire. Le 23 novembre 2013, un juge non moins courageux a arbitré en sa faveur et ordonné le retour de la basilique au statut de musée. L'Union a gagné le litige. À tout le moins sur le papier (...).

Inutile de préciser que Sainte-Sophie de Nicée est cernée d'une dizaine de mosquées flambant neuves et désespérément vides aux portails desquelles des fonctionnaires du culte s'efforcent de rameuter les jeunes en leur promettant bombance de donuts et de coca-cola. Inutile de préciser qu'en dépit de l'arrêt du tribunal, nul policier ni n'est venu, ni ne viendra déloger aucun ouléma claquemuré dans Sainte-Sophie de Trébizonde. Inutile de préciser que Sainte-Sophie de Constantinople ne comble aucun besoin pastoral en venant s'ajouter aux quelque trois mille lieux de culte sunnites d'Istanbul. Les trois basiliques ne sont jamais que des stations votives rythmant les nouvelles guerres turques qui vont en se multipliant sur les anciens fronts ottomans. Des arcs de triomphe anticipés (...).

Ce 24 juillet 2020, c'est Ali Erbas, le directeur de la tentacu-

laire Diyanet, la division d'État administrant les affaires religieuses, qui a été chargé de la prédication. Contrairement à la règle, le patron de l'islam turc ne commente pas le Coran. Son discours consiste en une vaste déclinaison autour du thème de la domination et de la soumission. Sous la coupole de Sainte-Sophie, il célèbre « l'amour de la conquête », la « promesse prophétique de la conquête », salue « les martyrs et les vétérans grâce auxquels la conquête a été établie » et loue « la civilisation pour laquelle la conquête revient à ouvrir les portes d'une cité à l'islam ». Un sermon qu'il prononce turban sur la tête, sabre à la main.

Chantage migratoire

Le pacte est signé en mars 2016, trois mois avant le putsch avorté. Outre une libéralisation accrue des visas pour ses citoyens et l'ouverture de nouveaux chapitres dans son processus d'adhésion, l'Europe accorde à la Turquie une subvention de deux fois trois milliards d'euros pour financer ce qu'il faut nommer son appareil de rétention. En échange de quoi, la Turquie s'engage à plus de contrôle et de coopération dans son traitement de la crise migratoire.

Le résultat est pathétique. La Méditerranée devient un cimetière. Les corridors prévus n'ont d'humanitaire que l'épithète. L'Union renâcle à payer à chaque manquement turc aux droits de l'homme, aggravant de la sorte sa réputation déjà solide d'hypocrisie. Les pays membres se divisent au bénéfice politique des gouvernements les plus réticents à ouvrir leurs frontières, ce qui leur vaut les réprimandes des plus libéraux qui ne font pourtant guère mieux qu'eux en termes d'accueil. De la « nuit de Cologne » aux attentats de Paris (mais aussi Bruxelles, Londres, Copenhague, Stockholm, Barcelone, Utrecht, Vienne), la terreur grandit, l'angélisme diminue et s'instaure la conscience malheureuse que la dépendance à l'égard d'Ankara en matière migratoire s'avère nocive mais incurable (...).

De son côté, la Turquie gronde de faire capoter l'accord au moindre désaccord, terme qui inclut le plus petit reproche comme la plus infime remarque. (...) Le pacte migratoire tourne au chantage aux migrants et Erdogan pratique la surenchère en posant des demandes toujours plus exorbitantes qui s'apparentent à autant d'ultimatums.

Chantage terroriste

Une autre partie s'est jouée tout ce temps en coulisses. Sur vingt ans, de la guerre d'Irak à la guerre contre Daech, en passant par les interventions en Libye et en Syrie, qui ont déterminé la crise migratoire, l'Union européenne n'a eu ni vision claire, ni action commune. Paris a renoncé à sa posture historique et, sacrifiant lentement mais sûrement son exception, réintégrant de manière penaude l'Otan, se fondant dans le camp atlantiste, en est arrivée à rivaliser avec Londres dans le rôle du meilleur supplétif occidental de Washington. Les arbitrages locaux du Vieux Continent ont été ainsi indexés sur les intérêts globaux du Nouveau Monde. Dans le même temps, la Turquie s'est émancipée de la tutelle des États-Unis. Le sommet du panislamisme a consisté dans le soutien implicite de l'appareil d'État turc à Daech, par focalisation sur la question kurde, par hostilité au monde arabe et par connivence avec le fondamentalisme sunnite. C'est l'État turc qui a déverrouillé l'enfermement de l'État islamique en lui offrant un hinterland propice au transport des combattants, à l'approvisionnement en armes, au transfert de devises, au commerce du pétrole. Et un sas pour transformer les réfugiés en moyen d'intimidation.

Un projet hégémonique

L'ambition belliciste du président Erdogan est claire. Elle se développe sur tous les fronts de reconquête auxquels avait dû renoncer Atatürk. Elle s'attache à préempter chacun des anciens limes impériaux pour réaffirmer la vocation du Turc à dominer l'histoire. Elle désigne les

mêmes ennemis qu'antan. Au Levant, afin de maîtriser les Kurdes et les Arabes. En Méditerranée et dans les Balkans, afin de contraindre les Grecs et de paralyser les Européens. Au cœur du Caucase, afin de rivaliser avec les Russes, les Iraniens et de déstabiliser les Chinois. À l'échelle planétaire, pour se dégager des Américains. C'est du caractère prévisible de cette entreprise que les chancelleries feraient bien de se soucier plutôt que de blâmer l'attitude « déroutante » de Recep Tayyip Erdogan. Dans ce grand chelem de la revanche, tout se répète. À commencer par la nécessité d'éliminer les Arméniens, cette fois au Haut-Karabagh, afin de prétendument briser un encerclement orchestré par l'ensemble des nations. Qu'importe que ce soient les Arméniens qui vivent cernés par les Azerbaïdjanais dans ce territoire caucasien qui est depuis toujours le leur et où

ils sont majoritaires (...).

À l'automne 2020, la puissante coalition turcoazérie fond sur le minuscule Karabagh et la petite Arménie, toutes armes de dernier cri déployées. Ce sera la capitulation ou le carnage. En fait, les deux. Erdogan a rebattu les cartes du « Grand Jeu » de jadis, quitte cette fois à défier frontalement l'Otan afin de rendre manifeste l'impuissance politique d'une alliance militaire qu'il corrode de l'intérieur (...).

C'est dans la plus extrême solitude que les Arméniens se sont courageusement battus jusqu'à ce qu'il leur devienne impossible de continuer à envoyer leurs fils, des adolescents ne sachant pas manier même un fusil, au massacre. Erdogan a gagné sa guerre par délégation. Ankara dispose d'un toboggan vers Bakou et d'un pivot contre Téhéran (...).

De tous les dirigeants occidentaux, le président Macron est le seul à avoir dénoncé avec force et constance la course à l'abîme du président Erdogan. Il l'a chèrement payé, voyant sa tête de « bon pour l'asile » mise à prix en tant qu'il serait un « ennemi de l'islam ». Il n'a pas pour autant oublié que les Arméniens ont toujours été culturellement Européens et qu'ils le sont d'autant plus aujourd'hui par le sang qu'ils versent pour enrayer la barbarie. Il a sauvé l'honneur de la France en déclarant qu'elle est « au côté de l'Arménie ». Il a dépêché une aide humanitaire à Erevan et promis que Paris s'entremettra pour que les Arméniens puissent demeurer et vivre décemment au Haut-Karabagh. Ce qui est bien, mais insuffisant. La suite est malheureusement écrite. D'une poudrière à l'autre, le destin du Kosovo, vingt ans après l'intervention de l'Otan, le dit assez. Aujourd'hui, ce sont

les Serbes laissés pour compte qui sont soumis à une purification ethnique, leurs monastères et leurs églises qui sont vandalisés, leurs enfants qui sont ostracisés, persécutés, poussés au départ. Et ce sont les Albanophones militants, ceux qui étaient les chefs de la lutte indépendantiste avant que la Coalition ne les promeuve chefs du gouvernement, qui sont désormais traduits devant le Tribunal international de La Haye pour crimes contre l'humanité, crimes de guerre, trafics d'organes, d'êtres humains, d'armes, de drogue. La cécité rémanente de l'Occident sur l'Orient proche ou lointain est accablante. Elle est aussi mortifère.

Extraits choisis et présentés par ALEXANDRE DEVECCHIO



December 02, 2020

Trump's worst crime abandoning Syrian Kurds – columnist

The worst crime in U.S. President Donald Trump's four years in office was the greenlighting of Turkey's military incursion into northern Syria against Kurdish forces, which resulted in an ethnic cleansing of Kurds from the region, columnist Patrick Cockburn wrote for the Independent on Monday.

Turkey's Operation Peace Spring of Oct. 2019 led to the "murder, rape and expulsion" of Syrian Kurds, Cockburn said. "Trump did nothing as the Turkish army occupied the Kurdish enclave of Afrin and replaced the population there with Syrian Arab jihadis."

Trump's "complicity in the ethnic cleansing of Syrian Kurds,"



Cockburn said, "should top the charge sheet," in the unlikely event that the president ever stands trial, calling what Trump did a betrayal of American allies against ISIS.

The decision to withdraw U.S. troops from the region, an action that Cockburn called treachery, "was the direct cause of the murders, kidnappings, disap-

pearances," the columnist said.

Human rights violations and possible war crimes in the Turkish-controlled Afrin province have been documented in a recent United Nations report. Conditions in Turkish-controlled Afrin, Tal Abyad and Ras al-Ain have made it virtually impossible for independent reporters, but Cockburn "was fi-

nally able to make contact last week via the internet with an eyewitness in Afrin who gives a grim but compelling account of her personal experience of ethnic cleansing."

Kurdish Mathematics teacher Rohilat Hawar, 34, told Cockburn that Turkish-backed Syrian jihadis shot and killed many people trying to leave Afrin, including one of her friends and her 10-year-old child. Hawar was not allowed to leave to cross into Kurdish-held territories, but the militias also made it "impossible for Kurds to stay."

The extremists now in charge in the city consider all Kurds to be heretics and pagans, "who should be killed on orders from

God," Hawar told the columnist, "even more dangerous" than the Turkish army, which considers Kurds to be "terrorists."

Kurdish women who didn't normally wear a veil were forced to don hijabs, the woman said. According to the Afrin resident

and former teacher, girls and women were subjected to frequent sexual harassment by the militias, including incidents of groping on the streets.

Hawar said the occupying militias cut down olive trees to "sell as firewood." Meanwhile, reports have come out saying

Turkey confiscated olive oil from the region to be sold on international markets, including the United States.

Turkey is now working to persuade the militias to volunteer as proxies in Libya and Nagorno-Karabakh, he continued.

Turkish President Recep Tayyip Erdoğan has also "threatened to launch another invasion that would in practice finish the job of cleansing the Kurdish population," but U.S. President-elect Joe Biden will be significantly less likely to enlighten another Turkish incursion, the columnist said.



December 03, 2020

Turkey continues to report record high Covid cases, deaths

The Health Ministry has reported 31,923 more coronavirus infections, including 6,690 "patients," or symptomatic cases, for the past 24 hours.

The country's death toll rose by 193 to reach 13,936, according to the ministry, while the İstanbul Metropolitan Municipality reported 199 deaths of an "infectious disease" for the city alone.

The ministry reported record

high numbers of cases and deaths for nine days in a row now.

Amid growing suspicion of the accuracy of the official figures, the municipality has been publishing the number of deaths caused by an infectious disease since November 22.

•The municipality's death count for İstanbul compared to the ministry's count for the entire country

The number of daily cases in Turkey has been among the world's top five since the Ministry of Health started including asymptomatic cases in its daily count on November 25.

The new symptomatic cases raised the overall patient count to 513,656 while 4,821 patients recovered over the past day, bringing the tally to 409,320, according to the ministry.

More than 183,000 Covid-19 tests were conducted across

the country in the said period, pushing the total to over 18.9 million.

The number of patients in critical condition now stands at 5,502, increasing by 200 from the previous day.

•New "patients" and deaths registered by the ministry since November 1

•All figures announced by the ministry since the start of the outbreak



03 décembre, 2020
Par Marie Jégo

La Turquie durcit les restrictions face à la flambée du Covid-19

L'Association des médecins de Turquie estime que les autorités minimisent la gravité de la situation et appelle à un confinement total.

La Turquie connaît actuellement une flambée des contaminations au coronavirus, obligeant les autorités à imposer de nouvelles restrictions : surveillance des rues d'Istanbul par drones, usage des transports en commun interdit aux moins de 20 ans et aux plus de 65 ans, mise en place d'un couvre-feu en semaine, et con-

finement total les week-ends. Mercredi 2 décembre, le ministère de la santé a déclaré 193 morts du Covid-19 et l'apparition de 31 923 nouveaux cas. Selon le dernier bilan officiel, 14 129 personnes sont décédées depuis le début de l'épidémie, il y a neuf mois, pour une population totale de 83 millions d'habitants.

La semaine dernière, les autorités ont modifié leur façon de compter les infections quotidiennes. Désormais, tous les nouveaux cas positifs sont pris en compte et pas seulement le nombre de patients traités pour des symptômes. La nouvelle méthode de comptage a révélé plus de 30 000 nouvelles contaminations par jour, ren-

forçant le dilemme auquel est confronté le gouvernement soucieux de contenir l'épidémie tout en continuant à faire tourner l'économie, menacée de récession.

L'augmentation croissante des décès a contraint le président turc Recep Tayyip Erdoğan à annoncer de nouvelles restrictions, sauf

pour la production alimentaire et manufacturière. « Nous essayons de trouver des méthodes qui protègent la santé des gens et permettent également la poursuite de la production, du commerce, de l'emploi et de la vie sociale », a-t-il déclaré lundi.

La méfiance des médecins

Le nouveau bilan n'est pas une surprise pour l'Association des médecins de Turquie (TTB), convaincue que le gouvernement dissimule la gravité de la situation. « Le nombre de cas quotidiens à l'heure actuelle est d'environ 60 000, soit le double du bilan officiel », a estimé mardi Sebnem Korur Fincanci, qui dirige la TTB. Incapables de faire face à la deuxième vague de l'épidémie, les autorités minimisent les cas pour ne pas affoler la population, selon Mme Fincanci, qui craint un épuisement du système de santé.

La situation est sérieuse : la Turquie a suspendu en novembre les congés des personnels de santé, interdisant

les démissions et les retraites anticipées pendant la pandémie. Des interdictions similaires avaient été mises en place pendant trois mois à partir de mars, puis levées avec le déconfinement survenu à l'été. L'Association des médecins dresse un bilan alarmant : hôpitaux surchargés, personnel médical épuisé. D'après Mme Fincanci, les équipes de traçage, jadis louées pour leur surveillance efficace des contaminations, ont désormais du mal à suivre la progression de l'épidémie. « Il faudrait un confinement total pendant au moins deux semaines, voire quatre semaines », a-t-elle recommandé.

Il est peu probable que sa voix soit entendue. Médecin légiste de formation, défenseuse acharnée des droits de l'homme, Mme Fincanci est depuis longtemps dans le viseur des autorités, et convoquée régulièrement devant les tribunaux pour ses prises de position. L'Association des médecins n'est pas mieux lotie. Jugée trop critique, elle

est souvent prise à partie par les représentants de la coalition au pouvoir, le Parti de la justice et du développement (AKP, islamo-conservateur) et son allié d'extrême droite, le Parti de l'action nationaliste (MHP).

La fiabilité du bilan officiel des décès du Covid-19 est également remise en cause par le Parti républicain du peuple (CHP), la principale force d'opposition. Le maire d'Istanbul, Ekrem Imamoglu, une figure du CHP, a ainsi déclaré que 186 personnes étaient mortes de maladies infectieuses dans sa ville le 22 novembre, jour où le ministère de la santé annonçait 139 décès du Covid-19 pour l'ensemble du pays.

L'édile a déclaré qu'environ 450 enterrements ont lieu quotidiennement à Istanbul, ville de 15 millions d'habitants, contre une moyenne de 180 à 200 en novembre 2019. « Nous ne pouvons vaincre l'épidémie que grâce à un processus transparent, a estimé M. Imamoglu. La Rus-

sie et l'Allemagne ont annoncé un nombre élevé de morts. L'Allemagne a-t-elle perdu son éclat ? La Russie s'est-elle effondrée ? » Le maire d'Istanbul n'a eu de cesse, ces derniers temps, d'exhorter le gouvernement à imposer un confinement total pour casser la propagation du virus, un appel approuvé par Meral Aksener, la chef de file du Bon Parti (nationaliste).

Fahrettin Koca, le ministre de la santé, a défendu son bilan. « Tous les chiffres que je fournis sont exacts », a-t-il rétorqué. Il a annoncé qu'une campagne de vaccination du personnel médical allait commencer à la mi-décembre. La Turquie a commandé 50 millions de doses du vaccin développé par la société pharmaceutique chinoise SinoVac. Le gouvernement mène également des pourparlers pour acheter le vaccin développé par Pfizer en coopération avec la société pharmaceutique BioNTech.



December 03, 2020

Pro-Kurdish Peoples' Democratic Party members subjected to police violence during house raid

Meryem Aşkara, a member of the pro-Kurdish Peoples' Democratic Party (HDP), claimed she was beaten and threatened by special forces police who raided her house in southeastern Şırnak province yesterday, the Mezopotamya News Agency (MA) reported. Police raided the house of

Aşkara and her roommate Berivan Kutlu, the former Cizre co-mayor. Aşkara claimed that they were beaten for 20 minutes.

She said her ankles were sprained, her ribs bruised and she had difficulty walking and breathing. "The police broke down the doors and pointed

their guns at us," she claimed. "They told they would kill us if we made any sound."

Aşkara added that two of the police officers took her to the balcony, where she screamed. She said her father and brother came up to check on her but that they were also beaten by the police.

According to Aşkara, the three policemen who raided her house had filed a complaint against her and her roommate claiming the women had assaulted them.

There have recently been several reports of police violence during house raids. Police officers used their dogs to terrify two Kurdish boys during a raid

on their home in the south-eastern province of Diyarbakır in October 2020.

The mother claimed the two boys were sleeping when the police broke down the front door and entered the house. They woke up, and the younger boy started crying because he was afraid of dogs. The police unleashed the dogs on the father and then hit him with the barrel of a gun when he tried to get the dog off himself. He was later taken to another room and beaten.

In a similar incident, Şeyhmus and Menice Yılmaz accused Diyarbakır police officers of letting their dogs attack them during a raid on their home on May 31, 2020 as part of an operation to find the suspected killer of police officer Atakan Aslan.

Following the incident, Şeyhmus Yılmaz went to Se-



lahaddin Eyyubi State Hospital and got a medical report showing dog bites on various parts of his body. He later filed an official complaint alleging police brutality.

According to a report by the UN special rapporteur on torture and other cruel, inhuman or degrading treatment or punishment, on his mission to Turkey from November 27 to December 2, 2016, "torture and other forms of ill-treatment were widespread" in Turkey. "[T]here seemed to be a

serious disconnect between declared government policy and its implementation in practice," the special rapporteur noted.

The report found there were numerous consistent allegations received by the special rapporteur in the immediate aftermath of a failed coup on July 15, 2016 and that torture and other forms of ill-treatment were widespread, particularly at the time of arrest and during the subsequent detention in police or gendarme-

rie lock-ups as well as in improvised unofficial detention locations such as sports centers, stables and the corridors of courthouses.

The special rapporteur heard persistent reports of severe beatings, punches and kicking, blows with objects, falaqa, threats and verbal abuse, being forced to strip naked, rape with objects and other sexual violence or threats thereof, sleep deprivation, stress positions and extended blindfolding and/or handcuffing for several days, according to the report.

On the other hand, a report by the European Committee for the Prevention of Torture and Inhuman or Degrading Treatment or Punishment (CPT) based on its visit to Turkey's detention centers in September 2016 has never seen the light of day because of a veto by Turkey.

Le Monde

03 Decembre 2020
Par Jean-Pierre Stroobants

A l'OTAN, le « testament » de Mike Pompeo très hostile à la Turquie

Le secrétaire d'Etat américain a demandé à Ankara de « revenir à un comportement d'allié ».

On s'attendait à un « testament » de sa part, en forme d'hommage aux années Trump ou de nouvelle mise en garde aux Européens, mais Mike Pompeo, le secrétaire d'Etat américain, aura surpris tout le monde, mercredi 2 décembre, lors de sa dernière apparition au cours d'une réunion ministérielle de l'OTAN.

Au cours de la visioconférence à huis clos, c'est à la Turquie que ce fidèle de Donald Trump a réservé ses vives critiques, brèves mais très fermes, selon un témoin. D'après l'Agence France-Presse, il aurait déploré qu'Ankara s'écarte des règles de l'Alliance et il a dé-

noncé sa « politique du fait accompli » dans plusieurs crises régionales. M. Pompeo a dès lors demandé au régime du président Recep Tayyip Erdogan de « revenir à un comportement d'allié ».

De quoi satisfaire la diplomatie française qui tentait, depuis plusieurs mois, d'amener le problème turc sur la table de l'Alliance atlantique et déplorait sa sous-estimation par le secrétaire général, Jens Stoltenberg. En octobre, confronté à la multitude des sujets de contentieux avec Ankara, le responsable norvégien avait toutefois évoqué sa « préoccupation ». Mercredi soir, lors de sa conférence de presse fi-

nale, il n'a pas reparlé des nombreux sujets de polémique avec la Turquie. Il sera toutefois forcé d'y revenir à bref délai, compte tenu de la fermeté affichée par M. Pompeo. Une position que la future administration démocrate devrait imiter, voire renforcer.

Changement de ton

Lors d'une récente visite à Istanbul, où il était venu évoquer la question de la liberté religieuse, puis à Paris, où il rencontra Emmanuel Macron, le secrétaire d'Etat américain avait déploré les actions récentes, « très agressives », du régime turc : en Libye, au Haut-Karabakh, en Méditerranée

orientale. Et il avait plaidé pour une action concertée avec les Européens. Washington devrait appliquer des sanctions – gelées jusqu'ici par Donald Trump, soucieux de préserver M. Erdogan qui se présente comme son « ami » – en raison de l'acquisition – et du test récent – par la Turquie de missiles russes S-400. Des équipements militaires incompatibles avec l'architecture de défense de l'Alliance atlantique. M. Pompeo a évoqué un « cadeau » fait ainsi à Moscou, au détriment de la cohésion de l'OTAN.

Un changement de ton qui contraste avec les positions exprimées en 2019, lors d'un

sommet de l'OTAN, à Londres, par le président Trump. Il avait écarté, à l'époque, les critiques d'Emmanuel Macron sur l'attitude de la Turquie. Hasard du calendrier ou non, le président français s'est entretenu mercredi soir, par téléphone, avec M. Stoltenberg. Un communiqué de l'Elysée a indiqué que cet échange « a été l'occasion d'aborder directement et en confiance les préoccupations

exprimées par un nombre croissant d'alliés sur les choix stratégiques faits par la Turquie, qui nécessitent une clarification par une explication franche au sein de l'Alliance, dans le nouveau contexte transatlantique ».

Le ministre turc des affaires étrangères a, lui, indiqué sur son compte Twitter : « Nous avons insisté sur nos positions concernant le Haut-Karabakh, la

Méditerranée orientale, la Libye et l'intervention illégale contre notre navire. » Une mention au fait qu'un bâtiment allemand, engagé dans la mission européenne de surveillance Irini au large de la Libye, a arraisonné, le 20 novembre, un navire turc soupçonné de violer l'embargo sur les armes. La question des sanctions éventuelles à imposer à la Turquie, pour ses violations de cet

embargo et ses actions de forage dans des zones chypriotes et grecques en Méditerranée, sera également au programme d'un sommet des chefs d'Etat et de gouvernement de l'Union européenne, les 9 et 10 décembre. La Commission européenne a mis au point une série d'options. Elles sont, jusqu'ici, jugées inopportunes par l'Allemagne et la Pologne.



December 03, 2020
By Ayub Nasri

First woman mayor appointed in Duhok province

ERBIL, Kurdistan Region — Duhok province has appointed its first woman mayor, who will represent Amedi's Bamarne district.

Miran Abdulrahman, chosen by Duhok's provincial council on Wednesday, told Rudaw she is "very happy" to be the province's first mayoress, and has extensive experience of working in Bamarne district. "I've been working in Ba-

marne's district management for 11 years. I am aware of all the issues in Bamarne and the surrounding villages," the new mayor told Rudaw on Wednesday.

She will be sworn in by the Kurdistan Regional Government (KRG) Ministry of Interior before officially taking office.

Abdulrahman was elected alongside new mayors for the



Miran Abdulrahman speaks to Rudaw on December 2, 2020. Photo: screenshot

Duhok districts of Darkawr and Royiya to fill in vacant positions left by the Kurdistan Islamic Union (KIU), after a 2015 agreement between the KIU and Kurdistan Democratic Party (KDP) to give local official posts in Duhok to KIU members was cancelled this year.

Eleven positions are still vacant.



December 04, 2020
By Wladimir Van Wilgenburg

Syrian Kurdish fixer wins international journalism award

ERBIL (Kurdistan 24) - Kamiran Sadoun, a media worker from Syrian Kurdistan (Rojava) has won this year's Kurt Schork Award in International Journalism in the fixer category, the third time a Kurd has been honored in this way.

Sadoun, born in 1980 in the northeastern Syrian town of Derik, is a graduate of the English Language department at Damascus University and has lived for years in Erbil, the capital of the Kurdistan Region.

The Thomson Reuters Foun-

ation, which awards the prize, said in a statement that Sadoun "has worked with journalists from major news outlets reporting on conflict in northeastern Syria and the enduring suffering following the collapse of the Islamic State – including Yazidi mothers forced to

choose between their children born to IS fighters or acceptance back into their communities in Iraq."

"The judges applauded the calibre of the articles written by the reporters with whom Sadoun worked," which the state-

ment said were “a testament to his exceptional ability as a fixer.”

Sadoun will receive a cash prize of \$5000, but due to the COVID-19 pandemic, not in person. In lieu of a physical award ceremony in the United Kingdom, as is normally the case, Thomson Reuters will be announcing the winners on its Twitter and Facebook social media channels.

“After working all these years (since 2014) with the famous journalists and agencies and covering both Iraq and Syria, winning a prize like this one is something fair,” Sadoun told Kurdistan 24.

Now in its 19th year, the Kurt Schork Awards in International Journalism are named in honor of an American freelance journalist who was killed in Sierra Leone while on assignment for Reuters in 2000.

The News Fixer Award aims to recognize fixers, individuals who typically act as the correspondent’s eyes and ears on the ground and often do much of the real journalism work for which foreign reporters receive credit.



Kamiran Sadoun, the winner of this year’s Kurt Schork News Fixer Award. (Photo: Archive)

According to the Kurt Schork Memorial Fund, it is the fixers’ local knowledge, as well as their network of official – and unofficial – contacts that help journalists secure critical interviews and access important areas for the out-of-town correspondents.

This is the third time in a row that a Kurd wins the prize.

Sangar Khaleel, a Kurd from Mosul, won the prize last year for working with journalists from major news outlets covering the rise and fall of the so-called Islamic State in Iraq. The judges for the prize applauded Khaleel’s courage and dedication in the field.

In 2018, the Syrian Kurdish fixer Wael Resol was nominated three times by international journalists who hired him in Iraq, Wael was commended for his “courage, dedication and flexibility, three of the most important qualities that a fixer must possess...he is a credit to the profession and a huge boon to any journalist working with him.”

“I’m not the first as a Kurd and a Rojava fixer, but the first one who wins this prize for stories from Rojava. Sangar and Wael won this prize for working on stories about Mosul,” Sadoun told Kurdistan 24.

After the Islamic State overran

Mosul in June 2014 and tried to advance toward the Kurdistan Region in August 2014, there was a lack of fixers and translators for foreign journalists that traveled from all over the world to Erbil to cover the war against the terror group.

As a result, many English-speaking Kurdish college graduates and students started to find work as fixers to help the foreign journalists. Especially during the major operation to take back Mosul, many journalists were working from Erbil.

Also in northeastern Syria, many Syrian Kurds started to work as fixers during the fight against the Islamic State by the Kurdish-led Syrian Democratic Forces (SDF). Some of them also worked in Iraqi Kurdistan and Iraq during the battle against the Islamic State fought by Iraqi and Kurdish Peshmerga forces.

“As you know most of News Fixers don’t get credit from stories they worked on, especially for TV and Radio stations,” Sadoun told Kurdistan 24. “So this News Fixer Award guarantees recognition for my work.”

Council of Europe calls on Turkey to release Osman Kavala immediately

In an interim resolution adopted on Dec. 3, the Council of Europe Committee of Ministers has demanded that Turkey release prominent businessman and activist Osman Kavala from prison immediately. The Committee said it was profoundly concerned that Kavala has been continuously deprived of his liberty since October 2017.

The Council of Europe Committee of Ministers has once again called on Turkey to re-

lease prominent businessman and activist Osman Kavala from prison immediately.

In its interim resolution on Dec. 3, the Committee found that Turkey failed to challenge the strong presumption that Kavala’s current detention is a continuation of the violations found by the European Court of Human Rights (ECHR) and regretted the lack of action by the Constitutional Court on Kavala’s case.

The Committee said that it was profoundly concerned that Kavala has been continuously deprived of his liberty since October 2017.

Kavala was first detained in October 2017, remanded in pre-trial detention on Nov. 1, 2017 and has been behind bars ever since. In February 2020, he was acquitted of all charges in the Gezi trial. In October, a new prosecution accusing him of attempting to overthrow the constitutional

order and espionage was accepted by an Istanbul court. The first hearing in the trial is set for Dec. 18.

The Council of Europe Committee of Ministers, tasked with monitoring the implementation of ECHR judgments, considered the Kavala vs Turkey judgment for the first time in Sept. 2020 as Osman Kavala completed 34 months held in pre-trial detention.

In 2019, the ECHR found that

Osman Kavala's extended detention had an "ulterior purpose, namely to reduce him to silence as an NGO activist and human rights defender, to dissuade other persons from engaging in such activities and to paralyze civil society in the country" and violated the European Convention on

Human Rights, a ruling which was confirmed in May 2020.

Amnesty International's Europe Director Nils Muižnieks commented on the interim resolution by the Council of Europe Committee of Ministers, saying it "sends a clear message to the Turkish au-

thorities that Kavala's continued imprisonment cannot and will not be tolerated."

"Today's resolution and last year's Court judgment cannot be brushed aside by the Turkish authorities. Their continuing refusal to comply with the

ruling and Osman Kavala's continued imprisonment – which is now in its fourth year – are unlawful. Each day Osman Kavala spends behind bars is yet another confirmation of the ulterior motive behind his imprisonment," Muižnieks said.

**The
New York
Times**

December 04, 2020

By David. D. Kirkpatrick, Farnaz Fashihi & Ronen Bergman

Rifts in Tehran after killing

Competing factions seek to avoid blame for major security lapse

The account of a fully automated killing appeared to gain little traction because it contradicted early eyewitness accounts.

Humiliated by the killing of a top nuclear scientist, Iranian officials sought this week to rewrite the attack as an episode of science fiction: Israel had executed him entirely by remote control, spraying bullets from an automated machine gun propped up in a parked Nissan without a single assassin on the scene.

Even hard-liners mocked the new spin.

"Why don't you just say Tesla built the Nissan? It drove by itself, parked by itself, fired the shots and blew up by itself?" one hard-line social media account said. "Are you, like us, doubting this narrative?"

Since the killing of the scientist on Friday, contradictory reports in the official news media about the escape or even existence of a hit team – along with assertions of prior warnings from the Interior Ministry about the attack – have revealed tensions

between competing Iranian intelligence agencies as each sought to dodge blame for an egregious security lapse.

Iranian officials have vowed to avenge the killing of the scientist, Mohsen Fakhrizadeh, a high-ranking official in the Defense Ministry. The prospect of a counterattack against Israel or the West threatens to hamper efforts by the incoming Biden administration to revive a nuclear agreement with Iran.

In the first sign of a response, Iran on Wednesday ordered the immediate increase of its enrichment of uranium to levels closer to weapon-grade fuel.

In a direct challenge to President-elect Joseph R. Biden Jr., the measure also requires the expulsion of international nuclear inspectors if American sanctions are not lifted by early February.

Mr. Fakhrizadeh, who oversaw Iran's nuclear weapons program, was an obvious target. He had been publicly singled out by Israeli leaders as a threat, and Iran's elite Islamic Revolutionary Guard Corps had made his protection a top priority.

His death was at least the fourth assassination this year of a high-profile figure under the protection of Iranian security services, beginning with an American drone strike that killed the Iranian general Qassim Suleimani in January.

The failure to apprehend Mr. Fakhrizadeh's killers has compounded a scandal over the government's failure to prevent the assassination itself. Iranians on social media mocked the new accounts of a fully automated execution as an attempt to minimize the embarrassment of the killers' clean getaway.

Officials in Israel, who have all but publicly acknowledged responsibility, declined to comment on the competing accounts of the killing.

The use of a remote-controlled machine gun was not out of the question. Israel's military has such weapons and has deployed them elsewhere. Some Iranian reports said as early as Saturday that such a weapon had been used in the attack on Friday, an afternoon ambush on a country road east of Tehran.

But early official Iranian reports and witness accounts reported a gun battle between Mr. Fakhrizadeh's bodyguards and as many as a dozen attackers. And current and former Israeli officials have boasted that Israeli intelligence agencies have a track record of safely extricating assassins from hostile territories, including Iran.

The account of a fully automated killing appeared to gain little traction because it contradicted early eyewitness accounts.

Israel is thought to have killed at least five Iranian scientists between 2007 and 2012 as part of an effort to derail Iran's nuclear program, which Israeli officials consider an existential threat. Tehran has credibly claimed to have caught only one of the perpetrators, an Iranian who confessed on television in 2010 that he had received training in Israel to plant a motorcycle bomb that killed a scientist as he was leaving his garage.

The agents behind the other assassination attempts and some larger operations are all believed to have escaped.

The role of a remote-controlled machine gun as part of a complex attack by a team of assassins was first reported over the weekend in an account of the killing posted online by Javad Mogouyi, a documentary filmmaker for Iran's Islamic Revolutionary Guard Corps. His father and father-in-law are members of the wing of the organization charged with protecting Mr. Fakhrizadeh, and Mr. Mogouyi's account was adopted as authoritative at the time by several Iranian news organizations.

Before the arrival of a dozen assassins, Mr. Mogouyi wrote, a Nissan had been parked at a roundabout, packed with explosives and armed with an automated

machine gun. The remote-controlled gun opened fire first, distracting Mr. Fakhrizadeh and his bodyguards as the assassins lay in wait.

The claims that the killing was carried out entirely by a robotic weapon, though, appeared to emanate from the Revolutionary Guards. Two news agencies controlled by the corps, Fars News and Tasnim, first published the claims on Sunday.

Ali Shamkhani, the secretary for the National Security Council, echoed that account on Monday in an interview with Iranian state television. He also asserted that Iranian intelligence had known in advance that an Israeli attack on the scientist would take

place on the road where it happened and that the armed opposition group Mujahedeen Khalq was also involved. "Definitely," Mr. Shamkhani said. On Tuesday, in what seemed to be an attempt to shift blame toward the Revolutionary Guards for failing to stop the killing, a government spokesman said that the Intelligence Ministry had warned the scientist's security team weeks in advance about the "specific and exact details" of a possible assassination attempt, including potential locations.

"This crime could have been prevented" if security protocols had been followed "and they had been a little more careful," the spokesman, Ali Rabeie, said at a news conference.

In the din of conflicting claims, the account of a fully automated killing appeared to gain little traction because it contradicted early eyewitness accounts broadcast on state media, as well as comments by the family members of the assassinated scientist.

In an interview on state television Saturday night, Mr. Fakhrizadeh's son Hamed said that he had arrived at the scene within minutes and that his mother had been with his father in the car from the moment of the attack until he died in her arms.

"It was not an assassination but a war zone," the son said, endorsing the reports of a two-way gunfight with the killers.

**The
New York
Times**

December 04, 2020
By Lara JAKES

One last U. S. push against Iran

Easing the Saudi embargo of Qatar could further weaken country's economy

In one of its final attempts at Middle East diplomacy, the Trump administration is pushing for an agreement that would ease a blockade against Qatar. But the mission may be more about delivering a last blow to Iran's economy before President Trump leaves office.

Meeting this week with Qatari leaders, Jared Kushner, a senior presidential adviser, and other White House officials raised the prospect of re-routing commercial flights from the Persian Gulf country through Saudi Arabia's airspace instead of over Iran, according to a diplomat with knowledge of the discussions.

That would reopen a flight path that the state airline, Qatar Airways, followed for years before it was cut off by the Saudi kingdom and at least three of its neighboring nations with an air, land and sea embargo against Qatar in 2017.

It would also starve Iran of what diplomats described as an estimated \$100 million in annual fees that Qatar has paid to fly through its airspace — money that is nourishing Iran's battered economy and, according to officials, allows Tehran's leaders to more easily finance military programs that the Trump administration views as a threat.

Two U. S. officials also described a goal of Mr. Kushner's diplomatic foray this week — which included a stop in Saudi Arabia — as seeking an agreement on the overflights issue.

It was not clear whether Saudi Arabia's closest ally in the region, the United Arab Emirates, would similarly open its airspace to Qatar. One diplomat noted that Mr. Kushner's delegation did not stop in the Emirates, signaling doubt that the country was ready for a step toward a reconciliation with Qatar.

The three-year dispute among the Arab states, which also pits Egypt and Bahrain against

Qatar, is of significant concern to the United States — and not just because it is caught between regional allies on whom Americans rely for oil, military bases and, under Mr. Trump, better relations with Israel.

It has also fragmented the Trump administration's efforts to isolate Iran in the Middle East and the world beyond. The embargo, which began in June 2017, sought to punish Qatar for what the four other Arab nations called its support for terrorism.

The four have since created a list of demands for Qatar to meet before the embargo would be lifted, including shut-

ting down the news network Al Jazeera and abandoning ties with Islamist organizations, particularly the Muslim Brotherhood.

In an interview in September, the Qatari ambassador to the United States described an open channel of communication between Qatar and Iran “to sit together and resolve the differences.”

The ambassador, Sheikh Meshal bin Hamad al-Thani, noted concerns about Iran’s nuclear and missile program. But, he said, “we think the best approach is to have a dialogue and negotiate with some agreement.”

Just two weeks ago, Secretary of State Mike Pompeo also traveled to Qatar to make what one official called his own pitch on the overflights issue to the government in the capital, Doha.

In a meeting with Emir Tamim bin Hamad Al-Thani of Qatar, Mr. Pompeo “discussed the need for working together to confront threats to stability in the region and the importance of overcoming divisions within the gulf to further counter Iran’s malign influence,” according to a State Department statement.

The White House declined to comment on Wednesday about Mr. Kushner’s meetings

in Saudi Arabia and Qatar. His traveling delegation included Brian Hook, the State Department’s recently departed chief Iran envoy; Avi Berkowitz, a special representative for international negotiations; and Adam Boehler, the head of the International Development Finance Corporation, an independent federal agency.

Since 2018, when Mr. Trump withdrew the United States from an accord to limit Iran’s nuclear program, his administration has imposed punishing economic sanctions against Tehran and denied it an estimated \$70 billion in oil revenues. That has contributed to what Mr. Pompeo described last month as a 25

percent cut in Iran’s military budget last year.

Easing pressure on Iran’s economy — which the Qatari overflight fees have helped to do — would be what Mr. Pompeo called “a dangerous choice, bound to weaken new partnerships for peace in the region and strengthen only the Islamic Republic.”

An agreement to reroute Qatar’s airlines would give the Trump administration one last kick at Iran. In terms of brokering a way out of the blockade, however, it would amount to only a glancing blow at the festering impasse among the Arab states.



05 décembre, 2020

Iran : plus de 177.300 décès dus au coronavirus dans 465 villes

La porte-parole du ministère de la Santé du régime : On a rapporté le plus grand nombre de décès à Yazd, au Kurdistan, à Ardebil et dans le Khorassan du sud. (Agence Mehr, 5 décembre 2020)

Alireza Reissi, porte-parole du centre de lutte contre le coronavirus : A Téhéran en particulier, la situation est franchement fragile. Il est possible que la situation repasse au rouge et que nous soyons contraints de renforcer les restrictions. (Télévision officielle, le 5 décembre 2020)

Le vice-ministre de la Santé : Téhéran est fragile en raison de sa densité démographique et de son développement économique. Cela peut changer les conditions de la capitale.

(Agence Irna, 4 décembre 2020)

La faculté de médecine d’Ispahan : Ces dernières 24 heures, 43 malades sont décédés du coronavirus dans les centres médicaux de la province. (Agence Mehr, 5 décembre 2020)

La faculté de médecine de Golestan : Ces 10 derniers jours, le nombre de décès était à deux chiffres. La situation s’aggrave dans certaines villes. Bandar-Torkeman est l’une des sept villes du pays dont les conditions sont supérieures au rouge. (Agence Mehr, 5 décembre 2020).

L’Organisation des Moudjahidine du peuple d’Iran (OMPI/MEK) a annoncé ce 5 décembre 2020 que le nom-



bre de décès dus au coronavirus dans 465 villes d’Iran dépassait les 177.300. Le bilan des morts dans les provinces est le suivant : Téhéran 43.791, Khorassan Razavi 12.415, Ispahan 10.230, Khouzistan 9300, Lorestan 7235, Mazandaran 6717, Azerbaïdjan occidental 6620,

Guilan 5871, Fars 5167, Hamadan 4375, Kerman 3639, Markazi 3518, Yazd 3132, Kurdistan 3106, Semnan 2589, Ardebil 2092, Hormozgan 1905, Ilam 1860 et Khorassan du Sud 1616.

December 06, 2020
By Sirwan Kajjo

Turkish-Backed Rebels Intensify Attacks on Syrian Town

A town in northern Syria has increasingly been under attack from rebel groups backed by Turkey amid fears of a new Turkish offensive into the region.

On Sunday, Syrian rebel fighters supported by the Turkish military carried out artillery attacks on the town of Ain Issa and several nearby villages, local news media reported.

Ain Issa is currently controlled by the Kurdish-led Syrian Democratic Forces (SDF), a major U.S. partner in the fight against the Islamic State (IS) terror group. The town is lo-

cated on the strategic M4 Highway that connects north-east Syria to the western part of the war-torn country.

"In the past two weeks, these attacks on Ain Issa have increased significantly," said Hosheng Heseng, a reporter with the Syria-based North Press Agency.

"In addition to the town, a camp for internally displaced people has also been targeted several times by the armed groups," he told VOA.

According to North Press Agency, the ongoing shelling has left at least nine civilians

wounded, including two children. Turkey views the SDF as an extension of the Turkey-based Kurdistan Workers' Party (PKK), an outlawed group designated as a terrorist organization by Ankara and Washington.

In October 2019, Turkey launched a major offensive against SDF fighters in Syria, dislodging them from Tel Abyad and Ras al-Ayn, two towns located north and east of Ain Issa respectively.

With a continued Turkish military buildup near the Syrian border, observers say Turkish forces could begin a new

large-scale operation to capture Ain Issa and its surrounding areas from Kurdish forces.

"At this point, everything is possible," Rami Abdulrahman, head of the Syrian Observatory for Human Rights, said.

The Syrian Observatory reported that the area has been witnessing "almost daily bombardment" in recent weeks.

In October, Turkish President Recep Tayyip Erdogan on several occasions talked about the possibility of a new Turkish offensive into north-east Syria.

Kurdistan au féminin

07 décembre, 2020

Les Kurdes yézidis d'Artsakh rattrapés par la barbarie turco-ottomane

La guerre azéro-turque a rattrapé les Kurdes yézidis et leurs frères arméniens qui avaient survécu aux génocides des peuples non-turco sunnites par l'empire ottoman le siècle dernier.

Les journalistes Demir Sonmez et Shant Sevag ont filmé les lamentations des Yézidis lors des obsèques de Têmür Kotoyan, un soldat yézidi de 18 ans tué le 7 novembre par l'Azerbaïdjan pendant les attaques contre la région de Chouchi (Laçin)...

On estime à 30 le nombre de soldats yézidis tués pendant

la guerre d'Artsakh, tandis que 30 civils yézidis sont portés disparus. Le frère de Têmür, Onnig Kotoyan, 20 ans, est porté disparu alors qu'il combattait sur le front de la ville de Jebrail.

« Arménie, aujourd'hui au Karabagh:

« Nous avons, nous, les Yézidis, et nos frères et sœurs Arméniens, les mêmes victimes qu'à Shengal, de la main des Turcs. Yézidis et Arméniens, nous sommes des peuples frères, nous partageons un même chagrin.



Depuis des millénaires les peuples yézidi et arménien existent. Dieu nous donne la paix, au peuple arménien ainsi qu'au peuple Yézidi. Qu'il nous sauve, ici comme à Shengal.

Notre peine est la même. Je le redis, il n'y a pas de différence entre le peuple arménien et le peuple yézidi. Nous sommes frères, ma douleur est la douleur de tous, leur douleur est aussi ma douleur. »



December 07, 2020
By Nick Ashdown

Turkey's Alevi and the myths of the mountain goats

Turkey's long-oppressed Zaza Alevi minority have a mystical connection to nature, especially the sacred mountain goats of Dersim. Ali Ekber Frik, a 74-year-old dede, or spiritual leader, tells an old story in a low, raspy voice, his plump fingers playing with prayer beads. He's in Ovacik, a small town in Turkey's Tunceli province, known by locals as Dersim, in eastern Anatolia.

Behind him a shepherd watches over his flock of sheep near a graveyard as the late afternoon sun envelops green rolling hills in its warm glow.

"Perhaps 150 years ago, three people came from Kemah [a nearby town] to the foot of the Munzur Mountains, and they were very hungry," he says. "Seeing a fire in a cave, they approached and saw that four or five people had butchered a mountain goat, and were waiting as it cooked. The travellers said: 'We are very hungry, we came here for a piece of bread, but we don't eat mountain goat and if you ask us, you shouldn't either,' and they immediately left, even though they were starving."

The travellers, like Frik, were Alevi, Turkey's largest religious minority, and they consider the mountain goats sacred. Dersim is chiefly inhabited by a long-persecuted people who are a minority of a minority.

They are Zaza Kurds, otherwise known as Kirmanc, speaking a dialect different from Kurdish peoples found elsewhere in Turkey and the

region. Their form of Alevism is also different from that followed by the related Bektasi Alevi, who are ethnically Turkish and have been more influenced by Shia Islam.

Alevi suffered repression, surveillance and massacres under the Sunni Ottoman sultans who considered them heretics.

Ferociously independent, Dersim was never fully under government control until an uprising in 1938-39 was crushed by the state.

These same mountains that protected the Zaza Alevi before the advent of modern warfare became the site of their massacre. Soldiers dropped bodies from cliffs into the Munzur River and lit fires at the mouths of sealed caves, sucking the oxygen out of the people trapped inside.

The Zaza Alevi consider not just mountain goats, but all living things sacred, and all things that contribute to life, such as the sun and water.

The Zaza Alevi's heterodox, mystical belief system known as Raa Haqi, was influenced by pre-Islamic Anatolian shamanistic practices, Zoroastrianism, Buddhism, Armenian Christianity, and only later by Shia Islam. Unlike most members of Turkey's other Alevi communities, many Zaza Alevi reject the label of Muslim.

They consider not just mountain goats, but all living things sacred, and all things that contribute to life, such as the sun and water. They worship na-



One of Dersim's sacred mountain goats balances on the rocky surface of Düzgün Baba mountain in eastern Anatolia (MEE/Nick Ashdown)

ture itself. Older generations in Dersim say prayers to the sun and moon, but they say this practice is now being lost.

Dersim, particularly in the Munzur Valley National Park, has the most diverse ecosystem in Turkey. The Park is teeming with over 1,500 plant species, 43 of which are endemic, and is home to animals such as the brown bear, Eurasian lynx, wildcat, gray wolf, and wild boar.

"We call mountain goats, honey bees, and weasels in the mountain sacred. Because they don't harm anyone, they are sacred. We don't kill them," explains Frik.

To show the value of nature in their beliefs, he recites an old poem about the sacredness of trees, and the role that wood has played in holy objects, such as the cradle of the Kaaba (the holiest site in Islam) or the saddle of the Imam Ali, whom Alevi revere. "That is how much we value trees, since time immemorial, and the trees love us back. Even though our forests burn, they never give up on us," Frik

says. Turkey, as elsewhere in the world, has experienced an uptick in forest fires due to climate change.

This reverence for nature is why Dersim residents are so disturbed by the hunters who sometimes come to take their sacred mountain goats as trophies. The goats, some species of which are endangered, are protected by Turkey's Ministry of Forestry and Water Affairs, but the government says older animals are allowed to be hunted in limited quantities, and that 60 per cent of the money earned from the tenders goes back to local villages.

This past summer, activists launched a campaign to ban mountain goat hunting in the region and the Dersim Cultural and Natural Heritage Conservation Initiative filed a lawsuit requesting cancellation of the tenders. The ministry responded by suspending a tender it had opened to hunt 17 goats, and promised to conduct an investigation, taking into consideration local customs and beliefs.

Local environmentalists don't particularly care whether the hunting is done legally or not, they are horrified by it, and want it forbidden without exception. "We've watched as killers coming from outside the province and from different European countries hunt Dersim's most important species," said activist Hasan Sen of the organization Munzur Protection. "The authorities close their eyes to massacres."

'The property of saints'

For the Alevi, killing such holy creatures isn't just senseless and immoral, but a dreadful sin. Transgressors are traditionally outcast and labelled as duskun, or "fallen". "In the old days when people did this, they would be sent into exile," says 68-year-old dede, Zeynel Batar, in the village of Kedek.

"There was a guy in our village who'd go after the mountain goats. We warned him many times not to. One day he plunged off the rocks and died. They didn't even wash his body in the square."

Though Zaza Alevi consider all wild animals holy, mountain goats, of which there are several local varieties, are especially sacred. "They are the property of saints," Batar explains.

"These goats eat special grass but when it's wintertime the mountains are full of snow and what do they eat? Their food comes from the unknown, brought by the saints."

Three mythical saints are said to be the goats' shepherds - Sarik Sivan, Six Ahmet Dede, and Duzgun Baba

Three mythical saints are said to be the goats' shepherds - Sarik Sivan, Six Ahmet Dede, and Duzgun Baba. Duzgun - which might be a Turkicised version of a Zaza word meaning sharp rocks or cliffs - is the most famous of them.

On Duzgun Baba mountain, near the town of Nazimiye, 27-year-old dede Kaya Celik climbs the stairs carved into the mountainside and recalls the legend of the holiest of the shepherd saints.

Though there are many versions, according to most, Duzgun's original name was Sah Haydar, and he was the son of an important religious leader, Kures Baba. Haydar was known for having well-fed goats, even in the winter when food was scarce, and this made his father curious.

"One day, Kures Baba follows his son and the flock and sees that when Haydar touched the oak trees with his staff, the trees would turn green. This was a miracle! When his father sees this, he is both proud but also shocked that his son has surpassed him," Celik says.

But then, one of Sah's sheep picks up the scent of the shepherd's father and sneezes. Sah Haydar chuckles and says, "What's wrong little sheep, did you smell my dad Kureso Khurr?", using a nickname with which a son shouldn't call his father in a culture where elders are revered. He turns around, and seeing that his father really is there, leaps to the top of the mountain in shame, disappearing into another realm. After that, he was remembered as Duzgun Baba, and the mountain bears his namesake.

'Each flock has a leader, an old male goat that has a long beard'

- Kaya Celik, Zaza Alevi spiritual leader"

A couple of animals followed Sah, and his father brought the rest of the flock down. We believe that the goats wandering around this mountain right now are those that followed Duzgun Baba, and are therefore divine," Celik says.

Higher up on the mountain, past the Alevi shrine, or ziya-



Zeynel Batar plays a Zaza song on his baglama in his village in Dersim (MEE/Nick Ashdown)

ret, with a fountain pouring ice-cold water into the mouths of grateful pilgrims, a young man named Murat Babayigit nimbly scales across the jagged rock surface, pointing to a very narrow cave, just large enough to crawl through.

"Duzgun Baba's bed is in this cave," Babayigit says. "It's a sacred place. You feel content up here, happy."

Still higher, at the very top, lies Duzgun's grave, a large pile of grey stones, surrounded by various smaller cairns. The sun and moon - both sacred to the Alevi - are presiding together over opposite ends of the early evening sky.

Powerful bond

The endless, jagged mountains seen from here have protected the people of Dersim and other marginalised communities for hundreds of years during various waves of persecution.

In the 1990s, thousands of villages and hamlets in over a dozen provinces in the east and southeast were emptied and scorched by the military, in government operations against the armed Kurdistan Workers' Party (PKK).

The Turkish interior ministry later launched a project to return Kurds to their homes,

called the "Return to Village and Rehabilitation Project". The government-funded project ran from 1999-2015 at a cost of 200m Turkish lira, which at the time was the equivalent of \$72m, but was criticised as ineffective by Human Rights Watch.

According to the Interior Ministry, during the fight against the PKK, 62,448 houses were emptied and 386,000 people were forced to emigrate. Now just 28,834 houses are occupied by the people who used to live in them. A total of 187,000 people returned to their villages in 14 provinces, including Dersim.

Over the years, sporadic tensions and clashes have been reported in the province - in 1994, six teachers in Dersim were killed by PKK fighters. Last year during clashes between the PKK and the Turkish military, one soldier was killed and three others wounded.

But this long history of unrest has only strengthened the people's bond to the land, the animals and each other. "Alevi went to the mountains to run away from tyrants, and when they got there, they saw the mountain goats," Frik said. "Every time we go there - when we take our flocks there, when we plant garlic, when we pick mushrooms - we are together."

Turkish police batter women protesting alleged rape of Kurdish child

TURKISH police battered women protesting the alleged rape of a Kurdish child by 27 men including police officials and soldiers today as the state moved to protect the perpetrators.

Members of the opposition Peoples' Democratic Party (HDP) and the Free Women's Movement (TJA) were set upon as they gathered outside the party offices in Van province.

Security officials stopped HDP MP Murat Sarisac from reading a press statement and attacked journalists from the Mesopotamia News Agency (MA) and Jin News, forcing them out of the

area and trying to confiscate their cameras and equipment.

The government is accused of covering-up another rape scandal involving at least 27 law enforcement officials including soldiers and police officers.

The sexual assault allegations were exposed when Jin News reported that a 15-year-old Kurdish child had presented to a hospital in the Gercus district of Batman province complaining of severe stomach pains, only for doctors to discover she was pregnant.

According to Jin News, at least 27 men are accused of rape,

but just 11 have so far been included in the investigations, which also include a claim that two women were forced into sex work.

But the media organisation has been threatened and its website shut down as the Turkish state banned reporting on the incident.

Just two suspects have been arrested with the rest remaining at liberty.

Batman's chief public prosecutor's office insisted that "no public official has been identified as a suspect in the investigation." HDP women's commission spokeswoman Ayse Acar Basa-

ran slammed the ruling Justice and Development Party for allowing rapists to act with impunity.

She insisted the party "will not bow to threats" and condemned the government's "war policy" against Kurds in Turkey.

"We will not allow such incidents to be covered up regarding violence against women and abuse cases, especially in which uniforms are involved. We will not allow criminals to be acquitted," Ms Basaran said.

She said that the party would continue to fight for the victims of rape, violence and femicide.



Turkish airstrike cuts electricity supply to Zakho villages

ATurkish airstrike targeting an alleged Kurdistan Worker's Party (PKK) vehicle cut off the electricity supply to two villages in Duhok's Zakho district on Sunday night.

The attack happened around 8:30pm, according to local Haji Ramadhan, who says strikes occur on a "daily basis."

"There is a lot of PKK activity in the area that was attacked," he said, adding "planes have not left the area and we cannot go and check for casualties."

"This is the second time in two weeks the Turkish military has

bombed this area, they also attacked last week and cut off the electricity," Dlsher Abdulstar, mayor of Batifa subdistrict told Rudaw's Nasir Ali.

No villagers were hurt but houses sustained damage, according to the mayor.

"We will be sending our teams to fix the electricity today," he said. The strike took place near the village of Banka Saru. The PKK has not reported any casualties.

Turkey launched renewed airstrikes in the Kurdistan Region and disputed territories in mid-June, dubbed Operation Claw-

Eagle. Said to target PKK positions in the Kurdistan Region, eight civilians have been killed in the strikes. The ground operation, Claw-Tiger, concluded in September.

A drone strike hit a vehicle belonging to the Shingal Protection Units (YBS), a PKK-affiliated Yazidi armed group, west of Sinune town in Shingal on November 8, according to Sinune Mayor Khudeda Chuke.

The PKK is a Kurdish armed group which has fought Ankara for decades for greater rights for the country's Kurdish minority.

A staggering 504 villages have been emptied by Turkish and Iranian incursions into the Kurdistan Region since 1992, according to a new report by the Kurdistan Parliament.

Only 15 out of 40 houses remain occupied in Banka Sar, Ramadhan told Rudaw. It is only one of two villages left inhabited in the Batifa subdistrict.

Both Erbil and Baghdad have repeatedly called on Ankara to halt its attacks and have demanded the PKK cease using Kurdistan Region and Iraqi territory to launch attacks on Turkey.

Turkish journalist gets 6 years for attending meetings of Kurdish political movement umbrella group: report

A journalist for the now-closed IMC TV has been given a prison sentence of six years, three months on terrorism charges for attending meetings of the Democratic Society Congress (DTK) and conducting interviews with DTK members, Turkish Minute reported.

Turkey considers the DTK, the umbrella group of the Kurdish political movement, a "terrorist organization" and the legislative branch of the Kurdistan Workers' Party (PKK), listed as a terrorist organization by Tur-

key, the EU and the United States.

The latest hearing in the trial of Ayşegül Doğan, who was the program coordinator for IMC TV, was held at the Diyarbakır 9th High Criminal Court on Monday. Doğan was unable to attend because she had been in contact with a coronavirus-infected person. However, the court decided to go ahead with the hearing despite Doğan's absence on the grounds that she did not provide a medical report.

The prison sentence was

handed down to Doğan for attending DTK meetings and conducting interviews with DTK officials on charges of establishing and running a terrorist organization.

Doğan's lawyers claimed the evidence presented in court was collected illegally and that Doğan attended the DTK meetings as a journalist.

Journalistic activities have more frequently been regarded in Turkey as criminal acts or terrorism particularly after a military coup attempt in Turkey in July 2016. Following the

failed putsch, dozens of critical journalists were arrested, while hundreds of media outlets were closed down as part of a government-led post-coup crackdown. IMC TV was among the media outlets that were shuttered by the Turkish government following the coup attempt.

One of the leading jailers of journalists in the world, Turkey was ranked 154th out of 180 countries in the 2020 World Press Freedom Index published by Reporters Without Borders (RSF) in April.

Inmates 'suffer from mistreatment, ban on Kurdish' in prisons in Turkey's Black Sea region

Turkey's Human Rights Association (İHD) reported an apparent ban on Kurdish materials for prisoners in Turkey's Black Sea region. The association also reported severe maltreatment of prisoners, including strip searches, a lack of sanitary products, and a shortage of healthcare services.

A recent survey of prisons in Turkey's Black Sea region has revealed a widespread ban on Kurdish materials and communication, as well as torture and poor sanitary conditions, the Human Rights Association

(İHD) reported.

"The treatment in Black Sea prisons is unbecoming of human dignity, and inmates are subject to violence, insults and human rights violations," the İHD said in their report.

The association's findings are reports from visits to five Black Sea prisons between Nov. 10 and 13, where the İHD observed a widespread ban on all Kurdish materials.

The inmates reported that prison administrations do not allow inmates to have books in

Kurdish, despite it being the mother tongue of some, and that any Kurdish books mailed to inmates wouldn't be handed over.

"Inmates' letters written in Kurdish aren't sent, they're not given any mail they receive in Kurdish," the İHD reported.

Meanwhile, the association also reported multiple incidents of strip searches, which led to the torture of inmates who refused to be strip-searched.

Prisoners are also reportedly not taken to the infirmary, even

if they are visibly ill.

As for preventative care, the İHD reported an overwhelming shortage of sanitary products, including basic supplies like water and soap.

Inmates are reportedly often unable to buy supplies from the commissary, as prices have been increased dramatically.

The association reported multiple instances of inmates being forced to stay in overcrowded cells, where they eventually all contracted COVID-19.

Entre Macron et Erdogan, un dangereux bras de fer

Querelle géostratégique, conflit religieux, bataille d'ego... Le ton monte depuis deux ans entre Paris et Ankara. Et il est peu probable que l'escalade prenne fin de sitôt. En précampagne électorale, les deux présidents ont besoin de cette tension.

Ce 12 septembre, Recep Tayyip Erdogan est ex-cédé. Tout l'été, le jeune Macron a dénoncé ses menées en Syrie, en Libye ou au Liban, partout où le « Reis » veut étendre son influence. L'arrogant Français a même dépêché une armada pour contrer les visées turques en Méditerranée orientale. Pour l'autocrate, c'en est trop. Devant des millions de téléspectateurs, il interpelle grossièrement son cadet. Il le traite d'« amateur », d'« incompetent », puis lance : « Macron, tu n'as pas fini d'avoir des ennuis avec moi ! » Une menace directe, rarissime entre alliés.

Un mois plus tard, l'attaque prend un tour plus vulgaire encore. Après le meurtre de Samuel Paty et le discours d'Emmanuel Macron sur le « séparatisme islamiste », le Reis l'injurie gravement, il met en doute sa « santé mentale ». L'Élysée dénonce des « insultes ». Et le 4 décembre, Erdogan déclare qu'il espère que « la France va se débarrasser le plus tôt possible » de Macron. Le combat de coqs vire à la dangereuse escalade. Jusqu'où ira ce duel d'ego – ce bras de fer à la fois psychologique, géostratégique et religieux commencé il y a deux ans et auquel, à l'évidence, ni l'un ni l'autre n'a envie de mettre un terme ?

Les deux hommes n'ont rien en commun. D'un côté, un politicien autoritariste de 66 ans, au pouvoir depuis seize ans, qui entend reprendre le flambeau de Mehmed VI, dernier



Emmanuel Macron et Recep Tayyip Erdogan. (OLIVIER CORET/DIVERGENCE - JULIEN MATTIA/NURPHOTO VIA AFP)

sultan de l'Empire ottoman et avant-dernier calife du monde musulman ; de l'autre, un énarque, de 24 ans plus jeune, ex-banquier d'affaires devenu huitième président d'une République laïque, libérale et pro-européenne.

Au départ, l'un et l'autre affichaient pourtant une même volonté de travailler ensemble. Après le scrutin présidentiel français de mai 2017, Erdogan, isolé sur la scène internationale, cherche le soutien du nouvel hôte de l'Élysée. Depuis le putsch raté contre lui l'année précédente et sa réaction très autoritaire, le Reis est persona non grata à Bruxelles, ainsi qu'à Berlin, Londres et Washington, où l'on dénonce ses atteintes répétées aux droits de l'homme et l'activisme de ses sbires à l'étranger. Pour reprendre sa place dans le concert des nations, le madré Erdogan mise donc sur le jeune Macron, « l'un des rares chefs d'Etat importants avec lequel il pouvait dialoguer », se souvient Sinan Ulgen, directeur du think tank Edam à Istanbul.

Au début de son mandat, Emmanuel Macron – alors considéré comme « l'homme qui sait parler à l'oreille des tribuns populistes », selon le spécialiste en géostratégie François Heisbourg – prend au sérieux ce rôle d'intermédiaire entre la Turquie et l'Occident. « Il espérait remettre la Turquie dans une sorte de droit chemin, explique un haut responsable français. S'il réussissait, il pouvait y gagner rapidement une stature mondiale. » Pendant six mois, les deux leaders multiplient les échanges téléphoniques, « une intensité de contacts inédite », dira Macron.

« Tu es encore un novice »

S'attendaient-ils à un miracle ? Le 5 janvier 2018, Recep Tayyip Erdogan est reçu en grande pompe à l'Élysée. Mais la visite tourne au vinaigre. Lors de la conférence de presse commune, le Reis insulte les journalistes qui l'interrogent sur les livraisons d'armes turques en Syrie. Un fiasco. La relation entre les deux hommes se dégrade ra-

pidement. Trop d'enjeux, trop de convictions, les séparent.

Les droits de l'homme d'abord. En mai 2018, « le Point » consacre sa couverture à Erdogan « le dictateur ». Des nervis pro-Turcs arrachent les affiches du magazine dans plusieurs kiosques. Macron dénonce publiquement ces actions « parfaitement inacceptables ». L'Europe ensuite. Fin août 2018, devant la conférence des ambassadeurs, Macron tire les conséquences des dérives du régime Erdogan. Il affirme que l'Union européenne ne peut « résolument pas » continuer une négociation d'adhésion avec Ankara, « quand le projet chaque jour réaffirmé du président turc est un projet panislamique [...] antieuropéen, dont les mesures régulières vont plutôt à l'encontre de nos principes ». C'est la fin d'une très longue ambiguïté française.

Et puis, il y a le génocide arménien, sujet si sensible pour une communauté forte de 500 000 membres en France, dont les voix peuvent, dit-on, faire basculer une élection à Lyon ou Marseille. En février 2019, Macron annonce que la France va désormais commémorer ce massacre tous les 24 avril, date anniversaire de l'assassinat de 600 intellectuels arméniens en 1915, à Constantinople, alors capitale de l'Empire ottoman. Fou de rage, Erdogan lance à la télévision : « J'ai dit à Macron : "Tu es encore un novice en politique, apprend d'abord l'histoire de ton pays." »

En octobre 2019, c'est l'alliance même entre les deux pays qui est mise en cause. La Turquie vient de lancer l'opération « Source de paix » au nord de la Syrie pour écraser les Kurdes, ses ennemis, mais les alliés des Occidentaux dans la guerre contre l'organisation Etat islamique. De cet affront turc, Macron conclut publiquement que l'Otan, à laquelle appartient Ankara, est une organisation « en état de mort cérébrale ». Erdogan réplique du tac au tac : « Macron, fais d'abord examiner ta propre mort cérébrale ! » Tout rabibochage devient impossible.

Une histoire à tiroirs

Mais ce sont les affaires libyenne puis grecque, si entremêlées et si explosives, qui, à l'été 2020, font craindre le pire entre la France et la Turquie. Voici toute cette histoire à tiroirs. Depuis longtemps, Ankara est très insatisfaite de la convention internationale sur le droit de la mer dite « de Montego Bay ». Cet accord de 1982, que la Turquie n'a pas signé, permet à la Grèce de jouir d'une zone économique très étendue jusqu'à quelques kilomètres des côtes turques, et, cela, du fait des petites îles qu'Athènes possède en mer Egée. Si bien que les eaux turques sont, elles, réduites à la portion congrue dans cette région. Depuis des décennies, et particulièrement depuis que les spécialistes pensent qu'il y a là d'immenses réserves de gaz, Ankara voudrait arracher une révision de cette répartition des eaux en Méditerranée orientale qui lui est si défavorable.

Quid de la France ? Nous y arrivons. Pour faire avancer cette cause, Erdogan cherche d'abord le soutien de la Libye, qui est, elle aussi, partie prenante en Méditerranée orientale. Le gouvernement officiel de Tripoli, celui du Premier ministre Fayez al-Sarraj, a justement besoin d'un protecteur. Car il est très fragile : allié à des milices islamistes, il combat dans une guerre fratricide le général rebelle Haftar, qui



Emmanuel Macron lors du dîner annuel du Conseil de coordination des organisations arméniennes de France, le 29 janvier 2020, à Paris. (CHRISTOPHE PETIT TESSON/AFP)

est, lui, soutenu par les Emirats arabes unis, ennemis farouches des Frères musulmans, donc de la Turquie d'Erdogan, mais alliés, nous y voilà, de Paris.

Fin novembre 2019, Fayez al-Sarraj, alors dans une situation militaire désespérée, se rend d'urgence chez son protecteur, à Ankara. Pour le sortir d'affaire, Erdogan lui propose un « deal ». Le Libyen accepte de signer un accord maritime qui reconnaît à la Turquie le droit d'accéder aux zones économiques contestées par la Grèce. « En échange, Erdogan lui fournit l'aide militaire dont il a besoin », explique Didier Billion, directeur adjoint de l'Institut des Relations internationales et stratégiques (Iris). Al-Sarraj s'exécute. Et dès janvier 2020, les livraisons turques d'arme-

ment commencent à affluer. Seulement voilà, l'Onu a décrété un embargo sur les armes à destination des deux belligérants en Libye. Et un navire français, « le Courbet », est chargé, avec d'autres, de le faire respecter...

Le choc est inévitable. En juin, au large des côtes libyennes, « le Courbet » est « éclairé » par les forces armées turques, qui le traitent donc comme une cible potentielle – une action qualifiée de « criminelle » par Macron. La tension entre Paris et Ankara est extrême. « Les états-majors se sont mis en alerte maximale, confie un responsable français. Cela aurait pu très mal tourner. » Surtout que, deux mois plus tard, la Turquie envoie un navire sismographe dans les eaux grecques disputées afin d'y repérer



Recep Tayyip Erdogan lors d'une rencontre avec des gardes-frontières turcs dans la province d'Hatay, limitrophe de la Syrie, avril 2018. (MURAT CETINMUHURDAR/TURKISH PRESIDENTIAL PRESS SERVICE/AFP)

d'éventuels champs gaziers. Pour contrer cette provocation et marquer son soutien à Athènes, l'Elysée dépêche en urgence deux Rafale et deux bâtiments de la marine nationale (une frégate et un porte-hélicoptères). Le bras de fer Macron-Erdogan prend une tournure militaire. « Si le Reis était monté encore d'un cran, on n'aurait peut-être pas pu éviter un véritable accrochage », poursuit le même responsable français. Mais, à l'évidence, le président turc ne veut pas d'une telle escalade.

« Nostalgie offensive »

Alors il change de terrain. Ce sera le Liban. Après la terrible explosion qui détruit une grande partie de Beyrouth le 4 août, Macron se rend plusieurs fois dans l'ancien protectorat français. Le président turc, qui n'oublie pas que le Liban fut pendant quatre siècles une terre ottomane, crie au « colonialisme » de la France. Et pour ne pas laisser le champ à Paris, il multiplie les opérations humanitaires, promet l'ouverture d'un hôpital et, selon des journaux libanais, finance des partis politiques libanais. Il décide aussi de marquer Paris à la culotte, en Afrique et notamment au Sahel, chasse gardée de la France, où il dépêche son ministre des Affaires étrangères, Cavusoglu, pour une tournée de trois jours. Le Quai-d'Orsay est furieux.

Pourquoi cette obsession française d'Erdogan ? La première réponse est d'ordre géostratégique. « Il entend nous supplanter dans les pays de l'ex-Empire ottoman qu'il surnomme ses « frontières du cœur » », explique un diplomate français. La politologue Dorothee Schmid résume cette attitude par une jolie formule : « Erdogan a la nostalgie offensive. »

Mais cette obsession est aussi, et peut-être surtout, politique. « Erdogan veut remplacer l'image d'Atatürk », poursuit Dorothee Schmid. Or, grand lecteur – dans le texte – des phi-

losophes des Lumières, le fondateur de la République turque s'est inspiré du modèle français pour bâtir en 1923 la Turquie nouvelle. Et c'est justement de ce modèle, qui fut le cadre politique du pays pendant près d'un siècle, qu'Erdogan veut se débarrasser.

Et puis, à ses yeux, la France, c'est désormais l'incarnation de la guerre contre « le séparatisme islamiste ». Il n'a pas échappé au Reïs que le premier discours de Macron sur le sujet a été prononcé à Mulhouse, où vit une forte minorité turque ; c'est là aussi que Macron a annoncé vouloir mettre fin à la pratique des imams détachés, c'est-à-dire dépêchés par des pays étrangers. Ce choix de l'Elysée ne doit, là non plus, rien au hasard : la moitié des 300 imams étrangers présents en France vient de Turquie, choisis directement par la direction des affaires religieuses de l'Etat, une officine de la présidence... En réaction à ces annonces de Mulhouse, Erdogan traite Macron d'« islamophobe », une insulte qui entraîne le 24 octobre le rappel de l'ambassadeur de France à Ankara. Une mesure unique dans l'histoire franco-turque.

On ne voit pas bien comment le conflit entre les deux hom-

mes pourrait s'apaiser. « En fait, l'un comme l'autre n'ont que très peu de marge de manœuvre », constate le politologue turc Sinan Ulgen. Un officiel français commente :

« Ils sont coincés dans leur posture respective qui plaît à leur opinion publique. Erdogan comme protecteur autoproclamé de tous les musulmans de la planète ; Macron comme le champion mondial de la laïcité et de la lutte contre l'islamisme radical. » Une limite franchie

Les deux hommes, qui vont entrer en campagne pour leur réélection, ont même, à l'évidence, intérêt à ce que leur bras de fer si populaire perdure. « Plus les scrutins présidentiels vont se rapprocher – 2022 en France, 2023 en Turquie – et plus le combat de coqs risque de se durcir », juge un haut responsable à Paris qui ajoute : « On se demande d'ailleurs comment Erdogan va répliquer à la journée de commémoration du génocide arménien, le 24 avril prochain. »

Mais ni l'un ni l'autre n'a intérêt à ce que leur affrontement ne dégénère vraiment. Macron le sait : son équipée militaire en Méditerranée orientale l'été dernier a excédé bon nombre

d'Européens, plus enclins à utiliser la voie diplomatique pour régler le différend gréco-turc. S'il recommence à jouer des muscles, le président français pourrait se voir traiter d'aventuriste. Le 26 novembre, il a d'ailleurs refusé de reconnaître la république autoproclamée du Haut-Karabakh comme le lui demandait le Sénat après la défaite cuisante de l'Arménie dans cette enclave face à l'Azerbaïdjan.

Erdogan doit, lui aussi, se garder de dépasser certaines limites, au-delà desquelles les membres de l'Union européenne (UE) seraient contraints de faire bloc derrière Paris et de prendre des sanctions qui accroîtraient les graves difficultés économiques de la Turquie et pourraient coûter au Reïs sa réélection. Sinan Ulgen explique :

« Le calcul d'Erdogan est simple. Pour l'adoption de sanctions, il faut l'unanimité des 27. Or, jusqu'à présent, Macron n'est pas parvenu à convaincre l'ensemble de ses partenaires européens et notamment Merkel de le suivre dans cette voie. » La chancelière allemande redoute qu'en signe de rétorsion Erdogan ne remette en cause l'accord sur les réfugiés qui le lie à l'UE et ne décide d'ouvrir de

nouveau grand les vannes de l'émigration clandestine.

Seulement voilà, le 26 octobre, le président turc a franchi une limite symbolique. Il a appelé au boycott des produits français, faisant fi des règles de l'Union douanière entre la Turquie et l'Union européenne signée en 1996. Ce faisant, il s'est donc attaqué l'UE tout entière – et pas seulement à Paris. Selon un haut responsable français, Merkel ne pourra pas refuser de punir Ankara lors du prochain Conseil européen des 10 et 11 décembre. D'ailleurs, le 4 décembre, le président de ce Conseil, le Belge Charles Michel, a annoncé que les 27 y étaient prêts – « Nous avons vu qu'il y a eu des actes unilatéraux et une rhétorique hostile. Nous sommes prêts à utiliser les moyens dont nous disposons », a-t-il notamment déclaré.

Mais la chancelière allemande et les autres accepteront-ils des sanctions dures qui affecteraient vraiment l'économie turque et feraient vaciller le Reïs ? A l'Elysée, on veut croire que oui. Que grâce à Merkel, Macron remportera cette manche de son duel avec Erdogan. En attendant la prochaine.



December 8, 2020
By Dorian Jones

Terrible beauty: the Turkish prison artwork of Zehra Dogan on show in Istanbul - International report

Zehra Dogan, a 31-year-old Kurdish artist who spent almost two years in jail in Turkey, is earning growing international plaudits for her work. A recent exhibition in Istanbul of the work she produced while in prison marks the first time she has been shown in Turkey. Some

of the images which accompany this article are disturbing.

Dogan's deeply unsettling works combine themes of resistance and feminism. Her paintings have already won a series of European prizes and widespread acclaim. She has been exhibited

at London's world-famous Tate Modern. What is most remarkable is that she created her artwork secretly while in prison.

"I can talk about hundreds of paintings I drew, and the prison authorities confiscated only 30. They told me they 'destroyed'

each one of them because it's forbidden," explains Dogan.

Being in prison enriched her work, forcing her to innovate.

"I had to use materials outside the normal realm of art, like menstrual blood, hair, prison

bedsheets, shopping lists, electricity bills," she says. "Combining both art and factual documentation, I could incorporate both my feminist and journalist identities to create these works."

Dogan's work was smuggled out of prison. But she's guarded on explaining exactly how, saying she doesn't want those who helped her to face reprisals. But reportedly, one way was through the prison laundry.

Dogan served nearly two years in prison on terrorist propaganda charges for her picture depicting the destruction of a town by Turkish security forces in its war against the PKK Kurdish separatist group.

Famous artists, including Banksy, joined an international campaign for Dogan's release. But while Dogan became a global focal point of Ankara's crackdown on dissent, few people in Turkey are aware of her work.

Given Dogan's terrorist conviction and the fact that her artwork was created in prison, no art venue in Turkey dared to display Dogan's work.

"People who came here, the first reaction was: 'This is the first time we are seeing the Zehra Dogan artworks, and it is really deep.' Now we can talk about her artworks," said exhibition curator



The painting for which Zehra Dogan was sent to prison for nearly two years. © Zehra Dogan

Seval Dakman.

"This is the first chance in Turkey; I think because of only this reason, it was important because Zehra met with an art audience for the first time in Istanbul," she added. "And now many people are talking about her artworks and its politics. Why it is political, why it is about women's rights." Most people attending the gallery didn't want to talk and appeared nervous about visiting.

"When I saw her exhibition opening, I wanted to come and see it. She did these artworks in prison, in hardship, without having

any art material whatsoever," said a young teacher who wanted to remain anonymous.

"There're works made with menstrual blood and hair. It feels like a reflection of today's Turkey's political situation," he added.

"When we look at Turkey now, we see many people go through these hardships; being a woman is altogether another hardship in itself. I think she reflected on all this very well."

Dogan isn't able to savour the joy of her first exhibition in Turkey.

With other charges pending against her, she now lives in exile in London. Dogan is about to work on a project with world-famous Chinese artist Ai Weiwei.

Dogan admits she feels the pain of exile.

"When I was imprisoned, I couldn't go out; I wasn't free. But my art being outside made me feel free in a way. Now it is a very similar experience; I can't go back to Turkey, to my homeland, but my art is now there, and this takes me to Istanbul in a way as well."



December 08, 2020
By Dilan Sirwan

Violence 'not a solution' for Sulaimani protests: Iraqi president

ERBIL, Kurdistan Region — Iraqi President Barham Salih has called upon Kurdistan Region officials to avoid violence after several people were reported dead in protests across Sulaimani province.

"Violence is not a solution in facing people's legitimate requests," he wrote in a Tuesday statement.

"We ask the security forces to act responsibly and according to the law, stay away from the

use of violence, and ease the way for media outlets to do their job without complication and attacks."

"We ensure that peaceful protesting is a constitutional right that should not be violated –

especially those linked with requesting a stable livelihood for them and their families," Salih added.

Protests broke out last Wednesday in Sulaimani city, with teachers and other civil ser-

vants demanding their salaries after going unpaid for most of this year amid budget disputes between Erbil and Baghdad. Protests have taken place across numerous towns across the province, including in Saida-sadiq, where political party offices were set alight.

At least four people were reported dead across the province on Monday, with live ammunition and tear gas also used against demonstrators.

Security forces also closed the offices of opposition outlet NRT, which was ordered to stop broadcasts on Sunday night.

Salih's statement also called upon Kurdistan Regional Gov-



A fire during protest in Saida-sadiq on December 7, 2020. Photo : Harem Ali/Rudaw

ernment (KRG) officials to take necessary measures in meeting the protesters' requests and ensuring a proper way to address the financial crisis facing the region.

Kurdistan Region Prime Minister Masrour Barzani addressed the protests in a Monday evening statement.

"This is a difficult situation, not

wanted or desired by the Kurdistan Regional Government, so I urge the dear citizens not to be influenced by destructive efforts and messages aimed at complicating and destabilizing the Kurdistan Region," he wrote.

"The Kurdistan Regional Government, of course, feels the burden and hardships of the lives of its citizens," he said, recognising the demonstrations as their "legitimate right."

"However, destructive and chaotic attempts are different from asking for people's legitimate rights," he added, calling for perpetrators of violence to be brought to justice.



December 08, 2020
By Namu Abdulla

Iraqi Kurdish Government Raids and Suspends Broadcaster

A prominent Iraqi Kurdistan television network that has been covering anti-government protests that are taking place across the autonomous region was taken off the air Monday.

The Kurdistan Regional Government has suspended Nalia Radio and Television (NRT) broadcasts for one week, according to an order issued by the Ministry of Culture and Youth.

The suspension was enforced "because of NRT1's lack of adherence to the rules regulating broadcast media and especially its current irresponsible behavior," according to the order, viewed by VOA. The notice did not specify how the broadcaster violated the rules.

NRT, a 24/7 news channel that covers mainly political affairs,

is owned by Shaswar Abdulwahid, a real estate magnate and opposition leader of the New Generation Movement. The broadcaster is a VOA affiliate and a leading source of news for Iraqi Kurds.

Awat Ali, general manager of NRT, said security forces raided the station's headquarters in the city of Sulaymaniyah.

"A large security force stormed our headquarters past midnight, hurt at least one of our employees, turned off all of our channels and confiscated some equipment," Ali said by phone. The manager said that security forces did not present a court order.

"As we speak, the security forces don't let us regain access to our headquarters," Ali said, adding that the channel was taken down globally.



FILE - People walk past the Nalia Radio and Television (NRT) building in Sulaymaniyah city, in the Kurdish autonomous region of northern Iraq, Aug. 22, 2020.

NRT's website, which was not affected by the order, published photographs of several camouflage military vehicles and white police trucks parked outside the channel's headquarters. About 16 hours later, the channel managed to resume its broadcast from an

undisclosed location abroad, Ali said.

The channel's content on Sunday included live footage of clashes between anti-government protesters and security forces. At least one protester died from gunshot wounds, and several others were trea-

ted for injuries at hospitals, health officials told local station Rudaw.

The protesters are largely made up of government employees, including teachers at public schools who say they have not received paychecks regularly during a yearslong dispute between the KRG and Baghdad over oil and the budget.

Rudaw interviewed protesters who voiced broader concerns.

"We are protesting injustice," said one protester on TV. "No one is on the side of the poor."

The autonomous region has been controlled by two parties, which have shared power since the 2003 U.S.-led invasion of Iraq. The Kurdistan Democratic Party (KDP), led by the Barzani family, is strong in Duhok and Irbil provinces. The Patriotic Union of Kurdistan (PUK) led by the Talabani family, which has prominence in Sulaymaniyah.

In a statement published Monday, KRG Prime Minister Masrour Barzani called for patience from the region's po-

pulation of nearly 5 million.

"This difficult situation is not desired by the Kurdistan Regional Government," he said. "I urge our dear citizens not to be influenced by destructive messages whose aim is only to destroy the stability of the Kurdistan Region."

Barzani said that federal authorities were to blame for not providing KRG's total share of Iraq's oil revenue on time. Baghdad accuses the KRG of failing to turn over all revenue it generates from independent oil sales and customs.

Barzani did not address the attack on NRT.

Dindar Zebari, a spokesman for the KRG, did not respond to VOA's request for comment via messaging app.

Videos shared by NRT on Facebook appeared to show security forces throwing tear gas canisters to disperse the protesters.

Multiple outlets reported that demonstrators burned offices for opposition and ruling political parties in the outskirts of

the Sulaymaniyah province. Protests did not take place in the Kurdish cities of Irbil and Duhok, but the situation appeared tense with an increase in police activity, according to NRT.

The Metro Center for Journalist Rights and Advocacy, a Sulaymaniyah-based press freedom organization, condemned the raid and suspension of NRT. The center said that at least three journalists were assaulted or arrested while covering the protests on the weekend.

"As the attacks on press freedom and peaceful and civilized protests need to be condemned, so does the silence of the Kurdistan Region's civil society organizations against the violence and lawlessness," the Metro Center said.

Throughout the economic protests, authorities have responded by detaining journalists or issuing shutdown orders. At least eight journalists were briefly arrested in May, and in August, the KRG shuttered NRT's bureaus in Irbil and Duhok over allegations that the station was inciting violent

protests.

Journalists Jailed Covering Kurdish Protests

Kurdish authorities are using pandemic and protest law to prevent coverage of unrest, rights groups say

NRT has come under attack multiple times from government forces since it was founded in 2010. The channel's main studios and broadcasting equipment were burned down in 2011, in an overnight attack by gunmen the station believes were affiliated with the PUK. No one has been prosecuted for the attack. The PUK denies involvement in the attack.

The media landscape has burgeoned in Iraqi Kurdistan since 2003. Hundreds of newspapers, online publications and broadcast stations have been founded.

Most channels are affiliated or controlled by the ruling elite, but a few independent or opposition outlets such as NRT report on corruption associated with the ruling families.



December 09, 2020

EU to sanction more Turkish individuals, companies over Mediterranean drilling

The European Union will impose sanctions on more Turkish individuals and companies responsible for drilling in contested waters in the Mediterranean, according to a draft statement seen by Reuters. Turkish President Recep Tayyip Erdoğan has dismissed the prospect of potential EU sanctions, saying such a move would not be Ankara's concern.

The European Union will impose sanctions on more Turk-

ish individuals and companies responsible for drilling in contested waters in the Mediterranean, Reuters reported on Dec. 9, citing a draft statement prepared for EU leaders to agree at a summit.

If agreed, the EU will "prepare additional listings" on the basis of a sanctions list already in place since 2019 and "if need be work on the extension" of its scope, according to the draft statement.

Negotiations over the two-page

statement are still ongoing and Greece and Cyprus, which accuse Turkey of drilling for hydrocarbons off its continental shelf, believe the sanctions do not go far enough, according to diplomats briefed on internal discussions.

EU leaders are considering whether to make good on a threat made in October to sanction Turkey over the drilling for hydrocarbons off the coast of Cyprus and off Greece.

Erdoğan: Possible EU sanctions do not concern Turkey

Meanwhile, Turkish President Recep Tayyip Erdoğan on Dec. 9 dismissed the prospect of potential EU sanctions, saying such a move would not be Ankara's concern.

"Any sanctions against Turkey would concern us too much. The EU has never been honest [with Turkey]. We have always shown patience, and we are still showing. We will see the

steps that they will take," Erdoğan said, adding that "honest leaders" within the bloc are against the imposition of such sanctions.

Erdoğan said that Greece is the side that has been avoiding negotiations over the eastern Mediterranean crisis. "They have adopted an approach in which they have been leaving the negotiation table and which is based on a politics of lies," Erdoğan said.

The Turkish president said that Ankara will never "make concessions" with regards to Turkish Cypriots' rights in the eastern Mediterranean.

Meanwhile, Turkish presidential spokesman İbrahim Kalın said that the EU's draft statement is disappointing and that sanctions will not work and will

be counterproductive in the long run.

Kalın said Turkey wanted to achieve a positive atmosphere with the EU but that the bloc was "surrendering" to the interests of some of its members. He was speaking via video conference in a German Marshall Fund of the United States event.

German Chancellor Angela Merkel said that the EU is "obliged to take a decision" on the gas dispute during the summit on Dec. 10.

"The activities in the eastern Mediterranean are continuing; especially Cyprus is facing big problems because of this. Within this framework, we are obliged to take a decision on how to proceed," Deutsche Welle's Turkish service quoted

Merkel as saying during a parliamentary speech on Dec. 9.

Italian Prime Minister Giuseppe Conte also commented on the matter on Dec. 9 saying that "inciting the tension" would not serve the EU's interests, "especially against a country which is its NATO ally."

On Dec. 7, EU foreign ministers said Turkey had failed to help end the row with Greece and Cyprus over potential gas resources, but they left any decision on retaliatory sanctions for the EU summit.

The EU created a sanctions programme last year to punish unauthorised exploration in the eastern Mediterranean, freezing assets of people and companies accused of planning or participating in activities in Cyprus' exclusive economic zone

or on its continental shelf.

So far, only two senior officials of Turkey's state-owned Turkish Petroleum Corporation (TPAO) have been put on the sanctions list but Cyprus proposed a list of more names earlier this year.

Cyprus' internationally recognised government discovered offshore gas in 2011 but has been at loggerheads with Turkey over maritime zones around the island, where it has granted license to multinational companies for oil and gas research.

Turkey, which does not have diplomatic relations with Cyprus' government, says it is operating in waters on its own continental shelf or areas where Turkish Cypriots have rights.



December 09, 2020

Turkey hopes for 'good start' with Biden

Turkey hopes for a positive start with US President-elect Joe Biden, a senior official said Wednesday, after pre-election friction as the Democrat criticized President Recep Tayyip Erdoğan.

"We believe we can have a good start with the Biden administration," İbrahim Kalın, Erdoğan's spokesman, told a virtual event at the German Marshall Fund of the United States.

Biden "knows our president personally" and "I believe he and his team appreciate Turkey's geopolitical and strategic value," Kalın said from Azerbaijan, where he was visiting.

Biden caused a stir during the

campaign by telling The New York Times that the United States should embolden rivals to defeat the "autocrat" Erdoğan.

Turkey has had a turbulent relationship with Donald Trump's administration but Erdoğan has also formed a bond with the outgoing president, who has spoken fondly of him.

One key area of concern has been Turkey's purchase from Moscow of the S-400 missile defense system, which led the United States to kick out the NATO ally from the F-35 fighter-jet program, saying that participation was incompatible with adopting Russian technology.

"We believe that from a techni-

cal, military point of view, that issue can be addressed," Kalın said.

"But we also know that it's no longer a technical military issue. It was conceived by the Congress as a political issue," he said.

A sweeping annual defense bill, a version of which was approved Tuesday by the House of Representatives, would require sanctions on Turkey over the S-400 purchase.

Kalın also warned that Biden needed to pay attention to "two pressing national security issues" for Turkey.

He called for an end to all US support for Syrian Kurdish

fighters, alleging that they are indistinguishable from the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK) inside Turkey.

Trump last year ordered a pullback of US troops from northern Syria after pressure from Erdoğan, sparking fierce criticism at home that he was abandoning Kurdish allies who led the battle to defeat extremists from the Islamic State movement.

Kalın also renewed demands that the United States extradite Pennsylvania-based preacher Fethullah Gülen, an Erdoğan ally turned foe whom the Turkish leader accuses of orchestrating a failed 2016 coup attempt.

Paris vigilant face aux ingérences turques

Religion, culture, politique ou encore action directe... La communauté franco-turque, active et très organisée, est au cœur de la lutte d'influence à laquelle se livrent Paris et Ankara.

C'est un souvenir du siècle dernier. Le 27 mars 1994, dans un café stambouliote, des intellectuels turcs s'inquiétaient auprès d'un ami français de l'élection d'un islamiste, Recep Tayyip Erdogan, à la mairie d'Istanbul et de la montée d'un islam politique aux accents nationalistes. À l'époque, ce « quadra » inconnu voulait déjà rendre Sainte-Sophie au culte musulman... Vingt-six ans plus tard, la politique d'Erdogan, premier ministre de la Turquie de 2003 à 2014 et président ensuite, et de son parti, l'AKP, perturbent le monde et l'Europe.

Jeudi, des sanctions sont au menu du sommet européen. Et Paris, face à un homme au discours anti-occidental clamant que « l'assimilation est un crime contre l'Humanité », hausse le ton. Pour Emmanuel Macron, on « ne peut pas avoir les lois de la Turquie sur le sol de France ». Jean-Yves Le Drian, ministre des Affaires étrangères, évoque une « tentation islamo-nationaliste » et Gérard Darmanin, ministre de l'Intérieur, observe « des influences étrangères, des pays qui souhaitent faire du "soft power" sur notre territoire. Nous regardons de près ce que fait M. Erdogan ». Des hauts fonctionnaires parlent eux de « l'ingérence » d'une Turquie exerçant un contrôle étroit sur l'islam. Un contrôlé, note Jean Marcou, professeur à Sciences Po Grenoble et spécialiste de la Turquie, longtemps apprécié par Paris, pour qui « l'envoi d'imams contrôlés par un allié (au sein de l'Otan)

et recevant leur prêche d'Ankara, évitait le problème des "incontrôlés" ».

Mais la situation a changé en vingt ans. Et la crise est plus aiguë que jamais. Sur la scène internationale. Et en France, qui s'attaque aux questions sensibles des imams détachés et des enseignements « culturels et linguistiques ». Au cœur de ce bras de fer : une communauté franco-turque, de 600 000 à 800 000 personnes selon les sources, dont il convient, concernant cette lutte d'influence entre Paris et Ankara, d'exclure les Kurdes d'origine turque, les alévis (branche hétérodoxe de l'islam) et les gülenistes (islamistes adversaires de l'AKP). Une communauté très organisée et active dont des membres se distinguent dans quatre domaines : la religion, la culture, la politique et enfin l'action directe.

Sur le plan religieux, l'islam « turc » englobe officiellement 358 lieux de culte (400 selon une autre source) sur un total de 2 623 mosquées et salles de prière, soit 14 à 15 %. Ses représentants, membres de deux institutions distinctes, siègent au bureau exécutif du Conseil français du culte musulman. L'un d'eux est secrétaire général du Conseil et le CFCM, présidé par un Franco-Turc de 2017 à 2019, le sera de nouveau de 2024 à 2026.

L'institution la plus importante est aussi la plus officielle. Lié à l'Union des affaires religieuses turco-islamiques (Ditib), le Comité de coordination des musulmans turcs de France (CCMTF) compte de 270 à 280 mosquées et accueille 151 imams détachés. Le Ditib est une « filiale » de la « Présidence des affaires religieuses », créée par Mustafa Kemal en

1924. Un islam fonctionnarisé, une bureaucratie religieuse rattachée à Erdogan depuis 2018. « Dans chaque poste diplomatique, note un expert, des attachés religieux se chargent de l'organisation du pèlerinage, de l'aide pour le mouton de l'Aïd, des assurances sociales et décès pour le rapatriement des corps... » Et du suivi d'imams détachés que Paris veut voir disparaître en 2024. « Nous savons que certains de ces religieux font ou on fait de l'ingérence, souligne une source officielle, par des attaques contre la France et son "islamophobie" ou en déformant les propos du président de la République. » En 2019, une responsable d'un service de renseignement évoquait des religieux expliquant aux enfants « que leur président n'est pas M. Macron mais M. Erdogan ». Un haut fonctionnaire note « que même après 2024, il faudra veiller à la venue d'imams sans visa ou d'imams obtenant des visas pour d'autres motifs ».

Cadre supérieur et président du CCMTF, Ibrahim Alci affirme pour sa part : « Nous ne sommes pas "erdoganistes" ou "kémalistes", la politique ne nous concerne pas. Et elle est interdite à nos imams. » Pour lui, il faut « arrêter la haine, apaiser ». Et de souligner : « Nous respectons la liberté d'expression et le cadre républicain ». Sur le Ditib, il lâche : « Je ne suis pas un fonctionnaire. La fin de l'islam consulaire est une bonne chose. On pourrait rompre facilement avec le Ditib mais où trouver rapidement des imams ? Au risque de recruter des imams dangereux ? »

L'autre composante de l'islam turc, la Confédération islamique Milli Görüs, née en 1995, forme des imams en Alsace. Elle revendique 71 mosquées

et une centaine associées, 286 associations et 19 000 membres. Sur son site internet, la CIMG met en avant sa « stricte hiérarchie » et son « organisation sûre et efficace ». Et inquisite certains. « Milli Görüs (Vision nationale ou de la communauté des croyants), affirme un expert, est une organisation européenne fondée en 1969 par l'islamiste Necmettin Erbakan, mentor d'Erdogan. Elle est jugée proche des Frères musulmans et s'est rapprochée de l'AKP. »

« Matraquage sur les réseaux sociaux »

Secrétaire général de la CIMG, Fatih Sarikir nie toute influence d'Ankara : « Nous nous soucions de l'islam plus que de l'ethnie, nous accueillons tous les musulmans. Nous ne sommes pas islamistes ou Frères musulmans mais conservateurs et traditionalistes. On peut ne pas être Charlie et le dire convenablement et conformément à la religion. Nous avons défilé contre la barbarie en janvier 2015. » Et d'insister sur l'importance du futur Conseil national des imams, projet soutenu par la Confédération.

Sur le plan culturel et sociétal, des centaines d'associations franco-turques existent, allant des écoles aux centres culturels, du sport ou aux groupes d'industriels... Dans le domaine éducatif, public et privé se combinent. Côté public, c'en est fini depuis la rentrée de « l'enseignement en langues et cultures d'origine » créé en 1977 pour le Maghreb, le Portugal et la Turquie. « La France n'avait pas le choix des enseignants, des programmes, du lieu où ils enseignaient, explique un haut fonctionnaire, avec parfois des plaidoyers pro-Erdogan, la négation du génocide arménien ou un dis-

cours antikurde. »

L'ouverture ces dernières années à Strasbourg d'un complexe éducatif avec un lycée hors contrat, sorte de petit séminaire, a également fait l'objet d'échanges « francs et cordiaux ». Mais Paris a bloqué la création d'une faculté islamique. Côté privé, on peut citer « l'Union européenne pour l'enseignement privé musulman », présidé par Fatih Sarikir de la CIMG, qui coordonne une dizaine de groupes scolaires (1 500 élèves).

Le « soft power » n'est pas non plus oublié. Ainsi de la Fondation publique Maarif, qui mène « des activités d'éducation à l'étranger ». Ou du Conseil pour la justice, l'égalité et la paix, ONG internationale, dont le président Ali Gedikoglu dénonce la turcophobie et l'islamophobie en France. Elle a fermé, le 1er novembre, ses structures locales et régionales dans l'Hexagone.

Dernier domaine culturel investi : les médias. « Il y a un véritable matraquage sur les réseaux sociaux et les médias turcs, explique un spécialiste, une vraie stratégie avec une forte influence. » Sur le net, un site comme Medyaturk Info a été fondé par des « bénévoles amoureux de l'actualité » mais ses titres (« Macron et Kurz discriminent les musulmans ») sont sans appel. Les chaînes web Media France TV et Medya Turk TV ont été créées

par Ali Gedikoglu, déjà cité. Mais la force de frappe est celle des médias officiels turcs (notamment l'agence de presse Anadolu et la radiotélévision TRT). Cette offensive médiatique va de pair avec un investissement du champ politique. Dans la lutte contre l'islamophobie tout d'abord. Selon une source officielle, des intérêts turcs auraient ainsi noué « des liens très nets avec le CCIF » récemment dissous.

En matière de politique intérieure, des candidats de partis communautaires turcs (avec parfois le drapeau sur le tract) ont participé, sans grand succès, aux législatives de 2017 et aux municipales. Des candidats « classiques » ont aussi été soutenus dans des villes où la victoire, en raison de la forte abstention, tient à quelques centaines ou milliers de voix.

Liens ambigus

Mais c'est sur le plan de la politique intérieure turque que les enjeux sont les plus élevés pour l'AKP et Erdogan. Depuis 2014, les Turcs de l'extérieur votent aux élections, soit selon les estimations plus de 300 000 électeurs en France. Or, après deux décennies au pouvoir, l'AKP est plutôt en difficulté, avec un score de moins de 50 % des voix aux dernières législatives (contre 60 % en France) et une alliance nécessaire avec le MHP, parti d'extrême droite. L'Europe est donc

devenue un champ de bataille politique. Avec des tensions ces dernières années en Allemagne, Autriche, Pays-Bas : crise diplomatique, meetings interdits. Ankara a dénoncé les « pratiques nazies » d'Angela Merkel.

Dans ce climat tendu, le dernier domaine où des Franco-Turcs se distinguent, celui de l'action directe, préoccupe le plus vivement Paris. La question n'est pas celle du djihadisme. « On parle d'ingérence, pas de logique terroriste », tient à souligner un haut fonctionnaire. Le FSPRT compte « seulement » une centaine de Turcs radicalisés (sur les 4 000 étrangers au fichier) et une cinquantaine de binationaux. La Turquie, qui entretient toutefois des liens ambigus avec certains djihadistes en Syrie ou en Libye, a été durement frappée par l'État islamique et la coopération antiterroriste reste bonne en dépit des tensions.

En termes de violence, le danger se dénomme en fait « Loups gris », d'où la dissolution de ce groupement de fait. Et l'État français poursuit son travail sur des « annexes » de ce groupe paramilitaire et ultranationaliste fondé en 1968 en Turquie. Ankara a annoncé qu'elle réagirait « de la manière la plus ferme ». Liés au MHP, allié d'Erdogan, les Loups gris ont des liens anciens avec les partis politiques. En 1996, on avait ainsi retrouvé dans une voiture acci-

dentée les corps d'un haut responsable policier, d'un Loup gris délinquant en fuite et d'un élu. Avant sa dissolution, le groupe comptait plusieurs foyers en France et y organisait des camps d'entraînement, comme en Ardèche en 2019. Ainsi que des actions violentes. À Reims, en novembre 2016, des militants armés de bâtons, de barres de fer, de couteaux et d'un revolver ont attaqué un stand tenu par des manifestants d'origine kurde. Nouvel assaut de 70 militants armés le 24 juillet 2020, lors d'un défilé pour le Haut-Karabakh dans le Rhône. Connu pour ses menaces contre Kurdes et Arméniens, un responsable des Loups gris hurle : « Je suis le commando turc (...) que le gouvernement me donne 2 000 euros et une arme, et je ferais ce qu'il y a à faire où que ce soit en France ! » Le 28 octobre à Vienne (Isère), des extrémistes crient : « Ici, c'est la Turquie », « on va tuer les Arméniens », « Allah akbar ». Le lendemain, à Dijon (Côte-d'Or), des policiers sont visés par des tirs de mortiers. Peu après, dans le Rhône, des monuments arméniens sont maculés d'inscriptions : « Loup gris », « RTE » (pour « Recep Tayyip Erdogan »). Vingt-six ans après le dîner du Bosphore, l'islam politique de l'ancien maire d'Istanbul fait toujours peur. Cette fois au cœur de la France.

Sous la menace, Ankara fanfaronne et rassure

COÏNCIDENCE - opportune - du calendrier : c'est de Bakou, où il est en visite officielle, que Recep Tayyip Erdogan se prépare à recevoir des nouvelles du sommet européen de ce jeudi 10 décembre. L'occasion, pour le président turc, de faire diver-

sion en célébrant en grande pompe « l'alliance victorieuse » contre l'Arménie, à grand renfort de parade militaire exhibant les drones turcs qui ont donné l'avantage à l'armée azerbaïdjanaise dans le conflit du Haut-Karabakh. Et, par là même, de minimiser le risque

de sanctions européennes qui pèse sur Ankara à cause du contentieux en Méditerranée orientale.

Avant de décoller, mercredi, pour Bakou, à la veille de la réunion des 27 membres de l'UE, le raïs turc avait déjà tenu

à sous-estimer l'impact de possibles mesures de rétorsion : « Une quelconque décision de sanctions de l'UE n'est pas un grand souci », avait-il fanfaronné devant un parterre de journalistes. Ces sanctions, il le sait, ne sont pas encore acquises : selon les experts, il pour-

rait s'agir, au pire, de mesures ciblées visant les entreprises investies dans les forages gaziers contestés, –voire d'une simple mise en garde symbolique.

À Ankara, l'inquiétude reste néanmoins perceptible. Comme le trahit ce message vidéo du chef de l'État turc, diffusé dès lundi, où l'apaisement était de mise : « J'appelle, y insistait Erdogan, tous nos voisins et riverains de la Méditerranée, en particulier la Grèce, à ne pas voir cette question comme un jeu à somme nulle (...) Je suis convaincu qu'une formule gagnant-gagnant préservant les droits de chaque partie pourrait être trouvée. » Quelques jours plus tôt, le 29 novembre, les Turcs avaient déjà donné des signes d'accalmie en suspendant les activités du navire de

recherche sismique Oruç Reis, dont le déploiement, en août, dans cette zone maritime disputée avec la Grèce et Chypre, avait attisé la discorde.

C'est que le contexte a changé depuis les premières mises en –garde européennes du mois d'octobre. Frappée par une deuxième vague de Covid-19 particulièrement sévère, la Turquie subit une grave récession économique, renforcée par la crise du tourisme et la frilosité des investissements étrangers.

Quant à l'Europe, autrefois divisée sur la question des représailles économiques à l'encontre d'Ankara, elle se montre désormais plus soudée. Berlin, en particulier, semble progressivement changer de position depuis que des sol-

datés allemands ont procédé le 20 novembre à une perquisition d'un navire turc en Méditerranée, soupçonné de violer l'embargo sur les armes imposé à la Libye.

La « politique du fait accompli »

Plus généralement, la Turquie se sait de plus en plus éloignée des Occidentaux : l'Otan perd patience et les États-Unis durcissent le ton. Le 2 décembre, lors d'une réunion à huis clos en visioconférence, le secrétaire d'État américain, Mike Pompeo, aurait vivement dénoncé la « politique du fait accompli » de la Turquie à l'étranger et demandé à Ankara de « revenir à un comportement d'allié ». « L'attitude de Recep Tayyip Erdogan pourrait s'expliquer par sa volonté de donner un gage à la future Ad-

ministration –Biden, qui pourrait se montrer moins clément envers l'allié privilégié de Donald Trump », analyse la journaliste Noura Doukhi, dans les colonnes du quotidien franco-phone libanais L'Orient Le Jour.

Le double langage d'Erdogan est en fait à l'image de sa politique étrangère : nourrie de crises à rebondissements, tout en maintenant une forme de dialogue tant qu'il sert ses intérêts. La tactique, bien rodée, s'applique aussi dans sa relation avec la Russie, un allié de circonstance avec qui il a récemment affiché sa proximité dans le règlement du conflit au Haut-Karabakh. Mais en se rapprochant des Russes, il s'éloigne encore un peu plus des Européens.

The
New York
Times

December 09, 2020
By Lara Jakes

U.S. Takes Tougher Tone With Turkey as Trump Exits

Officials said President-elect Joseph R. Biden Jr. must keep from alienating the government in Ankara even as the U.S. and European allies try to curb Turkey's military ambitions with sanctions.

WASHINGTON — No longer restrained by President Trump's affection for Turkey's authoritarian leader, U.S. officials and Congress are using the waning days of his presidency to ready sanctions and strike a strident tone against the strategic but unreliable ally.

Turkey, a member of the North Atlantic Treaty Organization, has vexed the administration almost since its start. That has been as much Mr. Trump's doing — and his admiration for its president, Recep Tayyip Erdogan — as that of actions by the government in Ankara,

which has abused human rights, imprisoned Americans and journalists, and muscled into confrontations from Syria to Libya to the Caucasus to the eastern Mediterranean Sea.

The redirection of U.S. policy also will require President-elect Joseph R. Biden Jr. to carefully bring Turkey back into the West's embrace and keep from pushing it closer to Russia.

“For years, President Trump has personally shielded Erdogan and Turkey,” said Senator Chris Van Hollen, Democrat of Maryland. He said the incoming Biden administration “will

be an important check on Erdogan's efforts to expand his influence at our expense, in a way that undermines our interests.”

“It's a little bit of a crossroads for Erdogan,” Mr. Van Hollen said in a recent interview. “He's going to have to make a decision — is he going to be the faithful NATO ally, or is he going to go it alone in the region?”

Congress is poised this week to approve economic sanctions against Turkey for buying Russian missile defense systems early in Mr. Trump's term, po-

tentially exposing NATO military technology to Moscow. Mr. Trump stalled the sanctions last year, after the defense systems were delivered to Turkey.

For the first time, and after Ankara tested the system this fall, White House officials have informed Turkish diplomats that the Trump administration will not oppose the congressional sanctions, according to two people involved in the discussions.

Instead, they said, the sanctions are meant in part to warn Egypt, India, Saudi Arabia and other nations that have sig-

naled interest in purchasing Russian military equipment.

At a meeting of foreign ministers from NATO nations last week, Secretary of State Mike Pompeo criticized Turkey on several fronts, according to a person briefed on his comments. His statements — against Turkey's defense purchases, its exploration of natural gas in disputed waters in the eastern Mediterranean Sea and its support of foreign forces in external conflicts such as Libya — showed that Mr. Pompeo had wearied of trying to temper rising tensions among European allies and American lawmakers.

"We are concerned about some of the Turkish behavior," Kay Bailey Hutchison, the U.S. ambassador to NATO, told reporters ahead of the foreign ministers' meeting in Brussels. "The idea that you could put a Russian-made missile defense system in the middle of our alliance is out of bounds."

The European Union is weighing its own sanctions against Turkey as retaliation for separate disputes with Greece, Cyprus and Germany in a decision that could come as soon as Thursday, according to a European diplomat in Washington.

Taken together, Turkey is feeling increasingly isolated, according to a senior official in its government.

Last month's basing of a U.S. Navy expeditionary ship at Souda Bay, off the Greek coast, signaled that Turkey was no longer the key U.S. ally in the Eastern Mediterranean, the senior official said.

The Abraham accords brokered this fall by the Trump administration — fostering normalized relationships among Israel and three Arab states, Bahrain, Sudan and the United Arab Emirates — harnessed Middle Eastern countries that are hostile to the Muslim Brotherhood. The Islamist movement is supported by Mr. Erdogan.

The senior Turkish official also described feeling snubbed by Mr. Pompeo's visits this fall to rivals in Cyprus and Greece, and then his tour of Istanbul with his wife in November instead of going to Ankara to meet with government leaders.

The expected sanctions are sure to hammer Turkey's already strained economy and may force Mr. Erdogan to pull back from most of his military missions abroad. (One exception would be in neighboring

Syria, where Turkey is battling Islamic State militants and American-backed Kurdish fighters; Mr. Erdogan considers both of the groups to be terrorists and is unlikely to retreat.)

Experts warn that this could push Turkey into Russia's arms if Mr. Biden is not careful.

"Relations with Turkey will be a major, urgent question for the Biden administration," said James F. Jeffrey, a former U.S. ambassador to Turkey and Iraq who retired last month as the State Department's special envoy for Syria policy and the coalition to defeat the Islamic State.

"Given the country's size, location, economic and military power, and the pro-Western sentiments of the population — if not its president — does it make sense to sideline Turkey or push it into the Russian camp?" Mr. Jeffrey said.

He noted that Turkey and Russia have been on opposite sides in ongoing conflicts in Syria, Libya and Nagorno-Karabakh. It also remains a critical NATO ally in Iraq and Afghanistan, and opposes Iran's regional advances.

The senior Turkish official described Mr. Erdogan's interests

as ultimately having more in common with the West than with Russia. But, he said, how the Biden administration approaches the dispute over the missile defense systems will be a first test.

It is far from certain a compromise can be struck. But the Turkish official said Mr. Biden's advisers have indicated in low-level discussions they were open to considering compromises as they are proposed, including convening a NATO working group to look at whether Russia could indeed penetrate Western military systems through the missile defense systems.

A spokesman for Mr. Biden's transition team declined to comment.

The senior Turkish official also said that Mr. Biden's advisers have made clear they will engage with Turkey through traditional and technical diplomatic channels — and not rely on the kind of spontaneous and direct lines of communication that marked the relationship between Mr. Trump and Mr. Erdogan.

That was welcome news to the Turks, the senior official said.



09 décembre, 2020
Par Oriane Verdier

Au Kurdistan irakien, le mouvement de protestation tourne au chaos

Les manifestations tournent au chaos au Kurdistan irakien face à la violence de la répression. Au moins six manifestants ont été tués durant les dernières 48 heures, de nombreux bureaux de partis politiques kurdes ont été incendiés.

La révolution par le feu, c'est la direction que semblent avoir pris les manifestations débutées le 2 décembre dernier au Kurdistan irakien. Ce nouveau mouvement de protestation contre les autorités de la région autonome semblait, dans un premier temps, similaire à

ceux menés ces dernières années de manière cyclique : une majorité de fonctionnaires réclamant inlassablement leurs salaires impayés et la fin de la corruption au sein des deux partis politiques au pouvoir dans la région autonome du Kurdistan irakien, l'Union pat-

riotique du Kurdistan et le Parti démocratique du Kurdistan. L'UPK et le PDK sont ainsi accusés de faire disparaître les richesses de la région à leur propre profit.

Dès le 3 décembre, de nombreux organisateurs des mani-

festations ont été arrêtés, à l'image de Delshad Babani. Le professeur et activiste nous a raconté son arrestation alors qu'il allait rencontrer d'autres collègues afin de planifier les mouvements du lendemain. Après plusieurs jours à l'isolement, il a finalement été libéré après avoir accepté de signer la promesse de ne plus participer à des « manifestations anarchistes ». Il reste maintenant caché, loin de sa famille afin d'éviter de leur attirer des ennuis.

« Les manifestations étaient pacifiques à l'origine, mais ces derniers jours, la violence s'est répandue dans la foule, parce qu'ils n'ont plus de moyen de s'exprimer, regrette l'activiste. Ce gouvernement ne sait pas répondre aux luttes civiques que nous menons depuis des années, alors les jeunes se sont mis à brûler les bureaux de tous les partis politiques sans discernement. »

Selon les sources médicales officielles, six manifestants ont été tués en moins de 48 heures, douze selon un policier local qui préfère garder l'anonymat. « Parmi eux il y avait deux mineurs », ajoute-t-il le ton amer.

Entre colère et désespoir

La colère contre les autorités est partout, même dans les rangs des forces de l'ordre. « On ne le crie pas sur tous les toits mais on en parle entre nous », nous confie ce même policier. Comme tous les salariés, il n'a pas touché la moitié des salaires dus cette année. Comme tous les pères de famille, il doit nourrir ses enfants jour après jour. Le trentenaire nous confie son désespoir alors que dans les rues les manifestants appellent à mettre fin à l'autonomie du Kurdistan irakien afin que leurs salaires ne dépendent plus des autorités de la région, mais de Bagdad.

Malgré tous ses défauts, le gouvernement irakien, lui, paye ses fonctionnaires en temps et en heure. « Il ne s'agit

pas là de la volonté du peuple, mais de la dernière solution face à la souffrance, la tyrannie, l'humiliation et la dictature imposés par les deux grands partis kurde l'UPK et le PDK ».

C'est pourtant souvent sous les couleurs de ces mêmes partis historiques que les parents et grands parents des manifestants ont combattu et sont morts pour l'indépendance du peuple kurde, rappelle le policier. « C'est une véritable tragédie. Certains en viennent même à regretter le temps de Saddam Hussein. À l'époque nous avions à manger, et notre ennemi n'était pas notre propre frère. » Il raconte avec dégoût comment les peshmergas, ces combattants voués à défendre la cause kurde ont été déployés dans les grandes villes avec leurs armes de guerres face à leur propre peuple.

Les manifestations étouffées sous le PDK

Alors que la région de Souleymanieh s'embrase, celles de Dohuk et d'Erbil sous le contrôle du Parti démocratique du Kurdistan semblent encore une fois muettes, ou réduites au silence. Ces derniers jours, les rares tentatives de manifestations dans la zone ont été évitées en amont avec l'arrestation de nombreux activistes. Sous le contrôle de la famille Barzani, la liberté d'expression est encore plus sévèrement contrôlée que du côté des Talabani et de l'UPK.

Voilà des mois que les forces de sécurité, sous l'autorité du Premier ministre Masrour Barzani, fils de Massoud Barzani, mènent une campagne de répression ciblée contre activistes et journalistes critiques du gouvernement. Masrour Barzani est lui-même accusé par les organisations de défense des droits de l'homme d'être impliqué dans la mort de plusieurs activistes et journalistes alors qu'il était encore chef des services de renseignement de la région du Kurdistan irakien. L'un des journalistes arrêtés ces derniers mois enquêtait



Des hommes devant le siège incendié du PDK à Souleymanieh le 8 décembre 2020 après une manifestation contre le gouvernement. REUTERS - AKO RASHEED

justement sur ces faits lorsqu'il a été emprisonné sans raison apparente début octobre 2020. Dix-neuf jours plus tard, Sherwan Sherwani apparaît enfin face à son avocat à qui il confit avoir été victime de tortures. Les autorités auraient tenté de le forcer à avouer à la télévision des actes de terrorisme dans le but de déstabiliser le pays.

Sherwan Sherwani ne serait pas le seul à avoir subi ce genre de traitement. La liste des noms des défenseurs des droits et l'homme et journalistes actuellement détenus est longue. Ce lundi, la maison de l'un d'eux a été saccagée par les forces de sécurité, selon l'ONG internationale Christian Peacemaker. Les forces de sécurité ont fouillé ses affaires.

Badal Barwari est pourtant emprisonné depuis trois mois. Le professeur avait tenté d'organiser une manifestation à Dohuk en mai dernier afin de réclamer que le salaire des fonctionnaires soit payé dans son intégralité. Il a été arrêté avec plusieurs collègues, la veille de la manifestation une première fois, puis à nouveau en août dernier avec le journaliste Omed Baroshki. Lui comme beaucoup d'autres auraient été transférés ces derniers jours dans la prison des forces de renseignements d'Erbil. Dans un dernier appel, il aurait fait ses adieux à son fils. Ce mercredi, Masrour Barzani affirmait pourtant sur la chaîne nationale soutenir les manifestati-

ons pacifiques.

Une violence nouvelle, des racines anciennes

Ce mouvement de protestation contre les autorités du Kurdistan irakien n'est pas nouveau. Il avait débuté en 2011 avec l'élan des printemps arabe. Les autorités kurdes avaient alors violemment réprimé les manifestations sans pour autant trouver une solution pérenne pour répondre à l'appel à l'aide d'une population qui vit dans la misère alors qu'elle voit ses autorités s'enrichir du pétrole du nord de l'Irak.

Avec la crise économique, les mouvements de manifestations ont repris en 2015 de manière cyclique. Chaque année, la foule descend dans les rues pour réclamer l'accès à l'eau et l'électricité, ainsi que les salaires dus par le gouvernement du Kurdistan à ses fonctionnaires. Chaque année, les autorités répondent par des promesses dans une main, la répression dans l'autre. Cette année, une limite semble avoir été franchie.

En 2011, se rappelle Delshad Babani, professeur et pilier de l'organisation des manifestations à Souleymanieh, le peuple était accompagné par des partis politiques d'opposition. Cela donnait de la force à notre lutte civique. « Aujourd'hui, ils nous ont tourné le dos pour gouverner aux côtés des deux grands partis le PDK et l'UPK. Il n'y a donc plus que le peuple dans

la rue, seul avec sa rage et sa misère. » Delshad se dit inquiet de la tournure violente qu'ont prise les manifestations ces derniers jours. Il le sait, le chaos peut très facilement être instrumentalisé par les puissances environnantes.

Le jeu des puissances voisines

Le Kurdistan irakien a toujours été une région stratégique. Point de rencontre entre la Turquie, l'Irak et l'Irak. Ankara est déjà très présente sur le territoire avec notamment des bases militaires avancées.

Delshad Babani appelle donc les forces occidentales très présentes également dans la région à agir avant que les deux grands voisins ne profitent de la situation pour renforcer leur influence dans le nord de l'Irak en entretenant l'instabilité dans leur intérêt et en créant un nouveau terrain d'affrontement.

Les regards de certains témoins des scènes de violence se portent vers une force bien plus proche encore : le PKK, le Parti des travailleurs du Kurdistan, originaire du Kurdistan de Turquie mais retranché dans les

montagnes du Kurdistan irakien. Depuis plusieurs mois, les milices de ce frère ennemi du PDK montent également en puissance au Kurdistan irakien.

« Les gens qui ont mis le feu à notre bureau politique n'étaient pas de simples manifestants », affirme le membre d'un des partis politiques visés par l'ire de la foule. « Nous les avons vu agir de manière méthodique, bien loin de la colère folle exprimée par les jeunes dans la rues. Dans un premier temps, ils ont coupé les tuyaux d'eau pour que l'eau des réservoirs sur le toit du bâtiment se vide. Ensuite

ils ont cassé les extincteurs et coupé l'électricité pour éviter l'utilisation des pompes à eau. Enfin ils ont sorti de leur veste des bouteilles remplies d'essence pour les allumer avant de disparaître ».

Ce mercredi, des bâtiments administratifs et des bureaux politiques ont à nouveau été incendiés. Le gouvernement du Kurdistan irakien a interdit tout type de rassemblement et autorisé les forces de sécurité à s'interposer aux manifestants.



09 décembre, 2020

« L'impunité est à l'origine de l'augmentation des violences sexuelles »

L'avocate et coprésidente de l'Association des droits de l'Homme (IHD), Eren Keskin, se prépare à participer au procès du viol d'une fille de 15 ans par 27 hommes, dont des soldats, des policiers et des gardes de village.

Dans une interview accordée à l'agence de presse kurde ANF, l'avocate Eren Keskin décrit le contexte de l'augmentation de la violence sexuelle en Turquie et en particulier au Kurdistan du Nord.

« Les chiffres ne reflètent pas la réalité ! »

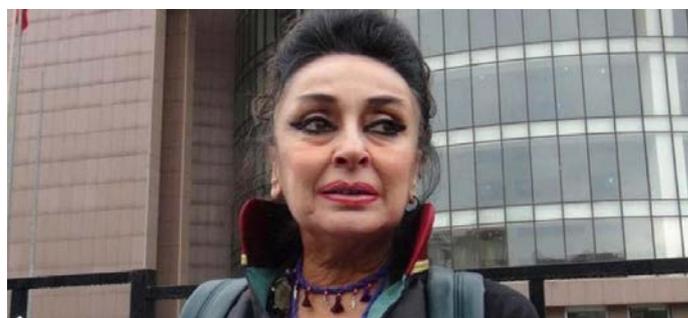
Eren Keskin est par ailleurs la fondatrice du bureau et de l'association d'aide juridique contre les violences sexuelles. Avec cet établissement, elle soutient les femmes, les enfants et les femmes transgenres victimes de torture sexuelle depuis 1997 en leur offrant une assistance juridique gratuite. Au cours des 23 dernières années, l'avocate a soutenu 758 femmes. Selon Mme Keskin, le nombre réel de cas de violence

sexuelles est beaucoup plus élevé que les chiffres officiels car la majorité des crimes ne sont pas révélés.

Mme Keskin a déclaré : « Les femmes et les filles ne peuvent pas parler des violences sexuelles et des agressions qu'elles ont subi car elles ont peur et honte. Elles pensent aussi que personne autour ne sera solidaire avec elles. Il y a une mentalité patriarcale, militariste et féodale qui est imposée à la société, c'est la raison pour laquelle de nombreuses femmes n'osent pas parler des violences sexuelles qu'elles ont subies pour le reste de leur vie. »

« L'impunité est la politique de l'État »

Me Keskin observe les procédures pour violences sexuelles commises par des militaires et d'autres depuis 1997. Elle a déclaré que jusqu'à présent, même si toutes les preuves sont disponibles, à l'exception du cas de deux gardes de village, aucun membre des forces de sécurité n'a été puni.



Eren Keskin, avocate et coprésidente de l'Association des droits de l'Homme (IHD)

Même si elle a remporté des procès devant la Cour européenne des droits de l'Homme, l'État poursuit sa politique d'impunité.

« L'État légitime la violence »

Keskin a évoqué le cas d'Ipek Er : « Ipek Er a été victime de violences sexuelles de la part d'un sous-officier. Elle s'est suicidée et a laissé une note de suicide. Mais que s'est-il passé? Le sergent a été libéré immédiatement. Ce n'est pas pour rien que nous disons que les meurtres sont politiques. Alaatin Çakıcı [le chef de la mafia fasciste et ami du prési-

dent du MHP, Devlet Bahçeli, a été libéré de prison dans le cadre de la réforme du système pénal qui a été poussée par le régime AKP-MHP en 2019], qui a assassiné une femme devant un enfant, peut maintenant menacer librement et ouvertement n'importe qui. Ces menaces se présentent comme une forme de pouvoir. Pourquoi disons-nous que les violences sont politiques ? Si vous ne punissez pas ces personnes, si vous les sortez de prison et que vous les acquittez de tous leurs actes, si vous leur permettez de menacer les dirigeants des partis politiques, la violence contre les femmes

ne cessera d'augmenter. Ou sinon, lorsque le ministre de l'Intérieur ordonne à ses forces de sécurité: « Si vous les attrapez [les trafiquants de drogue], brisez-leur les jambes. », la violence en générale est légitimée physiquement et verbalement par l'État. C'est pourquoi les fonctionnaires du gouvernement commettent si ouvertement et librement ces crimes. »

« Les femmes sont la première cible dans un environnement de guerre »

Mme Keskin relie le fait que la plupart des abus sexuels commis par les gardes de village et le personnel militaire et policier se produisent au Kurdistan avec la situation de guerre. Analysant les guerres mondiales, la situation du Rwanda et de la Bosnie, Keskin a déclaré: « Dans une situation de guerre, les parties utilisent de tel-

les méthodes pour détruire l'autre camp et détruire son identité. Les violations de la loi au Kurdistan présentent également ces caractéristiques. Vous vous sentez totalement en sécurité lorsque vous commettez des violations des droits des femmes au Kurdistan. Ils voient leur homologue comme un ennemi de toute façon. Cela leur permet de penser qu'ils peuvent faire ce qu'ils veulent et ne doivent faire face à aucune conséquence.

« Ce qui était auparavant refusé se déroule désormais en public »

Keskin avertit que la torture et la violence contre les femmes sont désormais plus légitimées que jamais. En particulier, le fait que le ministre de l'Intérieur justifie ouvertement la violence est une nouveauté même dans l'histoire turque. Dans le

passé, ces crimes violents étaient dissimulés, mais maintenant ils se déroulent en public, a déclaré Keskin, décrivant l'évolution épouvantable.

« Tout est lié à l'absence d'État droit »

Mme Keskin a déclaré que la Turquie n'avait mis en œuvre aucune des conventions pour la protection des femmes et des enfants contre la violence et qu'elle remettait même en question la plus importante, la convention d'Istanbul. « Ils parlent de réformes, aucune réforme n'est nécessaire, il leur suffit de mettre en œuvre les conventions existantes. Mais cela ne se produit pas parce que la Turquie n'est pas un État de droit. La loi écrite et sa mise en œuvre diffèrent considérablement ici. Tout le problème a à voir avec l'absence d'état de droit. C'est là que demeure le vrai problème. »

« Avec des ordonnances de confidentialité, ils veulent sortir les avocats du jeu »

Keskin a déclaré qu'elle se préparait à l'affaire de la jeune fille violée par 27 officiers turcs et a ajouté que l'État essayait de retirer les avocats avec des ordonnances de confidentialité et des interdictions de presse, car ce sont les avocats qui mettent en lumière la vérité. Keskin a déclaré : « Les documents ne sont pas montrés aux avocats ni au public. C'était donc le cas de Nadira Kadirova [Nadira Kadirova se serait suicidé dans l'appartement du député de l'AKP Şirin Ünal] et la même chose s'est produite avec Ipek Er. Maintenant, ils veulent faire ça avec le viole de cette jeune fille de 15 ans. »



December 9, 2020
By Dilan Sirwan

Oil wells bombed in Kirkuk: Reuters

ERBIL, Kurdistan Region — Two oil wells were bombed at Kirkuk's Khabbaz oilfield on Wednesday morning, security sources have told Reuters.

Firefighters are working to extinguish the flames at the site, which produces approximately 25,000 barrels of oil per day, oil and security sources told the news outlet.

It is currently unclear who is responsible for the incident.

Security has been a constant concern in disputed areas like Kirkuk. The Islamic State (ISIS), despite being territorially defeated in Iraq in December 2017, has exploited

security gaps between Iraqi forces and Kurdish Peshmerga in the province, with remnants carrying out numerous attacks against security forces and civilians.

Two policemen guarding the Khabbaz oilfield were killed by ISIS militants in 2018.

On Thursday the group's weekly propaganda newspaper al-Naba claimed the group has killed and injured at least 19 security forces in Kirkuk in the past two weeks.

An explosion in Kirkuk last month killed two members of Iraqi security forces and injured six others. The attack was later claimed by ISIS.



Members of Kirkuk's Majlis al-Arabi (Arab Council) and Patriotic Union of Kurdistan (PUK) met with Kirkuk Governor Rakan al-Jabouri in Baghdad's Salam Palace last week to discuss increasing security through a "united force."

The meeting was led by Iraqi President Barham Salih.

"Arabs, Kurds, and Turkmen all agree that there should be a united force defending Kirkuk consisting of the people of Kirkuk themselves, and we have discussed this idea in our meeting," Hatam al-Tai, a spokesperson for the Arab Council told Rudaw English on Monday.

FINANCIAL TIMES

December 09, 2020

By Chloe Cornish & Asmaa al-Omar

Eight protesters killed in renewed unrest in Iraq's Kurdistan

Public employees in northern provinces have not been paid for months

Iraqi authorities are trying to contain public anger in the north-easterly Kurdistan region as the death toll after a week of violent demonstrations over unpaid salaries and corruption rose to eight.

The civil unrest in the semi-autonomous Kurdistan Region of Iraq (KRI) is being stoked by the coronavirus-related plunge in the oil price, which has hampered the war-battered country's ability to foot a vast government wage bill.

The oil price crash has more than halved oil revenues which support 90 per cent of Iraq's budget. This has forced the Baghdad central government, led by Prime Minister Mustafa al-Kadhimi, to pledge drastic reform. The government has borrowed heavily to fund its public sector, which has trebled in size since the US-led invasion in 2003, costing equivalent to 25 per cent of gross domestic product.

The UN's political mission in

Iraq said it "condemn[ed] the acts of violence", without naming perpetrators. The Iraqi High Commission for Human Rights, a state-funded monitor, confirmed eight protesters have died in five different cities since demonstrations erupted on December 3.

Adil Hassan, a 43-year-old teacher, said he had been paid only four months' worth of salary this year, and has attended demonstrations alongside fellow educators. Security forces "are being violent, using rubber bullets and throwing tear gas", he said, adding he was detained and made to sign a declaration that he would stop protesting.

"Those protests are a result of the deteriorating living situation," Mr Hassan said, vowing to continue. "They are not just riots."

After furious protesters in Sulaymaniyah province torched political party offices, local authorities imposed curfews and

blocked roads, while internet access was temporarily throttled. Security forces raided a broadcaster affiliated with a political opposition party, taking the channel off air.

KRI employees have often gone without their salaries since an oil price crash in 2014, while the economy has been hit hard by coronavirus lockdowns.

Protesters are "expressing their frustration with the authorities who have not been able to reach a permanent solution to the crisis," said Farhad Alaaldin, chairman of the Iraq Advisory Council. He added that about 1.3m people in the KRI depend on government salaries.

Mr Alaaldin warned that demonstrations could spread into the KRI's western cities, which "would destabilise the whole area, and will have big implications on any hope of recovery".

Iraq's majority Kurdish north-

ern provinces have their own regional government. The oil-rich territories are dominated by political parties affiliated to two powerful tribes. The ruling Barzani family of the western provinces holds the regional premiership through its Kurdistan Democratic party, while the Talabani clan's Patriotic Union of Kurdistan party controls the east, where protests are raging.

While the KRI can strike its own oil deals, it theoretically shares revenues with Baghdad under a budget agreement. But KRI authorities complain that, because of a long-running dispute, Baghdad has failed to transfer cash for salaries.

Iraq's southern regions have been rocked by mass protests since October 2019. More than 500 people were killed during a vicious crackdown but public anger toppled the former administration. Iraq is also struggling to rebuild after its devastating fight against Sunni jihadist Isis.



December 10, 2020

Russia, SDF reach deal to prevent Turkish attacks on disputed Syrian town - report

The Kurdish-led Syrian Democratic Forces (SDF) have reached a deal with Russia and the Syrian government to establish Russian military positions near the northern Syrian town of Ain Issa, which has been bom-

barded by Turkey-backed fighters since early December, Kurdistan 24 reported on Thursday.

The three parties have "agreed to establish three points ... to reduce the violations against

our people in Ain Issa and Ain Issa countryside", Riyadh al-Khalaf, the military council leader for the Tal Abyad district, said in a public statement, according to Kurdistan 24. The posts will be tasked with observing Turkey's violations and

bombardment in the area.

Ain Issa, located on the strategic M4 highway that connects northeast Syria, is held by the SDF, an alliance of militias and a major partner of the United States in the fight against the

Islamic State (ISIS) militant group.

The first post will be established in the eastern part of Ain Issa district, the second will be on the M4, while the third will be established in the western part of Ain Issa district, Kurdistan 24 said, citing the Syrian Observatory for Human Rights war monitor.

The Russian military has reportedly already established an observation point on the M4

and another northwest of Ain Issa to deter further Turkish escalation, Kurdistan 24 said.

An official from Ain Issa's civil administration said Russia had asked the SDF to evacuate the area in exchange for the Syrian army's deployment to prevent any further Turkish attacks and threats, according to Britain-based Arabic newspaper Asharq Al-Awsat.

Russia has repeatedly re-



quested raising the Syrian flag, reopening state institutions and

establishing a military post inside Ain Issa, the newspaper said.

L'OB

10 décembre, 2020
Par Nathalie Funès

Qui se cache derrière la Fédération turque de France ?

A lors que Recep Tayyip Erdogan cherche à encadrer la diaspora turque, beaucoup d'interrogations portent sur cette organisation proche du groupuscule paramilitaire les Loups gris, dissous en novembre par décret.

Le président ne voit pas la nécessité de s'exprimer, la Fédération n'est pas visée directement par le décret. » Au douzième étage d'un building de verre, à Pantin, en banlieue parisienne, la porte de la discrète Fédération des Associations démocratiques idéalistes turques en France s'est ouverte. A l'intérieur, des affiches du Parti d'action nationaliste (MHP), la formation d'extrême droite ultranationaliste alliée à Recep Tayyip Erdogan et vitrine politique du mouvement paramilitaire des Loups gris, un drapeau orné de trois croissants sur fond rouge (l'emblème du parti) et une armoirerie à glace qui se dit « absolument désolé[e] de ne pas pouvoir nous renseigner ». L'homme téléphone à une « simple adhérente », qui n'est pas non plus « habilitée à répondre aux journalistes ». Le rendez-vous promis avec Orhan Ilhan, le président, un entrepreneur



Devant le Mémorial du génocide arménien de Décines-Charpieu, près de Lyon, le 1er novembre 2020. L'édifice a été tagué la nuit précédente des inscriptions « RTE », les initiales de Recep Tayyip Erdogan, et « Loups gris », mouvement ultranationaliste turc. (JEFF PACHOUD/AFP)

dans le bâtiment de 51 ans, basé à Metz, est d'abord reporté, puis annulé. Fin de la tentative d'approche.

La Fédération turque de France est l'un des signes inquiétants de l'encadrement de la diaspora par le président turc Recep Tayyip Erdogan. Chapeautée par la Confédération européenne turque présente dans huit autres pays (Allemagne, Belgique, Pays-Bas...) et dont la présidence est assurée par le député MHP d'Istanbul, Cemal Cetin, la Fransa Türk Federasyon défend bec et ongles la politique d'Ankara.

Le 4 novembre, le gouverne-

ment français dissout le groupuscule des Loups gris. Fondé en 1968, il est impliqué dans des attaques contre des Arméniens, à Décines-Charpieu en juillet, à Vienne et à Dijon en octobre, aux cris de « Allahu Akbar », « Ici c'est la Turquie », « Vous êtes où les Arméniens ? On est chez vous bande de fils de putes », « On va vous tuer ». Sur fond de tensions franco-turques, le décret est alors perçu comme une déclaration de guerre. Ankara menace Paris de « répliquer fermement ». La Fédération pointe, dans un communiqué, « une série de décisions » qui « surprend et attriste profondément ».

Le mouvement des « Loups

gris » a été dissous en conseil des ministres, conformément aux instructions du Président de la République. Comme le détaille le décret que j'ai présenté, il incite à la discrimination et à la haine et est impliqué dans des actions violentes.

—GDarmanin(@Gérald DARMANIN)

« Gestion extraterritoriale renforcée et théorisée »

Conflit entre l'Azerbaïdjan et l'Arménie dans le Haut-Karabakh à l'automne, invasion du nord de la Syrie en octobre 2019, coup d'Etat avorté de juillet 2016... La vie de la communauté turque est désormais rythmée par l'agenda d'Ankara, avec, à chaque fois, des violences sur le territoire français. Hamit Bozarslan, historien et politologue, analyse :

« La Turquie, qui n'a jamais accepté la souveraineté des pays d'accueil, s'occupe depuis longtemps de sa diaspora. Mais depuis l'arrivée d'Erdogan au pouvoir en 2003, et avec les mouvements protestataires de 2013, cette gestion extraterritoriale s'est renforcée et a été théorisée. Le mot d'ordre : n'oubliez pas que vous êtes

turcs et que vous représentez la nation à l'étranger. »

Les premiers immigrés, arrivés dans les années 1960 en provenance des régions rurales, étaient venus grossir les rangs des salariés agricoles, des ouvriers non qualifiés de l'automobile, des employés de la confection et du bâtiment. Il y aurait aujourd'hui 700 000 Turcs et Français d'origine turque (dont des Kurdes, des Arméniens, des Assyro-Chaldéens, des Alévis) et une myriade d'associations et organisations encadrées par les consulats, quand elles ne relèvent pas directement d'Ankara. Parmi les plus puissantes, la Ditib, la branche française du Diyanet, la Présidence des Affaires religieuses, qui salarie 151 imams (sur les 300 payés par des Etats étrangers), et l'organisation islamiste Milli Görüs, qui veut construire sa 72e mosquée dans l'Hexagone, à Strasbourg, annoncée comme la plus grande d'Europe.

Des faux-nez de l'AKP

La plupart des associations marchent au pas. « Les trois quarts, 300 au total, ont signé un communiqué commun de soutien à l'invasion turque dans le nord de la Syrie, note Mehmet-Ali Akinci, coordinateur de l'association Acort. Adhésion,

signature sous la pression ou crainte d'être stigmatisé ? L'islamo-nationalisme d'Erdogan enferme les Turcs de France. »

En fait, beaucoup partagent désormais la même ligne. En 2012, pour protester contre la loi française interdisant la négation du génocide arménien (loi qui a été censurée par le Conseil constitutionnel au nom de la liberté d'expression), la Ditib, Milli Görüs et le réseau du MHP défilent ensemble. Les figures passent d'un mouvement à l'autre. Ahmet Cetin, 23 ans, membre présumé des Loups gris et organisateur des violences récentes contre la communauté arménienne, vient d'être condamné à quatre mois de prison avec sursis pour « incitation à la violence et à la haine raciale ». Il avait déclaré dans une vidéo Instagram : « Que le gouvernement [turc] me donne 2 000 euros et une arme, et je ferai ce qu'il y a à faire où que ce soit en France. »

Ahmet Cetin s'était aussi présenté aux élections législatives françaises en 2017 sur la liste du Parti Egalité Justice (PEJ) après avoir été délégué de la branche jeunesse du Cojep (Conseil pour la Justice, l'Egalité et la Paix). Les deux organisations sont considérées comme des faux-nez de l'AKP, le parti islamo-conservateur d'Erdogan, et partagent la

même adresse, rue du Chemin-de-fer à Strasbourg.

« Cela fait des années qu'Erdogan et ses alliés du MHP sont une menace pour la France, déplore Agit Polat, porte-parole du Conseil démocratique kurde en France. En trois ans, nos bureaux de Nantes ont été brûlés, ceux de Grigny et d'Arnouville vandalisés, nos manifestants attaqués à Montpellier et à Toulouse. Omer Güney, l'assassin présumé de trois jeunes Kurdes en janvier 2013, est mort en prison avant la tenue du procès. Dans le réquisitoire, les témoins cités le décrivaient comme proche du MHP et membre des Loups gris. Et au final, que se passe-t-il ? Le ministère de l'Intérieur dissout seulement maintenant le mouvement, après avoir été saisi par le Comité de défense de la cause arménienne, et continue de laisser tranquille leur vitrine légale. »

Bonnes œuvres

Officiellement, la Fédération turque de France s'occupe de bonnes œuvres. Elle organise des voyages en Turquie et des pèlerinages à La Mecque, aide à la préparation des funérailles... Mais son site internet rappelle les principes que doit suivre la diaspora : « La grande nation turque, dispersée dans le monde, est un groupe de

personnes avec une histoire et une conscience commune, une même religion. Nous nous ferons un devoir de travailler pour son essor et d'en préserver les droits avant tout, à l'abri de toute influence. »

Orhan Ilhan, le président, n'hésite pas à manifester aux côtés des Loups gris, comme à Reinach, en Suisse, en mars 2017, un mois avant le référendum sur le régime présidentiel en Turquie. Son compte Twitter est truffé de références au groupuscule. Un dessin d'un loup hurlant sur une demi-lune, symbole du mouvement, en octobre ; une photo de la nouvelle propriété du leader du MHP, Devlet Bahçeli, avec un gros plan sur la statue de l'inévitable animal sur le perron en mai ; un cliché d'un « camp de deux jours », organisé en décembre 2019 par la branche jeunesse de la Fédération, dont les participants font le signe de ralliement des Loups gris (pouce, majeur et annulaire joints, index et articulaire dressés) ; même scène avec le Conseil d'administration de la Fédération à Lyon, deux mois auparavant...

Contacté par « l'Obs » au sujet de l'avenir sur le sol français de la Fédération, le ministère de l'Intérieur, se contente d'un « pas de commentaire ».

Le Monde

10 décembre, 2020
Par Paul Tavigno

Ilham Aliev offre à Recep Tayyip Erdogan de partager son triomphe

REPORTAGE - Le chef d'Etat d'Azerbaïdjan et son homologue turc assistent aujourd'hui à une parade militaire célébrant la victoire de Bakou sur Erevan dans le Haut-Karabakh. Aliev table sur une alliance militaire et des liens économiques renforcés.

Exactement un mois après la fin de la deuxième guerre dans le Haut-Karabakh, Ilham Aliev et Recep Tayyip Erdogan ont décidé de mettre en scène leur idylle. Les présidents azerbaïd-

janais et turc se sont retrouvés, mercredi 9 décembre, à Bakou pour célébrer la victoire du premier obtenue avec le soutien du second. Jeudi matin, Aliev a convié Erdogan à une parade militaire d'ampleur inédite pour

mettre en valeur son arsenal, dont la composante turque croît rapidement d'année en année. La Turquie, qui nie avoir participé directement aux combats, y fait défiler deux escadrons de forces spéciales

turques, coiffés de bérets bleu électrique. Car l'Azerbaïdjan cherche la protection militaire turque pour contrebalancer celle qui unit la Russie et l'Arménie.

Au large mouillent discrètement une dizaine de bâtiments azerbaïdjanais de la marine de la Caspienne, qui n'ont joué aucun rôle dans le conflit. Deux escadrilles ont survolé Bakou, dont l'une trace dans le ciel les trois couleurs du drapeau national.

Place à la parade mécanique sur l'opulente avenue Neftçhilar. C'est le tour des trophées de guerre. Dans une symbolique on ne peut plus explicite, les canons des blindés et chars d'assaut pris aux Arméniens sont abaissés au maximum. Cabossés, sales, ils circulent sur des semi-remorques et sont accompagnés de diverses pièces d'artillerie (mortiers, obusiers, lance-roquettes multiples) assemblées pour représenter l'arsenal défait. L'intention d'humilier l'adversaire évoque dans un lointain écho la « marche des vaincus » organisée en 1944 par l'Union soviétique victorieuse, faisant défiler 57 000 prisonniers de guerre allemands dans les rues de Moscou. Ironie de l'histoire, tous les trophées exhibés sont de conception soviétique et sortent d'usines russes.

L'arsenal azerbaïdjanais suit, propre, couleur sable, portant ses canons légèrement dressés. Arsenal en grande partie russe (blindés et artillerie), mais dans des versions modernisées. Le clou du spectacle, ce sont bien entendu les drones de combat israéliens et turcs, dont l'utilisation intensive a largement déterminé l'issue du conflit. Nul ne l'ignore dans le public, car les images de la guerre, les innombrables destructions d'objectifs ennemis retransmises à la télévision, étaient filmées par ces mêmes drones. Ils incarnent, dans les rues de Bakou, la revanche, la supériorité et l'avenir.

Avant de prendre l'avion pour Bakou la veille, Recep Tayyip Erdogan a répété son mantra : « La victoire ne fera que renforcer notre foi dans le credo "deux nations, un peuple". » Au

menu de sa rencontre avec Aliiev, des discussions sur les relations bilatérales et sur le chamboulement dans le rapport de force régional. Officieusement, Bakou attend d'Ankara la signature d'un accord de libre-échange, mais aussi et surtout d'un accord de sécurité, assorti éventuellement de l'apparition d'une base militaire turque en Azerbaïdjan. Voire un pacte de défense mutuelle qui viendrait sceller l'alliance militaire en gestation depuis une décennie.

Recep Tayyip Erdogan a offert à Ilham Aliiev un soutien sans précédent, tant sur le plan diplomatique que militaire pour vaincre des forces arméniennes au terme de quarante-quatre jours de combat. Un soutien crucial pour le régime autoritaire de Bakou, qui est loin de disposer des appuis politiques et des relais médiatiques en Occident dont bénéficie l'Arménie.

Prévenant la débâcle complète de la République autoproclamée du Haut-Karabakh soutenue par Erevan, Moscou a sonné la fin des combats dans la nuit du 9 au 10 novembre, déployant immédiatement une force d'interposition composée de près de 2 000 soldats russes. Une déclaration très succincte signée par les chefs d'Etat russe, azerbaïdjanais et arménien acte la capitulation d'Erevan après trois décennies de contrôle de fait sur le Haut-Karabakh.

Faire entrer l'allié turc dans l'équation

Absente du document, la Turquie signera quelques jours plus tard un mémorandum avec la Russie pour créer un centre d'observation conjoint sur la région du Haut-Karabakh. Déterminé à conserver une position d'arbitre ultime dans le conflit, Moscou souhaite une mission turque limitée à l'observation sans accès à la zone du Haut-Karabakh, toujours peuplée d'Arméniens et placée sous le contrôle exclusif de soldats russes.



Défilé militaire à Bakou (Azerbaïdjan), le 10 décembre.
LAURENCE GEAI POUR « LE MONDE »

Mais Ilham Aliiev, qui entretient de bonnes relations personnelles avec Vladimir Poutine, entend faire rentrer son ami et allié turc dans l'équation. Car la population azerbaïdjanaise perçoit la Russie comme l'alliée de l'Arménie, ce qui nourrit une profonde méfiance envers l'ancienne puissance suzeraine. Depuis le début de la guerre le 27 septembre, les drapeaux turcs ont fleuri aux fenêtres à travers tout le pays. Turquie et Azerbaïdjan partagent des liens linguistiques et culturels étroits, tandis que l'influence russe, encore forte dans l'élite azerbaïdjanaise bakinoise, diminue dans le reste de la population.

« C'est une relation unique, qui ne peut se comparer qu'aux relations entre les Etats-Unis et la Grande-Bretagne, estime le politiste Kavus Abuchov, professeur associé à l'Institut public d'études internationales de Bakou. Aucun autre pays – et de loin – n'apporte à la Turquie un soutien diplomatique plus fidèle que l'Azerbaïdjan. Et l'inverse est dorénavant vrai. Il existe une profonde confiance entre les deux pays, tissée depuis trente ans au plus haut niveau. Les relations interpersonnelles entre Erdogan et Aliiev n'ont jamais été aussi bonnes et ils se rendent visite fréquemment. » Les deux chefs d'Etat sont arrivés au pouvoir la même année, en 2003.

« Depuis que l'Azerbaïdjan est sorti de sa profonde crise post-soviétique au milieu des années 2000, le pays traite d'égal à égal avec la Turquie »

Bien que la Turquie soit, en termes de population, presque dix fois plus peuplée que l'Azerbaïdjan, et que l'activisme international de Recep Tayyip Erdogan soit aussi remarqué que le rayonnement d'Ilham Aliiev est discret, il ne faudrait pas en déduire que l'un est le vassal de l'autre. « Depuis que l'Azerbaïdjan est sorti de sa profonde crise post-soviétique au milieu des années 2000, le pays traite d'égal à égal avec la Turquie. Aliiev conduit une politique étrangère multivectorielle et n'entend ni être vassalisé ni nourrir des amitiés exclusives, comme le prouve le triangle Erdogan-Aliiev-Poutine », estime M. Abuchov.

Les économies des deux pays sont complémentaires, en particulier sur le plan énergétique. L'Azerbaïdjan est un gros producteur d'hydrocarbures, la Turquie un important consommateur et un nœud de transit vers l'Europe. Les deux pays ont considérablement investi dans l'oléoduc Bakou-Tbilissi-Ceyhan (BTC) qui transporte le pétrole de la Caspienne vers les marchés occidentaux.

Turquie : Erdogan, la promesse de réforme judiciaire et le faux sac Hermès

Depuis le putsch manqué de 2016, le système judiciaire turc a sombré plus avant dans l'arbitraire, notamment envers les journalistes lanceurs d'alerte. Le président était-il sincère lorsqu'il a annoncé, début novembre, un changement ? Rien n'est certain.

Alarmé par la fuite des investissements étrangers, le président turc, Recep Tayyip Erdogan, a promis, début novembre, un train de réformes judiciaires destinées à renforcer l'Etat de droit dans son pays, qu'il n'imagine pas « ailleurs qu'en Europe », contrairement à ce que d'autres pourraient penser.

Il était temps... Depuis le putsch manqué du 15 juillet 2016, le système judiciaire turc a sombré plus avant dans l'arbitraire, cumulant le non-respect de la présomption d'innocence, l'abus de la détention préventive, les actes d'accusation cousus de fil blanc.

Une dérive illustrée par les détentions prolongées du leader kurde Selahattin Demirtas, de l'écrivain Ahmet Altan et du mécène Osman Kavala, au mépris des arrêts rendus par les juges de la Cour européenne des droits de l'homme (CEDH), à Strasbourg.

M. Erdogan était-il sincère lorsqu'il a promis des réformes ? Ses proches y ont cru. Bülent Arınç, son vieux compagnon de route, s'est senti pousser des ailes, au point de critiquer la détention du mécène Osman Kavala, accusé d'avoir cherché à renverser l'Etat, écroué depuis 2017, ainsi que celle du leader kurde Selahattin Demirtas, incarcéré depuis 2016 pour « terrorisme ».

Selon M. Arınç, avocat de formation, dans ces deux affaires, les actes d'accusation, rédigés n'importe comment, manquent

de professionnalisme – « même un enfant n'aurait pas pu écrire cela ». Une indignation chèrement payée puisqu'il a dû démissionner de son poste de conseiller du président après ces déclarations.

Réformer n'est pas simple. Cela impliquerait de devoir modifier radicalement la manière dont le pays poursuit, juge et emprisonne ses ressortissants. Dans la foulée du putsch raté, une vaste purge a conduit à l'emprisonnement de 95 000 personnes et au licenciement de 150 000 fonctionnaires. Des journalistes et des militants des droits humains ont également été arrêtés pour leurs propos, leurs écrits, leurs photographies.

Acharnement quotidien

Cet acharnement est quotidien. Quelques jours après les promesses de réformes, un procureur de Diyarbakir, la grande ville à majorité kurde du sud-est de la Turquie, a requis vingt ans de réclusion contre le photographe de presse Abdurrahman Gök. En cause, une vingtaine de clichés pris le 21 mars 2017 à Diyarbakir, à l'occasion de la fête de Newroz, le Nouvel An kurde. Les photos révèlent une terrible méprise policière. Un jeune homme court, torse nu, un couteau à la main. Il est poursuivi par des policiers. L'un d'eux tire sur lui, il s'écroule. Il décédera de ses blessures à l'hôpital peu après.

La victime s'appelait Kemal Kurkut. Agé de 23 ans, il était étudiant en musicologie. Sa fa-

mille a porté plainte contre le policier. Celui-ci assure avoir agi pour préserver la sécurité des participants à la fête de Newroz. Ce policier, ses avocats et ses collègues ont justifié son geste en disant qu'il avait eu l'impression que « l'assaillant présumé préparait une attaque-suicide ».

Les proches et les avocats de Kemal Kurkut expliquent, eux, que ce dernier n'avait pas l'intention de tuer. Le jeune homme, plaident-ils, était psychologiquement déstabilisé depuis qu'il avait vécu en direct l'attentat survenu à la gare d'Ankara le 10 octobre 2015, quand une bombe, déposée par des adeptes de l'organisation Etat islamique, avait fait plus de 100 morts parmi les participants à un rassemblement pour la paix.

Présent ce jour-là, Kemal Kurkut avait vu ses amis périr dans un déluge de feu et de billes de métal, un épisode traumatisant dont il ne s'était jamais remis. Ses angoisses ont ressurgi deux ans plus tard à Diyarbakir sur l'esplanade où des milliers de Kurdes s'apprêtaient à danser et à chanter pour fêter Newroz. C'est parce qu'il se sentait menacé qu'il a dérobé un couteau.

Insensible aux arguments de la partie civile, le tribunal a prononcé la relaxe du policier. La famille va faire appel. Mais le plus inexplicable est l'acharnement manifesté par l'appareil judiciaire contre le lanceur d'alerte. Pour avoir fait son métier, le photographe risque une lourde peine de prison, accusé

d'« appartenance à une organisation terroriste ». La prochaine audience de son procès a été fixée au 23 février 2020.

Inversion des normes

Cette inversion des normes, quand les journalistes sont poursuivis tandis que les auteurs des faits sont acquittés, n'est pas rare. En octobre, quatre journalistes kurdes basés à Van ont été arrêtés. Des poursuites judiciaires ont été lancées contre eux parce qu'ils ont exposé des faits de torture sur deux villageois kurdes, dont l'un, Servet Turgut, est décédé à l'hôpital de ses blessures le 30 septembre.

Selon les témoignages recueillis par les journalistes, les deux villageois, soupçonnés par l'armée de collusion avec le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), la bête noire d'Ankara, ont été interpellés, puis emmenés en hélicoptère par des militaires qui les ont jetés dans le vide. « Ils sont tombés d'une falaise alors qu'ils fuyaient », a rectifié Mehmet Emin Bilmez, le gouverneur de Van. Dans la foulée, toutes les publications autour de cet événement ont été interdites.

La justice sait pourtant se montrer clément, surtout lorsqu'elle pressent une tempête médiatique. Ender Imrek, chroniqueur au quotidien Evrensel, l'a constaté personnellement. Jugé pour avoir rédigé un article critique envers la première dame, Emine Erdogan, il a été acquitté des charges qui pesaient contre lui par le deuxième tribunal pénal de Bakirköy, à Is-

Istanbul, le 2 décembre. Les avocats du président lui reprochaient de n'avoir pas présenté la première dame « sous un bon jour ». Dans un article publié en 2019, il avait critiqué son sac à main, un modèle Hermès haut de gamme, vendu 50 000 dollars (41 212 euros). Une grave faute de goût, avait-il déploré, au moment où la population est obligée de se serrer la ceinture pour cause de récession économique. Au fur et à mesure des audiences, le journaliste perdait espoir, se voyant déjà condamné.

Quolibets sur les réseaux sociaux

Tout change en octobre. L'article connaît soudain un regain d'intérêt. L'appel du président Erdogan au boycottage des produits français projette alors

le sac Hermès de son épouse au premier plan de l'actualité. L'affaire suscite les quolibets des internautes sur les réseaux sociaux. Le chef de l'opposition républicaine, Kemal Kılıçdaroglu, se joint bientôt au concert, invitant la première dame à brûler son sac en place publique en signe de soutien au boycottage. Le porte-parole du parti présidentiel de la justice et du développement (AKP), Omer Celik, dénonce alors « une violence faite aux femmes ».

Il faudra la plume habile de l'éditorialiste Hande Firat, du quotidien progouvernemental Hürriyet, pour apaiser les esprits. Dans une chronique publiée le 30 octobre, la journaliste a su faire taire la polémique. « Contrairement aux affirmations,



Une femme réclame la libération du leader kurde Selahattin Demirtas, lors du congrès du Parti démocratique des peuples à Ankara, le 23 février. HANDOUT / AFP

la première dame n'achète pas des sacs à mains dispendieux, elle préfère la contrefaçon, c'est-à-dire l'imitation, plutôt que l'original », écrit-elle.

Reste à souhaiter que la réforme judiciaire promise en haut lieu n'ait rien à voir avec une imitation.



December 10, 2020

By Arkan Ali

'Unjust and painful': family on death of protester in Sulaimani's Takiya

TAKIYA, Kurdistan Region — The family of a protester killed in Takiya, Sulaimani province on Tuesday have said his death is an "unjust and painful tragedy."

Hiwa Fuad, 21, was shot in the leg and died of his injuries.

He is one of nine people, including a Peshmerga officer, to be killed in the ongoing protests across several parts of the Kurdistan Region, according to figures provided to Rudaw English on Thursday by Ali al-Bayati, a member of the Iraqi High Commission for Human Rights.

"They killed our nephew, such an unjust and painful tragedy. God commands that you may do whatever you like on earth, including destroying the



Suaad is visiting her son's grave for the second time

Kaaba, but not shedding innocent blood," Abduljabbar Tojiq told Rudaw on Wednesday.

"My son wore a nice suit and went to the bazaar. I called him but he did not answer...I went to the bazaar and asked about my son. They said my son was wounded, he was shot in leg," Hiwa's mother Suaad Tofiq told Rudaw.

"I came back home and they told me 'your son is dead.'"

Hiwa was a law student at the University of Sulaimani, and had the highest grades of any Chamchamal high school student in 2019.

His cousin says he was helping an injured relative when he was shot.

"One of our relatives was wounded and when he [Hiwa] went over to help him, they shot him too," said Mohammed Mustafa, who said Hiwa was killed by "emergency" forces belonging to the Patriotic Union of Kurdistan (PUK).

Protests broke out in Sulaimani city last Wednesday, with civil servants calling for their salaries to be paid after months of delay.

Demonstrations in the city were suppressed at the weekend, with security forces employing rubber bullets, water cannons and tear gas against protesters, but have since spread to other parts of the province, as well as Halabja province and the Garmiyani demonstration.

En Iran, les conservateurs du régime haussent le ton

Après l'assassinat d'une figure du programme nucléaire, les députés ont adopté une loi contre les sanctions américaines. Le président Rohani voit sa marge de manœuvre de plus en plus réduite.

« Profondément préoccupante. » Ce 7 décembre, c'est ainsi que Londres, Paris et Berlin, les signataires européens de l'accord sur le dossier nucléaire avec l'Iran, ont qualifié l'installation par Téhéran de trois nouvelles cascades de centrifugeuses à Natanz, principal site d'enrichissement d'uranium situé dans le centre du pays. Une vraie transgression par Téhéran de ses engagements pris dans le cadre de l'accord de Vienne qui lui interdit d'utiliser les centrifugeuses perfectionnées, et aussi un défi direct lancé au nouveau président des Etats-Unis, Joe Biden.

Dans un communiqué conjoint, les porte-parole des ministères des affaires étrangères français, allemand et britannique ont demandé à Téhéran de « ne pas mettre en péril l'importante opportunité de revenir à la diplomatie que représente l'arrivée de la nouvelle administration américaine ». Le démocrate Joe Biden ayant d'ores et déjà fait part de son intention de revenir dans le « deal » dont il a lui-même été un acteur important en tant que vice-président sous la présidence de Barack Obama.

Récession sévère

En mai 2018, son successeur, le républicain Donald Trump, a dénoncé unilatéralement l'accord de Vienne, signé trois ans auparavant, et a rétabli des sanctions sévères à l'encontre de Téhéran, visant notamment la vente de son pétrole et ses transactions bancaires à l'inter-



Le président Hassan Rohani (à droite) et le président du parlement Mohammad Bagher Ghalibaf lors d'une rencontre avec le guide suprême Khamenei sur la crise économique, le 24 novembre, à Téhéran. Photo diffusée par l'administration du guide suprême. AFP PHOTO / HO / KHAMENEI.IR

national, plongeant l'économie du pays dans une récession sévère. En réaction, depuis 2019, Téhéran a repris un nombre important de ses activités nucléaires, suspendues dans le cadre du « deal ». Selon le dernier rapport de l'Agence internationale de l'énergie atomique (l'AIEA), publié en novembre, le stock d'uranium enrichi de l'Iran est douze fois supérieur à la limite autorisée dans le cadre du compromis de Vienne.

L'autre point qui inquiète profondément aujourd'hui les trois capitales européennes est l'adoption par le Parlement iranien, majoritairement conservateur, d'une loi sur la reprise de certaines activités nucléaires. « Cette loi, si elle est mise en œuvre, se traduira par un développement important du programme d'enrichissement de l'uranium par l'Iran et par

une capacité d'accès réduite de l'AIEA », préviennent-ils.

Le 1^{er} décembre, les députés iraniens ont voté, à une majorité écrasante, un projet de loi nommé « action stratégique pour la levée des sanctions ». Si l'embargo américain est maintenu, cette loi donne deux mois au gouvernement d'Hasan Rohani, l'architecte iranien de l'accord nucléaire, pour porter l'enrichissement de 120 kg d'uranium à 20 % par an, alors que, selon les termes du compromis de Vienne, Téhéran ne doit pas dépasser le seuil de 3,67 %.

« Un jeu à sens unique »

Le temps nécessaire à l'Iran pour atteindre un enrichissement de 20 % n'est pas tout à fait clair. Mais certains analystes parlent d'un délai de six mois. La pureté de 20 % est d'autant plus inquiétante que le

niveau militaire, c'est-à-dire 90 %, pourrait alors se faire encore plus rapidement.

Un autre article de cette loi prévoit la suspension par la République islamique d'Iran de ses collaborations avec l'AIEA dans le cadre du protocole additionnel au traité de non-prolifération (TNP), notamment les visites des inspecteurs de l'agence onusienne, ce qui, jusqu'à présent, permettait de suivre les activités nucléaires de Téhéran.

Bien que cette nouvelle loi ait été à plusieurs reprises évoquée au sein du Parlement, son adoption en seulement deux jours (par 251 députés sur un total de 290) est clairement une réaction à l'assassinat, le 27 novembre, de Mohsen Fakhrizadeh, une figure-clé du programme nucléaire de Téhéran, dans la ville d'Absard, à l'est de Téhéran. Son meurtre en pleine journée – pour lequel au moins trois versions ont été avancées par Téhéran –, lors d'une opération sophistiquée, a été attribué par les Iraniens à Israël. Mohsen Fakhrizadeh a été présenté par le premier ministre israélien, Benjamin Netanyahu, et certains services de renseignement iraniens comme le scientifique derrière le programme de l'Iran visant à concevoir une arme nucléaire. De son côté, Téhéran n'a eu de cesse de nier le caractère militaire de son programme atomique.

Après le vote de la loi « action stratégique pour la levée des

sanctions », le chef du Parlement, le conservateur Mohammad Bagher Ghalibaf, a pointé le lien entre la démarche des députés et l'assassinat de M. Fakhrizadeh : « *Les Occidentaux n'ont pas respecté leurs engagements dans le cadre de l'accord. Ils refusent même de condamner l'assassinat du martyr Fakhrizadeh. Alors, avec cette loi, le Parlement a mis un terme à ce jeu à sens unique* », a déclaré M. Ghalibaf, un ancien commandant des gardiens de la révolution, l'armée idéologique du pays. Ses paroles ont été suivies des cris de « *Mort à Israël* » et « *Mort à l'Amérique* » scandés par les parlementaires, les poings levés.

« **Naïf** » et « **faible** »

Voyant sa marge de manœuvre de plus en plus réduite, le président Rohani a d'emblée

fait part de son mécontentement de la nouvelle loi, qu'il qualifie de « *nuisible pour les activités diplomatiques du pays* ». « *Permettez aux gens qui ont une vingtaine d'années d'expériences diplomatiques réussies (...) d'essayer de faire lever les sanctions* », a-t-il dit au lendemain du vote. Mais son opposition à cette loi, adressée au conseil des gardiens de la Constitution, chargé d'examiner les lois du Parlement, est restée lettre morte.

Cet organe, aux mains des conservateurs, a également approuvé la loi avec une rapidité exceptionnelle. « *Ces faits indiquent que la patience stratégique de l'Iran face à la politique de "pression maximale" des Etats-Unis s'épuise et que le Guide suprême, Ali Khamenei, soutient le durcissement de la position de Téhéran* », analyse un officiel de l'Organi-

sation des Nations unies et spécialiste de l'Iran, qui préfère rester anonyme.

Les journaux conservateurs ont été unanimes à applaudir la démarche des députés. Les critiques contre le président Rohani se sont même renforcées ces derniers jours. De fait, l'assassinat de Mohsen Fakhrizadeh a donné une raison supplémentaire aux adversaires du président Rohani, qui le trouvent trop « *naïf* » et « *faible* ».

Certaines figures conservatrices vont encore plus loin, en accusant le président d'avoir organisé la rencontre entre Mohsen Fakhrizadeh et Yukiya Amano, l'ancien directeur général de l'AIEA (2009-2019), ce que réfutent M. Rohani et son entourage. L'entrevue aurait, selon les tenants de l'aile dure, non seulement dévoilé

l'identité du scientifique, mais aussi permis la divulgation d'informations secrètes.

La position du président iranien semble chaque jour un peu plus fragilisée, alors que les Européens, ainsi que Joe Biden, font part de leur envie d'engager les pourparlers avec Téhéran sur son programme balistique et sa présence dans la région. Au terme de son deuxième mandat, M. Rohani ne pourra pas se représenter à la présidentielle, en juin 2020. A ce scrutin s'est déjà porté candidat un ancien gardien de la révolution, Hossein Dehghan. Un autre candidat pressenti serait le chef du Parlement, M. Ghalibaf, qui se distingue ces jours-ci par ses positions fermes contre l'Occident.



December 14, 2020

Kameel Ahmady: British FGM academic 'jailed in Iran'

A British-Iranian academic has been sentenced to eight years in prison by a court in Tehran, his lawyer says.

Kameel Ahmady was convicted of "collaborating with a hostile government", Amir Raesian tweeted.

One local news agency said he was given a nine-year sentence for illegally receiving funds from institutions trying to topple the Iranian regime.

Mr Ahmady is an anthropologist who has studied child marriage, female genital mutilation and sexuality in Iran.

The UK government said it was urgently seeking more information.



Kameel Ahmady, pictured with his wife Shafaq Rahmani, was arrested in August 2019

Iran has detained a number of Iranians with dual nationality or foreign permanent residency in recent years, many of them on spying charges.

media captionWatch: The detainees held "hostage" in Iran

Mr Ahmady, who is an ethnic Kurd, was born in north-western Iran and moved to the UK in his 20s, studying at the London School of Economics.

In 2015, he published a study suggesting that tens of thou-

sands of Iranian women had undergone female genital mutilation. Until then, Iran had not been widely recognised as a country affected by FGM.

Mr Ahmady had been living in Iran for several years before his arrest in August 2019, according to the Kurdistan Human Rights Network, a France-based advocacy group.

The academic said he spent 100 days without access to a lawyer before he was allowed out on bail.

On Sunday afternoon, Mr Raesian tweeted that Mr Ahmady had been sentenced by Branch 15 of the Revolutionary Court in Tehran to eight years' imprisonment after being convicted of "collaborating with a hostile

government" and that he planned to appeal.

• 'Grave concern' over Zaghari-Ratcliffe court case

• Iranian spying charge 'preposterous'

• British Council worker 'Iran bargaining chip'

However, the Tasnim news agency reported that Mr Ahmady had been sentenced to nine years in jail and fined €600,000

(\$730,000; £545,000) for accumulating wealth through unlawful means from institutes seeking to overthrow the Iranian regime.

The news agency, which is linked to Iran's hardliners, said he was also accused of seeking "cultural changes" related to women and children, and that he had allegedly been in contact with foreign media and with the embassies of European countries with the aim of "promoting homosexuality" in Iran.

There was no immediate comment from the Iranian judiciary. Mr Ahmady wrote on Facebook that the judgement followed a "legal process full of flaws".

"The legal focus of the accusation goes back to my research on the most harmful traditions about children in disadvantaged minority areas of Iran, but the main intention of my accusers has been to link my research to the United Nations 2030 Sustainable Development Goals, and to stop my activities with the

target community of my research," he added.

Mr Ahmady is one of a number of British-Iranian dual nationals being detained in Iran, including the charity worker Nazanin Zaghari-Ratcliffe and engineer Anooosheh Ashoori.

A spokesperson for the UK Foreign, Commonwealth and Development Office said: "We remain deeply concerned about all our dual British nationals detained in Iran."



By Bahadır OZGUR
October 14, 2020

All the president's oligarchs

The public tender and the tax incentive blatantly given to Kalyon Construction last week is the product of a cartelization that has created its own oligarchs. Turkey's regime is the product of this blend in which a particular class has effortlessly seized a significant portion of the nation's reserves, its accumulation, and in fact, its wealth.

Kalyon Construction, a leading Turkish construction company, received tax incentives of 9,449,995,833 lira in addition to winning a bid to build the tracks for a rail line worth 9,990,632,770 lira: these two figures, which are almost identical to the penny, seem to have a meaning beyond just showing favoritism for a commercial group close to the government. That's because we are experiencing a "new political state" that cannot be explained by only favoritism, corruption or waste.

The Kalyon story was in the news last week, but almost one month earlier, there was a peculiar ceremony held. It was an opening ceremony for a new section of the North Marmara Highway and was held on September 19. On the giant screen overlooking the podium, there was President Recep Tayyip Erdoğan. In front of the screen were the owners of the Cengiz,

Limak and Kalyon consortium, all in line on the podium. Erdoğan told the men to point themselves out when their names were called. Whoever heard his name took a step forward, raised his right arm with the palm facing forward, then took his hand to his heart and saluted the giant screen. Cemal Kalyoncu expressed his gratitude, on behalf of his partners as well, saying "All thanks to you, highest authority."

While people are suffering due to the pandemic and economic crisis, at a time when state contracts worth billions of liras are given to the same addresses every other day, there is no meaning in inviting these construction company owners to the podium and thanking them one by one. It is as if there is a challenge to all the critics, while, in fact, these names are at the center of corruption claims. When it comes to public contracts given to Kalyon, Cengiz and Limak, I wonder if

they increase the votes of the ruling party — do they help grow the economy, or perhaps lower the dollar exchange rate and interest rates?

There should be a reason why the guaranteed payments of bridges and highways are paid without interruption while there is no money left in the state coffers to pay for medication. There should be a reason why the tempo and stability of state contracts are maintained no matter whether there is a crisis, a disaster or a virus.

This chart drawn from the World Bank's data regarding public tenders, demonstrates a situation we are all aware of. They compare different countries, taking into account the share of the top 10 companies that received public tenders.

Out of the 127 countries surveyed, there is no other country in which public tenders are given to such a small number

of private companies. In China, which has a 14-trillion-dollar economy, out of 1,507 projects, the company that has undertaken the most projects is China Everbright with 179 projects. The total value of their contracts is 11.8 billion dollars. In Turkey, on the other hand, Limak tops the list with 17 projects worth 48 billion dollars. Turkey, in other words, cannot be compared to any other country.

There are other data supporting this situation. For instance, when the value of all public tenders are measured as a part of GDP for 2019, Turkey has 26 percent, while China has 0.3 percent, Russia 1.7 percent and Brazil 9.8 percent. In Turkey, every year there are public tenders worth over 100 million liras. About 300 companies bid for these tenders, but 50 percent of the projects are shared among 20 companies. Here we have a situation that

differs from the construction-centric economy, which has been adopted as a practical way of rapid growth. When the end of year balance sheets of 2019 are examined, the 115,824 construction companies do not look as if they are doing a “productive” job. Ninety-four percent of companies are micro and small-scale ones anyway. Their share of the sales is around 35 percent. More than half of them are running a loss. Large-scale companies make up 1.1 percent of the sector and their share is 42 percent. Two-thirds of them are profiting.

We also know that this way of doing business is not just limited to the construction sector. The same structure has been adapted in the energy sector also. More than half of the hydroelectric power plants called HES have been built by companies that have a construction sector background and have frequently won public tenders. The area of wind, solar and geothermal energy is considered to be the domain of smaller firms, but somehow these companies we are very familiar with from other sectors dominate in these areas as well.

For instance, construction mogul Ali Ağaoğlu was not able to complete the construction of

the Istanbul Finance Center. He and his partners had to hand over this business to the Turkish Wealth Fund for 1.6 billion dollars. However, the guaranteed payments for Ali Ağaoğlu’s wind plants continue. So are the payments for six geothermal power plants to YSE Yapı, known for its success in winning tenders for road projects and especially railroad tenders and affiliated with Çelikler Holding. In short, the maps for the construction and energy industries match up with one other. The map of Turkey’s mines is also shining with similar colors.

As a matter of fact, the Wealth Fund has a say in nearly 100 industrial mines, including coal, uranium, zinc, iron, copper, gold and silver mines. The acceleration of public mine tenders should tell us something. Turkish Wealth Fund has a market share of 35 percent in finance, 27 percent in energy and 13 percent in transportation and logistics. It is preparing to invest in joint petrochemical plants with private companies in Ceyhan, in the southern city of Adana, and a thermal power plant in Afşin, central eastern Anatolia. Let us remind ourselves that only one signature is adequate to determine the status of public lands. Also, add to this that the activities of the fund are not subject

to legal supervision. When the most recent bill passes in parliament, then payments to companies from the budget of the Fund will also be obscured.

What should we call this kind of a political and economic power?

The public tender and the tax incentive blatantly given to Kalyon Construction last week is the product of a cartelization that has created its own oligarchs. What we see in front of our eyes is more than the bravery of a hack who thinks that taking the majority of the votes gives one the right to seize control of the bureaucracy mechanism. What we are seeing is the evolution of a mass political party into a giant cartelist structure, which grew through the use of public resources, and also which can only survive within the “public habitat.”

In economic terms, a cartel can be defined as “a group of market participants who collude with each other in order to improve their profits and dominate the market.” In political science, it refers to a political party model that is integrated with the state and has monopolized national resources.

Turkey’s regime is the product

of this blend in which a particular class has effortlessly seized a significant portion of the nation’s reserves, its accumulation, and in fact, its wealth. These most destructive forms of capital components, which are also the most ambitious and the most retrogressive, instead of cooperating with the government, have become the regime itself, continuously increasing their share of resources.

Indeed, the transformation is not running smoothly and peacefully. Turkey’s prestigious business association TÜSİAD has not been happy with the anti-competition aspect of the Wealth Fund. Financial fluctuations are always present. Communities, cults and foundations have been added, as neo-corporate subcontractors, to the cartelist system. There are social tensions triggered by them. On top of that, election results are a conundrum that does not comply with this political and economic monopoly system.

Any possible solution to this conundrum seems to be beyond an election. It is a sharp choice between two opposite sides.



By Bahadır OZGUR
October 14, 2020

Turkish court sentences dismissed HDP co-mayor to nine years in jail

A Turkish court on Dec. 14 sentenced Rojda Nazlier of the HDP, who was dismissed from mayorship of Diyarbakır's Kocaköy district last year, to nine years in jail over terrorism charges.

A Turkish court on Dec. 14 sentenced Rojda Nazlier, former co-mayor of the Peoples' Demo-

cratic Party (HDP) for the southeastern province of Diyarbakır's Kocaköy district, to nine years in jail over terror-

ism charges, Mezopotamya news agency reported. Nazlier was arrested in October of 2019, after Turkish au-

thorities accused her of being a member of the Kurdistan Workers' Party (PKK) and dismissed her from office. Her

duties had been handed to a government appointee.

During the final hearing of the case on Dec. 14 at the 11th Diyarbakır Heavy Penal Court, Nazlier's lawyer Resul Temur said that they dispute the prosecutors' indictment and that the testimonies of secret witnesses were taken unlawfully. Temur said that the case file lacks credible evidence and branded the case as the government's "operation to take political revenge" on the HDP.

Lawyer Diyar Rükneddin Çetendir said that Nazlier's attendance to the publicity meeting of HDP co-mayors was considered as "evidence" in the case file, but the relevant meeting had no "criminal element."

Çetendir said that Nazlier's at-



Rojda Nazlier (C) is seen being escorted by gendarmerie in this file photo.

tendance to Newroz celebrations had been also regarded as a "criminal evidence," whereas these celebrations took place within the authorization of the government, and therefore cannot be considered as a "crime."

The court dismissed the lawyers' statement that the "evidence" against Nazlier had been collected "in an unlawful way," and sentenced the former co-mayor to nine years in jail for "being a member of a terror group." On accusations that she has a "tendency to

commit a crime," the court did not reduce Nazlier's sentence.

President Recep Tayyip Erdoğan and his government accuse the HDP of having links to the PKK, leading to prosecutions of thousands of its members and some leaders.

The former co-leaders of the HDP have both been jailed since 2016 on terrorism charges, with several other prominent members accused of supporting terrorism.

Critics describe the crackdown on the party as a move of Erdoğan to further consolidate his grip on power by marginalizing leftist Kurds and strengthening his Justice and Development Party (AKP)'s ties to the nationalist National Movement Party (MHP).

Kurdistan au féminin 12 décembre, 2020

Le Kurdistan à travers le regard féminin

TURQUIE : 160 membres de l'Assemblée des jeunes d'HDP arrêtés en 10 mois

TURQUIE / BAKUR –

160 membres de l'Assemblée des jeunes du parti politique HDP ont été arrêtés par le régime turc ces 10 derniers mois dans sa guerre visant le mouvement kurde. Le régime turc essaie forcer les jeunes membres d'HDP à devenir des agents.

Des milliers de membres de l'Assemblée des jeunes du Parti démocratique des peuples (HDP) ont été détenus lors d'opérations qualifiées de génocide politique en Turquie et dans le Kurdistan du Nord depuis 2015. Malgré la répression du régime turc, les jeunes du HDP ont mené de nombreuses campagnes.

Dersim Dağ, députée et membre du conseil exécutif de l'Assemblée des jeunes d'HDP, qui a évalué les opérations menées sur les assemblées de



jeunes, a déclaré qu'ils assumaient le rôle de l'opposition avec leur lutte malgré la répression du gouvernement turc. Soulignant qu'ils n'ont jamais renoncé à poursuivre une politique fondée sur des principes, même lorsque le gouvernement d'AKP était le plus fort et qu'aucun parti politique ne pouvait prendre position, Dağ

a déclaré qu'ils continueraient à assumer le rôle de parti de l'opposition. Dağ a déclaré: « C'est précisément pour ces raisons qu'on essaie de criminaliser toutes les activités de notre parti. Le gouvernement, qui est mis au pied du mur par la politique que nous menons, ne peut pas parler, a commencé à s'accrocher à l'argu-

ment du « terrorisme », comme il le fait depuis 18 ans. (...) Ils essaient même de criminaliser leurs propres bases qui ne pensent pas comme eux (...). « Les efforts du gouvernement pour criminaliser le HDP, qui est la volonté de millions de personnes, sont des efforts vains, les gens savent bien qui est un terroriste, qui est un voleur, qui protège les assassins et les violeurs des femmes. » (Via l'Agence [Mezopotamya](#))

Le HDP est le seul parti démocratique qui joue un rôle clé pour mettre fin aux politiques bellicistes du président Erdoğan qui est soutenu par le parti de l'extrême-droite MHP et le parti nationaliste CHP dans ses guerres contre les pays voisins, dont la Syrie, le Rojava, le Bashur, la Libye...

Depuis 2015, plus de 16 000 membres du HDP ont été dé-

tenus, 6 000 ont été emprisonnés ainsi que 200 élus et 7 députés.

Le gouvernement turc a jusqu'à présent nommé 51 administrateurs en lieu et place des maires du HDP élus en mars 2019. En outre, 6 maires qui avaient remporté les élections de 2019 se sont vu refuser

leur mandat sous prétexte qu'ils avaient antérieurement été démis de leurs fonctions par des décrets-lois pris sous le régime d'état d'urgence. Jusqu'à présent, 36 co-maires du HDP élus en 2019 ont été emprisonnés. Parmi eux, 16 sont toujours derrière les barreaux. Les poursuites contre les personnes libérées sont

toujours en cours. En l'état actuel du système judiciaire turc, tous ces maires risquent d'être condamnés à des peines de prison. En outre, plus de 20 des plus de 80 maires kurdes arrêtés lors de la précédente mandature (2014-2019) sont toujours en prison.

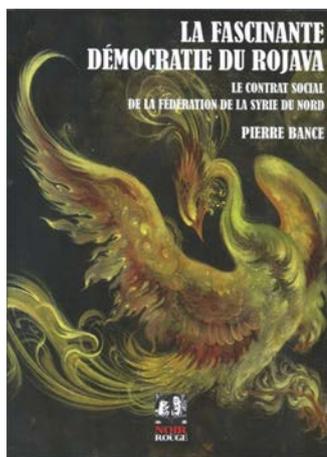
C'est dans un tel climat de gu-

erre et de haine que les Kurdes de Turquie et les forces démocratiques de gauche réunis au sein du HDP tentent de sauver le pays des mains d'un président despotique qui étouffe les aspirations de son peuple qui sombre par ailleurs dans la pauvreté.



Par Nestor Romero
14 décembre, 2020

La fascinante démocratie du Rojava



démocratie libertaire et non pas anarchiste tant le vocable "anarchisme" véhicule, de confusion plurivoque mais aussi, trop souvent, de sectarisme dogmatique.

Dans un précédent billet ([ici](#)) qui annonçait la prochaine parution de ce livre, Pierre Bance employait le terme anarchiste pour qualifier sa grille de lecture auquel il juxtaposait aussitôt le qualificatif constructive qui "*dépasse la rigidité de l'orthodoxie théorique pour s'intéresser à la dynamique du mouvement*". Il me semble en effet que c'est bien cela qui importe: la dynamique du mouvement, ce mouvement qui ignorant tout de Bakounine, de Kropotkine ou de Malatesta se répand à travers la terre entière sous la figure de communautés autogérées, de recherches concrètes de modes de vie refusant la compétition, la hiérarchisation du vécu, le "verticalisme" autoritaire, le consumérisme frénétique au profit d'une sobriété solidaire qui peut conduire, sait-on jamais? à quelque

chose de l'ordre de la joie spinoziste. C'est peut-être bien dans ce mouvement que nous plonge la lecture de ce livre important.

On trouvera ci-dessous la présentation de l'ouvrage par l'auteur et le lien conduisant au dossier de presse :

À l'heure où nous nous interrogeons tous sur l'avenir de la société comme sur les bases d'un « bon gouvernement », l'expérience menée au Rojava et dans le nord de la Syrie mérite attention. Le Rojava n'est pas seulement une épopée militaire des Kurdes de Syrie contre l'État islamique, un havre d'émancipation pour les femmes, un imbroglio diplomatique, un destin que l'on craint tragique, c'est aussi, et d'abord, une expérience politique et sociale fascinante.

Pour mettre en place une société se réclamant des Droits de l'homme et de l'écologie sociale, fondée sur la commune autonome et le fédéralisme, les acteurs civils et politiques de la Fédération démocratique

de la Syrie du Nord s'appuient sur un texte constituant, le Contrat social. Ils tentent de concilier dans un même système institutionnel, démocratie directe et démocratie parlementaire. Si les progrès en matière de droits et libertés sont considérables dans un Proche-Orient patriarcal et conservateur, le fonctionnement démocratique des institutions fédérales est entravé par l'environnement géopolitique. Les autorités comme la population sont-elles en capacité de dépasser le stade d'une social-démocratie libertaire pour parvenir au confédéralisme démocratique, ce but annoncé d'une société sans État, ou avec si peu d'État ?

La Fascinante Démocratie du Rojava, tout en tentant de répondre à cette question, souhaite permettre à chacune et chacun, démocrate ou révolutionnaire, d'enrichir sa réflexion sur l'avenir de la démocratie, sur ce qu'elle pourrait être, sur ce que la Syrie du Nord apporte pour construire un autre futur.

Vient de paraître aux éditions «Noir et Rouge» l'imposant ouvrage de Pierre Bance, «La fascinante démocratie du Rojava» qui analyse le Contrat social de la Fédération démocratique de la Syrie du Nord et, par là, s'interroge sur la possibilité du dépassement d'une social-démocratie libertaire pour parvenir à une «société sans État ou avec si peu d'État», entre autres interrogations pertinentes.

Confédéralisme démocratique,

Iran: plus de 184.000 décès dus au coronavirus dans 470 villes - NCR Iran

– Iran Harirchi, vice-ministre de la santé du régime, indigné par la révélation des Moudjahidines du peuple (OIMPI/MEK) sur les échecs et la mauvaise gestion du régime dans la tragédie du coronavirus, a déclaré que 4 000 personnes en Albanie publient des documents contre l'Iran. Compte tenu de tout cela, certains diront que des officiels ont injecté un vaccin étranger ou de l'eau. (Quotidien E'temad, 13 décembre 2020)

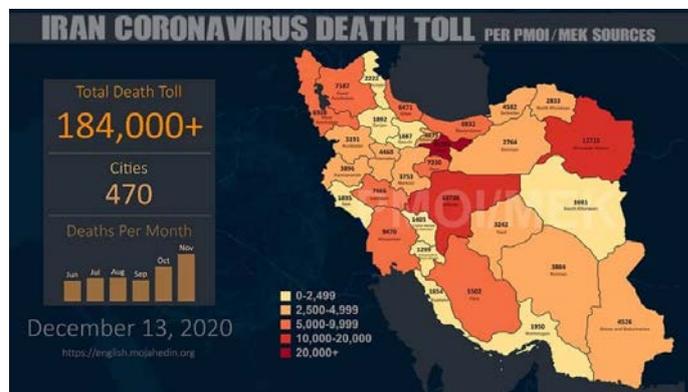
– Nahid Khodakarami, présidente de la commission de la santé au conseil de Téhéran : Au nouvel an iranien (20 mars 2021), même si la pandémie de coronavirus prend fin, l'année sera toujours tragique. Le gouvernement ne prête pas attention à plus de 52 000 familles iraniennes qui ont perdu des proches. (Agence Mehr, 13 décembre 2020)

– Alireza Raissi, porte-parole du

centre national de lutte contre le coronavirus (CNLC) : Parfois, au plus fort de la crise, on aimerait avoir fait quelque chose plus tôt. Nous aurons un autre pic de l'épidémie en décembre et janvier. (Journal Hamshahri, 13 décembre 2020)

– La faculté de médecine de Machad : Au cours de cette période, l'université de médecine de Machad a été confrontée à une augmentation de la propagation de COVID-19 en trois périodes. Lors du troisième pic, le nombre de patients hospitalisés a augmenté de 30 %. (Agence ISNA, 12 décembre 2020)

– La faculté de médecine de Machad : Nous allons continuer à faire face à une augmentation de la contamination par le coronavirus jusqu'à la fin de l'hiver. L'unité de soins intensifs compte actuellement 376 personnes et environ



200 nouveaux patients sont admis chaque jour. (Agence ISNA, 12 décembre 2020)

L'Organisation des Moudjahidine du peuple d'Iran (OMPI/MEK) a annoncé ce 13 décembre 2020, que le nombre de décès dus au coronavirus dans 470 villes avait dépassé les 184 000.

Le bilan des morts dans les provinces est le suivant : Téhéran 45.301, Ispahan 10.720, Khouzeis-

tan 9470, Lorestan 7465, Azerbaïdjan oriental 7187, Azerbaïdjan occidental 6928, Guilan 6471, Fars 5502, Alborz 4875, Golestan 4582, Kermanschah 3896, Kerman 3884, Kurdistan 3191, Ardebil 2222, Hormozgan 1950 et Zanjan 1892.

Secrétariat du Conseil national de la Résistance iranienne

Le 13 décembre 2020

Une Maire kurde condamnée à 9 ans de prison

Rojda Nazlier, co-maire destituée de Kocaköy, dans la province de Diyarbakir, a été condamnée à neuf ans de prison par un tribunal turc.

Rojda Nazlier, co-maire du district de Kocaköy, dans la province de Diyarbakir, avait été destituée de son mandat par le ministère de l'Intérieur turc en octobre 2019 et remplacée par un administrateur d'État. Elle a été condamnée aujourd'hui à neuf ans de prison par la Cour d'assise de Diyarbakir, pour "appartenance à une organisation terroriste".

La politicienne kurde arrêtée le 20 octobre 2019, le jour même de l'annonce de sa destitution, puis remise en liberté sous contrôle judiciaire en septembre der-



Rojda Nazlier, co-maire de la commune de Kocaköy, dans la province de Diyarbakir, lors de son arrestation en octobre 2019

nier, est accusée d'appartenir au Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK). Le verdict à son en-

contre est basé sur des témoignages anonymes. Il est notamment reproché à la jeune femme

d'avoir assisté à une célébration du Newroz (nouvel an kurde), d'avoir rendu visite aux proches du prisonnier politique Zülküf Gezen, qui s'était suicidé en prison en mars dernier pour protester contre l'isolement carcéral d'Abdullah Öcalan, et d'avoir assisté à des conférences de presse de son parti, le Parti démocratique des Peuples (HDP).

Mme Nazlier s'est vu refuser une réduction de peine, le tribunal ayant jugé qu'au vu de son passé et de sa personnalité, elle était « encline au crime »



December 14, 2020
By Hardi Mohammed

Kirkuk villagers urge Kurdish authorities to halt Arab settlement

PALKANA, Iraq —

Kurdish residents of Kirkuk's disputed village of Palkana remain resolute in their efforts to keep their land, despite increasing **pressure** to make way for Arab settlers.

Residents says Kirkuk's operations commander has warned them to either allow settlement or the issue will be resolved by force.

With the deadline lapsed, police and other security forces have been deployed to the village.

"They want to threaten and push us to flee our forefathers' village with the use of force," said Dler Abdullah, a resident of Palkana.

Villagers say they have banded together and have halted their daily life to protect the land.



"We have a single, united attitude. We won't leave even if they kill our babies in their cradles," villager Sabir Omer said.

Residents of Palkana have resisted **several attempts** for the land's settlement in the past.

"I urge the prime minister of the

Kurdistan Region and the Patriotic Union of Kurdistan (PUK) to intervene and help us as soon as possible. I urge America [the US] to intervene as soon as possible," added Omer.

Palkana is located in Sargaran subdistrict, west of Kirkuk.

A number of Kurdish families

have already left the village due to ongoing Arabization efforts, with 11 Arab families said to have been granted land through the process.

Land **disputes** between Kurds and Arabs are a recurring problem in Kirkuk province, where Kurdish farmers regularly complain of land theft and takeover.

Palkana residents' representatives met with Kurdish MPs on Sunday and handed them a detailed report of violations by Arab settlers.

The deputy speaker of the Iraqi parliament has ordered the creation of a joint committee to resolve the issues of Palkana. They are expected to visit the area on Monday.



December 14, 2020
By Dilan Sirwan

One Peshmerga dead in clashes with PKK

ERBIL, Kurdistan Region —

One Peshmerga was killed in clashes with the Kurdistan Workers' Party (PKK) on Sunday night in Duhok province's Amedi district, according to a security source.

"PKK vehicles tried to breach a Peshmerga checkpoint, and shot at Peshmerga forces," Badal Bandi, a Peshmerga commander told Rudaw English Monday morning. "One Peshmerga was killed as a result of the clash, and we are



First Lieutenant Abdulrahman Amin. Photo: social media

currently on the way to Zakho to bury his body."

First Lieutenant Abdulrahman Sheikmous Amin of the Peshmerga's Roj unit was killed in the clashes that took place near Amedi's Girgashe village, Bandi told Rudaw on Monday. Amin was originally from the Kurdish province of Sirnak in southeastern Turkey, but a longtime resident of Zakho, a Peshmerga officer within the Roj unit told Rudaw English. The slain lieutenant was more

widely known as Jahid Abdulrahman Amin, the Roj unit officer added.

Graphic: Maps4news, Sarkawt Mohammed / Rudaw
PKK-affiliated media Hawar News has reported that three PKK fighters were heavily injured in the fighting, one of which passed away early Monday morning.

Tensions have tightened between the Kurdistan Regional Government (KRG) and PKK in recent months.

The armed group claimed an **attack** on an oil pipeline in late October, which paused the Kurdistan Region's oil exports to Turkey.



In a speech given on Wednesday, Kurdish Prime Minister Masrour Barzani accused “foreign” entities of instigating violence in widespread protests that have consumed parts of the Kurdistan Region since early December.

“We are against an intra-Kurdish war, but this should not be taken advantage of. We will not allow illegitimate substitutes to replace the KRG,” he said.

Top Kurdish leader Masoud Barzani on November 2 **ac-**

cused the group of taking advantage of the fight against the Islamic State (ISIS) group to invade the autonomous region in northern Iraq.

Clashes **erupted** between Kurdistan Democratic Party (KDP) Peshmerga forces and PKK fighters in Chamanke sub-district of Duhok on November 4, resulting in the death of one Peshmerga and the injuries of two others.

The PKK is a Kurdish armed group fighting for increased cultural and political rights of Kurds in Turkey. It has bases in many mountainous areas of the Kurdistan Region.



14-12-2020

Reporting by Fahd Sabri, translation by Karwan Faidhi Dri

Poverty, conflict, displacement: Rojava family struggles to survive

QAMISHLI, Rojava – After nearly 10 years of the Syrian conflict and crossing borders in search of security, a Kurdish family of seven is struggling to survive in northeast Syria where the plummeting value of the currency and the coronavirus pandemic are damaging the fragile economy.

Haqi Majdat, 30, is the eldest son of the family. They all fled to Iraq's Kurdistan Region in the early years of Syrian conflict, staying in Duhok province's Domiz camp. After the death of his father, Majdat and his family moved to Turkey and lived there for five years, hoping for a better life.

In Turkey, Majdat got into a fight with some young people and was ordered deported. The whole family returned to Qamishli, except for his wife who currently lives with her parents in Turkey.



Photo : Fahd Sabri/Rudaw

Back in northeast Syria, known to Kurds as Rojava, Majdat was conscripted into the Syrian Democratic Forces (SDF) in February. He was injured and is now disabled, relying on the generosity of others to make ends meet.

The family lives in an unfinished house with no doors or windows. “We want to get out of this damaged house and go to a new house so that we can study and go to school,” said Sayran, Majdat's young sister.

The children say they have not

eaten meat or showered for a long time. Their mother is sick and needs medical care that the family cannot afford.

Under US sanctions, the value of the Syrian pound has plummeted since January. The price of basic foods has **increased by 247 percent**, according to the World

Food Programme. And during the coronavirus pandemic, **48 percent of residents** in northeast Syria are finding it difficult to earn enough to support their families, according to the Rojava Information Centre.

December 14, 2020
By Andrew Peek

Battleground Iraq: The Power of Iran's Coalition Rests on Its Influence in Iraq

Without Iraq, Iran is effectively isolated, its population and even its military advantages largely scratched.

The end of the War on Terror, as suggested by the near-simultaneous resignations of ISIS coordinators at the State Department and Defense Department, is something of the end of an era. For nearly two decades the United States has been at war with various shades of Sunni militants from Al Qaeda to the Afghan Taliban. During most of this time the heart of the fight, per the Bush administration, was in Iraq, and particularly the sprawling, 104-acre U.S. Embassy compound that served as the political face of an occupying army. With that army gone, it is no less critical.

The main American challenge in the Middle East for the foreseeable future will be, as it was under the Trump administration, stabilizing the Gulf States and their allies against Iranian power which in a vacuum would overwhelm them and allow Iran to dominate the Persian Gulf. The basic strategic problem is that Iran and its allies have become stronger than their primarily Sunni Arab opponents, thanks to a sequence of geopolitical events beginning with the fall of the Taliban. They have more people, more effective combat power, and greater deterrence. The unprecedented introduction of Russian combat power in the region on the side of Iran only made them more formidable. Left alone, this amalgamation of states could gradually induce the Gulf States and particularly Saudi Arabia to quietly accommodate Iranian wishes: in a worst-case

scenario, permitting it to dominate the Persian Gulf and thus the price of oil, making Iran a great power.

The power of Iran's coalition rests on its influence in Iraq. Without Iraq, Iran is effectively isolated, its population and even its military advantages largely scratched. With an allied Iraq, it far outclasses its regional opponents. Critically for the United States, it does not yet have full control of Iraq. It has tactical and operational control of certain outcomes: for example, trafficking missiles through the eastern border westwards towards Syria, and the ability to attack U.S. facilities. The Iraqi political class is also conscious of and reacts to perceived Iranian threats. But at the strategic level, Iran has wanted the United States and its forces out of Iraq for a decade and a half and has not gotten it, militia groups and missiles be damned.

Iraq is thus the main battleground for Iranian political influence. It is contested in a way that Lebanon with Hezbollah is not. It is the only place where the United States is politically on offense against Iranian power, with few advantages, and it is hard. Counter-Iran policy, for the most part, is not hard. Everyone likes announcing new sanctions on Iran. Everyone likes condemning whatever terrible thing the Islamic Republic is doing and conferring with allied monarchs in luxury. But far fewer people actually want to get into the political weeds and fight out America's interests in the Iraqi

parliament: finessing, cajoling, and occasionally threatening political actors, often walking out of a meeting as the Iranians are walking in.

The transfer of mission from counter-Sunni, basically, to counter-Iran in the U.S. government has had a significant impact on the type of military actions and diplomacy that is practiced, making the Embassy even more critical. There is less need for diplomats to travel into the hinterlands to meet village elders. That has been replaced in Iraq and other Shia areas by engaging with politicians who are constantly assessing the costs and benefits of siding with the Iranians versus siding with America. Major Shia politicians may not love the Iranians but they perceive the Iranians provide the certainty of a tactical payoff. They, or their proxies, will bribe you or kill you. America's tools are less acute and thus its payoffs far less certain, even if, *ceteris parabis*, the ministers of parliament from Diyala might prefer us at the end of the day.

The U.S. Embassy is a tool in this fight. It is perhaps our best one. It is one of the few remaining symbols in Iraq of America as superpower. The embassy complex was built for a day when the United States had a one-hundred-thousand-strong army in Iraq and functioned as something of a shadow amalgamation of every Iraqi government ministry rolled into one. It can be downsized territorially, but there is a limit to how much manpower the United States

will save by slicing off chunks of its land. Reporting staff are already relatively few, and as long as the Embassy needs a security perimeter the manpower reductions that can be achieved by downsizing the facility are minimal. Even the downsizing is restricted by the nature of the competitive environment: as long as Iraq's fire department is not fully reliable, for example, the embassy will need its own fire department, no matter how many city blocks it takes up.

In any case, Embassy Bagdad is safer now than it has been at any point since the United States invaded Iraq. Its countermeasures and Iraqi commitment to its safety have increased. Critically, the domestic political cost of attacking the embassy has also increased, dramatically. The threat from Shia militants has also declined from the heyday of the Mahdi Army battles in 2007, though it will never go away, not without also taking away this zero-sum quasi-sectarian balance of power that dominates strategic life in the Gulf.

This, then, is the main reason to keep the embassy open and keep it—if not imperial—then perhaps imposingly neoclassical. Not because our diplomats want to serve there, in the fight, though they do. Not because their personal risk is much lower than in the past, though it is. But because it is one of the most valuable chips in the most valuable piece on the board of the region. The Iranians know it and the Iraqis know it. Our leaders should too.

Syrian Kurds squeezed between Turkish threat, Russian pressure in Ain Issa

Amid growing fears of a fresh Turkish offensive, the Syrian Kurds are under Russian pressure to cede full or partial control of the strategic town of Ain Issa to the Syrian government.

The Kurdish-controlled town of [Ain Issa](#) has become the focal point of fresh tensions in northeast Syria as Turkey appears to be exploring a [new military operation](#) to undo Kurdish gains before US President-elect Joe Biden assumes office.

The Russian response to the Turkish threat evokes the scenario that led to Turkey's seizure of the mainly Kurdish region of Afrin in 2018. In a bid to preclude a Turkish move, the Russians had pressed the Kurdish People's Protection Units (YPG) to cede control of the area to the Syrian government. The YPG refused, leading Russia to tacitly greenlight the Turkish incursion. According to local sources, the Russians are now pressing the Kurds to hand Ain Issa over to the Syrian government, warning them that the Turkish military and allied militias are determined to seize the town. A formula similar to the arrangement in Qamishli is reportedly on the table as well. When the Kurds took control of the Kurdish-majority city in 2012, they agreed to leave the control of the airport and an area housing public buildings to Damascus.

Ain Issa — situated to the east of the Euphrates River at the junction of routes connecting Qamishli to the east, Raqqa to the south, Kobani to the northwest and Manbij to the west — has seen growing attacks by the Turkish military and the allied Syrian National Army (SNA) since November. Last week, the relentless shelling forced the Kurdish-led Syrian Democratic Forces (SDF) into a trilateral deal with Russia and



A Turkish soldier stands near his armored vehicle on a highway near the northern Syrian town of Ain Issa in the Raqqa region on Nov. 26, 2019, as Turkey-backed forces deploy reinforcements around the key town. Photo by BAKR ALKASEM / AFP via Getty Images.

the Syrian army to set up [three joint observation posts](#) in the area, with the stated aim of monitoring a cease-fire agreed as part of the [2019 Sochi deal](#) between Russia and Turkey. Under the deal, the Kurdish forces pulled back 32 kilometers (20 miles) from the Turkish border. Ain Issa has remained under Turkish pressure even though it lies beyond that boundary at 37 kilometers (23 miles) from the border.

Syrian Kurdish sources told Al-Monitor that SDF representatives and Russian military officials had discussed the danger of a Turkish invasion in meetings at the Russian base in Ain Issa. The Russians warned that the threat had seriously heightened and asked the SDF to withdraw from the town and cede military and civil control to Damascus. The SDF refused, saying they would fight to defend the strategic town, according to the sources. The Russians then proposed the Qamishli formula. "They seem to have agreed on the Qamishli model, but that is not being officially confirmed," one source said.

The confirmed part of the deal involves the establishment of three military observation posts along the M4 highway to the north, east and west of Ain Issa. Amid the talks, Russian reinforcements arrived in the area from Raqqa.

According to Kurdish journalist Nazim Dastan, who is currently in the region, no deal has been reached on the Qamishli model. "So far, the agreement is only about three observation posts. Two outposts have already been established along M4, with the Syrian military setting in," he told Al-Monitor.

The Kurds had long complained of Russian indifference to Turkey's cease-fire violations. As a guarantor of the Sochi deal, Russia has been conducting joint patrols with Turkey in the area. Ain Issa is home to a Russian coordination center, set up in the base that US forces evacuated last year. Locals in Ain Issa demonstrated in November against Russia's inaction in the face of attacks by Turkey and its allies. According to the

Syrian Observatory for Human Rights, the [escalation has forced](#) some 4,500 people, or 40% of the population, to flee Ain Issa and displaced 2,500 from surrounding villages.

After the arrival of US forces in Ain Issa in 2016, the town became the heart of the autonomous administration that the Kurds have built in northeast Syria during the country's civil war. Since many administrative and security bodies, including the Asayish police force, are now centered in Ain Issa, Turkey's seizure of the town would amount to smashing the capital of the autonomous administration.

The SDG and the autonomous administration believe the change of guard in Washington will make things harder for Turkey, but reckon that Ain Issa will remain in serious danger during the transition period, another Kurdish source told Al-Monitor. "Turkey wants to seize Ain Issa, but the problem is not limited to this town. After capturing Ain Issa, it might turn to Raqqa and then seek a position to influence the oil fields in Deir ez-Zor. By capturing Ain Issa, Turkey will also cut the connection between Kobani and Jazira," the source said. It would also turn up pressure on the besieged city of Manbij to the west of the Euphrates.

As for Russia's calculus, the source said, "The Russians are trying to use the Turkish threat to secure gains for the regime, just as they did in Afrin. ... It is hard to predict how flexible they could be. Still, they are not in a position to [tell the Kurds], 'You reject our proposals, we

are out. Do whatever the hell you want to do.' The Syrian government is averse to giving further space to Turkey. And a Turkish offensive on Ain Issa would mean Turkey's trampling of a deal to which Russia is a guarantor."

The trilateral partnership in Ain Issa might fail to fully block Turkish intervention attempts to the east of the Euphrates without additional curbs akin to the ones that put the brakes on Turkey's Operation Peace Spring in October 2019.

The first brake was the [Turkish-US deal](#) of Oct. 17, 2019, followed by the Turkish-Russian accord in Sochi several days later. The Sochi deal

restricted Turkish and SNA control to a border strip between Tell Abyad and Ras al-Ain extending 32 kilometers south to the M4 highway. The YPG agreed to retreat beyond that boundary, with Russian military police and Syrian border guards deploying in their stead. The deal also stipulated Turkish-Russian patrols along the eastern and western boundaries of the Turkish-controlled zone and the YPG's removal from Manbij and Tell Rifaat, both to the west of the Euphrates.

Irked by the YPG's continued presence in Manbij and Tell Rifaat, Ankara has been pressing for the handover of the two cities as well.

According to [local reports](#), Turkish officials and SNA commanders met in the border town of Azaz Dec. 8 to discuss preparations for assaults on Manbij, Ain Issa and Tell Tamer, a town to the south of Ras al-Ain. Following the meeting, a large Turkish military convoy — formed by vehicles coming from the Turkish-controlled towns of al-Bab, al-Rai and Jarablus — headed to the Manbij area.

Should the trilateral collaboration in Ain Issa hold and advance, it could eventually thwart Turkey's plans to expand its control along the M4 to maintain an "anti-Kurdish corridor" along the border. Turkey's ambitions, however, are ser-

ving Russian plans to pave the way for the Syrian army's gradual return east of the Euphrates.

Turkey may be unable to advance its own plans, but its pressure on the Kurds has led the SDF to acquiesce to sharing control with Damascus in yet another area. Ultimately, Ankara might consider Kurdish handovers of territorial control to Damascus a success. Yet, the objectives of its military presence also involve preventing the SDF's integration into the Syrian army and constitutional status for the Kurds in a future Syria.



December 15, 2020
By Aynur Tekin

Turkey's remote education system leaves behind Kurdish students in southeast

Students in the southeastern Hakkari's Şişemzin village have been left behind in Turkey's remote education system, as the area lacks cellular data infrastructure. While students used to climb to high altitudes to access the internet in the summer, they no longer are able to in the harsh winter conditions.

The children in Kurdish-majority Hakkari's Yüksekova villages are falling behind on their remote learning because the district lacks the infrastructure for reliable internet.

Located at 2,000-meters altitude, Şişemzin Village is home to about 80 students who used to climb up to high elevation points to use their cellular data for classes in the summer, but this is no longer an option because of the harsh winter weather.

"We can't climb up to high points anymore, it's way too cold," said 10th-grader Dünya.

Dünya's family moved to Hakkari from Iran for her and her five siblings to receive a better education, prospects for which seem



grim amid the current remote education system, since their household only has one smartphone for all children to share.

"The kids in this village don't have security for a good future. My sibling who is about to take the high school entrance exam doesn't have a chance of getting into a good school," the teenager said.

High school senior Zerda who is studying for the Higher Education Exam (YKS), said that all students, regardless of their access to education during the pandemic, will be responsible for the same curriculum on the nationwide test.

"I haven't been able to watch a single class live. We only have books, and we've fallen quite behind," Zerda said.

A new high school graduate, 18-year-old Çiğdem, is unable to study for the YKS at all, as she's been unable to follow along with preparation courses because she doesn't have access to the internet.

"I go into Yüksekova to download class videos at internet cafes. Then I try to attach the memory storage to my phone and study them," Çiğdem said, adding that she wants to study law because she thinks the world needs more justice.

While not a single student in the village owns a computer to access their classes on, the elected village head said that they are more than willing to grant land to a cell carrier that would be willing to set up infrastructure in Şişemzin.

L'État turc continue de démolir le centre historique de Diyarbakir

À Sur, centre historique de la capitale kurde de Diyarbakir, plusieurs bâtiments, dont des monuments historiques, ont été démolis sur ordre des autorités turques.

En application du plan de destruction mis en œuvre par le ministère turc de l'environnement et de l'urbanisme après les massacres commis en 2015-2016 par les forces de sécurité turques dans le district de Sur, à Diyarbakir, plusieurs bâtiments, dont des monuments historiques de la ville, ont été démolis au cours des dernières semaines.

Une zone dans laquelle se trouvaient des maisons en briques et des commerces a été transformée en un terrain plat. On rapporte également que certains bâtiments historiques du quartier ont été détruits. Des commerces auraient par ailleurs été démolis sans l'accord des propriétaires.

En août 2015, les Kurdes ont proclamé l'autonomie dans le district de Sur, comme dans beaucoup d'autres villes du Nord-Kurdistan. Ces proclamations sont survenues au lendemain des élections législatives du 7 juin 2015, qui ont vu le Parti démocratique des Peuples (HDP) franchir pour la première fois le seuil électoral des 10 % au niveau national. Mécontent de cette victoire électorale qui privait son parti, l'AKP, de la majorité absolue au



Soumis à un siège de cinq mois en 2015-2016, le district de Sur, dans le centre historique de Diyarbakir, a été vidé de sa population et presque entièrement rasé par l'armée turque

parlement, le Président turc Recep Tayyip Erdogan a rompu les négociations avec le mouvement kurde. La rupture brutale des pourparlers qui avaient commencé à la fin de l'année 2012 a marqué le début d'une période de massacres et de répression massive à l'encontre des Kurdes.

Craignant qu'une entité autonome kurde similaire à celles existant en Syrie et en Irak, ne soit créée à l'intérieur de ses frontières, Ankara a réagi par une violente répression. Des centaines de militants et de civils ont été tués.

Des couvre-feux ont été imposés dans plusieurs villes et districts de la région, dont le district de Sur. Une grande partie de Sur a été assiégée par les forces de sécurité turques à partir du mois de novembre 2015. Le centre historique de Diyarbakir allait connaître le plus long couvre-feu de l'histoire.

Un premier couvre-feu a été déclaré le jour de l'assassinat du bâtonnier de Diyarbakir, Tahir Elçi, devant le Minaret historique à quatre pieds, le 28 novembre 2015. Levé le lendemain, il a été suivi d'un deuxième couvre-feu décrété le 2 décembre.

Au cours des cinq mois qui ont suivi, quelque 200 personnes ont perdu la vie et des quartiers entiers, y compris ceux qui abritaient des monuments historiques, ont été rasés par l'armée turque...

300 membres des Unités de Défense civiles (YPS) résistaient encore lorsque l'armée turque et ses mercenaires sont entrés dans Sur avec plus de 10 000 hommes. Les derniers jours de la résistance, les F-16 ont survolé le district presque entièrement détruit. Un des membres des YPS, Çiyager, aurait alors déclaré : « Quoi qu'il arrive, la fin sera spectaculaire ! »



Mashala Dekak
15/12/2020

Scholar seeks recognition for the tomb of Kurdish dynastic ruler

DIYARBAKIR, Turkey — The tomb of the Kurdish Marwanid dynasty's last ruler was lost to history, until it was rediscovered recently by a researcher in Turkey's southeastern city of Diyarbakir. Now, Dr. Arafat Yaz is on a quest to have the historic figure's final resting place officially recognized by the government.

"According to the sources the tomb is here. The sources are from four great Islamic historians,"

Yaz said of Nasir al-Dawla Mansur's tomb, which he locates in the city's district of Sur, near Diyarbakir's castle. "They all say that the tomb of Nasir al-Dawla Mansur is located in Ickale on the Tigris river close to the castle."

A Kurdish scholar of Islamic history and art, Yaz has been studying the Marwanids, a Kurdish dynasty that governed the northern parts of the al-Jazira region from 983 to 1085, for seven years.

Established by Baadh ibn Dustak, the dynasty's capital was the historic city of Farqin (Silvan) in current-day Turkey's Diyarbakir province.

"We don't know when he was born, but he died in al-Jazira between 1093 and 1096," said Yaz of the late leader, who also went by Abu Muzaffar. "Following his death, his wife Situnass Bin Saied Bin Nasr al-Dawla brought his body here for burial."

Yaz has submitted a petition to the Culture and Tourism Directorate for the tomb's registration. He has also asked for biographic information to be placed on the tomb.

The scholar believes the site's recognition is important to have the historic figure remembered.

Translation and video editing by Sarkawt Mohammed



Decembre 15, 2020

Washington Kurdish Institute Kurdistan's Weekly Brief December 15, 2020

Iran

The Islamic Revolutionary Court of Tehran sentenced a prominent [British-Kurdish anthropologist](#) named Kameel Ahmady to eight years in prison for "[collaboration with a hostile government](#)" on Monday. Ahmady, who studies gender roles, ethnic minorities, and child labor in Iran, was initially arrested in August 2019 and jailed for three months before being granted bail. At the same time, the Iranian regime continued its ongoing crackdown on Kurdish political activity by arresting seven Kurds in Baneh on Wednesday named Baqi Mahmud, Sarhad Salihi,

Kazem Khedri, Ibrahim Shoryani, Rahman Shadni, Rebwas Suri, and Zanko Rahmati. Moreover, Iranian authorities detained two Kurdish siblings, Shukar Jabarwand and Kamil Jabarwand, for "cooperation with a Kurdish party against the Islamic Republic" in Urmia. The Iranian regime has now arrested 253 Kurdish activists in 2020.

According to the Kurdistan Human Rights Association (KMMK), political prisoners in Urmia's main prison launched a hunger strike to protest judges' ongoing failure to respond to requests for parole and probation. Concurrently, Iran's po-

litical prisoners continue to be denied the temporary releases that the regime has granted some inmates to combat the ongoing coronavirus pandemic.

Three Kurdish borders ([Kolbars](#)) were wounded last week, with Iranian border guards wounding a Kolbar named Samir Elahi near Nowsud last Tuesday and another named Ezzat Mohammadi near Paveh on Wednesday. Simultaneously, a Kolbar named Abbas Ibrahim was injured by a mine explosion in the Hawraman region.

Iraq

Anti-Kurdistan Regional Government (KRG) protests continued for several days in Sulaymaniah Governorate last week and have resulted in the deaths of nine protesters, the killing of a Peshmerga colonel in the governorate's Dukan District, and the burning of government buildings and political offices in Sulaymaniyah city, Ranaya, Dukan, Kalar, Halabja, and Kifri. At least 60 protesters were also arrested. Meanwhile, the KRG continues to hold talks with the Government of Iraq (GOI) regarding its share of the federal budget and ongoing delays in the payment of public employee salaries in

Iraqi Kurdistan that have fueled the protests. Deputy Prime Minister of Kurdistan Region Government Qubad Talibani, during a press conference in Baghdad, stressed talks between the KRG and GOI are ongoing and that the KRG is willing to exchange domestic income and oil production for its share of the federal budget. The ongoing Baghdad-Erbil dispute began when Prime Minister of Iraq **Nouri al Maliki** cut the KRG's budget in 2014.

Kurdish residents of Kirkuk Governorate's Palkana village refused to hand over their homes and land to imported Arab tribes and defied the commander of Iraqi military forces in the governorate's demand they hand over half of the area to the imported Arabs within three days. Concurrently, Iraqi security forces briefly detained **four Kurdish journalists** attempting to cover ongoing developments in the villages. The most recent Arabization campaign in Kirkuk **began** on October 16, 2017, when Iraqi forces and Iranian-backed militias seized control of the governorate in response to the Kurdish independence referendum.

The Iranian-backed Popular Mobilization Forces (PMF) formed a new unit consisting of **approximately 150 Kurds** in Kirkuk last week. Meanwhile, ISIS (Da'esh) terrorists set **two wells** ablaze in a small oil field west of Kirkuk.

Kurdistan Democratic Party (KDP) forces clashed with the Kurdistan Workers' Party (PKK) near a Peshmerga checkpoint in Duhok Governorate's Amedi District on Sunday. One Peshmerga was killed and three PKK members were severely wounded in the skirmish. Simultaneously, Turkey continued to conduct airstrikes in Iraqi Kurdistan that it claims are targeting the PKK, though such strikes have killed dozens of civilians and displaced thousands.



Syria

Syria's Kurdish and Christian parties denounced Syrian President Bashar Assad's remarks given during a meeting with the nation's Ministry of Endowments that reaffirmed Syria's status as an Islamic and Arab country and claimed "modern liberalism" was fighting Arabism, describing them as a "denial of the prevailing diversity existing in Syria." The Autonomous Administration of North and East Syria (AANES) responded by releasing a statement that read, "Denying the right of any nations and components in Syria abolishes its societal, cultural and religious richness."

Turkey and its proxies launched intermittent attacks on Ain Essa and the Syrian Democratic Forces (SDF) for the fourth week in a row in an attempt to seize control of the strategic M4 Motorway, which would isolate Kobane from AANES-administered territory in northeastern Syria. Moreover, northeastern Syria's Kurds remain fearful of a new Russia-Turkey deal that would facilitate another Turkish inva-

sion of the region, though SDF commander Ziad Halap claimed the SDF was "ready to repel any attack."

The SDF announced it captured three Da'esh terrorists on Thursday in a US-supported raid in Deir Ez Zor Governorate. At the same time, the Syrian Observatory for Human Rights (SOHR) **reported** Da'esh members demanded zakat from oil refinery workers in Deir Ez Zor Governorate's al Tayanna town.

Turkish proxies occupying the **Allouk water station** near Sari Kani (Ras al-Ain) shut off the region's water supply again last week. The AANES denounced the move and called it "biological extermination". The United Nations previously rejected such tactics and claimed they affected at least **460,000 people**.

Unknown gunmen fired at the Syrian Kurdish National Council office (KNC) in al Darbasiya on Monday. Though SDF General Commander Mazloum Abdi **denounced the attack**, it is liable to hinder **Kurdish unity talks** in northeastern Syria.

Turkey

The Turkish government continued its campaign against Kurdish political rights by arresting more politicians and activists, including senior Peoples' Democratic Party (HDP) member Meryem Adibelli in Ankara on Saturday. Turkish police also arrested three people in Adana, three more in Mersin, five in Mus, and six in Cizre, most of whom were accused of "membership of a terrorist organization." Concurrently, a Turkish court in Diyarbakir (Amed) sentenced the deposed mayor of the Kocaköy District, Rojda Nazlier, to nine years in prison for "membership in a terrorist organization." Furthermore, the Turkish Ministry of Interior sacked HDP member and speaker of the city council in Ağrı Province's Doğubayazıt District, Hamide Turan. At the same time, the Grand National Assembly of Turkey is set to rescind the legislative immunity of 17 more HDP lawmakers.



16-12-2020

Kurdish farmers blame Turkish-backed militias for olive crop seizure in Afrin

Kurds in the Syria's north-west region of Afrin accuse Turkish-led forces of seizing the region's olive crops, U.S. government-funded news outlet [Voice of America \(VoA\)](#) reported on Monday.

Ankara-backed militia have also imposed taxes, imposing duties on farmers for transportation in the region that [Turkey took control of in 2018](#), following military operation, local sources said.

"In my village, the militias this season seized all the olives belonging to families who have fled their homes and lands following the Turkish invasion. In addition to imposing taxes, the militias also charge farmers at checkpoints for transporting their olive crops," VoA cited Mohammed Billo, a journalist from Afrin as saying.

Armed groups in the region benefit Afrin's olive as a main source of



revenue, VoA reported, citing experts.

"There are about 18 million olive trees in the Afrin area," Khorshid Alike, a Syrian economist told VoA. "The militias have been imposing high taxes on local Kurdish farmers. Most recently, for example, the armed groups in control of Kakhera village (in Afrin) levied 2,000 olive oil barrels as taxes on the village residents."

Afrin farmers are denied to sell their oil crops and forced to do

business only with either the militias or representatives of Turkey's Agricultural Credit Cooperatives, Alike suggested, according to VoA.

"Turkey and its proxies buy olives from local farmers at half the real price, collect them at an oil extraction plant near Afrin, and then export them to Turkey and ultimately the outside world," he said.

In January 2018, Turkey and its Syrian proxies invaded the Kurdish-majority region to remove

Kurdish fighters affiliated with the People's Protection Units (YPG), the main element within the U.S.-backed Syrian Democratic Forces (SDF)

Turkey considers the YPG and SDF as extensions of the Turkey-based Kurdistan Workers' Party (PKK), an outlawed Kurdish rebel group that is considered a terrorist organization by Ankara and Washington.

Meanwhile, Turkish Foreign Minister Mevlüt Çavuşoğlu denied the allegations about stealing Afrin's olives, labelling them as "black propaganda" against Turkey.

"The olives in Syria are being reexported via us, and the income from here is being distributed to the landowners. So, there is no theft or anything else. ... This olive stealing and other [allegations] are part of this black propaganda," Çavuşoğlu said.



16/12/2020

HDP criticizes budget of Turkey's Presidency of Religious Affairs

HDP İstanbul MP Hüda Kaya has noted that the budget allocated to the Presidency of Religious Affairs is higher than that of 13 ministries, raising concerns that the people of other faiths as well as atheists have been obliged to pay taxes for this.

Amid the budget talks at the Parliament, Peoples' Democratic Party (HDP) İstanbul MP Hüda Kaya [addressed](#) the MPs about the budget allocated to the Presidency of Religious Affairs yesterday (December 15).

Underlining that unlawfulness

prevails in all institutions of the system, HDP's Kaya has indicated, "The institution of religious affairs, to which people have attributed competence in the name of faith, have been in a greater sin, bigotry, injustice and decay when compared to all other institutions."

'Everyone has the right to have a share'

The MP has reminded the lawmakers that the Presidency of Religious Affairs has a budget which is higher than that of 13 ministries and has hundreds of

thousands of personnel. Kaya has asked, "Does the Presidency of Religious Affairs represent 83 million people that it has such a huge budget?"

"The existence of the Presidency of Religious Affairs, as a symbol of ravaged religionism, is a matter of survival for palaces," the MP has protested further, adding that "all citizens have the right to have a share in the funding provided to the Presidency of Religious Affairs."

Indicating that the Presidency's approach to religion is "solely

based on Sunni and Hanafi Islamic tradition," Kaya has said, "Our all citizens in Turkey, Christians, Jews, Êzidîs, Syriacs, Alevis, Caferis, Shafîis and atheists alike, pay their taxes like everyone else. This tax is levied from everyone by force, regardless of whether they go to a mosque or not.

"This budget is a budget that our people do not approve of or consider to be *halal* (permissible by religion). The state is not supposed to have a religion or sect. Both the religion and the sect of the state is justice." (DŞ/SD)A



December 16, 2020
By Eren Topuz

264 children aged 12-14 stood trial for 'insulting' Erdoğan in six years

A total of 128,872 probes were launched in six years over "insulting" President Recep Erdoğan, with 9,556 of those resulting in convictions. While criminal cases were launched for 27,717 of those files, 903 minors stood trial over the same accusation.

A total of 128,872 probes were launched in six years over "insulting" President Recep Tayyip Erdoğan, with prosecutors having evaluated 36,066 complaints and launching criminal cases for 11,371 of them in just 2019.

According to Article 299 of the Turkish Penal Code, "insulting" the president can result in between one and four years in prison. If the act is committed overtly, a one-sixth increase of the sentence is applied.

Some 903 minors between the ages of 12 and 17 stood trial over the said charges in six years, revealing the dire lack of freedom of expression in the country. Out of the said 903 minors, 264 are between the ages of 12 and 14.

Justice Ministry statistics showed that criminal cases were launched for 27,717 of the 128,872 probes in six years and a non-prosecution decision was given for 31,109 of them.

A total of 9,556 of the cases resulted in convictions and 2,676 were handed prison sentences, out of which seven are children, including one between the ages of 12 and 14. Some 4,325 individuals were acquitted.

Foreigners and legal entities were also among those sued, with charges usually being based on social media posts. A total of 234 foreigners and eight legal entities were sued and nine foreigners were handed prison terms.

While Erdoğan's tenure as president has been seeing a record number of "insulting" the president cases, the numbers are significantly lower before his term.

The Constitutional Court in 2016 rejected the proposal to annul the 299th Article, saying that it's necessary for "the protection of the public order and a democratic society."



December 16, 2020

Kurdistan region reports 238 new cases of Coronavirus today

The Ministry of Health in the Kurdistan Region announced the registration of 238 new cases of Coronavirus in the Kurdistan Region during the past 24 hours.

The Ministry announced conducting 1856 new laboratory tests for the Coronavirus in the Kurdistan Region today, Wednesday, December 16, 2020, 238 new cases of Coronavirus were recorded and 11 people died due to the virus.



While the cases of recovery were distributed as follows:

Erbil: 118
Sulaymaniyah: 12
Garmian: 9
Dohuk: 166
Halabja: 4
Raparin: 0

The fatalities were distributed as follows:

Erbil: 0
Sulaymaniyah: 7
Dohuk: 3
Halabja: 0
Garmian: 0
Raparin: 1

The new cases were distributed as follows:

Erbil: 44
Sulaymaniyah: 49
Garmian: 2
Dohuk: 141
Halabja: 2
Raparin: 0

L'inquiétante dérive de l'Iran

La République islamique, qui a su longtemps pratiquer une forme de retenue, est en train de se transformer en Etat voyou, avec la complicité au moins passive de ses voisins turc et irakien.

Le respect des droits humains n'a jamais caractérisé la République islamique d'Iran. Mais l'enlèvement, le procès expéditif suivi de l'exécution par pendaison, samedi 12 décembre, du journaliste et opposant Rouhollah Zam est une ignominie qui marque une nouvelle étape dans l'escalade de la répression et dans la montée en puissance de l'aile la plus dure du régime, opposée à toute reprise des contacts avec les Occidentaux.

Rouhollah Zam, 41 ans, réfugié en France depuis 2012, avait joué un rôle important en relayant sur sa chaîne, Amadnews, suivie par 1,4 million d'abonnés par le biais de la messagerie cryptée Telegram, les images des manifestations antirégime de l'hiver 2017-2018. Il avait aussi révélé des affaires de corruption mettant en cause des dirigeants iraniens grâce à des informateurs haut placés.

En dépit d'avertissements des

services de sécurité français qui le protégeaient, Rouhollah Zam s'était rendu en 2019 en Irak, piégé par les offres d'aide financière de prétendus opposants iraniens pour son projet de chaîne de télévision. Arrêté par les gardiens de la révolution, l'armée idéologique de Téhéran, il a été contraint à des « aveux » télévisés. En juin, le régime avait annoncé qu'il avait été reconnu coupable de l'ensemble des chefs d'accusation retenus, dont « délits contre la sécurité du pays », « espionnage » au profit de la France et insulte au « caractère sacré de l'islam ».

Barbare et inacceptable, ainsi que l'a dénoncé le ministère français des affaires étrangères, l'exécution de l'opposant montre que le régime des mollahs n'hésite plus à enlever à l'étranger ses opposants. Un autre dissident iranien exilé, Habib Chaab, réfugié en Suède, a été kidnappé et enlevé par un trafiquant de drogue travaillant pour les services secrets iraniens à Is-

tanbul où il avait été attiré, en octobre, par une femme iranienne.

Espoirs de reprise du dialogue

L'absence de la moindre réaction à ces exactions de la part du président Hassan Rohani, partisan d'un rapprochement avec l'Occident, reflète l'affaiblissement, voire l'alignement de l'aile modérée, sur laquelle reposent les espoirs de reprise du dialogue sur le nucléaire liés à l'élection de Joe Biden. Ce dernier a laissé entendre qu'il comptait réintégrer l'accord sur le dossier nucléaire, signé en 2015 avec la communauté internationale, que Donald Trump a quitté en 2018.

L'organisation de ces enlèvements à l'étranger par les gardiens de la révolution traduit aussi la militarisation croissante du régime et l'ambition des militaires de remporter l'élection présidentielle prévue en juin 2021, à laquelle M. Rohani ne peut se présenter, car

il achève son second et dernier mandat. L'exécution de Rouhollah Zam apparaît aussi comme un avertissement à la France, autre soutien potentiel du président Rohani.

Même si l'équilibre complexe au sein du pouvoir iranien – entre un président élu mais sans vrai pouvoir, un Guide suprême omnipotent et des gardiens de la révolution non contrôlés par le pouvoir –, rend incertaines les analyses politiques, tous ces signes exacerbés d'agressivité et de défi sont inquiétants. L'Iran, qui a su longtemps pratiquer une forme de retenue, est en train de se transformer en Etat voyou, avec la complicité au moins passive de ses voisins turc et irakien.

Cette dérive ne peut qu'inquiéter tous ceux qui, au sein d'une société iranienne meurtrie par une terrible crise économique aggravée par le Covid-19, dans la diaspora iranienne et les Etats partenaires de ce grand pays, n'aspirent qu'à la paix.

Emine Osê:

«Les attaques turques contre Aïn Issa sont graves»

Emine Osê, vice-coprésidente de l'Administration autonome du Nord et de l'Est de la Syrie, a déclaré que les attaques de l'Etat turc contre Aïn Issa sont graves, planifiées et approuvées par la Russie.

Dans une interview accordée à l'agence de presse kurde Firat News (ANF), Emine Osê, vice-coprésidente de l'Administration autonome du Nord et de l'Est de la Syrie (AANES), a déclaré que l'Etat turc redoublait ses attaques contre Aïn

Issa en exploitant le vide créé par les élections américaines ainsi que par le blocage des processus d'Astana et de Genève du fait des marchandages russes concernant Idlib. Elle a ajouté que la Turquie cherchait ainsi une occasion

de rompre la connexion entre les régions de Jazira et de l'Euphrate.

L'Etat turc attaque les régions du nord-est de la Syrie depuis un an, mais ces attaques se sont intensifiées au

cours du mois dernier. Pourquoi ?

L'État turc avait en fait établi une feuille de route et lancé les attaques avec le consentement des puissances internationales. Serêkaniyê (Ras al-Aïn) et Girê Spî (Tall Abyad) ont été occupées suite à ce consentement. Des centaines de milliers de personnes ont été déplacées et elles doivent maintenant vivre dans des conditions très dures. Ceux qui ne veulent pas rester dans les régions occupées sont quotidiennement confrontés à des violations graves.

L'AANES est aujourd'hui confrontée à deux problèmes importants : l'épidémie de coronavirus et les attaques de l'Etat turc.

Très vite, les processus d'As-tana et de Genève ont été bloqués. Il y a eu un vide politique ici. Les élections présidentielles ont contribué à accroître ce vide. Certaines alliances conclues avant les élections sont précaires. Toujours à la recherche d'opportunités, l'État turc tente de profiter de cette situation. Partout où il y a un vide politique ou un changement, il essaie d'en profiter pour étendre son occupation. Les attaques contre Aïn Issa se déroulent dans ce cadre.



L'un des garants de l'accord conclu il y a un an est la Russie. Les forces gouvernementales russes et syriennes sont sur le terrain depuis un an, mais les attaques se poursuivent. Pourquoi sont-ils silencieux ?

Les forces de la Coalition internationale ne savent pas jusqu'où iront leurs initiatives dans cette période d'incertitude liée à la passation des pouvoirs aux États-Unis. La Russie essaie de profiter de cela. Par conséquent, les attaques contre Aïn Issa n'auraient pu se produire sans l'aval de la Russie. La Russie n'est pas neutre, elle est du côté du régime. Elle donne son feu vert aux attaques de la Turquie contre nos régions pour ne pas se retrouver face à face avec les Turcs à Idlib et pour faire en sorte que l'Etat turc se retire de quelques points.

Aïn Issa a-t-elle une importance particulière ?

Elle est importante géographiquement. L'État turc s'efforce d'envahir les régions du nord-est de la Syrie, d'invalider leur statut et d'imposer sa propre souveraineté dans la région. Cela a commencé avec Afrin en 2018. Désormais, il veut intervenir sur l'axe Girê Spî-Aïn Issa, afin de déconnecter les régions de Jazira et de l'Euphrate. Par conséquent, ces attaques sont graves. L'Etat turc fait tout pour étendre ses zones d'occupation.

D'une part, la Turquie vise le statut d'autonomie dans le nord-est de la Syrie, d'autre part, elle cherche à déclencher une guerre au sein des Kurdes, dans le Sud-Kurdistan (Irak). Elle cherche à régner en attisant les divisions entre Kur-

des d'une part et entre Kurdes et Arabes d'autre part.

Vous attendez-vous à des attaques de plus grande envergure

Grâce à la résistance du peuple et de nos forces, la Turquie n'a pas pu mettre en œuvre la feuille de route qu'elle avait élaborée en 2019. Elle tente désormais de profiter du vide politique. En même temps, elle teste l'attitude des puissances internationales. La Russie et le régime sont silencieux. Comme je l'ai dit, l'attaque est grave, les Turcs sont en train de tâter le terrain avant de lancer des attaques plus importantes.

Que fait l'Administration autonome et que fera-t-elle ? Que peut faire le peuple ?

Nous protégerons notre peuple, nos terres et notre statut contre toutes les attaques d'invasion. Nous abordons cette phase avec un plan stratégique et essayons de répondre à tous les besoins de la population. Il n'y a pas de solution autre que l'administration autonome en Syrie. Notre peuple, dans toutes ses composantes, en est également conscient. Nos efforts diplomatiques et nos préparatifs de défense se poursuivent.



16 décembre, 2020

Le siège des villes kurdes par l'armée turque en 2015-2016, un massacre systématique

Le siège de plusieurs villes kurdes par l'armée turque en 2015-2016 s'est traduit en massacres, destructions et déplacements de populations

Le HDP a souligné que les sièges des villes kurdes par l'armée turque en 2015-2016 étaient des tentatives de massacre systématique, ajoutant :

«Le peuple kurde se tient debout et poursuit son honorable résistance».

Dans une déclaration écrite, le Conseil exécutif central (MYK) du Parti démocratique des Peuples (HDP) a déclaré que les sièges de plusieurs villes kurdes par l'armée turque en 2015 et 2016 étaient « l'une des plus grandes violations des droits humains commises sur ces ter-

res ». Le couvre-feu mis en place à Muş-Varto le 16 août 2015 s'est étendu avec le [siège de Şîrnak-Cizre le 14 décembre 2015](#). Ces agressions fascistes ont ensuite été mises en œuvre dans 11 autres provinces et 49 districts, dont Si-lopi, Îdil, Derik, Nusaybin,

Yüksekova, Varto, Silvan, où elles ont causé de profondes destructions humaines et sociales.

La déclaration a souligné que « les rapports des Nations Unies, du Parlement euro-

péen, de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, de la Cour européenne des droits de l'homme et de nombreuses autres institutions et organisations internationales ont relevé l'illégalité de ces actions ».

« Le rapport de la Commission de Venise du Conseil de l'Europe intitulé "Avis sur le cadre juridique régissant les couvre-feux" publié le 13 juin 2016, a conclu que de graves violations des droits de humains ont été commises, que les droits et libertés fondamentaux ont été suspendus et que les couvre-feux n'ont aucune base légale », a déclaré le HDP. Dans un [rapport publié le 10 mars 2017 par le Haut-commissariat aux droits de l'homme des Nations Unies](#), il est souligné que près de 2000 personnes ont perdu la vie dans les opérations qui se sont poursuivies pendant 18 mois au cours de cette période.

« Selon des recherches menées par des organisations indépendantes de défense des droits humains à l'époque, entre 1,5 et 1,8 millions de personnes ont été privées de leurs



droits les plus fondamentaux, notamment la liberté, la sécurité et le droit à la vie », a ajouté le HDP.

« Toutes ces attaques, a souligné le HDP, ont été mises en œuvre dans le cadre du "plan d'anéantissement" et se poursuivent sans interruption depuis. Ces terres ont connu et vécu toutes les formes de sauvagerie, de déplacements de population et d'effondrement pendant des milliers d'années. Malgré tous les efforts pour

réprimer et étouffer le peuple kurde, celui-ci se tient debout aujourd'hui et poursuit une résistance honorable. »

Et d'ajouter : « Bien que cinq ans se soient écoulés depuis les blocus qui ont duré des mois dans les districts de Şirnak, Cizre, Silopi, Sur, Nusaybin, Yüksekova, Silvan, İdil et Dargeçit, aucune des poursuites intentées pour crimes graves contre l'humanité n'a progressé et la plupart des plaintes ont été classées sans

suite. De nombreuses familles n'ont même pas pu récupérer les corps de leurs filles et de leurs fils. Le pouvoir judiciaire actuel a tenté de dissimuler la destruction et la sauvagerie. Nous pensons que cette brutalité et ce massacre seront tôt ou tard condamnés devant la loi, comme ils l'ont été dans la conscience de la société. Nous n'oublierons jamais les souffrances imposées à notre peuple et nous ne les laisserons pas tomber dans l'oubli... »



16 décembre, 2020

Poursuite de la grève de la faim dans les prisons turques

Les prisonniers politiques en grève de la faim depuis 20 jours dans les geôles turques avertissent qu'ils durciront leur mouvement si leurs revendications ne sont pas satisfaites

Alors que la grève de la faim se poursuit dans les prisons turques depuis 20 jours, le prisonnier Mehmet Kurt a déclaré : "Si notre grève de la faim alternée ne donne pas de résultats, nous passerons à une grève de la faim non alternée".

La [grève de la faim](#) indéfinie et alternée lancée par les prisonniers du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK) et du Parti de la Liberté des Femmes du Kurdistan (PAJK) le 27 novembre pour briser l'[isolement imposé au leader kurde Abdullah Öcalan](#) et dénoncer les conditions de détention dans les geôles turques se poursuit à son 20e jour. Alors qu'un quatrième groupe de grévistes a pris le relais, les proches des prisonniers politiques mènent des actions en parallèle pour soutenir leurs revendications.

« NOUS CONTINUERONS JUSQU'À CE QUE LES DEMANDES SOIENT ACCEPTÉES »

Mehmet Kurt (49 ans), détenu à la prison de Kayseri, a attiré l'attention sur les violations croissantes des droits dans les prisons lors d'un entretien téléphonique avec sa famille.

Il s'est plaint des violations systématiques des droits humains dans la prison et de l'augmentation de la répression. Il a indiqué par ailleurs

que le matériel d'information et de communication – télévision, radio, journaux – avait été saisi par les gardiens.

Soulignant que les prisonniers continueraient leur action jusqu'à ce que leurs revendications soient satisfaites, Kurt a déclaré qu'ils passeraient à une grève illimitée et sans alternance si leurs demandes n'étaient pas satisfaites.



December 16, 2020
By Dilan Sirwan

YPG 'attacked' Peshmerga forces on Syrian border: Peshmerga official

ERBIL, Kurdistan Region —

The Kurdistan Regional Government (KRG) Peshmerga ministry has said that its forces came under attack from a component of the Syrian Democratic Forces (SDF) early on Wednesday morning.

Eight fighters from the People's Protection Units – the backbone of the SDF - attempted to cross the border near Sihela and enter the Kurdistan Region, according to the Deputy Minister of Peshmerga Sarbast Lazgeen, who said their forces were then attacked by a larger group.

"Peshmerga forces warned them, and that is when three of them retreated, but five of them kept proceeding as though they were trying to distract our forces," Lazgeen said in a press conference. "We were then attacked by a group of 50 to 60 armed men that came from Rojava (northeast Syria)."

Kurdistan Region Prime Minister Masrour Barzani condemned the incident as a "reckless, unprovoked attack by the YPG" in a Wednesday evening statement.

"This was a clear and illegal violation of the territory of Kurdistan Region and the authority of the Kurdistan Regional Government," he wrote, calling on the Global Coalition against the Islamic State (ISIS) to "ensure the YPG does not repeat this act of aggression."

"The YPG cannot be allowed to exploit foreign assistance to launch attacks on our territory. Any repeat would be seriously damaging to regional security." The YPG have **denied** the at-



Graphic: Maps4News, Sarkawt Mohammed/

tack, according to PKK-affiliated Roj News.

The incident just comes just two days after a Peshmerga was **killed** in clashes between the Kurdistan Worker's Party (PKK) in Amedi, Duhok province – the latest in a series of clashes between the ruling Kurdistan Democratic Party (KDP) and the PKK.

SDF Commander Mazloum Abdi **slammed** the incident as a "shameful" KDP attack on the PKK in a Tuesday morning tweet.

"The attack by KDP forces on PKK guerillas in Amedi is shameful and hurts the achievements of the Kurdish cause," Abdi wrote.

"We want to deal with problems in a peaceful way through dialogue, but it seems Rojava cannot stray from Qandil's ideology, and this could be seen in Mazloum Abdi's tweet," Lazgeen said in response to the SDF commander's statement, accusing him of supporting the PKK. Abdi served as PKK fighter for decades. The group has its

bases in the Kurdistan Region's Qandil Mountains, and has fought the Turkish state for decades for greater rights for the country's Kurdish minority.

Ankara considers the YPG to be the Syrian extension of the PKK, seen as a terrorist group in Turkey, which it used as reasoning for its invasion into Rojava last October, displacing hundreds of thousands of civilians.

The YPG, although ideologically inspired by PKK founder Abdullah Ocalan, denies any links to the PKK.

"We want the PKK to leave the Kurdistan Region, we have dealt with a lot of damage caused by their presence," Lazgeen told Rudaw's Sangar Abdulrahman on Wednesday, but said the KRG has "no intention" of fighting the PKK and wants the issue to be resolved peacefully.

However, he emphasized that "the PKK's manners and ideology since 1984 has not been peaceful" and says the PKK's presence in the Kurdistan Re-

gion is "illegal" and a "violation of the Region's sovereignty."

Clashes erupted between KPD Peshmerga forces and PKK fighters in Chamanke sub-district of Duhok on November 4, killing one Peshmerga and injuring three others.

The armed group claimed an attack on an oil pipeline in late October, which paused the Kurdistan Region's oil exports to Turkey.

KDP leader Masoud Barzani has accused the group of **taking advantage** of the fight against the Islamic State (ISIS) group to invade the Kurdistan Region.

In a speech last week, PM Barzani accused "foreign" entities of instigating violence in widespread protests that have consumed parts of the Kurdistan Region since early December.

"We are against an intra-Kurdish war, but this should not be taken advantage of. We will not allow illegitimate substitutes to replace the KRG," he said.

Iraqi Prime Minister Mustafa al-Kadhimi led a national security meeting on Wednesday, praising Peshmerga forces and alleging Syrian Kurdish forces smuggle people and weapons from Rojava.

Officials "discussed the dangerous attack on our national borders in al-Suhela-Fishkhabour area where armed groups from Syrian territories try to bomb our border and the areas - where Kurdistan Region's Peshmerga guards and federal armed forces are present - in order to smuggle people and weapons."

The New York Times

15-12-2020
By Carlotta Gall

Turkey's Coffeehouses, a Hub of Male Social Life, May Not Survive Virus

Coffeehouses, mainstays of Turkish neighborhoods for centuries, are suffering under pandemic restrictions — particularly a ban on games. Regulars fear losing “our jokes, our laughter.”

For years, Varan Suzme has frequented the Kiral Coffeehouse near his home, where men of his Istanbul neighborhood while away hours chatting, sipping from tiny, steaming cups and playing backgammon and cards.

“Every day I used to come here,” said Mr. Suzme, 77, a retired textile salesman. “This is our second home. It’s a place I love, I see my friends, and I am happy and I play games.”

Until the pandemic. A lockdown earlier this year closed coffeehouses across the country, along with bars and restaurants, and when the government allowed them to reopen in June, it forbade the usual games, saying they increased the risk of viral transmission.

Customers, who are mostly middleaged and retired, stopped coming for fear of the virus, and with games banned, coffeehouse owners saw business dwindle. Even before another lockdown took effect this month, they had been worried that the coronavirus could endanger the survival of many coffeehouses, robbing the country of an essential hub of Turkish life.

A uniquely male preserve, the Turkish coffeehouse is everything from a post office to a social club, fueled by cups of coffee — or these days, as tastes change, tea. In every neighborhood, from Istanbul’s narrow back alleys to the ancient towns spread across the country, it is where men stop on the way to and from work,



“If I open, customers come for a tea and they sit for a while, but then they say ‘Sorry, there are no games,’ and they leave,” said Guven Kiral, the owner of Kiral Coffeehouse in Istanbul. Credit...Ivor Prickett for The New York Times

pensioners meet up and swap gossip, and political parties campaign.

“We miss our friends and playing backgammon,” said Mamuk Katikoy, 70, when he recently came by the Kiral Coffeehouse in the Istanbul neighborhood of Yesilkoy for an interview. “I haven’t seen this man for eight months,” he said, greeting a 90-year-old friend who also stopped by.

Several coffee shop owners complained that President Recep Tayyip Erdogan’s religiously conservative government was opposed to the games because of their association with gambling, and that the ban was more ideological than hygiene related.

The country was already in an economic downturn when the pandemic hit, and with government help scarce, many businesses have been forced to close for good.

Several famous cafes in the artistic neighborhood of Beyoglu have shut down in recent months. They had introduced Italian espresso to Istanbul society — Simdi Cafe, now closed, was famous for its 1960s-era espresso machine — and came to represent a flowering of Turkey’s intellectual and artistic life.

The traditional Turkish coffeehouse is a more humble affair, where the regulars are mainly working-class people, playing cards, backgammon and “okey,” a game similar to rummy, played with numbered tiles. Some coffeehouses charge for running games by the hour, while others just make their money from the drinks they serve. But without games, business between lockdowns was so poor that most coffeehouses closed or have few patrons. Owners warn that without more government aid they may have to close permanently.

“Our businesses are empty,” said Murat Agaoglu, the head of the Turkey Coffee Houses and Buffets Federation, who predicted that 20 percent of country’s coffeehouses would go out of business.

That could rob Turkey of a mainstay of its communities that is almost as old as coffee drinking itself. The custom spread from Arabia northward to Turkey and on to Europe in the 16th century.

The first coffeehouses in Turkey were founded by two Syrian merchants in the Tahtakale district of what was then called Constantinople, close to the seat of power of the Ottoman Empire and among the teeming alleys of the spice bazaar.

“At that moment, Istanbul was one of the most populous cities in the world,” said Cemal Kafadar, a professor of Turkish Studies at Harvard University. “Imagine the commercial potential of this innovation. There were hundreds of coffeehouses in the city within half a century. And since then, we are able to enjoy the blessed brew of this blessed bean in private or in public.”

The Ottoman sultans’ court embraced coffee drinking. Artisans crafted tiny, delicate cups and slender-necked coffee pots, women began serving coffee to guests in their homes, and the men gathered in the coffeehouses, smoking tobacco in extravagantly long-stemmed pipes. Later the water pipe became fashionable.

The coffeehouses developed into meeting places where men of business socialized, but they also became centers of literary activity and public entertainment. Some had reading rooms or hosted storytellers and puppeteers. Many still bear names that hark back to their Arabic origins, "kahvehane," meaning a coffeehouse, and "kiraathane," meaning a reading house.

Inevitably, the coffeehouses became centers for political gossip and activism, as they did across Europe, and were periodically shut down when political agitation rose, Mr. Kafadar said.

Over time they lost their standing in the eyes of the better-educated urban public and gradually became inexpensive haunts for workers. "From the mid-19th century onward, modernizers associated them with

idleness and backwardness," Mr. Kafadar said.

The traditional coffeehouses, regulated by the government, are licensed to sell tea and coffee and other soft drinks, including salep, a popular beverage made from orchid bulbs that dates from Ottoman times.

The drinks and games, together with the prices, are listed on the license which is posted on the coffeehouse wall. Prices are regulated and set low.

They serve traditional Turkish coffee, each cup brewed individually, bitter or sweet to taste, and small glasses of strong black tea. Water pipes are still listed among the offerings, but the government of Mr. Erdogan banned use of them indoors more than a decade ago.

For Guven Kiral, running a coffeehouse has been his life. He inherited his from his father and moved it to new premises in the same neighborhood.

"This place is like my child," he said. "I have a son, but it is like a second son to me."

On busy days he would have 60 people playing, he said, but the pandemic has ended that, silencing the shuffle of cards and the sharp click and slap of backgammon pieces.

"If I open, customers come for a tea and they sit for a while, but then they say 'Sorry, there are no games,' and they leave," said Mr. Kiral, who is worried he will be forced to close down for good.

He demonstrated his antivirus hygiene regime: spreading disposable tablecloths, breaking out a new deck of cards for

every game, and soaking the backgammon counters in detergent. Tables would be widely spaced and even expanded to distance customers from each other, he said.

"The big issue is the ban on games, both for the customers and the people who work in these places," said Bendevidi Palandoken, head of the of the Turkish Chamber of Artisans, which represents owners and workers in 120,000 coffeehouses nationwide. "We want the government to lighten the burden with social security premiums and cash support for people who are breadwinners."

Carlotta Gall is the Istanbul bureau chief, covering Turkey. She previously covered the aftershocks of the Arab Spring from Tunisia, reported from the Balkans during the war in Kosovo and Serbia, and covered Afghanistan and Pakistan.

The Guardian

16-12-2020

Archibald prize 2020 : Angus McDonald's portrait of Behrouz Boochani wins people's choice award

A portrait of Kurdish-Iranian writer and refugee Behrouz Boochani by Angus McDonald has been awarded the 2020 Archibald prize people's choice award.

McDonald made contact with Boochani on Manus Island in 2018, while he was creating a short film about the detention centre where Boochani was held for six years. Boochani has now been granted asylum in New Zealand, where he sat for the portrait.

McDonald said he was thrilled with the award.

"It's the highest compliment to receive the vote of the public,



This portrait of Kurdish-Iranian refugee and writer Behrouz Boochani by Angus McDonald won the 2020 Archibald prize people's choice award. Photograph: Art Gallery of New South Wales

for me as the artist but I suspect even more for Behrouz, who despite never even setting foot on the mainland, has earned the respect, admiration and even the love of so many Australians," McDonald said.

"I've depicted Behrouz directly engaging the viewer as a strong, confident and peaceful man who survived an ordeal and is now free. Despite all he has been through, Behrouz remains dedicated to his work and is open, gentle and kind."

Boochani said he was happy with McDonald's win and says the portrait resonated with the public as a symbol of "hope and resistance". "Angus spent so much time to understand the different layers of my story and travelled to New

Zealand so we could spend time together.

We had a long conversation on the elements of injustice. He as an artist captured what was important to me with his deep insight and remarkable skills. This work represents me as a person that exists, not a person who was created by media or what people want to see."

The people's choice award carries a \$3,500 prize.

Finalist works for the Archibald, Wynne and Sulman Prizes 2020 are on show at the Art Gallery of New South Wales until 10 January.

Constitutional Court forwards Kavala's application to General Assembly

The First Section of the Constitutional Court has reviewed the individual application of arrested businessperson and rights defender Osman Kavala, who has been behind bars in Silivri Prison for 1,141 days.

The First Section has concluded that the General Assembly of the Constitutional Court shall hand down a judgement on Kavala's application and ruled that his individual application shall be forwarded there.

The Article 28/3 of the [Internal Regulations](#) of the Constitutional Court stipulates that "*if the decision to be made by one of the Sections regarding an ongoing application will clash with a decision previously made by the Sections or if the subject matter of the application necessitate the decision to be made by the General Assembly, the relevant Section can relinquish the case. The Chairman of the Section brings this file to the attention of the President in order to forward it to the General Assembly.*"

In line with this decision, the General Assembly will examine the individual application of Osman Kavala at a later date, which has led some to comment that the supreme court has gained time depending on the judgement to be given at Kavala's first hearing on December 18.



The supreme court previously added Kavala's file to its agenda on September 29 this year; however, it then postponed the session where the individual application of Osman Kavala would be discussed.

On the same day, it was announced that the indictment lodged by İstanbul Deputy Chief Public Prosecutor Hasan Yılmaz against Kavala was presented to the İstanbul 36th Heavy Penal Court and accepted by the court.

Osman Kavala applied to the Constitutional Court arguing that "his right to personal liberty and security was violated as his arrest was not lawful."

What happened?

Businessperson Osman Kavala, who was on his way back from Antep, was taken into custody at İstanbul Atatürk Airport on October 18, 2017.

the offenses charged." The court has also ruled that businessperson and rights defender Osman Kavala, the only arrested defendant of the case, shall be released.

Osman Kavala was the only arrested defendant in the 16-defendant Gezi Trial, which started on June 24, 2019. Having been acquitted in this trial, Kavala was arrested again, this time on charge of "political or military espionage." Kavala is still held in Silivri Prison in İstanbul.

Announcing its ruling on Kavala on December 10, 2019, the ECtHR concluded that his rights were violated by his imprisonment.

The ECtHR concluded that the European Convention on Human Rights was violated on the grounds that Kavala was arrested without any reasonable suspicion and with political motives and that the Constitutional Court did not examine his application within a reasonable period of time.

This ruling became final on May 12, 2020. While this ruling has not yet been put into effect, the Committee of Ministers of the Council of Europe made a call to Turkey about the final ruling of the ECtHR and urged Turkey to implement the ECtHR's ruling of right violation and to release him. (HA/SD)

On November 1, 2017, it was announced that Kavala was arrested on charges of "attempting to change the Constitutional order and to overthrow the government." In the official document referring him to court with a request of arrest, it was alleged that he was the head and financier of Gezi.

The sixth and final hearing of the lawsuit filed into Gezi resistance was held at the İstanbul 30th Heavy Penal Court in Silivri on February 18, 2020.

Announcing its ruling after the statements of defendants and their attorneys, the court board has ruled that Osman Kavala, Mücella Yapıcı, Can Atalay, Tayfun Kahraman, Ali Hakan Altınay, Yiğit Aksakoğlu, Yiğit Ali Ekmekçi, Çiğdem Mater Utku and Mine Özerden shall be acquitted as "there was no concrete and material evidence as to the committal of

Turquie soupçonne Téhéran d'avoir enlevé un opposant iranien à Istanbul

Treize Turcs ont été arrêtés dans le cadre d'une enquête sur l'enlèvement du citoyen suédo-iranien Habib Chaab en octobre, alors que Téhéran soutenait qu'il avait été extradé par Ankara.

Qu'est-il arrivé à l'opposant iranien Habib Chaab ? Arrivé de Suède à Istanbul le 9 octobre, ce leader d'un groupe séparatiste arabe iranien, le Mouvement arabe de lutte pour la libération d'Ahvaz (ASMLA), a disparu le jour même. Ses traces se sont perdues dans le quartier de Beylikduzu, sur la rive européenne, où il avait rendez-vous avec une ressortissante iranienne arrivée la veille en Turquie.

Ce n'est que début novembre que le député iranien Mojtaba Zonour confirme la détention de Habib Chaab en Iran. Quelques jours plus tard, la télévision diffuse une vidéo dans laquelle l'homme de 47 ans reconnaît travailler pour les services de renseignements saoudiens et avoue l'implication de son groupe dans l'attentat meurtrier, survenu en septembre 2018 lors d'un défilé militaire à Ahvaz, dans le sud-ouest de l'Iran, ayant causé la mort d'une vingtaine de civils et militaires. Depuis, les médias iraniens expliquent que l'opposant, ayant aussi la nationalité suédoise, a été interpellé par les autorités turques, avant d'être extradé vers l'Iran.

Mais Ankara a finalement démenti, lundi 14 décembre, la version iranienne, en annonçant l'arrestation de treize citoyens turcs dans plusieurs villes du pays (Istanbul, Ankara, Van) pour leur participation présumée à l'enlèvement. Les services de renseignement (MIT) soupçonnent les prévenus d'avoir kidnappé M. Chaab à Beylikduzu. « Il a été établi que des personnes impliquées dans la disparition d'un dissident iranien menaient aussi des activités d'espionnage contre notre pays », a indiqué la police turque dans un communiqué.

L'implication d'un « parrain » de la drogue

Selon un responsable anonyme proche de l'enquête, cité par la presse turque, Habib Chaab, à peine arrivé à Istanbul, le 9 décembre, s'est rendu dans une station-service du quartier de Beylikduzu. Une Iranienne avec laquelle il était précédemment en contact l'attendait dans une camionnette, où il a été capturé puis drogué.

Ses ravisseurs l'ont conduit dans la province de Van, près de la frontière iranienne, où des passeurs l'ont amené en Iran pour le remettre aux autorités. La mystérieuse femme à la camionnette a disparu. Elle serait rentrée en Iran, selon les enquêteurs, qui la soupçonnent d'être entrée en Turquie avec un faux passeport.



Habib Chaab, lors de ses « aveux » diffusés par la télévision iranienne, le 11 novembre. Capture d'écran de la télévision publique iranienne

Ce scénario aurait été orchestré par les hommes de main d'un important trafiquant de drogue iranien, Naji Sharifi Zindashti, bien connu de la police turque. En 2007, ce mafieux avait été arrêté à Istanbul avec 75 kilos d'héroïne en sa possession. Deux ans plus tard, il avait été sorti de prison

grâce au procureur Zekeriya Oz, qui lui avait fait jouer le rôle de « témoin secret » dans les grands procès intentés alors à l'élite militaire et sécuritaire du pays.

En 2018, Zindashti se retrouve à nouveau sous les verrous en Turquie, accusé cette fois-ci d'avoir commandité plusieurs assassinats. Il a été libéré quelques mois plus tard, grâce à l'intervention de Burhan Kuzu, un ancien conseiller du président Erdogan. En février, une enquête judiciaire a été ouverte contre M. Kuzu, accusé d'avoir fait pression sur les juges pour obtenir la libération du « parrain » iranien. Elle n'a pas abouti, car M. Kuzu est décédé. Entretemps, M. Zindashti, craignant une nouvelle arrestation, a fui la Turquie pour se réfugier en Iran.

Poème polémique

L'enlèvement de Habib Chaab rappelle le degré d'action des services iraniens en Turquie. En avril 2017, Said Karimian, un Britannique d'origine iranienne, propriétaire de GEM TV, une chaîne de télévision en langue persane, avait été tué par balle en pleine rue, à Istanbul. L'homme d'affaires était accusé par Téhéran de diffuser de la propagande hostile au régime. Avant son assassinat, il avait été condamné par contumace à six années de prison par la justice iranienne.

En 2019, Masoud Molavi Vardanjani, un ancien employé du ministère iranien de la défense, devenu opposant, a aussi été tué par balle dans la métropole turque. Selon l'enquête de la police, son assassinat a été l'œuvre d'agents du renseignement alors en poste au consulat de la République islamique à Istanbul.

Avant la médiatisation des arrestations dans l'affaire de l'enlèvement de M. Chaab, les relations entre Téhéran et Ankara s'étaient déjà tendues, notamment en raison d'un poème cité par le président Recep Tayyip Erdogan lors d'une parade militaire à Bakou, le 10 décembre. Il avait alors fait allusion à la « séparation douloureuse » entre les Azerbaïdjanais d'Iran (deuxième ethnie dans le pays, après les Fars) et ceux de l'Azerbaïdjan soviétique, datant du XIX^e siècle. Ce poème n'a pas manqué de susciter de vives réactions de la part des dirigeants iraniens, mais aussi de la population.

Aujourd'hui, les groupes des droits de l'homme s'inquiètent du sort qui sera réservé à Habib Chaab alors qu'un autre opposant iranien, Rouhollah Zam, réfugié politique en France et enlevé en Irak en 2019, a été exécuté en Iran le 12 décembre. Rouhollah Zam aimait une chaîne sur la messagerie cryptée Telegram, relayant des informations hostiles à Téhéran.

La Suède a, elle, très peu de marges de manœuvre pour défendre les intérêts de son ressortissant Habib Chaab, l'Iran ne reconnaissant pas la double nationalité de ses citoyens. A Stockholm, le ministère des affaires étrangères confirme au *Monde* que son pays a demandé aux autorités iraniennes de « pouvoir le rencontrer », mais que « l'autorisation pour une visite consulaire n'a pas été accordée ». Depuis l'enlèvement de M. Chaab, sa femme et ses enfants, en Suède, vivent dans un lieu inconnu, protégés par les services de renseignement suédois.

Understanding the Feuds Plaguing the U.S.-Turkey Alliance

The U.S. and Turkey have been allies for more than six decades, but in recent years their relationship has been repeatedly strained by disputes. Turkey's purchase of a Russian missile-defense system is the source of the most serious conflict. Other topics of friction include a Turkish military offensive against a Syrian Kurdish militia allied with the U.S. and a U.S. prosecution of one of Turkey's biggest banks. The U.S. and Turkey run the two largest armies in NATO and affirm the need to maintain their alliance, but the quarrels have eroded trust on both sides.

1. What's the status of Turkey's deal with Russia?

Turkey took delivery of the S-400 missiles made by Russia, NATO's top foe, in 2019, two years after Ankara signed an agreement with Moscow to buy the system. In response, U.S. President Donald Trump approved sanctions targeting Turkey's defense industry under the Countering America's Adversaries Through Sanctions Act, known as CAATSA, while sparing the wider economy. Trump has long highlighted his personal rapport with Turkish President Recep Tayyip Erdogan and had resisted bipartisan calls from Congress to punish Turkey. Chief among U.S. concerns is that the Russian system could be used to collect intelligence on the stealth capabilities of the U.S. F-35 fighter jet that Turkey has helped to build and wants to purchase.

2. What do the U.S. sanctions mean?

The penalties effectively cut off

Turkey's top defense procurement agency from U.S. financial institutions, military hardware and technology. The sanctions also target individuals including Ismail Demir, the head of the Turkish defense procurement body, known as SSB. The agency is barred from receiving loans from U.S. financial institutions. The U.S. will also oppose any credit extension to the body from international financial institutions



ANKARA, TURKEY - OCTOBER 17: U.S. Secretary of State Mike Pompeo (L) and U.S. Vice President Mike Pence (R) hold a press conference at the U.S. Embassy in Ankara on October 17, 2019 in Ankara, Turkey. After leading a delegation to press Turkish officials on the recent military campaign in Northern Syria, U.S. Vice President Mike Pence has recently announced that Turkey has agreed to a ceasefire to enable Kurdish-led forces to withdraw. (Photo by Stringer/Getty Images) (Photographer: Getty Images/Getty Images Europe)

and ban the U.S. Export-Import Bank's assistance for exports to SSB. Typically, defense contracts valued at around \$2 billion involving U.S. companies go through the agency each year. A significant portion of that trade will continue as the sanctions don't apply retroactively. But new licenses or extensions to existing ones after expiry won't be allowed. Congress is also pushing for more restrictive language in legislation that, if approved, would make it extremely diffi-

cult for Turkey to ask for waivers unless it physically gets rid of the Russian missiles.

3. What does Turkey say?

Erdogan argues Turkey's Western allies failed to provide his country with the necessary defense against missile threats from neighboring Iran, Iraq and Syria, and had earlier threatened to close two critical NATO

punishment, Turkey hinted that it would ring-fence the S-400 missiles from NATO systems. Erdogan holds out the possibility of Turkey adding U.S. Patriot missile-defense batteries to its armory. However, it's not clear whether U.S. lawmakers would let the sale go through.

4. Why is Turkey asserting its military independence?

Turkey's purchase of Russian missiles reflected its desire for an increasingly independent role in regional policies and for economic ties with Russia. Turkey's defense industry developed its own unmanned drones, ending a dependence on Israeli ones. However, Ankara's interests are increasingly at odds with those of Russian leader Vladimir Putin. Russia and Turkey were on opposite sides in Libya's war before a truce was agreed and have clashing aims in Syria's conflict. Turkey muscled into Russia's Caucasus backyard with its support for Azerbaijan in a 44-day war with Armenian forces over Nagorno-Karabakh.

5. What are the divisions over Syria?

In October 2019, the Turkish military moved into Syria in a campaign aimed at the People's Protection Units, or YPG, a Kurdish militia that had been a major component of the U.S.-led effort to combat Islamic State in Syria. Turkey views the YPG, which had wound up controlling about a third of Syria, as a security threat due to its ties to separatist Kurds in Turkey and aimed to push the group back from its border. Trump first gave Erdo-

gan a green light for the operation, then reversed course and imposed sanctions on Turkey before lifting them after Turkey complied with a ceasefire agreement. U.S. lawmakers, including from Trump's Republican Party, lambasted Turkey's incursion and Trump's complicity in it as a betrayal of a U.S. ally that would increase the likelihood of a resurgence by Islamic State. Turkey hit the brakes on its Syria foray after it reached separate agreements with the U.S. and Russia to keep Kurdish fighters in Syria away from its border, but sporadic clashes with Kurdish militants subsequently intensified.

6. What's the deal with the Turkish bank?

As the tensions over Syria

rose, the U.S. brought a criminal case against Turkish state-run lender Türkiye Halk Bankası AS. Prosecutors accused Halkbank, as it's known, of participating in a wide-ranging plot to violate prohibitions on Iran's access to the U.S. financial system. The conspiracy involved high-ranking government officials in Iran and Turkey, the U.S. said. Two people, including a senior Halkbank executive, were previously convicted in the case. The late 2017 trial sparked vehement protests from Erdogan, who accused U.S. officials of trying to harm Turkey's national and economic interests. He labeled the prosecution nothing short of an "international coup attempt."

7. What else have the U.S. and Turkey sparred over?

Plenty. Their six-decade alliance has been strained by Washington's refusal to extradite Fethullah Gulen, a Turkish cleric living in exile in Pennsylvania whom Erdogan accuses of orchestrating a failed 2016 coup. Ties were inflamed by Turkey's detention of an American pastor, Andrew Brunson, and employees of U.S. diplomatic missions in Turkey on suspected involvement in the attempted putsch or terrorism. Ankara is also irritated that Washington is backing Turkey's rivals in a natural gas dispute with Cyprus and in other regional conflicts.

8. Is there a path to repairing ties?

Having served as a bulwark against Russia during the Cold War, Turkey believes it has

valuable bargaining chips. It still hosts American nuclear warheads at Incirlik and military installations used by the U.S. to spy on Russia. It's also the only barrier keeping many of more than 4 million refugees, most of them Syrians, from flooding into Europe. Trump has blamed problems between the countries on his predecessor Barack Obama's failure to make a missile deal with Turkey. Ankara believes Biden's enduring faith in multinational institutions and transatlantic ties will help it repair damage with NATO partners and improve the likelihood of long-sought weapons deals. Officials have said that Turkey's footprint in Middle East battle zones boosts the alliance's ability to contain an expansionist Russia.



REUTERS

18-12-2020

Turkey-backed fighters clash with Kurdish forces in north Syria town

BEIRUT (Reuters) - Syrian fighters backed by Turkey waged battles on Friday against Kurdish forces near the town of Ain Issa in northern Syria, where Russian and Turkish troops jointly patrol a key highway.

Turkish forces and their Syrian insurgent allies seized territory in the region in an offensive last year against the Kurdish YPG militia which holds swathes of north and east Syria.

Ankara's Western allies widely condemned that incursion, which was halted when Turkey reached separate deals with Washington and Moscow, the second of which agreed to establish the joint Russian-Turkish patrols.

The YPG, which Turkey deems a terrorist group, forms the military backbone of the Syrian Democratic Forces (SDF) alliance which defeated Islamic State in northeast Syria with

the help of U.S. air power.

Ain Issa, where the clashes erupted overnight, sits along the M4 highway that links major Syrian cities and where the Russian-Turkish patrols usually take place.

A rebel source with the Turkey-backed National Army said the faction seized some farmland after mounting an attack at the edge of the town.

An SDF commander told

local Kurdish media that shelling hit parts of the town and highway but his forces were thwarting the attack.

Ain Issa, east of the Euphrates river, also has a sprawling camp for displaced people where the SDF has held families of Islamic State fighters, including foreigners.

Reporting by Khalil Ashawi in Istanbul and Ellen Francis in Beirut

Arrêtée pour avoir couvert la torture de l'armée turque

La journaliste de l'agence de presse kurde Mezopotamya (MA), Zeynep Durgut, a été arrêtée jeudi lors d'un contrôle d'identité à Cizre, dans le nord-Kurdistan (Turquie).

Faisant l'objet d'une enquête menée par le bureau du procureur général de Van, après avoir couvert le cas de deux villageois ayant subi de graves tortures avant d'être jetés d'un hélicoptère de l'armée turque, Mme Durgut a été arrêtée jeudi lors d'un contrôle d'identité, alors qu'elle était accompagnée de trois autres journalistes.



Zeynep Durgut, journaliste de l'agence de presse kurde Mezopotamya Agency (MA).

Quelques semaines plus tôt, les correspondants de MA Adnan Bilen et Cemil Uğur, la correspondante de JinNews Şehriban Abi et la journaliste Nazan Sala ont été emprisonnés, accusés d'avoir « rapporté des événements sociaux subversifs » dans leurs articles sur la même affaire des villageois jetés d'un hélicoptère.

L'un d'eux, Servet Turgut, est décédé le 30 septembre des suites de ses blessures. Après l'arrestation des quatre journalistes, la police a pris d'assaut le bureau de MA à Van et a saisi tout l'équipement et le matériel.

LE SOIR

18/12/2020

De retour de Syrie, deux députés demandent des visas pour soigner 50 soldats kurdes

Georges Dallemagne (CDH) et Koen Metsu (N-VA) signent une proposition de résolution pour demander de débloquer 50 visas humanitaires temporaires, afin de soigner les soldats kurdes blessés au combat contre Daesh.

La jeune femme de 21 ans a perdu un bras dans la guerre. Le visage déterminé, Rojinda s'adresse aux députés belges : « Ces forces se sont battues pour l'ensemble du monde. Elles se sont sacrifiées pour l'humanité. Il ne faut pas détourner le regard de notre com-



Le Dr. Firaz Sulaiman remet aux députés belges Koen Metsu (N-VA) et Georges Dallemagne (CDH) six dossiers médicaux de blessés de guerre kurdes. - L.Co

bat et mener une politique correcte par rapport à nous. C'est

ce que je souhaite. »
Codirectrice d'une fédération

de blessés de guerre au Kurdistan syrien – le Rojava – Rojinda, comme d'autres blessés réunis début décembre autour d'une délégation comprenant les parlementaires fédéraux Koen Metsu (N-VA) et Georges Dallemagne (CDH), espèrent un geste de la Belgique.

Environ 12.000 soldats des forces kurdes syriennes, les YPG, ont été tués dans la bataille contre les djihadistes du groupe Etat islamique. Au sein de la coalition anti-Daesh, ils sont ceux qui ont payé le plus lourd tribut. La région autonome compte aussi des milliers de blessés, plus ou moins graves.

Marseille : Arméniens et Kurdes manifestent contre les massacres dans le Haut-Karabakh

Ils étaient plusieurs centaines à s'être réunis devant l'hôtel de ville de Marseille, ce samedi 19 décembre, pour dénoncer les massacres commis dans le haut Karabakh et le nord de la Syrie.

L'appel a été lancé par le Conseil de coordination des organisations arméniennes de France 13 et le Collectif Solidarité Kurdistan 13, soutenus par les associations grecques, assyro chaldéennes et chypriotes.

Ils dénoncent "les crimes bar-

bares commis impunément par les Etats turcs et azeéri sous les ordres des deux dictateurs Erdogan et Aliyev".

"Aujourd'hui nous manifestons dans toute l'Europe et on veut que tout le monde nous entende. Vive la liberté", s'est exprimé un Kurde devant la mairie. Les manifestants ont ensuite défilé jusqu'à l'ombrière du Vieux-Port.

Un conflit meurtrier

Plus de 5.000 personnes, y

compris des civils, ont été tués dans le conflit qui oppose depuis fin septembre deux pays ex-soviétiques l'Arménie et l'Azerbaïdjan.

La guerre a éclaté autour de l'enclave du Nagorny Karabakh, peuplée d'Arméniens en Azerbaïdjan.

Elle s'est soldée par la signature le 9 novembre d'un accord de cessez-le-feu sous l'égide de Moscou,

accordant d'importants gains

territoriaux à l'Azerbaïdjan, soutenu par la Turquie, même si le Nagorny Karabakh survit amoindri.

Cet accord a provoqué de la colère en Arménie, où l'opposition manifeste presque chaque jour pour obtenir la démission du Premier ministre.

En vertu de l'accord signé, la Russie a déployé quelque 2.000 soldats de maintien de la paix au Nagorny Karabakh. Un démineur russe a été tué par une explosion cette semaine.

Le Kurdistan, refuge des Américains en Irak

Alors que les intérêts de Washington sont de plus en plus menacés à Bagdad, la ville d'Erbil pourrait servir de base repli.

C'est une nouvelle cité de béton qui sort de terre au nord-est d'Erbil, la capitale du Kurdistan irakien. Derrière de hauts murs hérissés de tourelles de surveillance, des grues s'activent et des cohortes de camions et d'engins de chantier vont et viennent dans un épais nuage de poussière. Une nouvelle voie circulaire, la route 150, est en construction autour de la ville, avec ses échangeurs et ses ponts. Prévue pour 2022, elle a été lancée spécialement pour desservir un futur complexe de plusieurs kilomètres carrés. Derrière cette enceinte se dressera bientôt un nouveau consulat des Etats-Unis, incluant une chancellerie, une résidence destinée aux marines, des logements et des installations pour la communauté américaine.



Un convoi militaire américain traverse Erbil, en Irak, en octobre 2019. Yunus Keles /Anadolu Agency/AFP

"Le but est de bâtir des équipements sûrs et fonctionnels pour notre gouvernement et de soutenir notre personnel dans l'accomplissement de ses objectifs", précise le communiqué officiel du bureau américain chargé des opérations de

construction à l'étranger (OBO). Mais ici, dans cette région autonome du nord de l'Irak, beaucoup disent que ce gigantesque quartier sécurisé n'abritera pas uniquement les services consulaires. "Il pourrait accueillir l'ambassade si

Washington décidait de fermer sa représentation à Bagdad", avance un membre du gouvernement kurde autonome.

Dans la capitale irakienne, où les intérêts des Etats-Unis sont fréquemment pris pour cible par des tirs de roquette, la région kurde apparaît en effet comme un refuge stratégique naturel. Déjà, lors de la première guerre du Golfe, en 1990, puis de la seconde, en 2003, début de l'invasion du pays par les troupes américaines, le Kurdistan du Sud constituait le principal point d'appui militaire. En septembre dernier, Mike Pompeo, secrétaire d'Etat, a menacé le Premier ministre irakien, Moustafa al-Kazimi, d'un "retrait total" de l'ambassade s'il ne parvenait pas à faire cesser les attaques. Le 18 novembre, une nouvelle volée de projectiles a frappé la

zone verte [sécurisée].

A Bagdad, les Américains ont dénoncé le poids croissant "des milices soutenues par la force Al-Qods [unité d'élite des Gardiens de la révolution iraniens] pour déstabiliser l'Irak", réclamant de nouveau une enquête rapide. En vain. Le 3 décembre, des dizaines de diplomates, soit plus de la moitié des effectifs, ont été évacués de Bagdad pour au moins un mois, en prévision de possibles troubles liés à l'anniversaire de l'assassinat du général iranien Qassem Soleimani, chef des Gardiens de la révolution, tué au cours d'une frappe américaine le 3 janvier 2020. L'assassinat du scientifique iranien Mohsen Fakhrizadeh, en novembre à Téhéran, a encore aggravé les tensions.

L'Iran a menacé les Etats-Unis et Israël de sévères représailles. Toute la zone est en ébullition, et le gouvernement

irakien paraît incapable d'assurer la sécurité de son allié américain. "Actuellement, c'est hors de ses capacités", confirme l'analyste Omar al-Nidawi, directeur du Centre pour la paix en Irak (Epic). Autant d'arguments qui rendent le Kurdistan irakien très attractif. Déjà, le retrait, annoncé à la fin de 2019 par Donald Trump, des forces américaines engagées dans la coalition antijihadiste, le replaçait au centre du jeu.

La relation avec Erbil est cruciale pour les objectifs de sécurité nationale au Moyen-Orient. "A court terme, les Kurdes irakiens vont rester un partenaire clef des Etats-Unis en Irak et au Moyen-Orient pour le contre-terrorisme", estime Nicholas Heras, de l'Institut d'études de guerre de Washington. L'évacuation des troupes du nord de la Syrie, où Washington formait le principal contingent, rend nécessaire le

maintien d'une plateforme logistique sécurisée à Erbil. Les forces spéciales et les services de renseignement y opèrent plus librement. "Et l'ancien aéroport militaire d'Erbil est en cours de rénovation", note une source proche du gouvernement kurde. Il permettra d'accueillir un plus grand nombre d'avions américains. En janvier dernier, à la suite de la mort de Qassem Soleimani, une quinzaine de missiles balistiques avaient été tirés par l'Iran sur les installations américaines, y compris à Erbil. Depuis cette date, deux batteries de missiles anti-aériens Patriot y ont été installées pour prévenir de nouvelles attaques. En octobre dernier encore, des roquettes ont atterri sur l'aéroport d'Erbil, utilisé par les forces américaines, mais sans faire de victimes.

Tous ces réajustements stratégiques pourraient s'accélérer dès le mois de janvier avec la

prise de fonction de Joe Biden à la Maison-Blanche. Le leader démocrate, fervent partisan d'une autonomie du Kurdistan, est attendu avec impatience par le gouvernement d'Erbil ; ses déclarations sur la présence américaine en Irak seront scrutées par toutes les parties. Joe Biden a toujours entretenu des rapports étroits avec la famille Barzani, qui tient le pouvoir dans la région. En 2003, le sénateur avait été l'ardent promoteur d'un plan de découpage communautaire de l'Irak, conférant au Kurdistan une autonomie renforcée par rapport à Bagdad et au sud du pays, à majorité arabe et chiite. Un bras de fer oppose actuellement l'Etat irakien à la région autonome kurde sur le partage du budget et des ressources pétrolières. Un conflit dans lequel Washington aura nécessairement son mot à dire.

duvaR.english
Turkey's own independent gazette

20/12/2020

By Müzeyyen Yüce / DUVAR

70 percent of Kurdish youth face discrimination in Turkey, poll reveals

A survey carried out by Rawest Research revealed that some 70 percent of Kurdish youth in Turkey face discrimination, be it rarely or frequently. The poll also showed that the Kurdish youth is not content with living in the country due to the increasing discrimination they face.

Some 70 percent of the Kurdish youth face discrimination in Turkey, be it rarely or frequently, a poll carried out by Rawest Research has revealed.

The company talked to over 1,500 individuals across Turkey for its survey that looked into the lives of young Kurds.

According to Rawest, seven out of 10 participants said that they are rarely or frequently

subject to discrimination, while only 13 percent said that they don't see such treatment.

"This affects their relationships with their romantic partners or friends and triggers discrimination. Nearly half of the Kurdish youth [44 percent] don't want a Turkish boyfriend/girlfriend," Reha Ruhavioğlu from Rawest told Duvar.

"This statistic is attention grabbing since it shows how dis-

crimination builds walls between the Kurds and Turks even though Kurds plan to live in Turkey and build a future in western provinces. It also shows that the Kurds, especially the Kurdish youth, have a Kurdish habitat that they're able to live in in the country's west and that having such habitat enables further distancing," he said.

According to the research, the Kurdish youth thinks that there is a bias against the Kurds in

the west and that is why they are subject to discrimination.

"They link this discrimination to Turkish TV and the fact that the political process in the past couple of years sends negative messages regarding Kurdishness. Social media is also accepted as a platform that discrimination manifests itself openly," Ruhavioğlu said.

The survey showed that 34 percent of the Kurdish youth

are in working life, 24 percent are working as unskilled laborers and the rest is unemployed. Ruhavioğlu said that employment statistics are lower when compared to Turks.

"When it comes to gender distribution, women are seen to be a bit more disadvantaged," he said.

Four out of five of every young Kurd that votes for the ruling Justice and Development Party (AKP) stress their identity as a Muslim, while the ratio is down to around 33 percent among voters of the Peoples' Democratic Party (HDP). Two thirds of HDP voters emphasize their Kurdish identity, whereas its around 33 percent among AKP voters.

Another significant outcome of the survey concerns the Kurdish youth's satisfaction with living in Turkey.



A Kurdish woman is seen attending Newroz celebrations in the south-eastern province of Diyarbakır in this file photo.

"The fact that the Kurdish youth are less content with their lives and with living in Turkey when compared to their Turkish peers is something to be thought about. Those who live in the west are a bit more pessimistic due to the discrimination they face," Ruhavioğlu said.

Restrictions on their mother tongue

The Kurdish youth cited dis-

crimination and restrictions on speaking their mother tongue as their biggest problems.

"This has a direct relationship with identity issues. It pushes the young Kurds who seek to keep their mother tongue alive towards their Kurdish identity. Discrimination leads to holding on to the Kurdish language and identity," Ruhavioğlu said, adding that the Kurds in the western provinces are forgetting

their mother tongues. When it comes to religion, the Kurdish youth is getting away from Islam since they think that the AKP represents it.

"Secondly, they distance themselves from religion because of the attacks of ISIS and other Islamic armed organizations on Kobane," Ruhavioğlu said, referring to jihadists' attacks on mainly Kurdish areas in northern Syria.

"Secularization is increasing," he said.

Ruhavioğlu noted that the arguments on the Kurdish youth becoming more radicalized is wrong.

"They are distant towards radicalization. One of the main reasons behind it is the expansion of the civil political sphere with Selahattin Demirtaş," he said, referring to the former HDP co-chair who has been imprisoned since Nov. 4, 2016.

Le Monde

21/12/2020

Par Jean-François Chapelle

La justice turque décide le maintien en prison de l'homme d'affaires Osman Kavala

En dépit des espoirs de libération suscités par les promesses présidentielles de réforme dans le domaine des droits de l'homme, un tribunal stambouliote a décidé de maintenir en détention le mécène turc, emprisonné depuis 38 mois et rejugé vendredi dans le cadre d'une procédure kafkaïenne.

La 36^e chambre d'assises du tribunal d'Istanbul a manqué hier une occasion de donner corps aux annonces du président turc Recep Tayyip Erdogan, qui avait promis, le mois dernier, de redresser le bilan de la justice de son pays grâce à un « plan d'action pour les droits de l'homme ». Chargée de rejurer l'homme d'affaires Osman Kavala, emprisonné depuis 1 144 jours dans un dossier emblématique des er-

rances du système judiciaire turc, la cour a choisi de maintenir en détention le mécène de 63 ans jusqu'à la conclusion de son procès.

Connu pour son engagement en faveur de la promotion des cultures minoritaires de Turquie – notamment kurde et arménienne –, Osman Kavala est entré dans la ligne de mire des autorités turques en octobre 2017, quand le président

Erdogan l'a désigné comme le « représentant en Turquie » du milliardaire américain George Soros, bête noire de plusieurs dirigeants autoritaires dans le monde, et l'a accusé d'avoir commandité le vaste mouvement de contestation antigouvernementale de Gezi, en juin 2013.

Arrêté le 19 octobre 2017, le philanthrope a d'abord été jugé pour tentative de renversement du gouvernement par la force.

Acquitté par manque de preuves le 18 février, il n'a pourtant pas été autorisé à quitter sa prison, en raison d'une nouvelle accusation, émise le jour même par le parquet d'Istanbul, concernant cette fois son implication supposée dans la tentative ratée de putsch du 15 juillet 2016. Pour parachever son œuvre, le ministère public a ajouté en mars l'espionnage « politique et militaire » à la liste des crimes imputés au détenu.

« Pas la moindre preuve concrète »

Comparaissant vendredi 18 décembre pour la première fois pour répondre de ces deux nouveaux chefs d'accusation, Osman Kavala, qui s'exprimait par visioconférence depuis sa prison, a dénoncé des incriminations qui « ne s'appuient pas sur la moindre preuve concrète », et sont « en totale contradiction avec [sa] vision du monde et [son] éthique », hostiles à toute interférence de l'armée en politique.

« Mon maintien en détention pendant des années, au mépris de la décision rendue par la Cour européenne des droits de l'homme [CEDH] et malgré mon précédent acquittement (...), n'est pas une violation ordinaire de mes droits, a clamé l'accusé, qui encourt la réclusion à perpétuité. C'est devenu une torture morale. »

Le 10 décembre 2019, la CEDH avait ordonné à Ankara la « libération immédiate »



Devant le tribunal d'Istanbul, lors d'une audience de demande de remise en liberté du mécène Osman Kavala, le 18 décembre 2020. OZAN KOSE / AFP

d'Osman Kavala, estimant que son maintien en détention relevait d'une volonté de « réduire au silence » cette figure emblématique de la société civile, « et avec lui tous les défenseurs des droits de l'homme ». La cour a fixé au 5 février la prochaine audience.

Réagissant vendredi soir au maintien en détention du phi-

lanthrope, le rapporteur du Parlement européen pour la Turquie et le président de la délégation parlementaire conjointe Union européenne-Turquie auprès du Parlement européen, respectivement Nacho Sanchez Amor et Sergey Lagodinsky, ont dénoncé dans un communiqué « le manque de volonté des autorités turques de mettre en œuvre des réformes substanti-

elles dans le domaine de l'Etat de droit, de l'indépendance de la justice et des droits fondamentaux ».

« Tout ce que nous avons entendu, jusque-là, ce sont des promesses vagues, il n'y a pas d'actes », ont déploré les deux hommes. Les annonces du président Erdogan sur les droits de l'homme, que de nombreux observateurs lient à l'accession prochaine à la Maison Blanche de Joe Biden, moins indulgent que le président américain sortant Donald Trump à l'égard des régimes autoritaires, avaient laissé espérer aux défenseurs d'Osman Kavala une libération de leur client.

La Turquie a cependant encore une possibilité de mettre ses actes en conformité avec ses paroles. La Cour constitutionnelle a en effet décidé mardi de convoquer son assemblée plénière pour statuer sur la privation de liberté de l'homme d'affaires.

Massacre de Maraş: pas de justice depuis 42 ans

En décembre 1978, un pogrom était perpétré contre la population kurde-alévie de Maraş, par des islamo-fascistes se revendiquant du groupe paramilitaire des Loups gris. D'après les chiffres officiels communiqués par l'Etat turc, 111 personnes auraient été tuées ; cependant, le chiffre réel serait situé entre 500 et 1000 victimes. Les auteurs du massacre n'ont jamais été traduits en justice.

Entre le 19 et le 26 décembre 1978, la ville de Maraş (Gurgum en kurde) a été la scène d'un pogrom contre la population kurde-alévie. Pendant plusieurs jours, des hordes d'islamo-fascistes turcs se revendiquant du mouvement ultra-nationaliste

des Loups gris ont fait régner la terreur dans la ville, prenant pour mot d'ordre le sermon criminel d'un imam local nommé Mustafa Yıldız : « Le jeûne et la prière ne feront pas de vous un pèlerin ; quiconque tue un Alévi gagne autant en charité que s'il faisait cinq pèlerinages

à la Mecque. »

Dans les quartiers alevis, les agresseurs ont saccagé les commerces et traîné les habitants hors de chez eux, se livrant aux pires atrocités. Des femmes ont été violées, des enfants et des personnes

âgées assassinés de sang froid.

Quelques jours avant le massacre, les maisons des Alévis ont été marquées d'une croix rouge à la mode « nazie », signe d'un massacre de masse ciblé et bien planifié. Dès l'en-

trée en scène des Loups gris, les forces de sécurité turques se sont retirées, s'abstenant d'intervenir pendant plusieurs jours. Officiellement, 111 personnes sont mortes dans le pogrom ; mais, selon des chiffres non officiels, le massacre aurait fait 500 à 1 000 victimes. Des centaines de personnes ont par ailleurs été blessées. Les auteurs du massacre de Maraş n'ont jamais été traduits en justice. Comme tant d'autres massacres, le pogrom contre les Kurdes-alévis de Maraş n'a jamais trouvé de place dans l'historiographie contemporaine de la Turquie. Dans ville aujourd'hui quasi-exclusivement habitée par une population turque-sunnite, toute mémoire du massacre a disparu.



20 décembre 2020 Le massacre contre les Kurdes-alévis de Maras aurait fait 500 à 1000 morts

Le Monde

21/12/2020
Le Monde avec AFP

Turquie : L'ancienne députée kurde Leyla Güven a été condamnée à 22 ans de prison pour terrorisme

L'ancienne députée kurde Leyla Güven, reconnue coupable d'appartenir au Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), a été condamnée par un tribunal turc pour des faits de « terrorisme ».

A peine deux ans après sa remise en liberté conditionnelle, l'ancienne députée kurde Leyla Güven a, à nouveau, été condamnée par un tribunal turc. Elle écope d'une peine de vingt-deux ans et trois mois de prison pour « terrorisme ».

Déjà déchue de son mandat de députée en juin dernier, Leyla Güven, 56 ans, est la coprésidente du Congrès pour une société démocratique (DTK), un organisme que le gouverne-

ment turc accuse d'être lié au Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), classé organisation terroriste. L'ancienne députée a ainsi été reconnue coupable, par le tribunal, d'« appartenance à un groupe terroriste » et de « propagande » en faveur de cette organisation.

« Un droit de l'ennemi envers les Kurdes »

Alors qu'un mandat d'arrêt a été lancé contre l'ex-députée, qui comparait libre, son avocat a d'ores et

déjà fait savoir qu'elle envisageait de faire appel du verdict. « Ma mère a été condamnée pour ses activités en lien avec le DTK, qui était autrefois considéré comme un interlocuteur par les autorités », a réagi Sabiha Temizkan, la fille de l'ex-députée, sur Twitter.

« Cette condamnation est l'exemple concret de l'application d'un droit de l'ennemi envers les Kurdes », a estimé de son côté Ebru Günay, députée et porte-parole du Parti démocrati-

que des peuples (HDP) auquel Leyla Güven appartenait et dont elle était députée.

La déchéance de son mandat, en juin dernier, répondait d'une précédente condamnation, déjà en raison de son « appartenance à une organisation terroriste armée ». Elle avait été arrêtée en janvier 2018 après avoir critiqué l'offensive militaire turque en cours dans l'enclave à majorité kurde d'Afrin dans le nord de la Syrie.

D'autres membres du HDP emprisonnés pour « terrorisme »

Emprisonnée, elle avait lancé un mouvement de grève de la faim dans les prisons en novembre 2018 pour protester contre les conditions de détention du leader kurde Abdullah Öcalan, l'un des fondateurs du PKK. Massivement suivi, le mouvement avait pris fin en mai 2019, et l'ancienne députée avait bénéficié d'une remise en liberté conditionnelle en janvier 2019.



En janvier 2019, une ancienne députée kurde Leyla Güven, qui dormait chez elle, a poursuivi une grève de faim pour condamner les conditions de détention d'Abdullah Okaran, l'un des fondateurs du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK). ILYAS AKENGİN / AFP

Le pouvoir turc accuse le HDP d'être une « vitrine politique » du PKK, une accusation rejetée par le parti prokurde qui se dit victime

de répression en raison de sa farouche opposition au président turc. Selahattin

Demirtas, ancien dirigeant emblématique du HDP, est détenu depuis novem-

bre 2016 pour des accusations en lien avec le « terrorisme ».



22 décembre 2020

Iran : plus de 189.300 décès dus au coronavirus dans 470 villes

Alors que la situation des infirmières s'aggrave de jour en jour et qu'aucune mesure n'a été prise pour acheter des vaccins, Rohani a osé dire : « en période de coronavirus, dans certains pays développés, de longues files d'attente se sont formées, mais dans notre pays l'abondance est partout. Le coût de l'hospitalisation est de 6 à 10 %. Nous n'avons pas reçu d'argent durant le coronavirus, nous avons soigné les gens et même des étrangers. »

· Le directeur général de l'organisation du système médical : Fournir des vaccins à la population est une priorité vitale, for-

cée et définitive. Injecter 50 millions de vaccins en huit mois n'est pas efficace, ce nombre doit être injecté en trois mois. Si cela prend trop de temps, la chaîne virale ne sera pas rompue. (Agence Isna, 21 décembre 2020)

· Le secrétaire général du foyer des soins infirmiers : la migration des infirmières a augmenté de 300%. Quelque 3000 à 4000 personnes ont quitté leur emploi pendant l'épidémie. (Site Hamshahri, 21 décembre 2020)

· Le responsable de la maison de soins infirmiers de la pro-

vince de Guilan : Nous avons 5 mois d'arriérés de salaires et certains CHU ont des arriérés depuis l'an dernier. Le coronavirus continue et nous attendons. (Site Hamshahri, 20 décembre 2020)

· Le système de soins infirmiers de la province de Chaharmahal-Bakhtiari : nous devons embaucher 3 000 infirmières. Le paiement des arriérés de salaires et du travail des infirmières a atteint 6 mois. (Agence Irna, 21 décembre 2020)

L'Organisation des Moudjahidine du peuple d'Iran

(OMPI/MEK) a annoncé le 21 décembre 2020 que le nombre de victimes du coronavirus dans 470 villes dépassait les 189 300.

Le bilan des morts dans les provinces est le suivant : Téhéran 46.486, Khorassan Razavi 12.995, Ispahan 11.185, Khouzistan 9725, Azerbaïdjan occidental 7128, Guilan 6756, Fars 5772, Golestan 4687, Hamedan 4550, Kerman 4029, Kermandah 3996, Kurdistan 3261, Semnan 2859, Ardebil 2312, Zanjan 1970, Ilam 1955, Bouchehr 1904 et Chaharmahal-Bakhtiari 1470.

A Istanbul, des Iraniens en quête d'exil « La situation est devenue insoutenable » : de plus en plus d'Iraniens choisissent l'exil vers la Turquie

Comme tous les jours depuis une semaine, Reza (prénom d'emprunt) a mis un ample manteau pour se protéger du froid et des baskets pour enchaîner les visites d'appartements et de maisons à Istanbul. « La journée va être longue », précise cet homme d'affaires iranien, arrivé à Istanbul fin novembre. En cette journée de début décembre, il se rend dans le quartier résidentiel à l'ambiance décontractée de Kadiköy, situé dans la partie asiatique d'Istanbul, pour visiter des appartements à Park résidence, un complexe où vivent de nombreux Iraniens.

« Je fais entre trois et quatre visites par jour », explique ce père de deux enfants âgés de 2 et 7 ans qui, comme de nombreux Iraniens, cherche à acheter un bien immobilier d'une valeur d'au moins 250 000 de dollars (soit 206 400 euros), seuil qui permet d'obtenir la nationalité turque. De culture islamique, comme son voisin iranien, la Turquie est l'un des rares pays dans le monde à exempter les Iraniens de visa, devenant ainsi l'une de leurs destinations favorites, aussi bien pour faire du tourisme que pour y vivre.

Après la crise monétaire de 2018, qui a fait basculer l'économie turque dans la récession, Ankara a facilité l'obtention de sa citoyenneté pour les ressortissants étrangers, abaissant le seuil d'investissement immobilier de 1 million de dollars à 250 000.

Ainsi, les Iraniens sont-ils de-



Les ressortissants de la République islamique fuyant la crise sont les premiers acheteurs étrangers en Turquie. Nicole Tunc pour Le Monde

venus les premiers acheteurs étrangers sur le sol turc, suivis par les Irakiens. Sur presque 37 000 biens immobiliers vendus depuis le début de l'année 2020, 18 % ont été acquis par des Iraniens, soit 40 % de plus qu'à la même période il y a un an.

Récession flagrante

Reza, qui relate avoir passé la moitié de sa vie à l'étranger – « au Royaume-Uni, en Australie et en Chine » –, n'aurait « jamais » imaginé chercher à obtenir un autre passeport et à quitter l'Iran. « J'ai toujours été un nationaliste zélé, estime-t-il, se moquant de lui-même. Mais la situation en Iran est devenue insoutenable. »

La principale raison qu'il cite est l'air : « A Téhéran, et même dans les plus petites villes, c'est devenu irrespirable, soutient Reza. C'est à cause de la piètre qualité de l'essence produite en Iran, du fait des sanctions [américaines] qui empêchent le pays d'en importer. Mais plus généralement, les autorités ne sont pas non

plus capables de gérer le pays. C'est pourquoi il faut s'enfuir. »

Depuis deux ans, l'embargo américain est de retour contre l'Iran, rendant difficiles, voire impossibles, la vente de son pétrole et les transactions bancaires avec le monde. Cette situation fait suite au retrait unilatéral, en 2018, des Etats-Unis de l'accord sur le dossier nucléaire, signé avec la communauté internationale en 2015. Ainsi, l'économie iranienne, déjà étranglée par une mauvaise gestion et une corruption endémique, sombre dans une récession flagrante.

Selon le Centre iranien de statistiques, l'inflation a atteint 46 % en novembre, sur un rythme annuel. La monnaie iranienne s'est effondrée face aux devises étrangères. L'euro s'achetait, à la mi-décembre, à presque 312 000 rials sur le marché noir, soit deux fois plus cher qu'il y a un an. L'immobilier, notamment à Téhéran, est devenu inaccessible pour un nouveau pan de la société iranienne.

« Tout le monde autour de moi

va mal économiquement. Ça me plombe le moral, même si moi-même j'ai un bon niveau de vie », se désole Reza. Pour cet homme d'affaires, la corruption, « très répandue en Iran », est devenue, à l'entendre, un vrai problème. « Pour faire des affaires en Iran, je dois payer des pots-de-vin à tout le monde, à commencer par le bas de l'échelle et jusqu'au plus haut niveau. Jamais la situation n'avait été aussi mauvaise. »

Carte de séjour turque

Loin d'être un cas isolé, Reza est en cette journée de visite accompagné d'un compatriote qui, lui aussi homme d'affaires, a déjà fait la même démarche en 2018 et a désormais son passeport turc entre les mains. Un objet de valeur qui permettrait à Reza d'ouvrir un compte bancaire en Turquie et même d'y lancer son business alors que ses comptes en Chine, privé et professionnel, ont été fermés il y a deux ans.

A l'époque, les responsables de la banque lui avaient précisé que la fermeture était due au fait que l'Iran n'accepte pas d'appliquer les règles du Groupe d'action financière (GAFI), un organisme intergouvernemental de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme. Bien que le président iranien, Hassan Rohani, à l'origine des négociations qui ont abouti à l'accord nucléaire, ait toujours plaidé pour l'intégration du GAFI, ses adversaires conservateurs s'y opposent farouchement, faisant valoir que le recul

face aux exigences de l'Occident ne serait pas dans l'intérêt de Téhéran. Reza, lui, ne les comprend pas. « *Dans quel monde vivent ceux qui s'y opposent ?* », se demande-t-il.

A quarante kilomètres à l'ouest de Kadiköy, dans le quartier de Beylikdüzü, des magasins en bas du complexe d'appartements AK, beaucoup moins glamours, sont couverts d'écriture en persan. Les six tours du complexe comptent 1 200 appartements où vivent « *au moins une soixantaine de familles iraniennes, moins fortunées que celles qu'on trouve ailleurs à Istanbul* », selon Mehdi Pashayi, un agent immobilier. Dans ce quartier, les Iraniens achètent – sans arriver au seuil de 250 000 dollars nécessaire à l'obtention de la citoyenneté turque – ou louent un logement, ce qui permet de demander une carte de séjour d'un an, renouvelable, sans l'autorisation de travailler en Turquie.

« Absence d'espoir »

C'est le cas de Soheil, Iranien de 26 ans, qui travaille dans le



Le quartier d'Esenyurt, un district du sud-ouest d'Istanbul qui accueille de nombreux réfugiés, le 3 décembre. Nicole Tung pour Le Monde

cinéma d'animation, toujours comme indépendant, parfois pour des clients étrangers, ce qui nécessite d'avoir un compte bancaire hors du pays, car les sanctions américaines empêchent les banques iraniennes d'être connectées aux réseaux mondiaux. Soheil a donc décidé de s'installer en Turquie en 2018 où il a acheté à Beylikdüzü un petit appartement d'une valeur de 50 000 euros.

« *Aujourd'hui, j'ai un compte bancaire et j'arrive à prendre*

les commandes, même des Etats-Unis », explique-t-il. Lui est parti de Téhéran avec sa femme, parce que « *pour les choses les plus banales telles qu'une sortie entre filles et garçons, on est emmerdés en Iran au nom de la loi* », se désole le jeune homme, qui en a eu assez des règles, parfois non écrites. « *Une fois, les autorités qui contrôlaient mon œuvre m'ont reproché d'avoir donné aux personnages de mon film d'animation des prénoms pas assez islamiques* », glisse-t-il.

Un sociologue iranien explique que ceux qui songent à partir ne sont plus seulement issus des classes aisée et moyenne. « *Désormais, les moins favorisés envisagent aussi l'immigration. C'est une indication de l'absence d'espoir de voir la situation s'améliorer, aussi bien sur le plan de l'économie qu'en matière de libertés sociales, individuelles et politiques* », explique cet homme qui préfère garder l'anonymat.

Mais du fait de l'embargo américain, les démarches pour sortir de l'argent d'Iran sont devenues particulièrement compliquées. A Istanbul, beaucoup d'Iraniens disent recourir à la « hawala », un système de compensation traditionnel reposant sur la confiance, par le biais des bureaux de change ou des entreprises collaborant entre elles entre les deux pays, contre une commission. D'autres ont passé l'argent directement avec eux à l'aéroport, et ce malgré une loi en vigueur depuis 2018 qui interdit aux voyageurs de sortir plus de 5 000 dollars du pays pour enclencher la fuite des capitaux.

Le Monde

Le Monde 22/12/2020
Par Hélène Sallon

L'Irak contraint à des coupes drastiques dans la fonction publique

Le gouvernement de Mustafa Al-Kadhimi doit appliquer des mesures d'austérité pour éviter un naufrage budgétaire en 2021

« Ils ont absorbé la colère populaire en nous offrant des emplois, puis nous ont abandonnés. S'ils n'honorent pas leurs promesses, on va ériger des tentes dans chaque ville et relancer la contestation », avertit Haïdar Rizerdjoui. L'avocat et les cent mille jeunes employés du ministère de l'électricité irakien, qu'il représente, ne décolèrent pas. Le gouvernement d'Adel Abdel-Mahdi les avait embauchés en septembre 2019 pour acheter

la paix sociale après plusieurs vagues de manifestations réclamant des emplois et des services publics. [Une nouvelle mobilisation d'ampleur, durement réprimée, a entraîné sa chute à l'automne 2019.](#) Et, depuis mars, ces cent mille employés n'ont, eux, touché aucun salaire, faute de budget.

Promesse leur a été faite de reconduire leurs contrats pour un an et de financer leurs salaires dans la loi de finances

pour l'année 2021, dont le projet est en discussion en conseil des ministres. « On n'a pas d'autre choix que d'honorer cette promesse. C'est un désastre. Beaucoup d'emplois publics ont été promis à tort et à travers : après la guerre contre l'[organisation] Etat islamique, à chaque vague de manifestations... », déplore Moudher Salih, conseiller économique dans le cabinet du premier ministre, [Mustafa Al-Kadhimi, qui a hérité du dos-](#)

[sier lors de son investiture en mai.](#)

Une promesse concédée à contrecœur, car l'Irak, deuxième pays producteur de l'OPEP, est à court de liquidités depuis l'effondrement des cours du pétrole, en mars, dans le sillage de la pandémie de Covid-19.

Bagdad, dont les recettes dépendent à 93 % de l'or noir, prévoit de terminer l'année

2020 en déficit avec un PIB en chute de 11 % et doit se résoudre à des mesures d'austérité pour s'attaquer à cette crise structurelle. Premier poste de dépense de l'Etat, la fonction publique est devenue un insoutenable fardeau. Avec moins de 4 milliards de dollars de recettes pétrolières par mois, Bagdad a dû emprunter, à deux reprises en 2020, pour honorer, parfois avec du retard, les 5 milliards de dollars de dépenses mensuelles en salaires et retraites de la fonction publique, et en subventions.

« Il n'y a aucun contrôle sur ces dépenses à cause de la mouhassassa [système de répartition des postes par quotas confessionnels]. Ces emplois sont une façon pour les partis politiques d'acheter la loyauté de leur base. Or, on a beaucoup de partis : le monstre est devenu une hydre », regrette Ahmed Tabaqchali, responsable en Irak du fonds d'investissement Asian Frontier Capital.

Dévaluation du dinar irakien

« Le problème est que la population augmente de 1,2 million d'habitants par an et, chaque année, 450 000 nouveaux demandeurs d'emploi arrivent sur le marché. On a un taux de chômage à deux chiffres depuis 2004, avec un record de 24 % en 2014-2015 », ajoute M. Salih. Diminuer le coût de la fonction publique de 25 % à 12,5 % du PIB et développer le secteur privé sont deux objectifs phares du Livre blanc, un plan de réformes structurelles dévoilé mi-octobre par le gouvernement. Mais la promesse de M. Kadhimi d'organiser, dès juin, des élections anticipées, réclamées par les manifestants, remet à plus tard leur mise en œuvre.



Bureau de change, à Bagdad, le 20 décembre. THAIER AL-SUDANI / REUTERS

Samedi 19 décembre, M. Al-Kadhimi a plaidé pour la mise en place de premiers pas douloureux pour éviter « le chaos », après avoir fait marche arrière en juin face à l'impopularité de telles mesures. Le projet de loi de finances en discussion tient compte des promesses faites aux cent mille employés du ministère de l'électricité, ainsi qu'à des dizaines de milliers d'autres, après les manifestations de 2018, puis de 2019. En revanche, l'ensemble des fonctionnaires – quatre millions d'actifs et trois millions de retraités pour quarante millions d'habitants – devraient subir d'importantes restrictions budgétaires et fiscales.

La première mesure-choc, actée dès samedi par la Banque centrale d'Irak, est la dévaluation du dinar irakien de 22 % face au dollar. « Comme le pétrole est payé en dollars, cela va nous apporter beaucoup de dinars, mais au prix d'une inflation, car 80 % des biens et produits de consommation sont importés », concède M. Salih. Alors que le ministère du Plan prédit déjà une hausse du taux de pauvre-

reté de 20 % à 31,7 % en 2020, le ministre des finances, Ali Allawi, a minimisé l'impact de cette mesure en encourageant la population à « consommer local ».

« Outre la réduction du coût des emplois publics, c'est un choix assumé de rendre les importations plus coûteuses pour encourager la production locale », abonde Fayçal Al-Eissaoui, vice-président de la commission des finances du Parlement. Mais le retard pourrait être long à combler dans l'industrie et l'agriculture, sacagées par les sanctions et les guerres, l'absence de planification et la corruption.

Emprunts envisagés

La colère se fait déjà entendre chez les fonctionnaires dont les primes, qu'ils perçoivent en complément de leur salaire, devraient, en outre, subir des coupes drastiques. Selon un rapport du Fonds monétaire international (FMI) de 2017, ces primes font 40 % des revenus en moyenne. « Le système des primes – sur le partage de bénéfices, le risque, les diplômes... – est totalement arbit-

raire. Il faut rationaliser les grilles des salaires et des primes, et les taxer », admet M. Tabaqchali. « Si l'on réduit le montant des salaires et que l'on introduit de nouveaux impôts, peut-être y aura-t-il moins de candidats à la fonction publique », plaide M. Al-Eissaoui, malgré l'absence de mesures pour développer le secteur privé, embryonnaire et peu attractif en matière de droit du travail.

« Si on prend des mesures d'austérité drastiques, on ne sera pas un Etat failli, juste un pays déglingué », Ahmed Tabaqchali, du fonds d'investissement Asian Frontier Capital

Même si le gouvernement maintient ce cap de rigueur dans le projet de loi de finances, une rude bataille se profile encore au Parlement, avec les élections en vue. Or, ces mesures sont insuffisantes pour équilibrer le budget qui prévoit des dépenses record équivalent à 102 milliards d'euros, dont un déficit de près de 41 milliards d'euros avec un baril de pétrole à 42 dollars. Des emprunts locaux et internationaux sont envisagés. Des négociations ont été engagées avec le FMI.

« On ne s'attend pas à obtenir un prêt rapidement, mais on fait de notre mieux pour remplir ses exigences », assure le député Al-Eissaoui. La confiance de l'institution financière est entamée. « Deux ans après le prêt concédé en 2016, le gouvernement est revenu sur les engagements pris et les progrès réalisés, ajoute M. Tabaqchali. L'Irak est un pays riche. Si on prend des mesures d'austérité drastiques, on ne sera pas un Etat failli, juste un pays déglingué. »

PKK remains a thorn inside of Turkish-Iraqi relations

The Iraqi government needs Turkey to counterbalance Iran and help alleviate Baghdad's economic problems, but the Kurdish issue, which has long strained bilateral ties, might further snag progress in economic and strategic projects.

Iraqi Prime Minister Mustafa al-Kadhimi was given a special reception in Ankara last week, including a spectacular dinner complete with Iraqi music. The Dec. 17 visit, which took place after recurring bilateral tensions and no less than four invitations by Turkish President Recep Tayyip Erdogan, ended in an optimistic mood, with Turkey's ambassador to Iraq asserting how both sides were happy with the talks. Yet the main irritant in bilateral ties — the presence of Turkish Kurd militants on Iraqi soil — remains unchanged and may even grow down the road.



Turkish President Recep Tayyip Erdogan (L) welcomes Iraqi Prime Minister Mustafa al-Kadhimi (R) at the Presidential Complex with an official ceremony in Ankara on Dec. 17, 2020. Photo by Murat Cetinmuhurdar/Turkish Presidential Press Service/AFP via Getty Images.

During the talks, the Turkish side raised strategic projects such as a second border crossing between the two neighbors, the reopening of the oil pipeline from Kirkuk to Turkey's Mediterranean coast, a railroad between the two countries and a highway from the Iraqi border city of Zakho to the Persian Gulf. Though Kadhimi said nothing about those projects at the joint press conference, he spoke of collaborating with Turkey in the reconstruction of Iraq.

Erdogan said the two sides agreed to sustain efforts against "common enemies" such as the Islamic State (IS) and the Kurdistan Workers Party (PKK), the armed group that has fought Ankara since 1984, using rear bases in the mountains of northern Iraq. Without naming the PKK, Kadhimi said that Baghdad would not tolerate any group threatening Turkey from Iraqi soil and pledged continued efforts against terrorist groups destabilizing the region. He cited as an example the October deal between Baghdad and Iraqi Kurdistan on the administration of Sinjar, which, Turkey hopes, would lead to the PKK's removal from the Yazidi-populated region.

Yet the details that have emerged since the visit suggest that no real breakthrough was achieved on the main sticking points in bilateral ties. The chronic water-sharing dispute over the Euphrates and Tigris rivers remains unchanged and Turkey's cross-border military operations against the PKK continue to strain the relationship.

According to Dahuk Gov. Ali Teter, who was part of the Iraqi delegation in Ankara, Kadhimi told his Turkish interlocutors to stop interfering in Iraqi affairs, referring to Turkey's cross-border operations. Erdogan, he said, insisted on the PKK's removal from Iraqi territory and pressed for a move on Makhmour, another area where the PKK holds sway, similar to the Sinjar deal between Baghdad and Erbil.

That Ankara is already pushing Baghdad on Makhmour, while the Sinjar deal has yet to bear fruit, is a sign that Turkey's Kurdish policy could continue to complicate bilateral ties, no matter how much economic cooperation advances.

The deal on Sinjar — known as Shingal in Kurdish — called for the deployment of central government

forces in the region, a new 2,500-strong Yazidi police force, an overhaul of the local administration, including an independent district governor, and the reconstruction of the region, which suffered some of the worst IS atrocities in 2014. Ankara welcomed the deal, hoping for the dissolution of the Shingal Resistance Units and the related Democratic Self-Administration Council of Shingal, which the Yazidis, left alone against the IS invasion, created with PKK support. Judging by developments on the ground, however, the deal is not producing the kind of cleansing that Ankara expects.

Fikret Iğrek, a senior diaspora leader of the Shingal self-rule council, told Al-Monitor that representatives of the council and the Shingal Resistance Units told a delegation from Baghdad on Nov. 8 that the Yazidis would not accept any deal sealed without their participation. A week later, representatives of various Yazidi groups called for a solution based on self-rule in talks with officials in Baghdad. Yet, the government gave the cold shoulder to the self-rule demand as well as to Yazidi requests to keep the Shingal Resistance Units intact.

Soon, up to 8,000 Iraqi soldiers deployed along the Iraqi-Syrian border in Sinjar. On Nov. 21, Iraqi commanders asked the Shingal Resistance Units to evacuate their positions, sparking local protests. Ensuing negotiations resulted in an agreement for 1,000 members of the Shingal Resistance Units to join the Iraqi forces. Moves to dismantle the Asayish police force triggered protests as well. The dispute has yet to be resolved. Baghdad has shown less flexibility to Turkey's demands than Erbil. As Al-Monitor first reported Dec. 22, the Kurdistan Regional Government has asked the US-led coalition to deploy observers to patrol its border with the Kurdish-controlled northeast of Syria, aiming to discourage the PKK from moving men and supplies from its bases in northern Iraq to Syrian Kurdistan.

The self-rule leadership remains in closer cooperation with Baghdad than Iraqi Kurdistan and even maintains "indirect ties" with militia from the Popular Mobilization Units (PMU), according to Yazidi journalist Eyup Burc. They want "to resolve the problem with Baghdad," he told Al-Monitor. The integration of Shingal Resistance Units members into the federal forces amounts to "changing garbs," he said, stressing that the self-rule bodies "will be somehow integrated into the central government as well." Under the deal, the district governor is supposed to be named by the Kurdistan Democratic Party (KDP), the dominant political force in Iraqi Kurdistan, but on the ground, central government forces involving alternatively the KDP, the PMU or the Shingal Resistance Units are expected to share control in the region, Burc said.

The interests of various actors clash in Sinjar. The PKK, which is at odds with the KDP, wants to

keep Sinjar away from KDP influence, as the region provides a crucial route to northeastern Syria, which is controlled by PKK-linked Kurds. The PKK's relationship with Baghdad is far from acrimonious, for the IS threat has led the two sides to communicate. The Sinjar deal has irked Iran over the potential removal of its PMU allies from the Syrian border. For the same reason, the United States has welcomed the deal, but just like Turkey, it has yet to see its expectations materialize.

As for Makhmour, the area — right in the heart of Iraq — is home to a refugee camp that hosts more than 12,000 Turkish Kurds, who fled Turkey in the 1990s after the security forces burned down their villages to deprive the PKK of local support. After changing several locations, the refugees settled on a barren slope of Qarachokh Mountain near the town of Makhmour, an area that was beyond the reach of both the Kurdish peshmerga

and the Saddam Hussein regime at the time. Over the years, PKK cadres came to run the camp almost autonomously, drawing Ankara's ire. The area has become the target of Turkish air raids in recent years as PKK fighters, who took part in Makhmour's liberation from IS, stayed at the camp after the war.

The United Nations continues to issue refugee cards to residents of the camp, but has stalled humanitarian aid amid Turkish objections that the site has now become an armed camp. Similarly, Iraqi Kurdistan has cut off the camp on grounds that the killers of a Turkish intelligence officer in Erbil in 2019 had links to the camp.

The refugees are already weighing their options should Baghdad bow down to Turkish pressure. Should they disperse to other Iraqi cities, move to northeastern Syria or seek asylum in a third country?

"There is nothing but fear for us here," Azad Dundar, who fled Turkey with his parents as a 12-year-old in 1993, told Al-Monitor. He said he witnessed the killing of his father in their early years in Iraq. "I don't want to die before the eyes of my children as well. ... I'd go to a third country if they give us the chance," he said.

Dundar, who had his UN refugee card renewed two months ago, said the Iraqi Kurdistan administration treats camp residents as PKK militants and has denied them entry to the region since July 2019, including to those who had jobs or studied at universities there. The refugees are free to travel to areas under Baghdad's control, he noted. He said the UN had stopped humanitarian aid for two years because of the presence of armed men. Camp residents are reportedly willing to let go of their arms, but complain that nobody else is protecting them against resurging IS attacks, the

latest of which claimed four lives two months ago. Dundar said an Iraqi commander only phoned to warn of IS militants moving toward the camp, without sending any forces to repel the attack.

Dundar said he believes Baghdad is unlikely to touch the camp as long as the IS threat persists because its forces in the region are too weak to protect the Qarachokh mountain pass. "Only we can protect this place," he said. "But if they tell us to lay down arms, they need to provide security. And if they move to disperse us, the assembly and municipality of the camp will consider the options."

The Makhmour camp is, in fact, a nutshell of how Turkey's policy of chasing the Kurds instead of seeking a democratic solution to the Kurdish problem is in a deadlock. This policy not only keeps Turkey from normalizing ties with Syria and Iraq, but also harms its ties with the West.

Kurdistan au féminin

23/12/2020

La Kurdistan a travers le regard féminin

Des mercenaires de la Turquie ont transféré en Libye des femmes d'Afrin réduites en esclavage

SYRIE / ROJAVA – Un rapport de Sky News a révélé que les mercenaires de l'occupation turque ont transféré en Libye de nombreuses femmes kidnappées dans le canton kurde d'Afrin et les ont réduites en esclavage comme l'ont fait en 2014 les mercenaires de l'Etat islamique avec les femmes yézidiennes à Şengal.

Un groupe de femmes kurdes d'Afrin a raconté comment des groupes mercenaires et l'armée d'occupation turque ont commis des viols et les enlèvements de femmes et de fillettes depuis l'occupation de la ville en mars 2018, dans un rapport publié par « Sky News Arabia » aujourd'hui

Le rapport a déclaré: « *Après que la Turquie a occupé Afrin, les centres, les institutions et les écoles se sont transformés en centres secrets pour otages. Les témoignages des survivants ont révélé que les crimes violents de viol ont souillé le sol.* »

Le rapport a cité les témoignages selon lesquels « *le viol, la captivité et l'oppression des femmes kurdes à Afrin sont perpétrés avec la connaissance et l'approbation de la Turquie, où des dizaines de femmes, en particulier des mineures sont tuées (...). Elles sont extorquées financièrement, violées et soumises à la violence et aux abus (...).* »

Le rapport est basé sur le réseau d'information « Afrin Post », qui a déclaré que les mercenaires du soi-disant « Jayish al-Nukhbah » ont transféré Salwa Ahmed Shasho, une jeune fille kurde du village de Dar Kara dans la campagne d'Afrin au village Amara Maabatli, pour la vendre comme esclave aux marchands qatariens en Turquie et pour être transférée en Libye plus tard, comme le faisait Daech avec les femmes yézidiennes à Şengal en 2014, mais sa famille a réussi, après des jours, à l'exfiltrer et à contre-carrer le plan des mercenaires.

Des militants d'Afrin ont confirmé à « Sky News

Arabia » que plusieurs femmes kurdes d'Afrin, en particulier les mineures qui étaient détenues par les mercenaires, étaient réduites en esclavage en Libye.

Un activiste kurde d'Afrin, Bengin Darwish (nom d'emprunt), a déclaré qu'une femme appelée Hana du district de She-rawa, avait été arrêtée après l'occupation de la ville par les mercenaires d'Al-Hamzat, qui ont tué son mari et l'ont forcée à servir les membres de Hamzat dans le sous-district de Bulbul.

Darwish a confirmé qu'un membre de l'Etat islamique de la région de Shahba qui avait



rejoint Al-Hamzat a tué son mari et l'a emmenée en Libye tout en combattant comme mandataire de l'occupation turque dans la capitale libyenne, Tripoli.

Darwish a ajouté: « *Les captives sont transportés en Turquie soit par le passage militaire (Hawar Kilis) à la frontière syro-turque, soit par le village frontalier d'al-Khalil avec la Turquie, ainsi que depuis le poste militaire (Al-Hamam) dans le district de Jindersse, qui relie Afrin à l'état turc (...)* ».

En revanche, Sherin Belo, (nom d'emprunt) pour une femme de vingt ans, a décrit une réalité cruelle. Elle dit avoir été réduite en esclave sexuelle par les mercenaires d'Ahrar Al-Sharqiya, dirigé par Hatem Abu Shaqra, qui aurait commis des crimes de guerre contre les civils Kurdes.

Belo a déclaré au réseau que les mercenaires d'Ahrar al-Sharqiya avaient pris d'assaut sa maison et celle de ses voisins, et menacé de les décapiter ou de payer 4 millions de livres syriennes. Les mercenaires les ont également menacés

de décapiter le mari ou d'accepter d'être violée et a ajouté: « *Je leur ai demandé un délai de jours et c'était ma chance pour mon mari et moi de fuir Afrin vers les zones d'al-Shahba dans la campagne d'Alep.* »

Ibrahim Sheikho, directeur de l'Organisation Afrin pour les droits de l'Homme, a révélé des centaines de cas d'enlèvement, de viol, de meurtre et de femmes et de filles, et a déclaré: « *Les fugitifs d'Afrin parlent de l'hôpital d'Afrin encombré de cadavres de femmes kidnappées, pour les avoir accusées de terroristes et avoir menacé la sécurité de l'État turc, même des enfants.* »

Il a raconté l'enlèvement d'une jeune de 16 ans nommée Malak Nabil il y a plusieurs mois par les groupes de mercenaires, qui a été abattue dans la campagne d'Azaz, sous prétexte qu'elle était combattante dans les unités de protection des femmes, et il a poursuivi: « *Après avoir été violée en groupe pendant une semaine, ils l'ont remise à sa famille, puis ils l'ont de nouveau kidnappée et ont procédé*

à son exécution dans la campagne d'Azaz. »

Sheikho a indiqué que les mercenaires enlevés il y a quelques semaines, 7 femmes kurdes du village de Gaziyeh dans le sous-district de Rajo, et qu'une femme dans la soixantaine appelée Halima Mussa Jolyeh a été torturée et sévèrement battue. Ils ont exigé un prix élevé pour sa libération après l'avoir accusés d'avoir collaboré avec l'administration autonome.

Les enquêteurs et experts de l'ONU affiliés au Comité des sanctions des Nations Unies pour enquêter sur les violations dans les zones occupées par la Turquie à Afrin, Serékaniyé et Girê Spî / Tal Abyad, ont parlé des crimes de guerre des mercenaires de l'occupation turque dans leur dernier rapport.

Le rapport met en garde contre les graves violations des droits de l'homme contre les Kurdes d'Afrin, Serékaniyé et Tal Abyad par des mercenaires turcs de meurtres et de déplacements systématiques, y compris des menaces, des ex-

torsions, des enlèvements, des tortures et des détentions forcées.

Le rapport international a documenté des cas de violence sexuelle contre des femmes et des hommes également dans des centres d'otages à Afrin, soulignant la connaissance par les forces turques des graves violations des droits de l'homme commises par leurs mercenaires contre des civils kurdes, accusant Ankara de violer le traité des droits de l'homme et d'avoir échoué pour y remédier.

Les organisations de défense des droits humains et civiles du Rojava et de l'Europe ont lancé un appel international à l'aide pour révéler le sort des femmes enlevées et des personnes disparues de force dans les zones occupées du Rojava par la Turquie, et ont confirmé que le nombre de femmes enlevées atteint environ 1 000 femmes et des mineures kurdes, dont certaines ont été libérées en échange de rançons, tandis que le sort de plus de 400 autres reste inconnu aujourd'hui.

UE : la CEDH victime d'une cyberattaque après un arrêt condamnant la Turquie

La CEDH a été la cible d'une cyberattaque, mardi, juste après la publication d'un arrêt sévère demandant la libération d'un leader pro-kurde en Turquie.

Le timing rend suspicieuse la Cour européenne des droits de l'homme (CEDH). Le site internet de la juridiction internationale a été la cible, mardi, d'une "cyberattaque de grande ampleur qui l'a rendu temporairement inaccessible". Un événement intervenu juste après la publication d'un arrêt sévère condamnant la Turquie pour la détention d'un opposant pro-kurde, a-t-elle annoncé mercredi. "A ce stade, aucune perte de données" n'a été constatée, a précisé le service de presse de la Cour.

La cyberattaque, dont l'origine n'est pas encore été formellement identifiée et qui a duré plusieurs heures, a été constatée "à la suite du prononcé de l'arrêt" rendu public mardi à 15 heures concernant notamment la détention depuis novembre 2016 dans les geôles turques du leader pro-kurde [Selahattin Demirtas](#), a indiqué dans un communiqué la CEDH, dont le siège est à Strasbourg. La Cour, qui a relevé plusieurs violations de la Convention européenne des droits de l'homme, a également exigé la libération "immédiate" de Selahattin Demirtas.

Cette "cyberattaque de grande ampleur (...) a rendu temporairement inaccessible" le site de la Cour, a indiqué la CEDH, qui "déploie vivement cet incident grave". Selon le service de presse de la Cour, l'attaque a duré jusqu'à ce mercredi matin. Le site, qui était inaccessible depuis mardi après-midi, était de nouveau consultable en milieu de matinée ce mercredi. "Nous considérons les suites que nous entendons réserver à cette affaire", a encore indiqué le service de



Le 22 décembre, une "cyberattaque de grande ampleur (...) a rendu temporairement inaccessible" le site de la Cour, a indiqué la CEDH. afp.com/FREDERICK FLORIN

presse de la Cour.

Erdogan critique l'arrêt de la CEDH

Ce mercredi, le président turc [Recep Tayyip Erdogan](#) a violemment condamné cet arrêt. "C'est une décision entièrement politique. (...) Demander la libération de celui qui est responsable de la mort de 39 de nos concitoyens relève d'une politique de deux poids deux mesures, c'est de l'hypocrisie", a martelé Recep Tayyip Erdogan. Il faisait référence aux violentes manifestations qui ont fait [des dizaines de morts en 2014](#) dans le sud-est de la Turquie, dont les autorités turques attribuent la responsabilité aux dirigeants du parti pro-kurde HDP, ce que ceux-ci nient.

La CEDH a condamné mardi la Turquie pour la détention depuis 2016 de Selahattin Demirtas, exigeant sa libération "immédiate" et accusant Ankara de poursuivre "un but inavoué d'étouffer le pluralisme". Ancien coprésident du

HDP et un des [principaux rivaux du président turc](#), Selahattin Demirtas est accusé par Ankara de "terrorisme" et risque jusqu'à 142 années de prison.

Pour le président turc, la Cour de Strasbourg a rendu un verdict "d'exception", en examinant le cas de Selahattin Demirtas avant que celui-ci n'ait épuisé les voies de recours interne, une condition pour déposer une requête au CEDH. Or pour la CEDH, le jugement en cours de Selahattin Demirtas devrait être vu comme une prolongation d'un premier procès pour lequel la Cour avait déjà statué en 2018 et demandé sa libération, en vain.

"Coupable aux yeux de notre nation"

"La CEDH doit savoir qu'elle défend une personne en lien avec le PKK", a dénoncé Recep Tayyip Erdogan en référence au parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK), classé "terroriste" par Ankara et ses alliés occidentaux.

Sans pour autant mentionner la cyberattaque dont a fait l'objet la CEDH. "Cette personne est coupable aux yeux de notre nation non à cause de ses discours politiques, mais parce qu'il n'a pas pu se distancier du terrorisme", a-t-il ajouté.

Les milieux pro-kurdes, en particulier le HDP, font l'objet d'une répression implacable depuis plusieurs années en Turquie. Le pouvoir turc accuse le HDP d'être une "vitrine politique" du PKK, une accusation rejetée par le parti pro-kurde qui se dit victime de répression en raison de sa farouche opposition au président turc.

"Ce verdict ne m'a pas réjoui. Car je ne suis pas le seul à payer le prix de la destruction du droit et de la démocratie, nos 83 millions de concitoyens le font de la manière la plus dure", a réagi mardi Selahattin Demirtas au verdict sur son compte Twitter, géré par ses avocats.

The
Guardian

Wed 23 Dec 2020
by Bethan McKernan

Turkey sentences journalist Can Dündar to 27 years in jail

Ex-Cumhuriyet newspaper editor given verdict in absentia on charges described as politically motivated

A prominent Turkish journalist has been sentenced in absentia to more than 27 years in jail on terrorism-related charges that his legal team have described as politically motivated.

Can Dündar, who edited Turkey's Cumhuriyet newspaper before fleeing to Germany in 2016, was previously found guilty by an Istanbul court of espionage and aiding an armed terrorist organisation.

His lawyers refused to attend the final hearing on Wednesday, saying in a written statement beforehand that "we do not want to be part of a practice to legitimise a previously decided, political verdict". They will appeal the verdict.

"It is sad and strange that we knew what the verdict in my case would be before the case even ended. There are no means to defend yourself in Turkey anymore because the judges and judiciary cannot be trusted," Dündar told the Guardian.

"The message the Turkish government is sending here by punishing a journalist so harshly is that 'If you cover sensitive issues this is what will happen to you.' My fear is this verdict will further deter journalists still in Turkey from doing their job."

Dündar was sentenced to 18 years and nine months for "securing confidential information



Can Dündar pictured in 2018. He fled to Germany in 2016 and is a vocal critic of Recep Tayyip Erdoğan. Photograph: Clemens Bilan/EPA

for espionage" related to his journalism, and a further eight years and nine months for aiding followers of the exiled cleric Fethullah Gülen, whom Ankara blames for the 2016 coup attempt.

Dündar, a vocal critic of the Turkish president, Recep Tayyip Erdoğan, is one of the most well-known of thousands of Turkish journalists, politicians, academics, lawyers and civil servants who have been swept up in the Turkish state's crackdown on dissent in recent years. Critical media outlets have either been closed down or bought by people with links to Erdoğan's ruling Justice and Development party (AKP). Almost half of Cumhuriyet's staff have been jailed.

The government maintains that Turkey's courts function independently and that its actions are justified by the severe threats facing the country.

Dündar and Erdem Gül, Cumhuriyet's Ankara bureau chief, were first arrested in 2015 and sentenced to five years each in prison for breaking news of the alleged transfer of weapons to Syrian fighters across Turkey's southern border on trucks operated by the Turkish intelligence services.

The report infuriated Erdoğan, who said at the time that the trucks were carrying aid to Syria and vowed that Cumhuriyet would "pay a high price" for publishing the story.

Turkey has since launched four cross-border operations and openly supports an umbrella of militant groups fighting in Syria's civil war.

The pair were later released pending appeal, but Dündar was again sentenced to nearly six years in May 2016 for "obtaining and disclosing classi-

fied documents related to the security of the state". He was shot at by an assailant outside the courthouse during that hearing but escaped without injuries.

The supreme court of appeals reversed Dündar's and Gül's convictions in 2018, but an Istanbul court restarted their trial in May that year.

The Turkish authorities have already requested Dündar's extradition from Germany and froze his assets in Turkey in October.

According to the Committee to Protect Journalists' annual global report, released last week, Turkey ranked second behind China among the world's top jailers of media workers. It found that 37 journalists were arrested in Turkey in 2020 – fewer than half the number detained in 2016, around the time of the coup attempt.

"I am not in jail in Turkey anymore but my wife and I have still paid a very heavy price," Dündar said.

"Everything I had is gone. After 40 years in journalism, we have to start again. That's the price we have to pay for defending the truth."

© 2021 Guardian News & Media Limited or its affiliated companies. All rights reserved. (modern)



23/12/2020

22 Kurdes iraniens dont 8 enfants, se sont suicidés en novembre

CSDHI – Au cours du mois dernier, au moins 22 citoyens kurdes iraniens se sont suicidés dans différentes villes de la région du Kurdistan, dans l'ouest de l'Iran. Huit d'entre eux avaient moins de 18 ans.

Selon l'organisation Hengaw, les suicides concernent 12 hommes et 10 femmes. Parmi les mineurs figuraient cinq filles et trois garçons. La plupart des suicides résultent de problèmes familiaux ou de la pauvreté.

Cinq des suicides ont eu lieu à Ilam, trois à Kermanshah, six au Kurdistan et huit en Azerbaïdjan occidental.

Deux personnes se sont suicidées en prenant des pilules, une personne a sauté d'un bâtiment. Quatre personnes se sont immolées pour mettre fin à leurs jours, tandis que 15 personnes se sont pendues.

La pauvreté et l'augmentation du nombre de suicides en Iran

Avant cela, fin octobre, un travailleur des mines de 32 ans s'est auto-immolé par le feu dans le nord de l'Iran pour protester contre son licenciement. Saber Behboudi a subi des brûlures sur 90 % de son corps. Il est décédé à l'hôpital.

La détérioration de l'économie

iranienne, les prix élevés et la pauvreté ont entraîné une augmentation du taux de suicide en Iran, même chez les enfants. Rien qu'en octobre, plusieurs enfants se sont suicidés à cause de la pauvreté et du manque d'accès aux smartphones pour leurs cours en ligne.

Soixante millions d'Iraniens vivent sous le seuil de pauvreté en raison de l'absence systématique de contrôle du régime sur l'économie, a déclaré un économiste iranien le 20 septembre. S'adressant à Tabnak, un site web officiel, Ibrahim Razağhi a déclaré que « la menace la plus importante pour l'Iran était l'extrême pauvreté,

le chômage généralisé, l'incapacité de nombreuses personnes à payer leur loyer et le fait que les riches s'enrichissent de plus en plus. »

« Il y a actuellement 30 millions de chômeurs et 60 millions de personnes vivent en dessous du seuil de pauvreté », a-t-il déclaré, ajoutant que la situation économique était « très mauvaise ».

Selon les médias publics, plus de 19 millions d'Iraniens vivent dans 3 000 bidonvilles et constituent les 20 % de la population urbaine du pays.

Source : Iran News Wire



Dec 26 2020

Turkey seeks 15 year jail sentence for top medical body member

Turkish Medical Association (TTB) High Honour Council Member Şeyhmus Gökalp is facing up to 15 years in prison over terrorism charges, **Mezopotamya agency reported** on Saturday, based on an indictment prepared by the chief public prosecutor in Turkey's southeastern Diyarbakır province.

The majority of the 55-page indictment focused on proving that the Democratic Society

Congress (DTK), a platform of Kurdish associations and movements in Turkey, was an illegal organisation, according to Mezopotamya, and one page accused Gökalp of attending two DTK congresses in 2016 and 2017.

One of the pieces of evidence against the TTB member was that his name and phone number was found in a list that the police discovered in a raid on DTK's Diyarbakır offices in

October. The indictment also cited a Court of Cassation ruling that upheld the terrorism convictions of two former co-chairs of the DTK as proof that the umbrella organisation should be considered illegal.

The accusations against Gökalp included testimony by an eye witness, who had also testified against the dismissed mayor of Diyarbakır, Dr Selçuk Mızraklı. The former mayor has since been imprisoned.

The witness told the prosecutor that Gökalp had treated several people who had suffered injuries as they threw stones and Molotov cocktails to the police, mirroring her testimony against Mızraklı.

Gökalp "treated young people and terrorist organisation members ... using the means available to him in the hospital he worked at and his professional knowledge," the witness said, and accused the doctor of

smuggling out medical supplies from the private Veni Vidi Hospital to be sent to the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK) militias.

Gökalp has not worked in the hospital in question.

The TTB member will have his first hearing on Feb. 10.

The DTK has faced intensified crackdown in recent weeks, with Kurdish former deputy Leyla Güven being **sentenced to 22 years in prison**, a court

ordering the arrest of 101 politicians affiliated with the DTK, another former deputy and former DTK co-chair Aysel Tuğluk **being remanded in custody**, and columnist Yusuf Karataş **facing more than 10 years in prison**.

Turkey maintains that the group is affiliated with the PKK, which is designated a terrorist organisation by Turkey, the European Union, and the United States, among others.

THE JERUSALEM POST

December 24, 2020
By Seth. J. Frantzman

LÉVY, A passionate supporter of the Kurds, in

'Israel, the West must stand with persecuted people' - Bernard Henri Lévy

The French philosopher looks at the Kurds' plight, emerging Jerusalem-Ankara ties, America's global role and Israel's momentous new relations with Morocco and the Gulf

It began with a phone call. Bernard-Henri Lévy and I were speaking while I sat in my car, returning from getting hummus in central Jerusalem. The pandemic was raging and winter weather was beginning in Jerusalem. He wanted to speak about the recent war in Armenia and the [Kurds](#).

The last time I'd seen the French philosopher, who is also a filmmaker, activist and the author of more than 30 books, was in Erbil in 2017 during the Kurdistan region's referendum. Tall and impeccably dressed, he was at the Rotana Hotel there during the first voting in the momentous attempt by the Kurdish region to offer its people a chance at independence.

Much has changed now. Turkey has prodded [Azerbaijan into a war with the Armenians in Nagorno-Karabakh](#) and Ankara has occupied the Kurdish region of Afrin in Syria. Israel has made a far-reaching peace with two Gulf Arab states, Sudan and Morocco (with even Pakistan reportedly considering it). Morocco is dear to Lévy's heart.



Lévy's work as an intellectual and writer is uniquely intertwined with humanitarian activism. His books include *The Virus in the Age of Madness* (2020), *The Empire and the Five Kings* (2019) and *American Vertigo: Traveling America in the footsteps of Tocqueville* (2005). In June 1992, Lévy convinced French president François Mitterrand to make his surprise-journey to Sarajevo. Lévy was appointed by

French president Jacques Chirac to head a state mission to Afghanistan and he supported the intervention by France and the US in Libya in 2011. Since 2015, Lévy has been supportive of the Kurds, first in the fight against ISIS and later through his documentary film, *Peshmerga*, which premiered as an official selection of the Cannes Film Festival.

In 2018, following the aban-

donment of the West after the 2017 Kurdish referendum and the Turkish attack on Afrin, Lévy co-founded with environmentalist and philanthropist Thomas Kaplan the US-based nonprofit Justice for Kurds (JFK), of which Kaplan is the chairman and Lévy is president. Since its creation, JFK is the main base of Mr. Lévy's humanitarian commitments.

Bernard-Henri Lévy has al-

ways been a devoted Zionist, he says. His book *The Genius of Judaism* (2017) looks at the exceptionalism of Israel and Jewish thought. His recent reporting has been published in *The Wall Street Journal* and in European outlets such as *Der Stern*, *La Repubblica*, *L'Espresso*, *Kathimerini*, *Novoe Vremya* and *Paris-Match*.

I spoke to Lévy about a variety of regional issues. Given his background and knowledge of Morocco, Israel, the Kurdish regions and the great changes in the region and the world, his responses provide a critical window into the issues affecting the Middle East and the West today.

We've just witnessed a war in the Caucasus fueled by Ankara's support for Azerbaijan. How do you see the recent conflict in Nagorno-Karabakh and its effect on the region?

I see it as a victory of the two bad guys who are currently challenging the influence of the West: Putin and Erdogan. The same can be seen in Syria and Libya. All represent one of the most terrifying aspects of the state of affairs in the world: the retreat of America; the eclipse of Europe; and the subsequent surge of the great "revisionist" powers – Russia and Turkey, yes, but also China and Iran – which, because political nature abhors a vacuum, are slowly filling the spaces we are vacating.

Western countries did almost nothing to restrain attacks on Armenians and the conflict. Do you think the Western world has abandoned the liberal international order of the 1990s and given up on ceasefires and trying to do anything to stop wars?

The West has returned to the spirit of appeasement – the religion of the ceasefire, the idolatry of peace at any cost. In dealing with two warmongers like Russia and Turkey, it has only one obsession: to gain time. The new West's noninter-

ventionism dates from the 1990s, when, for three years running, we looked the other way during the shelling of Sarajevo. But then, at least, there was a sort of awakening. And, as you know, the West eventually launched air strikes against the Serb militias that were terrorizing Bosnia.

Today? Nothing of the sort. We have let Erdogan send his militias after Afrin. Not only have we not budged, but the US chose that moment to announce and set in motion its retreat from Syria. And we have allowed the Armenians, the victims of the first genocide of the 20th century, to be tied up and defeated in Nagorno-Karabakh. It's heartbreaking. Stupid. Disgraceful.

Minority groups like the Armenians and Kurds increasingly seem to be subjected to ethnic cleansing in places like Afrin. What do you think should be done about these incidents?

The natural place of the West – and, for that matter, of Israel – is at the side of these persecuted peoples. Jan Patočka, a Czech philosopher who was close to Vaclav Havel [the first president of the Czech Republic from 1993 to 2003], spoke of the "solidarity of the shaken." He dreamed of a fraternal chain linking peoples haunted by a genocidal past. That is my own dream for Israel. I am convinced that support for afflicted people is part of the vocation of Zionism.

And that is exactly what happened when, in 2017, Jerusalem was the only capital in the world to support the referendum of self-determination in Iraqi Kurdistan. I was in Erbil that day. And on the evening when the results of the vote were announced, I was gratified to see Israeli flags among the Kurdish flags hailing the success of the referendum.

The Kurdistan region in Iraq has many challenges, and the US role in eastern Syria's Rojava region is tenuous. Do you think these two Kurdish

areas can be shored up and made stable?

Yes, of course. That is just what I am saying. And it is, moreover, the whole purpose of Justice for Kurds, an organization that I founded with American conservationist and philanthropist Thomas Kaplan. I'll tell you right now, JFK is very focused on this issue. We favor explicit support for both these Kurdish peoples, and even for a third contingent (if you include Iran's Kurds) and a fourth (if you pull in Turkey's). We also favor – in Iraq, Syria, and elsewhere – the establishment of an independent Kurdish state.

And do you know why? First because we owe it to them. The Kurds fought for us, and we have no right to betray them. But also because we believe, Kaplan and I, that the existence of a Kurdish state would be a factor not of instability but rather of greater stability in the region. Nothing is more unstable than dictatorships of the Syrian stripe or failed states such as Iraq. Conversely, nothing is more favorable to stability than democratic states practicing the rule of law, civil liberties and the right to express oneself as one sees fit. And that would be the case with an independent Kurdistan.

Israel has made new peace deals with at least four countries now. Do you see this as a singular turning point or a process that was bound to happen?

Nothing is ever "bound to happen." That is the most important lesson I have drawn from many years spent studying the philosophy of history. History does not move in any particular direction. Nothing in it is foreordained. Everything depends on people's will. And rarely will that law be as well borne out than by this series of peace deals, where everything hinged on the will and the resolve of a handful of individuals. In Morocco, King Mohammed VI and his adviser, Fouad Ali El Himma. In the

Emirates, Mohammed bin Zayed and his ambassador to the US, Yousef Al Otaiba. In Israel, diplomats of high caliber, some of whom I know personally. And I can tell you, paraphrasing Churchill, rarely have so many owed so much to the will, the resolve and the vision of so few.

The Morocco normalization announcement builds on years of limited ties with Israel. What is your assessment of Rabat-Jerusalem relations? Will they grow or will there be challenges?

What is certain is that this agreement crowns decades of less visible but nevertheless solid accords. And it also is consistent with the long tradition of protection of the Jewish community established by Morocco's rulers. We must never forget that Mohammed V refused to have his Jewish subjects wear the yellow star and that he supported General [Charles] de Gaulle. Nor can we forget that when his grandson, Mohammed VI, the present king, chose someone to plead the cause of Moroccan sovereignty over the Western Sahara, he chose a man named Serge Berdugo, who happened to be the leader of Morocco's Jewish community.

The US is moving from the Trump era of transactional diplomacy and tough-on-Iran approach, to a new Biden administration. What do you think Biden's team should do regarding the Middle East?

The first thing should be to avoid tossing overboard the tiny bit of good done by the Trump administration, which, as it happens, was done in the Middle East. In other words, preserve the invaluable peace accords with Abu Dhabi and Bahrain. Continue the more-or-less secret talks initiated with the Saudis. And cherish the fine agreement reached with Morocco. Trump was a pure disaster: except here!

But, honestly, I am not too worried on this score. Because

Biden's team here is essentially Tony Blinken [Obama administration official nominated for secretary of state], with whom I have some acquaintance. I know where he's coming from. And I knew Samuel Pizar, the admirable man and Holocaust survivor who was Blinken's stepfather and, I believe, influenced him considerably. I cannot imagine Blinken turning his back on that legacy. And I am thoroughly convinced that, in this respect, we need not fear any unpleasant surprises.

Do you think the US is on an inevitable path of global decline, or can it retain its global leadership role, and if so what would you suggest that role should look like?

America began to pull back, alas, well before Trump. A large part of the world, notably Europe, has had to begin making arrangements as if America did not exist. And for that reason, I believe, we have begun to return to a sort of pre-Columbian world that is both confusing and terrifying. Which is to say, I hope for just one thing from America: that it renounce the suicidal mirage of America First and reconnect with its exceptionalism.

France has been slandered

by an Ankara that looks to be increasingly pushing extremism...

Increasingly? You think? For me, that has been true for a long time. Ankara supports Hamas. It provides a sanctuary for the Muslim Brotherhood. In 2015, during the battle for Kobani, it provided logistical support for the most hardened elements of ISIS. And, by the way, it has vilified Israel for years, underscoring the enormous error Israel would be making if it were to fall into the trap of the supposed "normalization" that [Turkish President Recep Tayyip] Erdogan is dangling before it. No form of normalization is possible with Erdogan. No durable peace can be had with a Turkey that is in full agreement with the Muslim Brotherhood.

So, what is your assessment of the recent France-Turkey tensions and where might this conflagration lead?

I believe that [French President Emmanuel] Macron is right. He is the only Western leader to state things clearly. Specifically, that Erdogan is an imperialist, an enemy of the West and a fascist. The only good news is that Turkey is weaker than we thought. The neo-Ottoman ideology that Erdogan invokes is a weak one, a card-

board cutout, a zombie ideology. I am convinced that if we dealt firmly with the proponents of that ideology, if we refused to yield to them, and if more leaders in the Near East and Europe expressed their support for Macron, there would be no conflagration at all – just a collapse of the house of cards that is the neo-Ottoman subculture.

Do you think western European countries or NATO will ever confront Turkey's regime?

The most important thing is to expel Turkey from NATO. It no longer has any place in a military alliance whose purpose is to protect Europe. And Justice for Kurds is committed to raising awareness of the dangers of Turkey's regime. We reinforced this message when Kaplan and I published a statement in The New York Times, "It's Time to Break with Erdogan," on the one-year anniversary of the Turkish invasion of Rojava.

Do you think Turkey or Iran are greater threats today, or are they part of the same threat?

They are historical enemies, of course. And both are aware of the secular rivalry between the

elements in their country who are nostalgic for the Persian or Ottoman empire. But today the two countries are closer than we think. Especially in the face of a common enemy, whether that enemy is Israel, the Kurds or the West.

Think back to the fall of 2017, in the aftermath of the Kurdish referendum and the tactical alliance between [Iranian President Hassan] Rouhani and Erdogan. Recall Erdogan, on the eve of a visit to Paris, insisting that the popular demonstrations against the regime in Mashhad, Dorud and Najafabad were Iran's "internal affair" and that it was regrettable that "people from outside" had come to add "provocation" to "sedition." And then in August 2018, with the value of the Turkish currency plummeting, to Iran (along with China, Russia and Qatar) reflecting on how the world could escape the "dictatorship of the dollar." And in April of the same year, to the extraordinary family photo of Putin, Erdogan and Rouhani posing shamelessly, despite their divergent interests and historic rivalries, on the eve of a summit on Syria.

We must not kid ourselves. The next "grand alliance" might be one between Turkey and Iran.



24/12/2020
Par Hamid Enayet

Iran : 12 exécutions en une semaine Un grand nombre d'autres en attente

La théocratie iranienne a procédé dans la 3^e semaine de décembre 2020 à au moins 12 exécutions dans les prisons de nombreuses villes. L'une des victimes était une femme, pendue à la prison Sepidar d'Ahwaz.

Le 19 décembre, Behnam et Shoaib Rigui ont été exécutés à la prison de Zahedan, le 17

décembre Shahab Javid à la prison centrale de Qom, Rasoul Ferdows à la prison de Borourjerd et Mohammad Moradi à la prison centrale de Saqez, le 16 décembre trois prisonniers à la prison de Gohardacht de Karadj, et le 12 décembre deux prisonniers à Esfarayen.

Ce ne sont là que quelques-

unes des condamnations à mort, de nombreux prisonniers étant exécutés en secret et les informations n'étant pas publiées. De plus, un grand nombre de prisonniers attendent l'exécution.

EXÉCUTION D'UN JEUNE HOMME ARRÊTÉ À L'ÂGE DE 16 ANS

« Après plus de 12 ans passés dans le secteur des condamnés à mort, Mohammad Hassan Rezaiee a été placé en détention à l'isolement à la prison de Lakan, à Rasht, le 17 décembre, et sa famille a été informée que son exécution aurait lieu "dans une semaine". Une fois de plus, les autorités iraniennes bafouent outrageusement les droits des enfants

et tournent en dérision la justice pour mineurs. » a déclaré Diana Eltahawy, directrice régionale adjointe pour l'Afrique du Nord et le Moyen-Orient à [Amnesty International](#).

Meurtres arbitraires :

Les forces de l'État ont continué à prendre directement pour cible des civils ordinaires en toute impunité, tuant au moins dix personnes.

Deux « koulbars », porteurs de frontière kurdes, ont été tués par les forces frontalières iraniennes le 18 novembre, dans la province de l'Azerbaïdjan occidental, au nord-ouest de l'Iran. Ils ont été identifiés comme Vasim Fardinzadeh d'Oshnavieh, et Hakan Mohammadzadeh, marié père de deux enfants qui vivait à Salmas. Les deux ont été pris pour cible sans avertissement.

Kamal Alam Holavi, un Kurde, a été tué le 6 novembre, lorsque les forces de sécurité ont ouvert le feu sur un groupe de porteurs, les prenant directement pour cible à bout portant sans avertissement.



Kamal Alam Holavi a été tué le 6 novembre, lorsque les forces de sécurité ont ouvert le feu sur un groupe de porteurs, les ciblant directement de près sans avertissement.

De nouvelles étapes à supprimer

Les autorités iraniennes ont pris de nouvelles mesures pour réprimer les dissidents dans différentes villes à l'approche du premier anniversaire des manifestations nationales de 2019 qui se sont terminées

par une répression meurtrière par l'État.

Auparavant, le commandant du Corps des gardiens de la révolution islamique (CGRI) du Grand Téhéran, Mohammad Reza Yazdi, avait annoncé la formation d'une unité spéciale liée aux coronavirus appelée « Enjoindre le bien et interdire le mal ».

Les organisations et les militants des droits de l'homme ont déjà mis en garde contre une

intensification de la répression par le régime sous prétexte de limiter la pandémie.

Condamnation à nouveau du régime iranien par l'ONU

Le 16 décembre, la théocratie iranienne a été condamnée pour la 67^e fois pour ses graves violations systématiques des droits humains en Iran, notamment les exécutions extrajudiciaires et les disparitions forcées, à l'Assemblée générale de l'ONU.

Le HDP subit «la plus grande attaque contre un parti politique légal depuis la seconde guerre mondiale»

Dans une lettre ouverte adressée au Ministre britannique des affaires étrangères, Dominic Raab, la Campagne Paix au Kurdistan dénonce l'emprisonnement de l'ex-députée kurde Leyla Güven par la Turquie. Soulignant la répression inouïe menée par le régime d'Erdogan contre les organisations kurdes, en particulier le DTK et le HDP, l'ONG demande au gouvernement britannique d'agir pour obtenir la libération immédiate de Mme Güven et de rappeler à la Turquie ses obligations au regard du droit international.

La lettre se lit comme suit :

« Cher ministre des affaires étrangères,

Nous vous écrivons pour vous faire part de notre vive inquiétude concernant l'[emprisonnement de l'ancienne députée du Parti démocratique des Peup-](#)

[les \(HDP\), Leyla Güven](#), condamnée à 22 ans et trois mois de prison par un tribunal turc lundi 21 décembre.

Elle a été accusée d'un certain nombre d'infractions, notamment la gestion d'une organisation terroriste en rapport avec son rôle de coprésidente

du Congrès pour une Société démocratique (DTK) – une coalition d'organisations kurdes soutenant l'autonomie et les droits des Kurdes.

Le DTK n'est pas une organisation terroriste. Le gouvernement turc a donné son accord à un moment donné, en invitant l'organisation à prendre part à des discussions visant à élaborer une nouvelle constitution actualisée pour le pays.

Lors d'une audience, mardi 22 décembre, la Cour européenne des droits de l'homme (CEDH) a déclaré que le DTK était une organisation légale et a statué que la participation aux activités organisées par le DTK ne pouvait être considérée comme une preuve d'appartenance à une organisation terroriste, demandant la libération immédiate de Mme Güven.

Ce n'est pas la première fois que la politicienne kurde est prise pour cible par l'État turc. Mme Güven a été révoquée de son statut parlementaire en juin et [brièvement emprisonnée](#) avant d'être libérée suite à une campagne couronnée de succès. En 2018, elle a été emprisonnée à la suite d'un discours contre l'invasion d'Afrin par la Turquie, dans le nord de la Syrie. Mme Güven a ensuite été élue députée de Hakkari depuis sa cellule de prison.

La peine de plus de 22 ans de prison prononcée contre elle est en fait une condamnation à vie. Si cette décision est main-



Condamnée à 22 ans et 3 mois de prison pour "terrorisme" par un tribunal turc, l'ex-députée kurde Leyla Güven a été emprisonnée le 21 décembre

tenue, Mme Güven, qui a consacré sa vie à la cause de la liberté, de la paix et de la justice, passera plus de temps en prison que les violeurs, les meurtriers ou les terroristes islamistes.

Il n'existe plus de système judiciaire indépendant en Turquie. Suite à un référendum constitutionnel controversé en 2017, toutes les nominations sont désormais effectuées par le président Recep Tayyip Erdogan. Les tribunaux du pays sont accusés de mettre en œuvre des décisions politiques basées sur les exigences de M. Erdogan.

Le HDP, quatrième parti politique de Turquie, est soumis à une forte pression depuis sa création. Plus de 16 000 membres et sympathisants du HDP

ont été arrêtés depuis 2015. Parmi eux, 6 000 sont emprisonnés, dont 200 élus et 7 parlementaires.

Plus de 50 maires démocratiquement élus du HDP ont été démis de leurs fonctions depuis les élections locales de l'année dernière et remplacés par des administrateurs nommés par le gouvernement. Ces derniers mois, des centaines de membres et de représentants du HDP ont été détenus lors d'opérations de police.

C'est la plus grande attaque contre un parti politique légal depuis la fin de la seconde guerre mondiale et le HDP la décrit comme un génocide politique.

Nous vous demandons instamment d'user de votre influence

auprès de la Turquie, alliée de l'OTAN et membre du Conseil de l'Europe, pour obtenir la libération immédiate de Mme Güven et de faire part de vos profondes préoccupations concernant la répression actuelle de la démocratie.

Il faut rappeler à la Turquie ses obligations de respecter le droit international et les décisions des institutions, y compris la CEDH. La Grande-Bretagne doit veiller à ce que les droits fondamentaux soient respectés par la Turquie et envisager les mesures à prendre dans le cas contraire.

Nous espérons que vous réagirez rapidement à cette question urgente et que vous obtiendrez la libération immédiate de Mme Güven. »



By Dilan Sirwan
25/12/2020

Two Kurdish migrants en route to France hit and killed by train

ERBIL, Kurdistan Region —

Two Kurdish migrants en route to France died on Tuesday after being hit by a train in Italy, according to Italian media reports.

The young men killed were part of a group of at least 10 people, believed to be Kurds and Afghans, walking through a tunnel in the province of Savona, northwest Italy, Italian police [told European media outlets](#).

“The group was walking along the tracks trying to reach France, along a route that according to the police would be much busier in a few weeks, coinciding with the tightening of [border controls](#),” [Euronews Italia](#) reported on Wednesday.



A Kurdish migrant and refugee rights organisation identified the two men as 23-year-old Bahroz Ismael and 19-year-old Rasti Waisi, both from the Kurdistan Region. According to [The Summit Foundation for Refugee and Displaced Affairs \(Lutka\)](#), Ismael and Waisi had left the Kurdistan Region due to the “financial crisis” and the “lack of jobs available”.

“The group had entered Italy from Turkey illegally, and after being quarantined in Italy for 14 days, they attempted to get to France,” Lutka said in their statement on Thursday.

Rezan Qadir, the Kurdistan Regional Government (KRG) representative in Italy told Rudaw’s Shaho Amin on Thursday that the men

accompanying Ismael and Waisi were arrested, but have since been released.

A combination of Italy’s coronavirus lockdown and the Christmas period means “the process of returning the bodies back to the Kurdistan Region might take longer than expected”, Qadir said.

“We will try our best to return the bodies to their families as soon as possible,” she added.

According to Lutka statistics [released](#) in February of this year, 564,273 people from the Kurdistan Region, the disputed territories, and other parts of Iraq migrated abroad between 2015 and early 2020.



26/12/2020
By AFP

Turkish opposition TV station shuts after 26 days

Istanbul (AFP)

A private Turkish TV station that aired pro-Kurdish opposition views has shut down less than a month after launch, underscoring press freedom concerns in a country often chastised by rights groups.

Olay TV, owned by businessman and former minister Cavit

Çaglar, began broadcasting on November 30 but was pulled off the air on Friday.

Its staff announced its closure live on air.

Çaglar said he pulled out of the venture because the station’s editorial line veered too close to the pro-Kurdish opposition, while the editor claimed he had

bowed to government pressure.

Executive editor Suleyman Sarilar said on air that the network had aimed to maintain equal distance from every segment in Turkey’s polarised society.

“But we have seen that we can no longer keep up with this

kind of broadcasting ... Cavit (Çaglar) said he was under intense pressure from the government and that he cannot move forward,” he claimed.

The Olay TV broadcast stopped following Sarilar’s announcement.

Çaglar said in a statement that Olay TV abandoned impartial-

ity and was close to the line of the Peoples' Democratic Party (HDP) -- accused by the government of links to outlawed Kurdish militants.

"I have been active in centre-right politics and served this country. I was unsettled by the broadcasts of Olay TV's editorial team," he said.

He said he offered to create more balance as the channel moved "from impartial to pro-HDP broadcasting", but his business partner rejected his ideas.

"I informed him that I would not be able to continue under those circumstances and had to leave the network," he said.

Dozens of HDP mayors and officials have been jailed in the past year over the party's suspected links to the Kurdistan Workers' Party (PKK), listed as



Turkey is among the world's worst countries for jailing journalists, ranked 154 out of 180 countries ranked by media watchdog Reporters Without Borders Ozan KOSE AFP/File

a terror group by Ankara and its Western allies.

- 'Note the date'-

One of the channel's journalists, Duygu Demirdag, shared a video on social media where Olay TV staffers filling the newsroom were seen applauding in its final broadcast before

the screen went blank.

"Today is December 25, 2020. A television station where 180 staffers and journalists work shut down," she tweeted.

Turkey is among the world's worst countries for jailing journalists, ranked 154 out of 180

countries ranked by media watchdog Reporters Without Borders.

Most of Turkey's mainstream media is owned by relatives or allies of President Recep Tayyip Erdogan.

"A television station's shutdown on its 26th day is in itself a blow dealt at freedom of the press and a new episode in stealing public's access to news," Utku Cakirozer, the opposition CHP party lawmaker, told AFP.

"It's obvious that the channel's boss made such a decision under pressure from the government."

In 2016, authorities shut down IMC TV -- which has a pro-Kurdish stance -- in what was seen by activists as another casualty of a growing crackdown against the media in the wake of the failed coup attempt in that year.

Le Monde

26 décembre, 2020
Par Ghazal Golshiri

En Iran, la confusion règne autour de la politique de vaccination contre le Covid-19

Les Iraniens n'ont toujours aucune visibilité sur le type qui leur sera proposé, ni sur un calendrier. Les Etats-Unis ont pourtant accepté d'autoriser les transactions en lien avec la fourniture des vaccins.

A lors que la vaccination contre le Covid-19 a d'ores et déjà débuté dans certains pays, les Iraniens n'ont toujours aucune visibilité sur le type de vaccin qui leur sera proposé, ni sur un calendrier de vaccination. Pris de panique et indignés, ils sont nombreux à investir les réseaux sociaux pour protester contre la gestion de la vaccination par les autorités et les presser de redoubler d'efforts, sous le mot-dièse #Achetez-du-vaccin. Les Iraniens sont d'autant plus inquiets que la République islamique est le pays le plus touché par l'épidémie au Moyen-Orient. Selon les chiffres officiels, le 25 décembre, l'Iran

avait enregistré 54 440 victimes, un chiffre que les médecins consultés par *Le Monde* jugent sous-estimé.

Les déclarations contradictoires des autorités, révélatrices de la politisation de la gestion de l'épidémie, renforcent ces inquiétudes. Le 24 décembre, après des semaines de confusion, le gouverneur de la Banque centrale, Abdolnasser Hemmati, a annoncé que « l'accord préliminaire » a été donné à l'Iran pour transférer les devises étrangères nécessaires à l'achat du vaccin contre le Covid-19, notamment par le biais du Covax, l'initiative coordonnée par

l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et l'Alliance du vaccin (Gavi) pour faciliter l'accès des pays pauvres au vaccin. Jusqu'alors, les dirigeants iraniens invoquaient les sanctions américaines pour justifier leurs attermoissements. Réimposées à Téhéran depuis le retrait unilatéral de Washington de l'accord sur le nucléaire iranien en mai 2018, ces sanctions rendent les transactions bancaires entre l'Iran et le monde quasiment impossibles.

Il reste à savoir si l'Iran arrivera à payer sa participation au Covax et à se procurer des vaccins. Car, si l'accord a bien été donné par les

Etats-Unis à Téhéran pour acheter des vaccins par le biais du Covax, M. Hemmati n'a pas exclu que Washington révoque cette autorisation et bloque les fonds iraniens. Une crainte « justifiée », selon un expert des questions iraniennes aux Nations unies qui préfère rester anonyme. « *Les Iraniens ont besoin d'une autre licence, plus spécifique, pour la transaction bancaire, explique cet expert. Il est peu probable que les Etats-Unis bloquent les fonds iraniens destinés à l'achat du vaccin. Mais, compte tenu du comportement agressif des Etats-Unis envers Téhéran, les Iraniens ont raison de ne pas être rassurés.* »

Problème de paiement

Téhéran pourrait aussi avoir des difficultés à transférer les fonds nécessaires à l'achat du vaccin, selon certains responsables proches du gouvernement du président Hassan Rohani, du fait de la réticence de l'aile dure au sein du régime à rejoindre le Groupe d'action financière (GAFI), un organisme intergouvernemental de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme. « Comme l'Iran est sur la liste noire du GAFI, il lui a été impossible de procéder au paiement d'achat de vaccins via le Covax et donc son quota a été annulé », a affirmé sur Twitter l'ancien député Ali Motahari, proche du président Rohani, le 22 décembre. Les adversaires conservateurs du chef de l'Etat, qui refusent tout « recul » face à l'Occident, réfutent tout lien entre la liste noire du GAFI et l'achat du vaccin.

Mis à part le problème du paiement, ce qui inquiète les Iraniens est que, selon toute vraisemblance, Téhéran n'a initié aucune démarche pour acheter le vaccin contre le Covid-19 aux pays fournisseurs. « Contrairement à d'autres pays, l'Iran n'est sur la liste de précommande et d'achat de vaccins d'aucun pays », s'est désolé le chef de l'Association des urgen-



Lors des funérailles d'une victime du Covid-19, dans le village de Shir Kola près de Qaem Shahr en Iran, le 16 décembre. EBRAHIM NO-ROOZI / AP

tistes, Ali Amir Savadkouhi, cité par l'agence iranienne de presse ILNA. Tout laisse penser qu'au cas où l'Iran envisagerait de se procurer des vaccins, les candidats pressentis seraient, par ordre de préférence : la Chine, l'Inde et la Russie. Certains, au sein de l'aile dure du régime, s'opposent même à l'achat de tout vaccin produit en Occident, agitant la menace d'une « modification génétique » en cas d'utilisation.

Confrontés aux sanctions américaines et jaloux de leur indépendance, les dirigeants iraniens sont enclins à produire le vaccin dans le pays. Ce qu'a confirmé le président Hassan Rohani, le 24 décem-

bre. « La priorité de mon gouvernement est de soutenir la production du vaccin à l'intérieur du pays », a-t-il déclaré. Mais, selon un biologiste iranien spécialiste de la production de vaccins, consulté par *Le Monde*, « l'Iran a pris énormément de retard dans ses études sur le vaccin contre le Covid-19 ». « Nous avons été très attentistes en Iran. La première phase n'a toujours pas commencé alors que les autres pays ont commencé leur campagne de vaccination », se désole-t-il.

Le retard pris par l'Iran est confirmé par la figure scientifique clé de la lutte contre l'épidémie en Iran, Minou Mohraz. Début dé-

cembre, cette infectiologue, membre du Comité scientifique de la lutte nationale contre le Covid-19, a annoncé que la première phase des essais cliniques sur l'homme débuterait « dans un ou deux mois ». « Si nous commençons les essais en février (2021) et que les trois phases [nécessaires à la validation du vaccin] se déroulent bien, nous aurons le vaccin en mai ou juin », a-t-elle précisé.

Les doutes sont aussi omniprésents quant à la capacité de l'Iran à produire le vaccin contre le Covid-19. « La capacité de notre pays à produire massivement des vaccins est très limitée », explique au *Monde* un médecin iranien s'exprimant sous couvert de l'anonymat. « Nous ne pouvons pas produire plus de 100 000 doses de vaccins contre le Covid-19 par mois, ce qui est très insuffisant pour une population de 81 millions », soutient-il. Autre point d'inquiétude : alors que les autorités iraniennes confirment que les essais sur les animaux sont bien terminés, aucune information ni aucun article scientifique n'ont été publiés sur le site internet du registre iranien des essais cliniques. « Aujourd'hui, il faut acheter des vaccins à l'étranger tout en continuant les recherches à l'intérieur du pays », conseille ce médecin.



27/12/2020

Turkey intensifies crackdown on pro-Kurdish HDP in 2020

Turkish government detained 20 thousand pro-Kurdish People's Democracy Party (HDP) members and arrested 10 thousand of them over a span of 4 years, Turkey's opposition HDP said in a report it released.

The report underlined that the ruling Justice and Development (AKP) administration

steered court orders in defiance of the opposition.

According to the report, more than one thousand HDP members and administrators were detained this year, 172 of them were arrested.

On Monday a Turkish court sentenced prominent Kurdish politician Leyla Güven to 22 years and 3 months in prison.

The Turkish parliament had earlier lifted Güven's parliamentary immunity.

Kurdish mayors' removal which started on August, 19 in 2019 has persisted in 2020. 37 HDP co-mayors were arrested, and the government appointed trustees to 48 HDP municipalities. Currently, 17 HDP co-mayors are still detained, the report said.

The European Court of Human Rights last week [called on Turkey to immediately release](#) Kurdish politician Selahattin Demirtaş.

The years-long detention of the former co-chair of the HDP was a cover for limiting pluralism and political debate in the country, the court said.



27/12/2020

With only 5 HDP mayors left in office, what future for the pro-Kurdish party?

President Recep Tayyip Erdoğan is slowly moving to consolidate his grip on power by removing the last of the opposition People's Democratic Party's (HDP) elected officials, the Guardian [has reported](#).

Adalet Fidan is the mayor of Silopi and one of only 5 out of 65 HDP mayors elected in 2019 who are still in their post after the government has arrested many and accused them of involvement with the banned Kurdistan Workers' Party (PKK).

She told the Guardian that "It's a lot of pressure and responsibility. Every day I wake up and worry it will happen to me too: I think, 'Today is my turn'... The law doesn't mean anything here. I could be kicked out of my job or sent to jail thanks to made-up terrorism charges or fake witnesses. Anything could happen."

Hasip Kaplan, a Kurdish lawyer and politician from Şırnak, said that he had not seen behaviour as ruthless as that displayed by the current Turkish government even after the 1980 military coup and the purges which followed it.

"At the time of previous coups, we could at least defend our clients in court. Today, there is a government that is seeking control of the independent bar associa-



tions, judges with no experience appointed to high courts. These are difficult days," Kaplan said.

The HDP's electoral success in 2015 made the party a prime target for government repression. Overcoming the 10% threshold for the party to win seats in the Grand National assembly also meant denying Erdoğan's Justice and Development Party the majority they had previously enjoyed in parliament. If they drop below this threshold at the next scheduled general election in 2023, the AKP could win back total legislative control and would no longer need their Nationalist Movement Party (MHP) coalition partner.

Kaplan told the Guardian that up to 16,000 HDP members have been arrested or detained, many under emergency legislation imposed following the failed 2016

coup attempt. The Guardian's Turkey correspondent Bethan McKernan writes that "Erdoğan appears to think that instead of banning the party altogether, keeping it inside the legitimate political spectrum can help him scupper the opposition's attempts at a united front".

The new Kurdish Democratic Party (KDP), which launched in Diyarbakir last month, is believed to be funded by pro-government sources, in an attempt to take some votes away from the HDP. Many Kurds, as many as 29% according to a Metropoll figure, still support the governing AKP, but there remains a stubborn residual support for the HDP which does not seem to be going away despite the party's situation.

If the Turkish government does ban the HDP before the next elections, it would

not be the first time that a pro-Kurdish party had been banned in Turkey. The [Democratic Society Party](#) was banned in 2009, and was a successor to another pro-Kurdish party, [HADEP](#), which was banned in 2003. In turn, HADEP succeeded the [Democracy Party](#), which succeeded the [People's Labour Party](#). Every major left wing, pro-Kurdish party in Turkey has been banned since the 1990s.

Those still representing the HDP have vowed to keep fighting for Kurdish rights, no matter the repression they endure. Kurdish politicians in Turkey have always known that the state will try its best to sideline their ambitions for greater rights and autonomy, and Adalet Fidan told the Guardian that "We always knew this job would be difficult. But we also know we have the people behind us. That gives us the courage to keep fighting."



27/12/2020

Execution of a Kurdish woman in Sanandaj prison

Hengaw : The death sentence of a woman from Qorveh district of Kurdistan province in Iranian Kurdistan, who was sentenced to death for premeditated murder in 2014, has been carried out in Sanandaj Central Prison.

According to a report received by Hengaw Human Rights Organization, on the morning of Sunday, December 27, 2020, the death sentence of a woman from Qorwa, identified as "Zeinab Khodamuradi" 42, was carried out in Sanandaj Central Prison.

By the end of October, she was transferred to solitary confine-



ment to serve her sentence. Her husband's family had postponed her execution in exchange for 700 million tomans (\$28000).

Zeinab Khodamuradi was arrested on Monday ,August 31,

2015 on charges of murdering her 12-day-old child, identified as "Mohammad Javad", and her 7-year-old step daughter, identified as "Hadith", and was later sentenced to death by the Iranian judiciary.

Hengaw sources stated that Zeinab Khodamuradi was neglected by her husband during her pregnancy at the hospital, and that he did not allow any of her relatives to visit her, which caused Zeinab to become very depressed and that she wasn't in a stable state of mind while committing crime .

Zeinab Khodamuradi had written on her leg before the murder of two young children: "I killed myself and my children because of Davood (her husband), Sara (her sister-in-law) and my mother-in-law", but after murdering the children she did not end her life for unknown reasons.



ncr-iran.org
27/12/2020

Iran : Plus de 192.800 décès dus au coronavirus dans 475 villes - NCR Iran

· *Le chef du Croissant-Rouge : Le vaccin que nous avons acheté est chinois. L'Agence des produits alimentaires et médicamenteux surveille de près tous les vaccins. (Khabar Online, 26 décembre 2020)*

· *Le ministre de l'Intérieur : Les trois quarts du cyberspace servent à manipuler l'opinion publique pour le vaccin COVID-19. Ils amplifient des questions mineures et, en créant un certain climat, disent que le système est incompétent. (Agence IRNA, 26 décembre 2020)*

· *Sadegh Larijani, président du Conseil de discernement des intérêts de l'Etat, exprimant sa crainte*

de la colère de la population sur la gestion de la crise COVID-19 par le régime : « A travers de la propagande, certains tentent de détourner l'attention de l'opinion publique vers d'autres préoccupations, vers des questions telles que l'approvisionnement en médicaments et le vaccin contre le coronavirus. » (Agence ILNA, 27 décembre 2020)

· *Le président de la faculté de médecine de Sabzevar : En comparaison, le nombre d'admissions par rapport aux sorties augmente lentement. Le quatrième pic n'est pas loin, mais nous espérons ne plus jamais connaître les jours som-*

bres de novembre. (Agence ISNA, 27 décembre 2020)

· *Le gouverneur de la province de Mazandaran s'est dit préoccupé par la tendance à la hausse des infections au COVID-19. Nous avons 1 147 patients hospitalisés dans la province, dont 233 dans un état critique. (Agence ILNA, 27 décembre 2020)*

· *Il faut avoir peur du moment où le volcan des affamés ne pourra plus être contenu. Alors il sera trop tard pour proposer des solutions. (Quotidien Arman, 27 décembre 2020)*

L'Organisation des Moudjahidine du peuple d'Iran (OMPI/MEK) a an-

noncé le 27 décembre 2020 que le nombre de décès dus au coronavirus dans 475 villes d'Iran avait dépassé les 192 800.

Le bilan des morts dans les provinces est le suivant : Téhéran 47.346, Khorassan-Razavi 13.185, Ispahan 11.650, Khouzistan 9830, Mazandaran 7267, Guilan 6841, Fars 5905, Sistan-Balouchistan 4711, Kerman 4179, Kermanschah 4054, Markazi 4013, Kurdistan 3311, Semnan 2909, Ardebil 2362, Zandjan 2012, Ilam 1990, Bouchehr 1929, et Chaharmahal-Bakhtiari 1510.

Secrétariat du Conseil national de la Résistance iranienne.

December 27, 2020
By Bethan McKernan

Turkey: the rise and fall of the Kurdish party that threatened Erdoğan

Dissenters are facing persecution, with 16,000 HDP members arrested or detained. But hardcore support keeps the struggle alive

It has been a lonely year for Adalet Fidan, the mayor of Silopi in Turkey's Kurdish south-east – and not just because of the pandemic.

In 2019, when she was elected, Fidan was among a solid cohort of 65 candidates from the progressive left, pro-Kurdish Peoples' Democratic Party (HDP) to win seats in nationwide local elections. Now, after a sustained government purge of HDP officials, she is one of only five HDP mayors left in office, the rest sacked or imprisoned and replaced with government appointees.

"It's a lot of pressure and responsibility. Every day I wake up and worry it will happen to me too: I think, 'Today is my turn'," she said.

"The law doesn't mean anything here. I could be kicked out of my job or sent to jail thanks to made-up terrorism charges or fake witnesses. Anything could happen."

Turkey's judicial system has been weaponised throughout the country's turbulent history to advance or stymie different political agendas – but as President [Recep Tayyip Erdoğan](#) has consolidated his grip on power, critics say the state crackdown on opposition is unprecedented. For HDP, the party which has posed the most significant threat to Erdoğan's power, the reprisals have been brutal.

"I have been a lawyer since the 1980 military coup and I have



HDP supporters clash with Turkish riot police after three of its MPs were stripped of parliamentary immunity and detained on espionage and terrorism charges in June 2020. Photograph: Bülent Kılıç/AFP/Getty Images

not seen behaviour as ruthless as the current AKP [Erdoğan's ruling Justice and Development party] government in all those years," said Hasip Kaplan, a prominent Kurdish lawyer, politician and author from Şırnak.

"At the time of previous coups, we could at least defend our clients in court. Today, there is a government that is seeking control of the independent bar associations, judges with no experience appointed to high courts. These are difficult days."

Not so long ago, the HDP's future still seemed bright. Formed out of an alliance of leftists and Kurdish nationalists in 2012, the party is often compared to Green party movements and European democratic socialist parties such as Podemos in Spain and Syriza in Greece. A parallel is also drawn with Sinn Féin, because of its historical association with the outlawed militant

Kurdistan Workers' party (PKK).

In just a few years, the HDP made good on its promise to appeal to a broad spectrum of Turkish society, rather than just a Kurdish voter base, rising to prominence during the Gezi park protests against the increasingly authoritarian direction of the AKP to become the country's third-biggest political party.

In the 2015 national election, the HDP delivered a searing blow to the AKP by winning enough seats to break through the 10% election threshold that has traditionally kept small parties and Kurdish politicians out of parliament, in the process destroying the ruling party's majority. The elation was short-lived, however.

To undo the HDP's success, the government pulled out of peace talks with the PKK, plunging Turkey's majority Kurdish south-east into renewed

violence, and began arresting HDP politicians and supporters over alleged links to the militant group. When the election was re-run later in the year, it yielded a result much more to Erdoğan's liking.

HDP's charismatic former leader, Selahattin Demirtaş, was arrested the year after, and faces a sentence of up to 142 years in prison despite an [order from the European court of human rights](#) that Turkey must free him.

Effectively blacklisted from Turkish media, over the past five years the HDP has struggled to maintain momentum in an increasingly hostile environment. According to Kaplan, about 16,000 party members have been arrested or detained, many under the state-of-emergency conditions declared after the failed 2016 coup.

For Ayhan Bilgen, who served as the HDP mayor of the north-eastern city of Kars until September, the police knock at the door one morning was not a surprise. He was cheered on by supporters who had gathered outside his home as he was bundled into a police car, and has been detained since, charged with terrorism-related offences for his alleged role in instigating ethnically charged protests which turned violent in 2014.



Europe's top human rights court has called on Turkey to release the co-leader of the pro-Kurdish HDP, Selahattin Demirtaş. Photograph: Adem Altan/AFP/Getty Images

The state's unwillingness to deal with the Kurdish issue only strengthens the resolve of people fighting for representation, Bilgen wrote from prison. "Steps that pave the way for real democracy are difficult. But it is crucial for Turkey to overcome this political deadlock," he said through his lawyer.

There are still glimpses of hope. Voters defied the president's will during a re-run of the Istanbul mayoral election last summer when the HDP infor-

mally lent its support to the largest opposition group, the Republican People's party (CHP), handing its candidate a definitive victory.

The result was celebrated not just because it showed that even after 16 years, Erdoğan's grip over Turkey is not complete – but because it marked the first time that the nationalist, liberal and pro-Kurdish elements of Turkey's opposition have managed to work together effectively.

Since then, the HDP has borne the brunt of an escalating crackdown. Erdoğan appears to think that instead of banning the party altogether, keeping it inside the legitimate political spectrum can help him scupper the opposition's attempts at a united front: a cross-border offensive against Syrian affiliates of the PKK in October last year, for example, was supported by the CHP, infuriating HDP MPs who voted against it.

The newly formed Kurdish Democratic party (KDP), which registered in the unofficial Kurdish capital of Diyarbakir earlier this month, is widely believed to be funded by government-friendly sources in an effort to siphon off conservative Kurdish votes.

"The government's tactic of not banning the HDP yet is sensible, but I think instinct will overrule tactical thinking at some point," said Selim Koru, an analyst with Turkish economic policy thinktank Tepav.

"It is almost impossible to run competitive elections in Turkey

any more ... and if the HDP shows signs of putting up a real fight, the government will move to prevent that."

Turkey is not due to hold a general election until 2023; despite the country's economic woes, compounded by the pandemic, Erdoğan still polls strongly, and a recent Metro-poll survey found that 29% of **Kurds** would vote for the ruling AKP, compared with 32% for HDP.

There remains, however, a stubborn block of about 10% of Turks – mostly Kurds – who will stick with the HDP, posing a looming problem for the AKP down the line as the party's margins slowly begin to narrow. The HDP may be down, but it's not out.

"We always knew this job would be difficult. But we also know we have the people behind us," said Fidan, one of the last HDP mayors still in office. "That gives us the courage to keep fighting."

The New York Times

December 27, 2020
By Carlotta Gall

Battered Turkish Economy Puts a Powerful Erdogan to the Test

Turkey's veteran leader played an aggressive hand abroad, but as the country's economy plummets, he is feeling ire at home as many Turks struggle to buy food.

ISTANBUL — Hobbled by restrictions on his tobacco shop, Ozgur Akbas helped organize a demonstration in Istanbul last month to protest what he called unfair rules imposed on merchants during the pandemic.

"There are many friends who have shut down," he said in an interview. "And some are on the verge of suicide."

Turks had been grappling with

a falling currency and double-digit inflation for two years when the pandemic hit in March, sharply worsening the country's deep recession. Nine months in, as a second wave of the virus sweeps through Turkey, there are signs that a significant portion of the population is overwhelmed by debt and increasingly going hungry.

MetroPoll Research, a respected polling organization,

found in a recent survey that 25 percent of respondents said they could not meet their basic needs. Mr. Akbas said he sees it daily among his customers.

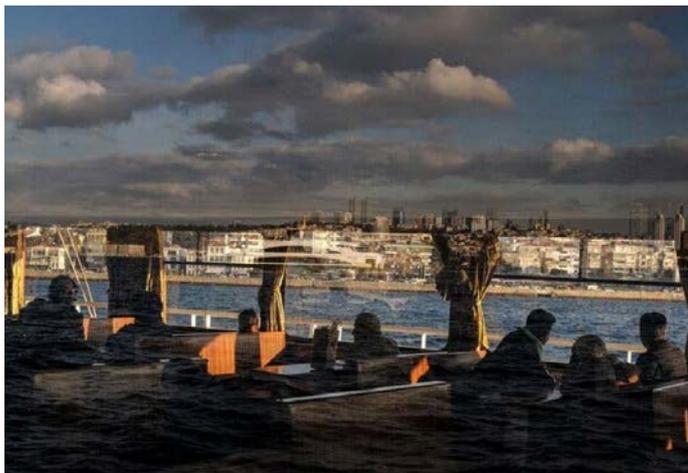
"People are at the point of explosion," he said.

For President Recep Tayyip Erdogan, who this year had drawn attention at home and abroad with an **aggressive foreign policy and military inter-**

ventions, things suddenly came to a head in November.

The government admitted that it had been understating the extent of Turkey's coronavirus outbreak by not recording asymptomatic cases, and new data revealed record infection levels in the country.

The Turkish lira has been battered by a record depreciation — down more than 30 percent



A ferry passing through Istanbul. Nine months into the pandemic, there are signs that a significant portion of the population is overwhelmed by debt and increasingly going hungry. Credit... Sedat Suna / EPA, via Shutterstock

against the dollar this year — and foreign exchange reserves have been badly depleted. Along with double-digit inflation, the country now faces a balance of payments crisis, Moody's Investor Service said recently.

The crisis comes as Mr. Erdogan is about to lose a powerful ally when President Trump leaves office next month. Turkey is already facing sanctions from the United States for purchasing a Russian missile defense system and from the European Union for gas drilling in waters claimed by Cyprus. Mr. Trump had been instrumental in holding off the sanctions from Washington until this month.

Mr. Erdogan was notably slow in congratulating President-elect Joseph R. Biden Jr. on his victory. Analysts expect a Biden administration to be tougher on Mr. Erdogan's sliding record on human rights and democratic standards.

To deal with Turkey's spiraling economy, Mr. Erdogan has recently moved with a ruthlessness that is usually carefully hidden from view. He appointed a new head of the Central Bank, and when Mr. Erdogan's finance minister, who is also his son-in-law and heir apparent, resigned in objection, the president surprised

many by accepting the resignation and replacing him.

The Morning: Make sense of the day's news and ideas. David Leonhardt and Times journalists guide you through what's happening — and why it matters.

Then the president promised economic and judicial reforms, and even floated the possibility of releasing political prisoners — which some in his own party advocate to improve relations with Europe and the United States.

In mid-December, Mr. Erdogan announced a new aid package to tide over small businesses and tradesmen for three months. Last weekend he dropped into a bakery to make some purchases in a show of support for merchants.

But critics have described Mr. Erdogan's various maneuvers as too little, too late.

The former finance minister, Berat Albayrak, may have been a convenient scapegoat — little is known of what really went down inside the Presidential Palace — but his dramatic fall from grace and complete disappearance from public life indicate a more serious course correction. It seems the economic crunch and the consequences for Mr.

Erdogan's own fate have become paramount concerns.

Mehmet Ali Kulat, who conducts opinion polls for political parties, including for Mr. Erdogan's Justice and Development Party, said the president watches opinion polls assiduously.

"What he particularly pays attention to is how things reflect on society," Mr. Kulat said.

Recent opinion polls show that the standing of Mr. Erdogan's A.K. Party has fallen to its lowest point in the 19 years it has been at the helm of Turkish politics, hovering around 30 percent, according to MetroPoll. That figure suggests that

The MetroPoll survey found that a majority of Mr. Erdogan's own supporters, and 63 percent of respondents overall, believe Turkey is headed in a worse, rather than a better, direction.

Those figures are borne out by what aid organizations are seeing on the ground.

Hacer Foggo, founder of the Deep Poverty Network, a group that helps street traders and informal workers, said that in her nearly 20 years of working to alleviate urban poverty in Turkey she had never seen such distress.

When the first lockdown began in March, she began receiving



Coffins of people who died of the coronavirus at the Kucukcekmece Morgue in Istanbul this month. Credit... Chris Mcgrath / Getty Images

the party's alliance with the Nationalist Movement Party would fail to secure Mr. Erdogan the 50 percent of the vote needed to win a presidential election.

"The next elections are not a slam dunk," said Asli Aydintasbas, a senior fellow with the European Council on Foreign Relations. "There is a good chance he will lose unless he either broadens his coalition or manages to appeal to people who voted for the opposition."

"His chances of being re-elected are less than 50 percent," she said. "So finally," she added, the question is, "Is he smart enough?"

calls from people begging for help in feeding their families. Street vendors and scrap collectors were particularly badly hit.

"When they say there is no food at home, this means there is no food at their neighbor's either," she said.

Her network has been helping 2,500 families in Istanbul, matching donors with families to help them buy groceries and diapers for children. Her voice cracked as she described a mother who said her baby had gone down a size in diapers.

"A baby should be gaining weight, not getting smaller,"

Ms. Foggo said. Other women could no longer breastfeed because they lacked food, she said, and more people have been forced to hunt for already scarce food in garbage.

"I am 52 years old, and this is the biggest crisis I have ever seen," she said.

The economic problems began before the pandemic, she said, but she laid the blame squarely on local and national governments for their lack of strategy for confronting the growing poverty and failing to improve social services.

Indeed, the economic tailspin came after Mr. Erdogan tightened his reins on the country, including over the economy, by acquiring sweeping new powers under a new presidential system inaugurated in



Nevizade Street in Istanbul, known for its bars and restaurants, was deserted during a curfew this month. Credit... Sedat Suna/EPA, via Shutterstock

2018. International monitors cite those changes as a main reason for their alarm about the country's economic plunge.

"Turkey's weak and deteriorating governance is a key credit

weakness, which underpinned our decision to downgrade Turkey's rating by multiple notches since the introduction of the presidential system in mid-2018," Moody's said in a report this month.

Mr. Akbas, the merchant running the tobacco shop, described two elderly customers who came into his shop in a wealthy part of the capital, Ankara, one day last week as an illustration of how badly skyrocketing inflation has affected people.

One woman asked if she could buy a single egg. The second woman, who was neatly turned out, asked if he had any free bread. Stunned, he filled a bag for her.

"Retirees are in a very bad situation," he said. "What I am hearing from people is 'Enough is enough. We have had it up to our necks, we cannot make money,' and people aged 70 and 80 are saying they are going to throw themselves in the street."



orientXXI

28/12/2020
Jean Michel Morel

Rojava, une expérience singulière dans une région en guerre

Dans le contexte dramatique de la guerre en Syrie, l'administration autonome de la Syrie du nord et de l'est a mis en pratique un contrat social voté en 2016 et basé sur un triptyque État-parti-peuple. Droits des personnes, liberté religieuse, économie sociale, industrie écologique : Pierre Bance raconte une expérience politique inédite au Proche-Orient.

Représentation du Phenix kurde (Simurg)

« Ils ne savaient pas que c'était impossible, alors ils l'ont fait. » (Mark Twain). Pour qui ne connaît pas encore le rigoureux travail de recherche et d'analyse de Pierre Bance, docteur d'État en droit et spécialiste de la situation des Kurdes au Proche-Orient, le titre de son dernier ouvrage risque

d'intriguer. Car un intitulé comme *La fascinante démocratie du Rojava* peut laisser penser qu'il s'agit d'une hagiographie sans nuance de l'expérience conduite dans le nord et l'est de la Syrie par les Kurdes et leurs alliés après qu'ils ont débarrassé cette région de l'Organisation de l'État islamique (OEI).

En fait, ce que relate Pierre Bance et qui fascinera le lecteur, c'est l'engagement de l'Administration autonome du nord et de l'est de la Syrie (Aanes)¹ dans la gestion démocratique d'environ un tiers du territoire syrien, sans doute de la moitié de son PIB et entre 5 à 6 millions de ses habitants. Une administration qui avance des propositions novatrices dans les domaines du social comme du sociétal, s'efforce

de régler les épineux problèmes du droit et de la justice et fait reculer le patriarcat, le tout dans des conditions peu propices à l'innovation : enchaînement des agressions turques², blocus économique organisé de concert par le Gouvernement régional du Kurdistan irakien (GRK) et Ankara, atonie dans tous les domaines des membres de l'Union européenne et de l'ONU, se satisfaisant de déclarations sans suite tangibles³.

Une double réflexion théorique

Pierre Bance nous prévient d'emblée : « *Trois acteurs font vivre la démocratie de la Fédération de la Syrie du Nord : l'État, le peuple, le parti.* » L'enjeu est donc d'importance puisqu'il faut articuler la direction politique du Parti de l'union dé-

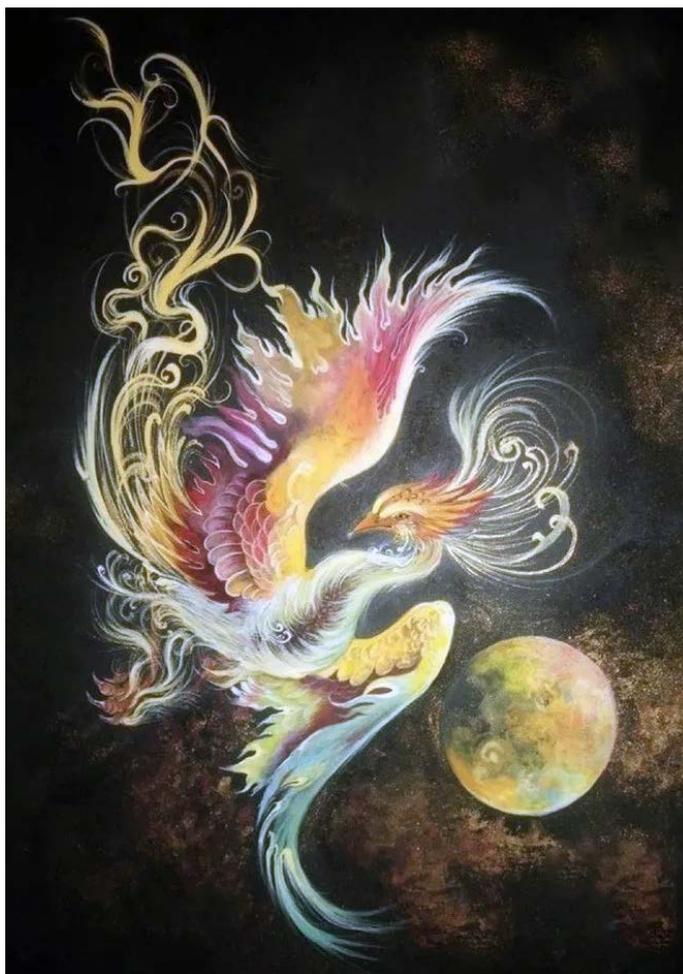
mocratique (PYD) des Kurdes avec le respect du pluralisme ethnique dans les assemblées délibératives et décisionnelles de ce qui, bien qu'il en possède de nombreux attributs, ne se veut pas un État, mais une simple « administration ». Et par-dessus tout, avec l'expression sans contrainte des *desiderata* populaires sous la forme d'une démocratie directe.

Afin que ce dispositif complexe fonctionne et que les erreurs que l'histoire a connues à l'est de l'Europe ne se reproduisent pas, les Kurdes de Syrie et leurs alliés du camaïeu ethnico-religieux syrien s'appuient sur une double réflexion théorique : celle de Murray Bookchin, propagandiste américain de l'écologie sociale et du municipalisme libertaire et celle

d'Abdullah Öcalan, leader historique des Kurdes, promoteur du confédéralisme démocratique qui, depuis son île-prison turque d'Imrali, continue à penser la transition entre États totalitaires et confédérations dans lesquelles les peuples feront valoir leur point de vue en partant de la plus petite unité territoriale : la commune.

Cette double démarche est inscrite dans le contrat social voté en décembre 2016 lors d'une Assemblée constituante où étaient représentés 22 partis politiques. L'auteur entend conduire une lecture analytique de ce document de référence « dans sa triple dimension du droit, de la pratique institutionnelle, de la critique politique ». Pour ce faire, il pointe quand c'est nécessaire les apories et les contradictions du texte, mais relève aussi les réussites incontestables de son application pratique. Les deux exemples les plus patents sont celui de l'émancipation féminine et de la prise en compte du pluralisme ethnique et religieux ; deux données essentielles du projet de l'Aanes qui font qu'à la tête de toutes les instances de direction siègent un homme et une femme d'ethnies différentes.

Dotée de cet outil juridique, la fédération avance-t-elle vers le socialisme avec son lot de collectivisations et de nationalisations que d'aucuns jugent indispensables ? Pas exactement puisque l'article 43 du Contrat social prévoit que « le droit à la propriété privée est garanti, sauf s'il contredit l'intérêt général, et il est régulé par la loi ». Auquel s'ajoute une précision dans l'article 11 : « La Fédération démocratique de la Syrie du Nord (...) adopte les principes de l'économie sociale et de l'industrie écologique ». C'est sans doute insuffisant



Représentation Phenix Kurde (Simurg)

pour qui envisage de faire progresser une société à marche forcée, c'est déjà beaucoup si on l'évalue à l'aune du contexte culturel et idéologique du Proche-Orient.

Des compromis avec Washington, Moscou et Damas

Environnée de régimes autoritaires, de théocraties conservatrices, de démocraties chaotiques, de dictatures dans lesquelles est affirmé le primat de la loi religieuse sur les lois civiles, la fédération attache une attention toute particulière aux droits des personnes. L'article 22 du Contrat social prévoit que « la liberté de foi, de conscience, de pensée et d'expression ainsi que le droit

à l'auto-organisation sont garantis pour tous. » Des entorses ayant été constatées — en particulier dans le pluralisme politique —, des corrections ont été apportées afin que les opposants ne rencontrent aucune entrave à l'affirmation de leurs opinions ni à celle de leur organisation. Ces principes ne peuvent vivre que grâce à la garantie d'une justice impartiale et des forces de sécurité dont les comportements soient exempts de toute critique quant à l'exercice de la « violence légitime ». Par ailleurs, la peine de mort a été supprimée.

Dans sa partie historique, l'ouvrage n'évite pas la question sensible de la politique

diplomatique et des compromis militaires des Forces démocratiques syriennes (FDS) avec les États-Unis comme avec la Russie. Il ne fait pas non plus l'impasse sur la complexité des rapports avec le régime de Damas qui maintient son exigence de l'intégration de la région gérée par l'Aanes dans son giron. Une exigence à laquelle la fédération n'entend pas souscrire, arguant que tout retour en arrière est impossible et que sa particularité doit être prise en compte — si ce n'est étendue au reste du pays — sans pour autant que l'autonomie qu'elle a si chèrement acquise ne l'incite à revendiquer l'indépendance.

Depuis longtemps, Abdullah Öcalan a évacué toute perspective d'un « Grand Kurdistan » ethniquement pur et nationaliste. L'heure est à ce que les Kurdes dans les quatre pays où ils constituent des minorités significatives — Turquie, Irak, Syrie, Iran — contribuent à penser la question de l'État-nation comme une nécessité transitoire avec, en perspective, son extinction au profit du municipalisme et de son apport à une démocratie vivante.

En conclusion de son ouvrage foisonnant, Pierre Bance, constatant que les nuages noirs continuent à s'accumuler au-dessus de « la Commune du Rojava », ne souhaite pas avoir écrit « une nouvelle page de la mémoire des vaincus » ; il préfère de beaucoup que nous considérions que « Les Kurdes ne sont pas un peuple élu, à idéaliser, mais un peuple en révolution, à soutenir ».

Le massacre de Roboski, neuf ans après ... les victimes jugées à la place des auteurs

Le 28 décembre 2011, 34 civils, dont dix-neuf mineurs, étaient tués sous les bombes de l'aviation turque, à proximité du village de Roboski, dans la province kurde de Sirnak, à la frontière entre la Turquie et l'Irak.

Les 34 victimes ont été prises pour cibles par l'aviation turque alors qu'elles revenaient de l'autre côté de la frontière, transportant à dos d'âne du carburant, du thé et du sucre. Depuis des décennies, les habitants de ces villages du district d'Uludere, dans la province de Sirnak, aux confins du Kurdistan, pratiquent cette activité transfrontalière, leur unique moyen de subsistance dans cette région volontairement maintenue dans la pauvreté par le régime turc.

Chargé de l'enquête, le procureur général de Diyarbakır s'est déclaré incompétent après un an et demi, transmettant le dossier au procureur militaire de l'état-major général. Ce dernier ayant rejeté la demande de poursuites en janvier 2014, l'affaire a été portée devant la Cour constitutionnelle turque qui l'a également rejetée. Les familles ont alors déposé une requête devant la Cour européenne des Droits de l'Homme (CEDH) en 2016. Cependant, la Cour de Strasbourg a jugé la demande "irrecevable" en invoquant l'envoi tardif des documents.

Justice inversée

A Roboski, la justice est inversée. Les victimes sont poursuivies et jugées à la place des auteurs du massacre. Ainsi, Veli Encü et Barış Encü, tous deux frères de victimes, sont actuellement derrière les barreaux, condamnés respectivement à 5 ans et 6 ans de prison



34 personnes, pour la plupart des jeunes et des adolescents, ont été ciblées et tuées par l'aviation turque le 28 décembre 2011, près du village frontalier de Roboski, dans la province kurde de Sirnak

du fait de leurs actions et déclarations concernant le massacre.

Plusieurs procès ont par ailleurs été intentés contre les familles des victimes pour « violation des frontières » et « manifestations non autorisées », parce qu'elles se sont rendues dans la zone frontalière où a eu lieu le massacre.

34 personnes poursuivies

Selon l'agence de presse kurde Mezopotamya (MA) qui est allée à la rencontre des familles à l'approche de la date anniversaire du massacre, 34 proches des victimes, dont l'ancien député du Parti démocratique des Peuples (HDP) Ferhat Encü, sont poursuivis en raison des protestations contre le sous-préfet du district d'Uludere, Nafiz Yavuz. Elles sont accusées de propagande en faveur d'une organisation terroriste, d'insulte contre des responsables de l'armée et de tentative délibérée d'assassinat.

Jugés par le tribunal pénal de Sirnak pour avoir participé aux commémorations du massacre, seize autres membres des familles des victimes ont été condamnés à des amen-

des allant de 1000 à 3000 liras turques (TL).

Zeki Tosun, père de Mehmet Ali Tosun, un des jeunes tués dans le bombardement, a déclaré : « Des procédures ont été engagées contre chacun d'entre nous pour insulte à un commandant de patrouille ou au président. Ces procédures se poursuivent encore aujourd'hui. Nos cartes vertes [cartes pour un traitement gratuit dans les hôpitaux] ont été suspendues et j'ai été condamné à une amende de 22 000 TL. Je n'ai pas pu quitter la ville pendant deux ans à cause d'une déclaration que j'ai faite dans la presse. »

« Ils nous traînent devant les tribunaux à la place des assassins de nos enfants, s'est indignée Leyla Encü, mère de Şirvan. Qu'avons-nous fait ? Ils ont tué nos enfants. Et pardessus tout, ils nous infligent des amendes de 3000 TL parce que nous sommes allés à l'endroit où nos enfants ont été tués. » Et s'adressant au président turc, « Tayyip Erdoğan, n'irais-tu pas sur les lieux où ton enfant a été tué ? », s'est-elle exclamée.

La mère de Selemi Encü, Semire, est poursuivie pour avoir tenu une banderole lors du 4^{ème} anniversaire du massacre, bien qu'elle ne sache pas ce qui était écrit dessus.

Menaces des autorités

« Après le massacre, a déclaré Fehime Encü, mère de Karker (tué à l'âge de 16 ans), l'État n'a cessé de nous menacer. Les autorités nous menacent à la moindre parole. Nous sommes allés devant différentes instances pour que les criminels rendent des comptes, en vain. Peut-être serions-nous soulagés si l'un des responsables était puni. Nos enfants étaient jeunes, ils étaient innocents. Il s'agit d'un grand massacre et d'une grande injustice. Nous ne méritons pas cela. »

Perpétuer la mémoire

« Après la mort de notre fils, nous avons donné son nom à notre petit-fils, pour que le massacre ne soit pas oublié », a confié la mère de Sivan Encü, tué par les bombes de l'armée turque à l'âge de 16 ans. Beaucoup d'autres dans le village tentent ainsi perpétuer le souvenir du massacre.

Tenant l'écharpe de son fils Nadir, Azime Alma a dit : « Je ne veux pas la laver pour que l'odeur de mon fils reste dessus... Après ma mort, je veux que ma fille garde ses affaires. »

Le temps s'est figé à Roboski depuis cette nuit terrible du 28 décembre 2011. Ceux qui sont partis ne reviendront plus, mais les habitants de Roboski veulent la justice. Peut-être alors, pourront-ils panser leurs blessures.



28/12/2020
By Karwan Faidhi Dri

Nine years on, Kurdish villagers recount horrific loss in Turkey's Roboski massacre

ERBIL, Kurdistan Region —

Nine years have passed since the massacre of 34 Kurdish people, mostly children, in the village of Roboski, but memories of the massacre remain vivid in the minds of the victims' families.

Ferhat Encu lost 11 members of his family in the massacre in Turkey's Sirnak province. He told Rudaw English about the moment he received the devastating news from his father.

"It was around 5am. My father called me on the phone. He told me that an earthquake had rocked the village. He was referring to the massacre," Encu told Rudaw English on Monday, the ninth anniversary of the tragedy.

"I was hit with a sudden and great sorrow when I heard this bad news. So I began heading to the village," he said, adding that he was studying at the time at a university in Adana - more than 700 kilometers away.

"When I arrived in the village, I saw my mother crying for her children. I cannot describe the scene. It was like the end of the world and all you could hear were cries."

This was December 28, 2011, when 38 Kurds, mostly children between the ages of 13 and 18, were smuggling cheap petrol and cigarettes from the town of Zakho, across the border in the Kurdistan Region. They divided into groups to avoid being targeted by Turkish airstrikes — a strategy that would fail.

F-16 jets, taking off from Diyar-



Ferhat Encu's family members who were killed in the massacre. Photos : submiyyed, graphic : Mehmed Alsafar/Rudaw

bakir province, bombed the group that day, killing 34 villagers. The area had been the focal point of clashes between the Turkish Army and the Kurdistan Workers' Party (PKK) — a Kurdish armed group which has struggled for increased rights for Turkey's Kurdish minority since the 1980s.

"It's a group of 30 to 40 people. There are mules and people. How can we know who is who from that height? It's impossible. The Turkish Armed Forces fulfilled its duty sincerely," Turkish President Recep Tayyip Erdogan has said about the bombardment.

However, he has also met with the families, promising to punish the perpetrators - but little action has been taken.

"Erdogan told us that he wouldn't allow the perpetrators to go

unpunished, but they did. We won't stop searching for justice until the guilty pay for their crimes," Mehmet Encu, who lost his son and two brothers, **told** Turkey's independent Duvar news outlet on Monday.

"Nothing has changed in nine years. We have been demanding justice since the first day. 19 of them were children. My son was 13 and this one [one of my brothers] was 15," he **told** Rudaw's Mashallah Dakak.

In 2012, **Human Rights Watch** blasted Turkish authorities for their inaction — saying the government was yet to open an "effective and transparent" investigation into the attack, one year on.

Ferhat also told Rudaw English that they have met with the president, as well as members

of Turkey's ruling and opposition parties, but their demands - which focus on the punishment of the perpetrators - remain unfulfilled.

Turkey's public prosecutor investigated the incident under the premise of "death due to negligence" but closed the case in June 2013, referring it to a martial court.

"The Turkish army has not been negligent," the Turkish military court ruled, suspending its investigation of five officers.

In 2017, Turkish officials **removed** a monument in Diyarbakir memorializing the victims of the massacre.

The families took the case to the constitutional court in 2014, but it was not accepted on the grounds that documents were submitted improperly. They

turned to the European Court of Human Rights (ECHR), which dismissed the case due to a "lack of evidence."

Ferhat, a former lawmaker for the pro-Kurdish Peoples' Democratic Party (HDP), said his brothers and cousins were among the victims.

"Some of them were students while some others were school dropouts who were busy with domestic work."

He added that 13 of the 19 children killed in the massacre were members of his immediately family, or close relatives.

The Turkish government has

not apologized for the incident but has offered compensation to the families. The families of 15 victims have accepted compensation, according to Ferhat.

He called on the international community to investigate the case, rather than waiting for the families to seek legal procedures.

"This massacre has been carried out against human values but the human rights courts - who protect human rights - have not accepted the Roboski case. We do not need to visit them with evidence. They themselves have to decide to do so, as an allied country has committed such a great crime."

Like previous years, Kurdish politicians and the families of the victims visited the incident area on Monday to commemorate the massacre. HDP co-chair Pervin Buldan also joined them to [condemn the attack](#).

"This is definitely not an accident, but a clear massacre where the state and government dropped bombs on the people of Roboski knowingly and willingly, and committed it openly."

She said that such massacres against Kurds in Turkey are not new, referencing previous massacres against the ethnic group such as the [Dersim](#) and [Zilan](#) massacres in the early

years of the modern Turkish state.

The HDP, she added, is also guilty of not pursuing justice for the families of the victims. "It is a great failure that we did not carry out the inspection and follow-up process."

"We will fully defend the fulfillment of our painful families' demands and stand by them. One day, of course, those responsible for this work will be brought to court and judged."

Additional reporting by Dilan Sirwan

Le Monde

29 décembre 2019
par Jean-Pierre Filiu

La menace en 2020 du terrorisme d'extrême-droite

La montée inquiétante du terrorisme d'extrême-droite en 2019 risque fort de se poursuivre, voire de s'accroître en 2020.

L'année 2019 a vu Daech, le bien mal-nommé « Etat islamique », perdre ses derniers bastions territoriaux en Syrie, avant que les Etats-Unis n'éliminent son chef, Abou Bakr al-Baghdadi. Pendant que ces coups étaient portés au terrorisme jihadiste, une autre forme de terrorisme de masse, lié à l'extrême-droite raciste, a commencé de se répandre à l'échelle de la planète, depuis l'attaque contre deux mosquées de Christchurch, en Nouvelle-Zélande, le 15 mars (51 morts) jusqu'à la tuerie anti-mexicaine dans la ville américaine d'El Paso, le 3 août (22 morts) et l'attentat contre la synagogue de Halle, le 9 octobre (2 morts). Les conditions semblent réunies pour que le suprémacisme blanc continue d'inspirer en 2020 d'autres actes terroristes.

LA DIFFUSION VIRALE DE LA HAINE

Anders Breivik apparaît à la fois comme le précurseur et la référence de cette nouvelle vague de terrorisme. En juillet 2011, cet ultranationaliste norvégien tue 77 personnes dans un attentat contre un complexe gouvernemental à Oslo, puis dans une fusillade contre un camp de la jeunesse travailliste. Il prétend justifier son carnage par la diffusion d'une « Déclaration d'indépendance européenne ». Huit années plus tard, Brenton Tarrant, l'auteur australien du massacre de Christchurch, se réclame de Breivik et diffuse, comme lui, juste avant le bain de sang, un manifeste intitulé « *Le Grand remplacement* ». Il s'y pose en rempart contre un « génocide blanc » dont l'immigration majoritairement musulmane serait le principal instrument. John Earnest, qui assassine une personne dans la synagogue californienne de Poway, le 27 avril

2019, accuse « les Juifs » d'être les instigateurs d'un tel « génocide blanc ».

Patrick Crusius, le massacreur d'El Paso, a, lui aussi, mis en ligne une « *Vérité dérangeante* » où il déclare combattre « *l'invasion hispanique du Texas* ». Comme à Christchurch et à Poway, c'est le forum 8Chan, très populaire à l'ultra-droite, qui sert de plate-forme à cette revendication. Dans les trois cas, les tueurs diffusent également en direct les images qu'ils filment eux-mêmes de leur assaut. Il aura fallu ces trois scandales pour que 8Chan soit enfin neutralisé, mais pour réapparaître en 8Kun le mois dernier. Quant à Stephan Balliet, l'assassin de Halle, c'est sur Twitch qu'il diffuse un manifeste imprégné de thèses antisémites, conspirationnistes et néonazies, puis la vidéo en direct de son attaque

de la synagogue, le jour de Kippour. Balliet s'en prend ensuite à un restaurant turc tout proche. Tarrant, Earnest, Crusius et Balliet, malgré leurs déclarations flamboyantes, se sont tous rendus sans opposer de résistance aux forces de l'ordre, comme d'ailleurs Breivik en 2011.

LA MONDIALISATION D'UNE NOUVELLE TERREUR

Certains éléments de cette séquence terroriste de 2019 se trouvaient déjà dans l'attaque du 27 octobre 2018 contre une synagogue américaine de Pittsburgh (11 morts), où le massacreur stigmatisait « les Juifs » pour leur supposée « collaboration » à « l'invasion » de son pays par les immigrants. De fait, la mobilisation de Washington contre le terrorisme jihadiste a permis aux réseaux de cette

nouvelle terreur de se développer dans une relative indifférence, alors même que l'extrémisme de droite avait déjà inspiré les [trois quarts des attentats perpétrés aux Etats-Unis de 2009 à 2018](#). L'absence de tout contrôle sérieux sur les armes, malgré la fréquence des tueries, et la banalisation par l'administration Trump d'un virulent discours contre les Musulmans, d'une part, et les immigrants illégaux, d'autre part, font des Etats-Unis le terreau privilégié de ce suprémacisme ultra-violent. Le FBI reconnaît suivre plus de deux cents dossiers de ce type de terrorisme et le Département de la Sécurité intérieure (*Homeland security*) s'inquiète des « *menaces croissantes d'extrémistes violents à motivation raciste, en particulier les suprémacistes blancs aux Etats-Unis* ».

Il n'y a malheureusement aucune raison que s'interrompe la réaction en chaîne qui a déjà motivé successivement les tueurs de Christchurch, Poway, El Paso et Halle. L'exaltation des quatre massacreurs sur certains forums d'ultra-droite ne peut qu'inspirer de nouvelles vocati-



Hommage aux victimes de l'attaque, le 9 octobre 2019, de la synagogue de Halle, en Allemagne

ons homicides, alors que les thèses sur le « *grand remplacement* », autrefois marginales, s'infiltrèrent de plus en plus ouvertement dans le débat public des démocraties occidentales. Au-delà de ce contexte très favorable, la difficulté à repérer de tels « *loups solitaires* » avant leur passage à l'acte est d'autant plus ardue qu'ils ne sont rattachés à aucune organisation constituée, mais se réclament d'une nébuleuse raciste et paranoïaque. En France, la focalisation compréhensible sur la menace jihadiste n'a sans doute pas per-

mis de prendre toute la mesure de ce nouveau péril. Deux mosquées ont pourtant été attaquées en 2019, le 27 juin à Brest (deux blessés, l'attaquant se suicidant peu après) et le 28 octobre à Bayonne (deux blessés graves). Le [refus par la justice de qualifier l'attaque de Bayonne de « terroriste »](#), alors même que l'agresseur a été candidat sur une liste d'extrême-droite, a dès lors été très mal ressenti.

2020 pourrait ainsi devenir l'année où se confirmerait la mondialisation et la diffusion de cette

nouvelle forme de terrorisme. Mais le pire n'est jamais sûr. Souhaitons-le plus que tout en ce cas.

PS: Ce blog, est-il besoin de le rappeler, a été ouvert en novembre 2015 par un [appel à la mobilisation contre le terrorisme jihadiste](#). Depuis lors, cinquante textes y ont été consacrés à l'analyse d'une telle menace et aux moyens de la combattre. Ce post est le seul à avoir pour sujet le terrorisme de type suprémaciste, qui vise indistinctement Juifs, Musulmans et immigrés de toutes origines. 1 contre 50, donc. Mais c'est à l'évidence déjà un de trop pour les professionnels de l'aveuglement.

*PS2: Le 19 février 2020, neuf personnes sont tuées dans un attentat raciste à Hanau, non loin de Francfort, après la diffusion d'un manifeste conspirationniste par le meurtrier. Selon le [coprésident des Verts allemands](#), « *la plus grande menace pour notre démocratie vient du terrorisme d'extrême-droite* ».*



31 décembre 2020

Iran : Plus de 194.400 décès dus au coronavirus dans 478 villes

· Rohani, après quelques jours de mensonges sur le vaccin intérieur : personne ne sait combien de mois seront nécessaires pour produire le vaccin

· Hamid-Reza Jamshidi Secrétaire du centre national de lutte contre le coronavirus (CNLC): « Nous faisons un travail scientifique (qui nécessite) des essais et des erreurs. Nous espérons voir les mêmes résultats d'essais chez les humains que sur les animaux. On ne peut prévoir de date de production en masse du vaccin COVID-19. Nous espérons atteindre le point de production semi-industrielle dans les six ou sept prochains mois. »

(Eghtesad online, 30 décembre 2020)

· Le porte-parole du ministère de la Santé du régime a annoncé que la situation n'est rouge dans aucune ville, mais le porte-parole de la faculté de médecine de Mazandaran a déclaré que le ministère de la Santé avait mis en rouge Sari, Amol, Savadkouh et Ramsar. La situation dans la province est préoccupante et fragile. (Agence Irna, 30 décembre 2020)

· La faculté de médecine de Chiraz : 3011 personnes sont mortes depuis le début de l'épidémie de COVID-19 dans la province

de Fars, dont 1444 à Chiraz. (Agence Mehr, 30 décembre 2020)

· Le test humain du vaccin iranien COVID-19 a été effectué alors qu'il y a quelques jours, 167 pharmaciens ont rejeté cette production de vaccin COVID-19 comme « une pure plaisanterie ». Ils ont écrit : « Comment osons-nous prétendre pouvoir produire un tel vaccin? » (Quotidien Hamdeli, 30 décembre 2020)

L'Organisation des Moudjahidine du peuple d'Iran (OMPI/MEK) a annoncé le 30 décembre 2020 que le nombre de décès dus au coronavirus

dans 478 villes avait dépassé les 194.400.

Le bilan des morts dans les provinces est le suivant : Téhéran 47.761, Ispahan 11.865, Qom 7595, Mazandaran 7377, Fars 5950, Alborz 5105, Golestan 4797, Sistan-Balouchistan 4741, Hamedan 4635, Kerman 4227, Kurdistan 3336, Semnan 2939, Hormozgan 2045, Zanzjan 2030, Ilam 2005, Bouchehr 1944, et Chaharmahal-Bakhtiari 1525.

Secrétariat du Conseil national de la Résistance iranienne

Le 30 décembre 2020

En Irak, l'emprise grandissante des milices chiites

Enquête - Un an après la mort à Bagdad du chef des opérations extérieures iraniennes, Ghassem Soleimani, et de son lieutenant irakien, les factions chiites, divisées, restent dominantes au cœur du pouvoir irakien et posent un défi à l'Etat.

Assis sur un fin matelas à même le sol d'une baraque en parpaings, dans un campement improvisé au milieu du désert de l'Anbar, dans l'ouest de l'Irak, Taleb Al-Janabi pointe, sur une application mobile de géolocalisation par satellite, les transformations survenues à Jurf Al-Sakhr.

« Les milices [chiites] ont détruit les maisons, puis les fermes et les exploitations agricoles, sauf au centre-ville qu'elles occupent. Il se dit qu'elles ont installé des camps militaires, des prisons secrètes, des usines et des fermes piscicoles. On peut voir des véhicules de sécurité autour des écoles, on pense qu'elles servent de prisons », suppute le jeune sunnite de 26 ans, tentant d'imaginer ce qui se trame dans sa localité, à 80 kilomètres en aval de l'Euphrate.

Personne, parmi les 85 000 membres de la tribu des Janabi qui ont fui la ville lors des combats contre l'organisation Etat islamique (EI) en juin 2014, ni même parmi les responsables sunnites qui suivent le dossier, ne peut dire avec certitude ce qu'y font les factions armées chiites, trois ans après la proclamation de la victoire contre l'EI, en décembre 2017. « Les brigades du Hezbollah [Kataeb Hezbollah, une milice chiite pro-iranienne] contrôlent la zone et même le premier ministre Mustafa Al-Kadhimi ne peut y mettre un pied », affirme Taleb Al-Janabi. La ville a été renommée Jurf



Alaa al-Marjani / Reuters

Al-Nasr (« les berges de la victoire ») par ses nouveaux occupants, et déclarée « zone interdite d'accès ».

Un « sanctuaire »

Plusieurs cheikhs de la tribu des Janabi ont été tués pour avoir protesté. Le chef de la tribu, le cheikh Adnane Al-Janabi, a approché tous les gouvernements successifs pour trouver une solution. En vain. Il est allé au Liban plaider sa cause auprès du secrétaire général du Hezbollah, Hassan Nasrallah, puis en Iran, auprès du Guide suprême, Ali Khomeini. Sans succès. « La zone a été détruite par les opérations militaires, il faut du temps pour réparer les infrastructures. Quand on aura reconstruit, on verra », assure Mohammed Mohie, le porte-parole des brigades du Hezbollah, qualifiant de « propagande » tout ce qui se dit sur Jurf Al-Sakhr.

« Ils se créent un sanctuaire à

l'image du Sud-Liban pour le Hezbollah », hors de tout contrôle étatique, martèle un cheikh sunnite qui a requis l'anonymat. Stratégiquement située entre Bagdad et la ville sainte de Kerbala, sur la route qui relie Téhéran à Damas, Jurf Al-Sakhr abrite « de nombreuses prisons privées (avec plus de 1 000 détenus illégaux), des maisons de convalescence pour les combattants, et des unités » des Kataeb Hezbollah, confirme Michael Knights dans un article pour la revue *CTC Sentinel* de l'académie militaire de West Point, aux Etats-Unis. Selon cet expert, la milice utilise l'ancien complexe militaro-industriel qu'y avait établi Saddam Hussein pour « la fabrication, l'entreposage et le test de munitions », et la localité « a été utilisée pour lancer deux drones explosifs contre des stations de pompage d'oléoducs saoudiens, le 14 mai 2019 ».

La trêve imposée par la lutte

commune contre l'EI a vécu. Des dizaines d'attaques ont été menées par les factions pro-iraniennes contre les intérêts américains en Irak

Jurf Al-Sakhr est un cas emblématique de « l'Etat dans l'Etat » que construisent les milices chiites pro-iraniennes et du défi qu'elles posent au pouvoir irakien. Capitalisant sur la légitimité qu'elles ont acquise dans la guerre contre l'EI, elles tissent leur toile dans toutes ses institutions. Des quartiers résidentiels de Bagdad qui abritent leurs QG aux provinces rurales sunnites où leurs barrages ponctuent les axes routiers, aucune région n'échappe plus à leur influence. Elles peuvent compter sur une myriade de médias, des dizaines de députés et contrôlent des ministères qui leur assurent, dans le vaste réseau de clientélisme et de corruption qui gangrène l'Irak, leur part de contrats publics.

Depuis la fin de la guerre contre l'EI et l'arrivée de Donald Trump à la Maison Blanche, qui s'est retiré unilatéralement de l'accord sur le nucléaire iranien et a rétabli les sanctions contre l'Iran en mai 2018, une nouvelle phase de confrontation s'est ouverte sur le sol irakien entre cet « axe de la résistance » emmené par Téhéran et les Etats-Unis, soutenus par Israël et l'Arabie saoudite. La trêve imposée par la lutte commune contre l'EI a vécu. Des dizaines d'attaques ont été menées par les factions pro-iraniennes contre les intérêts américains en Irak, ainsi que des actions contre des installations pétrolières en Arabie saoudite. Leurs convois et dépôts d'armes ont été la cible de frappes aériennes en Irak et en Syrie, imputées pour la plupart à Israël.

Cette confrontation a manqué de tourner en guerre ouverte en plein cœur de la capitale irakienne il y a un an. En réponse à une dangereuse escalade des attaques des milices chiites, qui ont envoyé des milliers de partisans assiéger l'ambassade américaine dans la zone verte, le quartier ultra-protégé de Bagdad, le 31 décembre 2019, le président Trump a décidé de porter un coup cinglant à « l'axe de la résistance ». Le 3 janvier 2020, une frappe de drone américaine a ciblé, à sa sortie de l'aéroport de Bagdad, le convoi du général iranien Ghassem Soleimani, le chef de la Force Al-Qods, chargée des opérations extérieures des gardiens de la révolution, et son lieutenant irakien, Abou Mahdi Al-Mohandes, le chef des unités de la Mobilisation populaire (MP), une force gouvernementale dominée par les milices chiites pro-iraniennes.

Désir de vengeance

Le double assassinat a eu l'effet d'un coup de tonnerre à Bagdad comme à Téhéran, déplaçant des dizaines de milliers de personnes à leurs funérailles. Les responsables



Des membres de la Mobilisation populaire, soutenue par l'Iran, lors d'une cérémonie funéraire symbolique dans la ville sainte de Karbala, le 29 décembre 2020. MOHAMMED SAWAF/AFP

chiites irakiens, unis pour dénoncer cette « atteinte à la souveraineté irakienne », ont voté, le 5 janvier 2020, une résolution non contraignante au Parlement, exigeant le retrait des troupes étrangères d'Irak. Téhéran a répliqué par une salve de missiles balistiques sur la base d'Aïn Al-Asad, qui abrite des troupes américaines dans l'ouest de l'Irak, sans faire de victimes. Les gardiens de la révolution et les milices irakiennes font depuis miroiter une vengeance à la hauteur de la perte qu'ils ont subie.

« Avec Soleimani, l'Iran a perdu l'homme le plus influent en Irak, en Syrie et au Yémen. Il a dû combler son absence et rétablir différemment son influence dans la région avec son successeur, Ismaïl Al-Qaani, qui n'a ni son charisme ni sa personnalité », commente le politiste irakien, Ihsan Al-Shammari. Second discret de Soleimani, qui était chargé de l'Asie centrale, le général de 62 ans ne parle pas arabe. Les milices chiites irakiennes ont, elles, perdu « leurs chefs spirituels », ajoute-t-il.

Nés dans les années 1950, les deux hommes ont bâti ensemble un réseau de milices chiites mues par les idéaux de la révolution islamique, depuis les brigades Badr, sous la dictature de Saddam Hussein dans les années 1980 aux milices engagées contre l'occupation

américaine après 2003, telles que l'Armée du Mahdi, la Ligue des vertueux (« *Asaïb Ahl Al-Haq* ») ou les brigades du Hezbollah.

Ensemble, ils ont supervisé l'envoi de combattants irakiens en Syrie, dès 2011, aux côtés des forces loyales à Bachar Al-Assad. Quand l'EI s'est emparé d'un tiers de l'Irak, en juin 2014, ils ont saisi l'opportunité présentée par l'appel à la mobilisation générale de l'ayatollah Ali Al-Sistani, la plus haute autorité chiite du pays, pour drainer des milliers de volontaires chiites au sein de leurs factions armées et mettre sur pied une force de 160 000 combattants, financée par l'Etat. A la tête de la MP, devenue une force gouvernementale en 2016, Abou Mahdi Al-Mohandes a assuré la domination des factions chiites liées à l'Iran, par le biais de la distribution des postes et des financements.

Les brigades du Hezbollah ont aussi obtenu des départements de premier plan, comme les renseignements, les missiles et les unités spéciales de la MP

L'unité de la MP était loin d'être achevée quand Washington a éliminé ses deux chefs spirituels. Les chefs des factions chiites ont été rattrapés par leurs luttes intestines. « Il y avait un père pour superviser le foyer. Il est mort avec le fils

aîné et les autres fils ont commencé à se disputer, résume, de façon imagée, Meïchan Al-Joubouri, un chef sunnite de Shirkat, dans le nord de l'Irak, dont les combattants tribaux ont intégré la MP. *L'oncle maternel, Qaani, n'a pas le charisme du père. Et personne en Irak ne sait gérer les factions comme Mohandes en parrain protecteur.* »

Dans cette bataille de succession, les brigades du Hezbollah se sont imposées avec l'aide de Téhéran. Forte de 10 000 combattants, l'ancienne unité d'élite est devenue la tête de pont de l'expansion irakienne, la seule à qui Téhéran transfère ses missiles et technologies de pointe, selon l'expert Hamdi Malik. En février, Abou Fadak Al-Mohammadawi, un quadragénaire aguerri au combat, connu pour sa loyauté à l'Iran, a pris la tête de la MP. « Les chefs se sont réconciliés dans l'intérêt suprême de la MP. Abou Fadak a une grande expérience, on le soutient », concède Mohind Al-Kadhimi, un chef de l'organisation Badr. Les brigades du Hezbollah ont aussi obtenu des départements de premier plan, comme les renseignements, les missiles et les unités spéciales de la MP.

La milice se tient en revanche à l'écart de la scène politique, investie par d'autres factions chiites. La coalition Sairoun du chef populiste Moqtada Al-Sadr, ancien chef de l'Armée du Mahdi, et la coalition Al-Fatah, qui réunit le parti Badr et le parti Sadiquoun de la Ligue des vertueux, sont devenues les premières forces chiites au Parlement, en mai 2018, avec respectivement 54 et 50 députés (sur 329). Cela leur confère un rôle décisif dans le choix du chef du gouvernement. Et, en avril 2020, elles se sont entendues pour nommer le chef des renseignements, Mustafa Al-Kadhimi, faisant fi de l'objection des brigades du Hezbollah. Elles lui reprochent sa proximité avec Washington et son soutien à la contestation

qui, depuis octobre 2019, rejette le pouvoir des partis chiites et de leur parrain iranien. Elles l'accusent d'avoir joué un rôle dans le double assassinat du 3 janvier, ce qu'il réfute.

Le choix de ce candidat de compromis a rompu l'unité de façade réalisée entre les factions chiites pro-iraniennes pour étouffer ces manifestations menaçant leur domination, et dénoncées comme « un complot animé depuis l'étranger ». Leur répression féroce a fait 568 morts et 27 000 blessés entre octobre 2019 et mars 2020, selon les autorités.

« Ce ne sont pas des mafias ou des gangs que l'on doit combattre, mais des factions protégées au Parlement et au gouvernement », déplore Mohamed Naïm, conseiller de Mustafa Al-Kadhimi

« Ils ont réussi à réduire la société civile au silence : 85 % des militants en vue ont été assassinés ou ont fui. Onze de mes amis ont été tués », énumère Mohamed Naïm, un leader de la contestation devenu, à 48 ans, conseiller de M. Kadhimi. « Ce ne sont pas des mafias ou des gangs que l'on doit combattre, mais des factions protégées au Parlement et au gouvernement, qui contrôlent les médias et les réseaux sociaux », déplore cet expert électoral depuis son bureau dans la zone verte.

La traque des leaders de la contestation se poursuit encore aujourd'hui et se double d'une croisade contre les comportements « immoraux ». Les milices chiites pro-Téhéran refusent être derrière la nébuleuse de groupuscules qui revendiquent ces attaques et se présentent comme des « partisans de la MP ». Selon l'expert Hamdi Malik, ils ont été créés par les brigades du Hezbollah et leurs mouvements de jeunesse, et des partisans d'autres factions les ont rejoints. Le premier groupe,



La monnaie iranienne présente sur un marché de Najaf, en Irak, en 2019. ALAA AL-MARJANI / REUTERS

Raba'Allah (« les compagnons de Dieu »), est apparu en août 2020, en endossant la responsabilité de l'attaque d'une chaîne de télévision qui avait diffusé de la musique pendant la fête chiite de l'Achoura. D'autres groupes ont émergé, revendiquant pêle-mêle des attaques contre des médias, des débits d'alcool ou des cabarets, et des campagnes sur les réseaux sociaux.

La tentative de Mustafa Al-Kadhimi de mettre les milices au pas, et leurs armes sous le contrôle de l'Etat, s'est soldée par un terrible échec. Lorsque, le 26 juin, les unités du contre-terrorisme (CTS) ont arrêté quatorze membres des brigades du Hezbollah, soupçonnées d'avoir planifié des tirs de roquettes sur la zone verte, leur chef Abou Fadak a pris la tête d'un convoi de 150 combattants surarmés pour assiéger sa résidence. Ils se sont retirés une fois obtenue la promesse de leurs libérations. Certains voient dans l'incident « une erreur de calcul » de M. Kadhimi, d'autres un « message adressé aux Américains » qui le pressaient d'agir. « C'était un test, assure Mohamed Naïm. Nous voulions montrer au peuple que ces milices ne respectent pas la loi et sont prêtes à provoquer le chaos. »

« Plus personne [au gouvernement] ne critique les milices. Ils ne peuvent pas se protéger

eux-mêmes, comment protégeraient-ils le pays ? », fustige le militant communiste, Jassem Al-Helfi

L'assassinat, le 6 juillet 2020, d'Hisham Al-Hashémi, expert des groupes djihadistes et des milices chiites, et conseiller du premier ministre, a été « un message direct à Mustafa Al-Kadhimi. On ne se sent plus en sécurité, poursuit l'expert électoral, M. Naïm. Sans sacrifice de notre part, il n'y aura pas de changement. »

L'incapacité du gouvernement à protéger Hisham Al-Hashémi, et à livrer les responsables de son meurtre, a été pour beaucoup l'ultime preuve de son impuissance. « Plus personne autour de lui ne critique les milices. Ils ne peuvent même pas quitter la zone verte et ont perdu toute influence dans la rue. Ils ne peuvent pas se protéger eux-mêmes, comment protégeraient-ils le pays ? », fustige le militant communiste, Jassem Al-Helfi.

« L'Etat est sous la coupe des milices. Elles contrôlent 50 % des décisions sécuritaires, politiques et économiques et Mustafa Al-Kadhimi n'a pas assez de pouvoir pour réduire leur influence », explique le journaliste Sarmad Al-Taï. Pour ce proche du premier ministre, l'assassinat de MM. Soleimani et Mohandes a certes été « un coup énorme pour ces milices, mais ça les a rendues plus dangereuses. Les deux

hommes étaient de véritables experts, des gens matures qui comprenaient la complexité des choses. Leur relève est assurée par de jeunes chefs, qui manquent d'expérience et sont pressés de devenir des héros. Chacun d'eux est un petit Saddam Hussein en puissance, même l'Irak ne peut les contrôler totalement. »

Calmer les violences

Mustafa Al-Kadhimi a troqué la méthode forte pour la négociation. Les sanctions américaines, notamment contre Qaïs Al-Ghazali de la Ligue des vertueux, ainsi que la menace d'évacuer leur ambassade à Bagdad, ont convaincu Téhéran et ses affidés de faire profil bas. « Si les Américains évacuent l'ambassade, ils ne courent plus le risque d'avoir des ressortissants pris en otage : c'est le coup de sifflet à la campagne de ciblage des milices. Et si eux partent, une quinzaine d'autres ambassades suivent, ouvrant la voie à des sanctions », anticipe Meichan Al-Joubouri. Le 10 octobre, les brigades du Hezbollah ont annoncé une « trêve conditionnelle » avec les forces américaines en Irak, bientôt rejointes par d'autres factions pro-iraniennes.

A l'approche des commémorations du premier anniversaire de la mort de Ghassem Soleimani et d'Abou Mahdi Al-Mohandes, des affiches à la gloire des « héros de la victoire » ont été placardées dans les quartiers de Bagdad sous le contrôle des milices chiites. Des manifestations massives sont prévues mais, à les entendre, aucun acte de vengeance. Mi-décembre, le Guide suprême iranien Ali Khamenei a assuré que « la vengeance viendrait en temps voulu ». Le général Qaani avait déjà passé un appel au calme lors d'un déplacement en Irak. « Les Iraniens ont intérêt à faire cesser le cycle de violence maintenant que Donald Trump est sur le départ », explique l'analyste politique Sajad Jiyad.

« Nous utiliserons tous les moyens pour faire partir les Américains. Mais il incombe d'abord au gouvernement d'appliquer la résolution votée par le Parlement. Et nous verrons si l'administration Biden procédera au retrait. Sinon la trêve prendra fin et nous reprendrons la résistance », confirme le porte-parole des brigades du Hezbollah, Mohamed Mohie. D'autres groupes ne l'entendent pas ainsi. La Ligue des vertueux a été accusée d'être responsable de tirs de roquette contre l'ambassade américaine et l'aéroport de Bagdad, fin décembre, non revendiqués.

« C'est aux Irakiens de décider quand attaquer les bases occupées. C'est le cheikh Qaïs Al-Ghazali qui décide comment et quand nous nous vengerons », sous-entendu « et non l'Iran », clarifie Mahmoud Al-Rubaie, conseiller politique de cette faction armée. Depuis des mois, elle est en compétition ouverte avec les brigades du Hezbollah pour les postes de la MP. Elle ambitionne aussi d'augmenter le nombre de ses députés (seize actuellement) lors des prochaines élections que Mustafa Al-Kadhimi voudrait organiser en juin. « Les factions qui ont des partis politiques doivent se montrer actives pour accroître leur légitimité », selon Sajad Jiyad.

L'entourage du premier ministre dit vouloir éviter à tout prix le risque d'une guerre civile et privilégier le combat sur le front

judiciaire, économique et politique

La résistance est une option. D'autres formations, comme Sairoun et Badr, se posent au contraire en interlocuteurs pour renforcer leur stature politique. « On attend l'arrivée de l'administration Biden et les prochaines élections ici. On a 50 sièges, on en vise 60. On veut conserver le dialogue avec les Américains. On ne réagira qu'en cas d'agression », assure Mohind Al-Kadhimi, de la brigade Badr. Le Congrès américain menace de prendre des sanctions contre son chef, Hadi Al-Améri, qui nourrit depuis longtemps l'ambition de prendre les rênes du gouvernement. Moqtada Al-Sadr est toutefois le mieux placé, avec ses millions de partisans des quartiers défavorisés chiites, pour mener la course en tête et choisir le prochain chef de gouvernement dans ses rangs, comme il s'en est vanté en décembre.

Jouant les chefs de bande, il a appelé les autres factions et partis chiites à « l'unité de la maison chiite », sous-entendu « derrière lui ». « Le problème n'est plus le choix du premier ministre mais la préservation du système. Les prochaines échéances politiques pourraient mettre leur leadership en danger, si de nouvelles manifestations éclatent ou si les électeurs se détournent d'eux, après avoir vu de quoi ils sont capables, analyse le politiste Ihsan Al-Shammari. Plus les élections approchent, plus la

confrontation va aller crescendo. »

« Une confrontation armée se prépare contre la présence de ces milices en Irak, elle est inévitable », estime pour sa part le journaliste Sarmad Al-Taï. L'entourage du premier ministre dit vouloir éviter à tout prix le risque d'une guerre civile et privilégier le combat sur le front judiciaire, économique et politique. Mustafa Al-Kadhimi a plaidé, à l'automne, pour un soutien international en ce sens lors d'une tournée européenne. Ses proches espèrent que les manifestants anti-pouvoir le soutiendront aux prochaines élections pour lui donner l'opportunité de mettre en place les réformes de fond qu'il a promises mais juste esquissées.

Des sources de revenus variées

Depuis sa nomination en mai, M. Kadhimi a ainsi placé à la tête des principaux services de sécurité des personnalités loyales à l'Etat et engagées contre la corruption. « Du recyclage », dénigre Meichan Al-Joubouri. Le premier ministre a promis de faire cesser les activités économiques illégales des factions armées pro-iraniennes et de reprendre le contrôle des postes-frontières illégaux.

« L'intention est bonne mais il n'y arrivera pas. Les milices peuvent recréer autant de postes-frontières qu'elles veu-

lent. Il y a même des oléoducs et des gazoducs hors du contrôle de l'Etat », objecte encore le chef sunnite, qui énumère la longue liste des sources de revenus de ces factions : contrebande de pétrole, construction et agriculture, centres commerciaux, etc. « Moqtada Al-Sadr contrôle même la Banque centrale, la compagnie nationale du pétrole et le secteur de l'électricité... C'est le plus influent et le plus dangereux. »

Seule la décision des quatre unités de la marjaya, l'autorité chiite de Najaf, de retirer leurs 20 000 combattants de la MP pour les placer sous l'autorité directe du premier ministre, suscite un espoir. « C'est un revers pour les factions proches de l'Iran, cela signifie qu'elles ont perdu le soutien de l'ayatollah Sistani et la légitimité de la fatwa prononcée en 2014. Il veut des brigades répondant à l'Etat irakien, et non pas sapant son autorité », affirme Ihsan Al-Shammari.

Mais les observateurs doutent que Mustafa Al-Khadimi ait encore le soutien de la rue pour espérer être élu et honorer sa promesse de mettre toutes les armes sous l'autorité de l'Etat. « Seul l'Iran peut décider de le faire. Qui sait s'il le fera dans une volonté de négocier avec Joe Biden, suggère Meichan Al-Joubouri. Sinon, on n'aura plus qu'à espérer une guerre entre ces factions, comme entre les cartels de drogue en Amérique latine. »

REPERES

Organisation Badr. Créée en 1982 pendant la guerre Iran-Irak par des opposants à Saddam Hussein exilés en Iran, elle compte aujourd'hui 20 000 hommes. Son chef, Hadi Al-Améri, dirige le parti Badr, intégré à la coalition Al-Fatah (50 députés).

Armée du Mahdi. Fondée en 2003 sous l'occupation américaine par le chef populiste Moqtada Al-Sadr, elle a été remplacée par les Brigades de la paix en 2014. Avec ses millions de partisans, Moqtada Al-Sadr est à la tête de la première force chiite au Parlement, la coalition Sairoun (54 députés).

Brigades du Hezbollah. Petite unité d'élite créée en 2003 par Abou Mahdi Al-Mohandes avec seulement 400 hommes, cette milice très secrète compte aujourd'hui 10 000 hommes.

Ligue des vertueux. Née en 2006 d'une scission avec l'Armée du Mahdi, « Asaïb Ahl Al-Haq » dispose de 10 000 hommes. Son chef, Qaïs Al-Ghazali, a fondé le parti Al-Sadiqoun, intégré à la coalition Al-Fatah.